



*Cet ouvrage a été réalisé
par la DRIRE, la DRTEFP et l'INSEE Picardie*

Ont participé à la rédaction :

À la DRTEFP

Saïd ADJERAD
Didier GRAFF
Louise OBEIN

À la DRIRE

Christophe BIADALA
Jean-Pierre CHARNY
Laurence CHEYROU
Christophe DELREUX
Amélie GAUTIER
Pascal LECLERCQ
El-Houcine OUARRAOU
Nicolas PACAULT
Cécile SCHMIDT

À l'INSEE

Daniel BELHUMEUR
Thomas DAVOUST
Bernard DEHON
Joël DEKNEUDT
Jean-Marie DUFOUR
Emmanuel THIOUX
Matthieu WYCKAERT
Cartographie : Julien MARACHE

Remerciements, pour leurs conseils et relectures :

Vincent TRELCAT *CRCI*, Dany LELEU *DRTEFP*, Benoit BETTINELLI *DRIRE*, Sylvain CODRON *DRIRE*,
Jean-Claude DANGREVILLE *DRIRE*, Patrick MACCZAK *DRIRE*, David SENET *DRIRE*,
Guy SOULIE-BELREPAYRE *DRIRE*, Marc BOUSCASSE *INSEE*

Photos couverture Drire

Institut National de la Statistique et des Études Économiques - Insee Picardie

Téléphone : 03 22 97 32 00 Télécopie : 03 22 97 32 01

Directeur de la Publication : **Pascal SEGUIN** Chef du Service Études-Diffusion : **Catherine RENNE**

Rédacteur en chef : **Catherine LEPIN** Responsable Édition : **Nathalie SALOMON**

Maquette Insee Picardie : Anne-Claire HUYGEN, Christian NICOLAS, Serge HELD

Impression : VALADE

Dépôt légal : octobre 2006 ISBN 2-11-095948-7 Code SAGE : INDTERP62

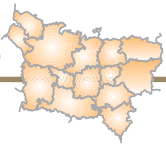
L'industrie dans les territoires picards octobre 2006 Prix : 12 €

Adressez vous à : Insee-Picardie Bureau des Ventes 1, rue Vincent Auriol 80040 AMIENS CEDEX 1

Courriel : ventes-picardie@insee.fr

Renseignements statistiques : Téléphone 0 825 889 452 (0,15 euro/mn) Courriel insee-contact@insee.fr

© Insee 2006



L'ouvrage "L'industrie dans les territoires picards" a pour ambition de fournir une présentation synthétique et chiffrée de la situation industrielle et de son environnement au niveau de chaque zone d'emploi. Cet état des lieux, dressé par les experts de la DIRE, la DRTEFP et l'INSEE, est complété par les projets de développement portés par les collectivités locales et les acteurs locaux du monde de l'entreprise.

Grâce à la confrontation des regards de chaque partenaire –le fonctionnement du marché du travail par la DRTEFP, la prospective industrielle par la DIRE et la caractérisation des territoires par l'INSEE– l'analyse permet de mettre en valeur les forces et faiblesses des territoires en lien avec leurs caractéristiques industrielles : spécialisation, concentration, mobilité des personnes, structures d'accompagnement...

Ces analyses s'adressent avant tout aux décideurs publics locaux. Elles visent à leur donner des clés de compréhension de la dynamique économique de leurs territoires et des éléments de comparaison régionaux. Néanmoins, les chefs d'entreprise, les organismes partenaires du développement (centres de formation, centres de recherche, écoles, centres techniques, de transfert de technologie), les branches et syndicats professionnels et les syndicats de salariés peuvent également en tirer bénéfice.

Après une présentation de la place de l'industrie en Picardie, l'ouvrage est décliné pour les 14 zones d'emploi de la région. Chaque zone d'emploi est décrite selon trois thèmes :

- la dynamique industrielle : la place de l'industrie, ses implantations, les structures d'accompagnement du développement économique (centres de recherche, infrastructures...)
- la dynamique humaine : structure et évolution de la population active, fonctionnement du marché du travail
- les perspectives de développement : les projets, les opportunités et les menaces.

Une carte de la région, en grand format, complète l'ouvrage en représentant par secteur d'activité les établissements industriels de plus de 50 salariés.

Nous souhaitons que cette contribution soit utile à tous ceux qui œuvrent pour une industrie performante dans des territoires dynamiques.

Le Directeur de la DIRE

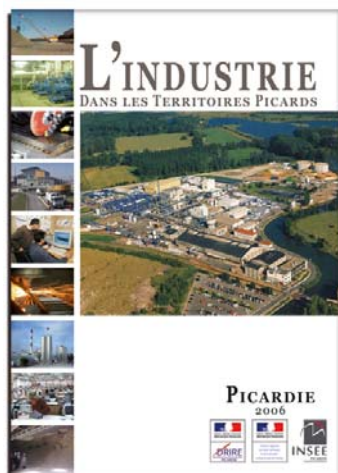
Laurent Roy

Le Directeur de la DRTEFP

Gérard Cascino

Le Directeur de l'INSEE

Pascal Seguin



P 7 Synthèse régionale : une économie picarde toujours très industrielle

Aisne

- P 11 Château-Thierry : une économie peu orientée vers l'industrie
- P 19 Chauny-Tergnier-La Fère : une implantation industrielle ancienne
- P 27 Laonnois : la zone d'emploi la moins industrielle de Picardie
- P 35 Saint-Quentin : une spécificité industrielle ancienne
- P 43 Soissons : une industrie faiblement présente dans l'économie locale
- P 51 Thiérache : l'industrie, un secteur important pour l'emploi

Oise

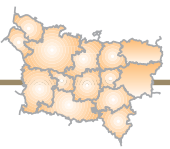
- P 59 Beauvais : une industrie diversifiée
- P 67 Compiègne : une zone d'emploi urbaine très industrialisée
- P 75 Santerre-Oise : une économie agricole et industrielle
- P 83 Sud-Oise : la première zone d'emploi industrielle de Picardie

Somme

- P 91 Abbeville-Ponthieu : une zone rurale peu industrielle, hormis Abbeville
- P 99 Amiens : une forte densité du tissu industriel
- P 107 Santerre-Somme : près d'un tiers des salariés travaille dans l'industrie
- P 115 Vimeu : une zone agricole devenue industrielle

Annexes

- P 123 Glossaire
- P 125 Bibliographie



Une économie picarde toujours très industrielle



Photo Drire

Au début de l'année 2005, les quelques 5 000 établissements picards du secteur de l'industrie¹ emploient 140 000 personnes soit 23 % des salariés de la région. Cette proportion place la Picardie au second rang des régions françaises, à égalité avec l'Alsace et derrière la Franche-Comté, où 27% des salariés travaillent dans l'industrie.

En 1990, près du tiers des salariés picards travaillaient dans l'industrie. Aujourd'hui, cette proportion de 10 points inférieure résulte d'une diminution de 40 000 emplois dans ce secteur et de l'augmentation de plus de 100 000 emplois dans les autres secteurs de l'économie, notamment les activités tertiaires. Ces évolutions prennent en compte le recours des entreprises industrielles à des sociétés externes du secteur des services pour réaliser des tâches autrefois réalisées en interne : transport, logistique, sécurité, nettoyage... Cette évolution de la répartition de l'emploi salarié entre les différentes sphères d'activité s'effectue à un rythme similaire en Picardie et dans l'ensemble de la métropole, aussi la spécificité industrielle de l'économie régionale demeure relativement élevée.

► Des établissements de taille moyenne insérés dans des groupes internationaux

Située au carrefour de grands pôles industriels et démographiques, la Picardie se singularise par la structure de ses entreprises industrielles : la prépondérance des PME et la forte présence des investissements extérieurs à la région, français mais aussi étrangers.

Sept salariés de l'industrie sur dix travaillent dans une entreprise appartenant à un

¹ Comprend dans cet ouvrage l'ensemble des établissements employant au moins 1 salarié dont l'activité principale est industrielle ou appartient au secteur de l'énergie.

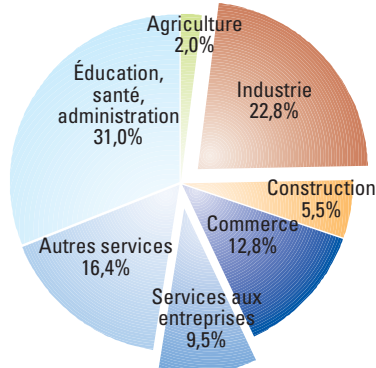
L'industrie "pèse" 23 % dans l'emploi salarié picard

		Emplois salariés	dont industrie	
			Effectif	%
Picardie	1990	549 400	180 200	32,8
	1999	588 000	153 200	26,1
	2005	612 800	139 800	22,8
France métropolitaine	1990	19 279 500	4 662 700	24,2
	1999	20 841 700	4 078 300	19,6
	2005	22 468 700	3 865 200	17,2

Source : Insee, estimations provisoires d'emploi au 1/1/2005



Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activités en Picardie



Source : Insee : estimations d'emplois au 1/1/2005

groupe, dont trois pour un groupe dont le centre de décision se situe à l'étranger. La Picardie est attractive pour les investisseurs externes en raison de sa situation au carrefour des échanges entre l'Île-de-France et l'Europe du Nord. Cette position stratégique est renforcée par des activités fortement internationalisées : agroalimentaire, chimie, caoutchouc, pharmacie et produits d'entretien.

Cette situation de dépendance peut être perçue comme un facteur de fragilité pour l'emploi en mettant en concurrence la région avec les pays à bas coûts salariaux. Du point de vue économique, l'apport des groupes à l'économie régionale va à l'encontre de cette hypothèse. La productivité apparente du travail est supérieure dans les entreprises appartenant à des groupes, tout en ayant un salaire médian plus élevé. Par contre, les groupes ont un rôle moins porteur dans la création d'établissements, car leur dévelop-

pement repose avant tout sur l'acquisition d'entreprises déjà existantes.

La prépondérance des entreprises industrielles de taille moyenne en Picardie est propice à cette stratégie de développement. En France, 40 % des salariés de l'industrie travaillent dans une entreprise de plus de 500 salariés contre 15 % en Picardie. L'ampleur de cet écart s'explique par la faible présence de très grandes entreprises (de plus de 1 000 salariés) dans la région. À l'inverse, près de la moitié des salariés de l'industrie picarde travaille pour une entreprise de 50 à 500 salariés, soit 20 % de plus que la moyenne nationale.

► Diversité des activités industrielles...

Des céréales du petit déjeuner aux pièces d'assemblage pour l'Airbus A380, les produits de l'industrie picarde sont très variés. Diversité, puisque tous les secteurs de l'industrie sont présents dans l'économie picarde, mais aussi parce qu'au-delà des quatre principaux secteurs d'activité, chacun de ceux-ci comprend des productions très variées.

Les deux premiers secteurs, l'industrie de la chimie, du caoutchouc et du plastique et l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux, emploient respectivement 17 % et 16 % des salariés de l'industrie en Picardie. Si ces deux secteurs sont surreprésentés dans la région par rapport à la moyenne nationale, leur parcours historique diverge : le travail des métaux est une activité d'implantation ancienne qui tend à réduire ses emplois, la plasturgie s'est développée plus récemment et a augmenté ses emplois. La plasturgie, très présente dans le Sud-Oise, le caoutchouc, dans la zone d'Amiens et la chimie, à Compiègne, composent un secteur d'activité assez concentré géographiquement, alors que le travail des métaux est une activité commune à l'ensemble des zones d'emploi, même si le Vimeu s'en est fait une spécialité.

Les deux autres secteurs les plus importants de l'industrie picarde sont l'agroalimentaire et la construction mécanique qui emploient 14 % et 12 % des salariés de l'industrie. Ils se différencient des précédents par un poids dans l'industrie régionale du même ordre de grandeur qu'en moyenne nationale. L'emploi salarié dans ces deux activités se réduit. Elles sont implantées dans l'ensemble des zones d'emploi de la région, même si l'industrie agroalimentaire est un peu plus concentrée dans le département de l'Aisne et dans la zone du Santerre-Somme alors que le Vimeu et le Beauvaisis sont plus spécialisés dans la construction mécanique.

Quatre secteurs dominant l'industrie régionale

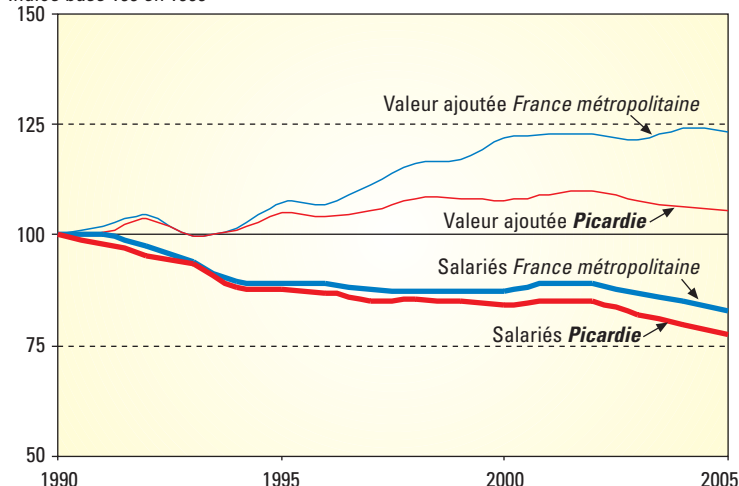
Répartition des établissements industriels et de l'emploi salarié fin 2004

Secteur d'activité	Établissements	Part de l'emploi salarié
Chimie, caoutchouc, plastiques	302	16,7
Métallurgie et transformation des métaux	746	16,3
Industries agricoles et alimentaires	1 310	14,3
Industries des biens d'équipement mécaniques	684	11,8
Industries des équipements du foyer	280	5,6
Industries des produits minéraux	258	5,2
Pharmacie, parfumerie et entretien	040	4,6
Industries du bois et du papier	177	4,6
Ensemble Industrie	4 865	100,0

Source : Insee, Clap 2004 - estimations

Industrie : baisse des effectifs et hausse de la valeur ajoutée

Indice base 100 en 1990



Source : Insee, estimations - comptes régionaux



Demandeurs d'emploi : les disparités locales se sont creusées entre 2002 et 2005

En 2005, un cinquième des demandeurs d'emploi provient du secteur industriel, leur nombre diminue entre 2002 et 2005 alors que celui de l'ensemble des demandeurs augmente.

Les employés sont de plus en plus massivement touchés par le chômage et représentent près de 60 % de la demande d'emploi en 2005. À l'inverse, le nombre d'ouvriers qui cherchent un emploi diminue quelque peu, baisse un peu plus affirmée pour les ouvriers qualifiés que pour les manoeuvres et ouvriers non qualifiés. Cette tendance régionale est parfois infirmée localement : dans le Santerre-Somme et à Château-Thierry, la demande d'emploi d'ouvriers, qualifiés ou non, est en augmentation ; il en est de même pour les ouvriers non qualifiés dans le Laonnois et pour les ouvriers qualifiés en Thiérache.

Dans cette dernière zone, la part des ouvriers parmi les demandeurs d'emploi est la plus élevée de la région, à l'opposé, les zones de Compiègne et du Sud-Oise ont les pro-

portions les plus faibles et en forte diminution surtout pour les ouvriers qualifiés.

En 2005, 37,5 % des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'un an, soit un accroissement de 2,6 points en trois ans. Cette augmentation concerne la majorité des zones d'emploi, avec de très fortes augmentations dans des zones d'emploi déjà très touchées, telles que la Thiérache. À l'inverse, le Santerre-Oise enregistre une diminution des demandes de longue durée, alors qu'en 2002, leur part dans la demande d'emploi était déjà inférieure à la moyenne régionale.

Les disparités des zones d'emploi face à la situation du marché de l'emploi se renforcent. Soissons, Saint-Quentin, la Thiérache ou le Laonnois connaissent des situations difficiles, le chômage élevé pour la classe ouvrière est aggravé par la durée du chômage. À l'inverse, à Compiègne ou Beauvais, les ouvriers qualifiés ou non, sont moins touchés par le chômage, qu'il soit de longue durée ou non.

Le chômage de longue durée a davantage augmenté que l'ensemble des demandes d'emploi

Demandeurs d'emploi en fin d'année de catégorie 1, 2 et 3

	2002		2005	
	Effectif	%	Effectif	%
Ensemble des demandeurs	98 800		101 801	
dont				
venant de l'industrie	23 185	23,5	23 185	22,8
inscrits depuis plus d'un an	34 529	34,9	38 132	37,5

Source : ANPE-DARES, DEFM

► ...mais concentration dans les « produits intermédiaires »

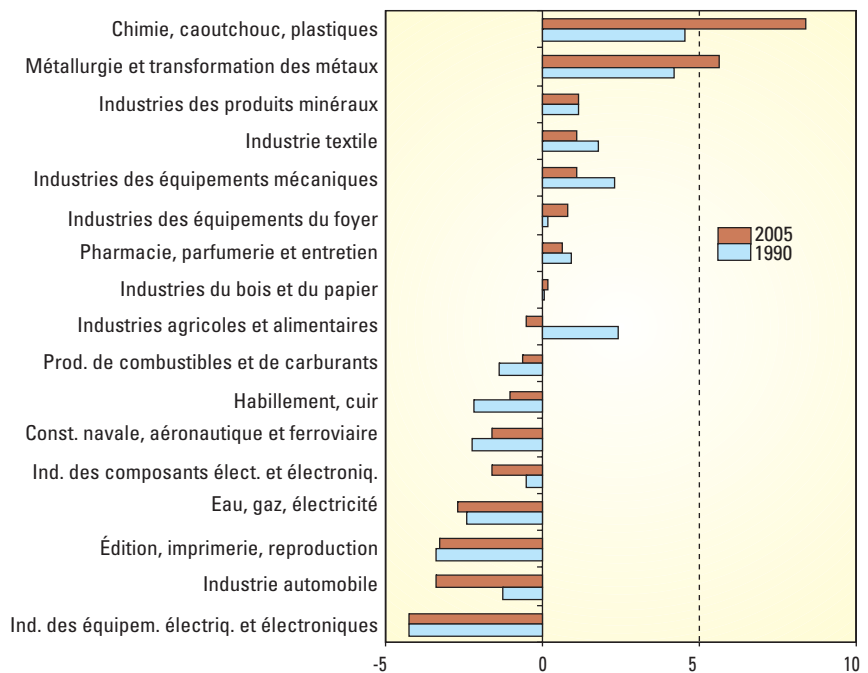
Hormis ces 4 principales activités, aucun des autres secteurs de l'industrie ne concentre plus de 6 % des salariés en Picardie. Depuis la fermeture des établissements *Chausson*, la construction automobile n'a plus qu'une place modeste dans le paysage économique régional. Cela n'empêche pas la filière automobile d'avoir un rôle sensible dans l'industrie picarde en raison de la présence de nombreux sous-traitants de taille importante. La concentration économique dans cette filière transversale est un facteur de fragilité conjoncturelle pour l'industrie picarde.

Un autre facteur de fragilité, cette fois-ci structurel, est la concentration dans des activités ou des produits à valeur ajoutée relativement modeste. Les secteurs de technologie de pointe comme la pharmacie, la micro-électronique, la mécanique de précision sont peu représentés dans la région. Autre exemple, dans le secteur agroalimentaire, l'industrie laitière et celle des fruits et légumes, les

Un peu plus de spécialisation dans la chimie, le caoutchouc, le plastique et la métallurgie

Écart entre la part de chaque secteur dans l'industrie picarde et sa part dans l'industrie nationale

Unité : %



Source : Insee, estimations provisoires d'emplois au 1/1/2005



2 pôles de compétitivité à vocation mondiale

Le Comité Interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT) a retenu, le 12 juillet 2005, deux projets interrégionaux présentés par la Picardie : les pôles « **Industries et Agroressources** » et « **I-TRANS** » et leur a attribué le label de pôle de compétitivité à vocation mondiale.

Proposé par les régions Picardie et Champagne-Ardenne, le pôle « **Industries et Agroressources** » cible son développement sur les nouveaux marchés émergents basés sur l'utilisation de tous les composants de la plante pour des finalités industrielles, innovantes et compétitives.

Le pôle **I-TRANS** s'inscrit principalement dans le territoire Nord - Pas-de-Calais avec l'étroite participation de la région Picardie. Ce pôle a placé « le Ferroviaire au cœur des systèmes de transport innovants ». Il a pour ambition de construire le premier pôle européen, reconnu au niveau mondial, pour la conception, la construction, l'exploitation compétitive et la maintenance d'équipements et systèmes ferroviaires.

deux premières activités picardes, ont des taux de valeur ajoutée inférieurs aux industries des boissons ou du pain, qui elles sont sous-représentées.

Au cours des 15 dernières années, les pertes d'emplois industriels touchent, sauf accidents, des secteurs dont la production offre une faible valeur ajoutée : la laiterie *Candia* dans la foulée de Yoplait encore tout récemment. En raison de la diversité des activités, les mutations industrielles se sont étalées dans le temps en Picardie. Les crises des divers secteurs ont été localement dramatiques sur le plan social, sans atteindre l'économie de toute la région comme en Lorraine ou dans le Nord - Pas-de-Calais.

► Les mutations industrielles, un chantier au quotidien

La conversion des entreprises vers des productions de haute technologie et l'ouverture vers le marché mondial sont les clés de l'avenir de l'industrie en Picardie. Ces chantiers sont ouverts aux différents acteurs économiques locaux.

Les territoires picards abordent ces mutations économiques selon leurs atouts : axes de communication et proximité d'autres régions, savoir-faire et compétences locaux, attrait touristique et qualité de vie.

Dans le Sud-Oise et à Compiègne, les entreprises, souvent dépendantes de grands groupes, bénéficient d'une ouverture internationale de leur marché, grâce à la proximité de l'Île-de-France et des voies de communication.

Pour valoriser un savoir-faire, mutualiser des compétences et leurs moyens, des PME-PMI se regroupent pour créer un Système Productif Local (SPL). Ainsi dans la Somme, cinq SPL existent sur les métiers liés à la chaudronnerie maintenance, à l'hydraulique mécanique, à la verrerie, serrurerie robinetterie et un pôle légumier. Trois SPL existent également dans l'Aisne sur la broderie, la mécanique, la métallurgie et le bâtiment durable.

► Une forte demande de qualification

L'orientation des entreprises industrielles vers des productions plus concurrentielles s'accompagne d'un besoin en personnel de plus en plus qualifié. La comparaison entre la qualification des emplois dans le Sud-Oise ou à Compiègne avec celle des zones d'industries plus anciennes comme Saint-Quentin ou le Vimeu révèle deux tendances de cette évolution : d'une part, parmi les ouvriers

les postes non qualifiés sont devenus minoritaires, d'autre part les employés prennent une moindre importance dans l'organigramme des entreprises.

L'augmentation des besoins des entreprises en ouvriers qualifiés et techniciens, agents de maîtrise est confrontée au manque de qualification de la main-d'œuvre disponible, qui provient, en partie, des pertes d'emplois dans des industries consommatrices de main d'œuvre spécialisée. Dans cette situation de transition, les entreprises évoluant plus rapidement que les personnes, ni les unes ni les autres ne trouvent leur compte.

► Des pôles de compétitivité porteurs d'avenir

La mobilisation des entreprises et des autres acteurs du développement économique ne saurait être pérenne sans le soutien de l'innovation. La Picardie n'est pas dépourvue d'atouts dans ce domaine.

Plusieurs centres de recherche de portée nationale ou européenne sont installés dans la région, comme l'UTC, l'INERIS, le CETIM¹. Des centres de recherche privés liés à des grands groupes existent dans plusieurs entreprises. D'autres centres de recherche ou de transfert de technologie plus modestes maillent l'ensemble du territoire picard visant à répondre à un besoin plus régional ou local.

Deux pôles de compétitivité, labellisés « Pôles à vocation mondiale », permettent de développer et fédérer les liens entre PME, grands groupes, unités de recherche, laboratoires, centres de transfert de technologies et centres de formation autour de projets communs de recherche et de développement. Le pôle I-Trans sur la thématique des transports ferroviaires associe les régions Picardie et Nord - Pas-de-Calais. Le pôle Industries et Agroressources, pour la valorisation alimentaire et non alimentaire du végétal, mobilise les régions Picardie et Champagne Ardenne. Ces projets ont une attache forte avec les territoires. Ces pôles permettent ainsi la création de valeur ajoutée et dessinent des perspectives d'innovation et de développement génératrices de futures créations d'emplois dans les territoires. ■

¹UTC : Université Technologique de Compiègne

INERIS : Institut de l'Environnement industriel et des risques

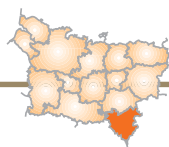
CETIM : Centre d'Études Techniques des Industries Métallurgiques

Château-Thierry : une économie peu orientée vers l'industrie



Photo Grébert

FORCES	FAIBLESSES
Position géographique du bassin, la proximité de la région parisienne, le réseau routier A4, RN3 et la proximité des aéroports de Roissy et d'Orly. Tissu industriel diversifié constitué de grands groupes et de PME. Prix de l'immobilier industriel nettement inférieur aux prix de la région parisienne.	Bassin isolé ayant assez peu d'échanges avec le reste de la région picarde. Offres d'emplois précaires et peu fournies dans l'industrie.
OPPORTUNITÉS	MENACES
Région à fort potentiel agricole. Développement des plateformes logistiques. Développement de la Zone Industrielle de l'Omois. Existence d'un Système Productif Local Bâtiment durable	Positionnement industriel sur des produits à faible valeur ajoutée.



La part de l'industrie dans l'activité économique de la zone de Château-Thierry est proche de la moyenne régionale : 22 % des emplois salariés sont industriels. Cette proportion est plus faible que dans les zones picardes de taille comparable. La structure économique de la zone d'emploi ne diffère de celle de la région qu'en raison d'une part de l'emploi agricole plus importante. Les vignobles de champagne de la vallée de la Marne, les prairies d'élevage et les champs de cultures occupent les terres agricoles.

Le poids de l'industrie diminue de plus en plus sous l'effet conjugué de la baisse du nombre de salariés dans l'industrie et de la hausse dans les autres activités. Un quart de l'emploi industriel a disparu en quinze ans essentiellement dans trois secteurs : les équipements mécaniques, la chimie-caoutchouc-plasturgie et l'agroalimentaire.

► Concentration de l'emploi industriel dans les entreprises moyennes

Comme dans les zones d'emploi de Beauvais ou Compiègne, l'implantation industrielle est concentrée géographiquement. En 2004, six salariés sur dix travaillent au sein d'un établissement situé sur le territoire de la Communauté de Communes de la Région de Château-Thierry.

Autre forme de concentration de l'emploi industriel, un peu moins de la moitié des salariés de l'industrie œuvre dans un établissement de 100 à 250 salariés soit, en proportion, le double de la moyenne régionale. Cette différence s'explique par la structure des établissements industriels de la zone d'emploi : il s'y côtoie de très petits établissements et des établissements de taille moyenne à la limite des 250 salariés. Les grands établissements sont par contre peu nombreux.

Déoulant de cette structure par taille, l'emprise des groupes sur l'industrie locale est plus faible que dans le reste de la région. En Picardie, trois salariés de l'industrie sur quatre travaillent pour un groupe, ce n'est le cas que d'un sur deux dans la zone de Château-Thierry. Cette sous-représentation vaut aussi bien pour les groupes ayant leur centre de décision en Picardie, que pour les groupes étrangers ou ceux ayant leur centre de décision dans une autre région.

► Une industrie spécialisée dans trois secteurs

L'emploi industriel est concentré à 49 % dans trois secteurs de l'industrie, bien présents dans l'ensemble de la région, l'agroalimentaire, la métallurgie et la chimie-caoutchouc-plasturgie.

Depuis une quinzaine d'années, la spécificité de l'industrie de la zone de Château-Thierry a changé : d'une part, la composition de l'emploi industriel s'est rapprochée de celle de la région, et d'autre part, la spécialisation de la zone s'est modifiée. L'industrie agroalimentaire est restée une spécificité de la zone tandis que la métallurgie devenait de moins en moins importante et que l'industrie des produits minéraux et l'industrie automobile prenaient de l'ampleur dans l'emploi industriel.

Premier employeur industriel de la zone, l'industrie agroalimentaire tire parti de l'agriculture locale, elle représente un emploi industriel sur cinq fin 2004. Les très nombreux établissements du secteur emploient principalement entre un et neuf salariés. Un seul établissement a plus de 100 salariés : l'usine LU de Château-Thierry (anciennement Belin), entreprise célèbre pour ses biscuits. L'industrie agroalimentaire locale, qui est très diversifiée, a perdu en quinze ans 30 % de ses



Photo Kruder396

Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
OXFORD AUTOMOTIVE MACANIS DECOUP FIN	250 à 500	Essômes-sur-Marne	Fabrication d'équipements automobiles	Non
NOVACEL OPHTALMIQUE SAS	100 à 249	Château-Thierry	Fabrication de lunettes	Oui
LU FRANCE LF SAS	100 à 249	Château-Thierry	Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	Non
EUROKERA	100 à 249	Chierry	Façonnage et transformation du verre plat	Non
WESTFALIA SEPARATOR MINERALOIL SYSTEMS S	100 à 249	Château-Thierry	Fabrication de matériel pour les industries chimiques	Oui
VOSSLOH COGIFER	100 à 249	Fère-en-Tardenois	Sidérurgie	Non
MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE	100 à 249	La Ferté-Milon	Fabrication d'articles divers en matières plastiques	Oui
SOCIETE TUBEST	100 à 249	Fère-en-Tardenois	Fabrication d'articles métalliques divers	Oui
SAINT GOBAIN SOVIS	100 à 249	Chierry	Façonnage et transformation du verre plat	Oui
LE MOULAGE AUTOMATIQUE	100 à 249	Château-Thierry	Fabrication d'emballages en matières plastiques	Oui

Source : Insee, CLAP 2004



effectifs salariés. Cette baisse est deux fois plus importante que la moyenne régionale. Petite taille des entreprises, forte disparité des activités et faible valeur ajoutée des produits contribuent à une plus grande fragilité locale du secteur face à la concurrence.

L'industrie des produits minéraux, en cinquième position dans le classement des industries en termes d'emploi, représente un emploi industriel sur dix fin 2004. L'activité de fabrication de verre et d'articles en verre compose principalement cette industrie. Les établissements ont majoritairement plus de dix salariés. Deux établissements dépassent la barre des 100 salariés : *Eurokera* et *Saint-Gobain Sovis*, toutes les deux entreprises de façonnage et de transformation du verre plat implantées à Chierry.

L'industrie automobile est représentée par quelques établissements, en particulier *Oxford Automotive* implanté à Essômes-sur-Marne, le plus gros établissement de la zone d'emploi et le second du département après MBK.

► Une zone favorablement située pour les infrastructures

La proximité de l'Île-de-France influence la dynamique de la zone de Château-Thierry. Le réseau routier offre deux axes de communication importants. L'autoroute A4 reliant Reims à Paris et la nationale RN3 reliant Épernay à Paris traversent la zone d'est en ouest. La zone bénéficie aussi de la proximité relative des aéroports de Roissy et d'Orly ainsi que de la plate-forme de transit de Vatry.

Acteurs du développement économique, une antenne de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Aisne est présente et l'Agence de Développement de l'Aisne, qui accompagne le développement ou la création d'entreprises, anime notamment l'Institut de Création d'Entreprise de l'Aisne.

Cette zone appelée aussi l'Omois héberge deux zones industrielles. Le prix de l'immobilier industriel à Château-Thierry est nettement inférieur aux prix pratiqués en Île-de-France. Les investisseurs sont ainsi incités à s'installer dans le sud du département où ils disposent de surfaces conséquentes tout en restant très proches du Bassin parisien.

Sous l'impulsion de l'Union des Communes de Communes du Sud de l'Aisne (UCCSA), ont vu le jour le pôle d'excellence bâtiment durable et la labellisation du Système Productif Local « bâtiment durable ».

L'UCCSA a, par ailleurs, lancé l'élaboration d'une démarche territoriale de développement durable ATENEE (maîtrise de l'énergie et des déchets) qui devrait encourager le développement de ce secteur du bâtiment durable.

rager le développement de ce secteur du bâtiment durable.

► Une agglomération et trois unités urbaines dans un paysage naturel et agricole

Avec 69 000 habitants, Château-Thierry est l'une des zones d'emploi les moins peuplées de Picardie. La population habite plus souvent en milieu rural qu'en moyenne régionale. L'organisation spatiale de la zone comprend une agglomération principale, Château-Thierry, et trois autres unités urbaines : Charly et Nogent-L'Artaud forment un pôle urbain de 6 700 habitants, Fère-en-Tardenois où habitent 3 400 personnes et la Ferté-Millon qui compte 2 100 habitants. Hormis Neuilly-Saint-Front, le reste du territoire est faiblement peuplé. Entre 1975 et 1999, la population s'est accrue de 23 % sous l'effet conjugué de l'arrivée massive à la fois de jeunes actifs et de familles en provenance de la région parisienne et d'un solde naturel excédentaire.

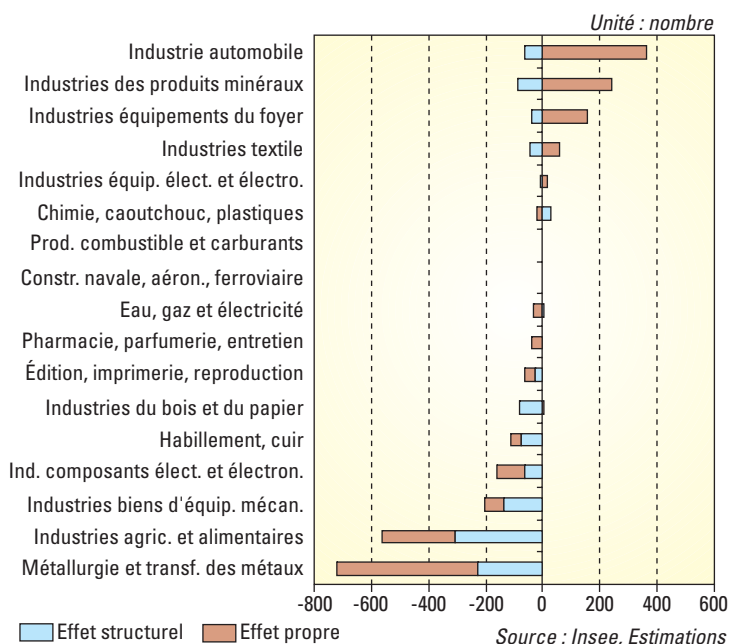
► Les actifs résidents se déplacent à Paris pour travailler

Le dynamisme démographique explique la croissance de la population active depuis vingt ans. L'augmentation de l'emploi ne permet pas de satisfaire l'ensemble des actifs

Les plans de sauvegarde de l'emploi

La zone a connu 7 plans de sauvegarde de l'emploi entre 2003 et 2005 dont six dans l'industrie. 162 personnes ont été touchées, dont 152 dans l'industrie.

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005



Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



résidents de la zone. L'équilibrage s'est fait par l'augmentation du chômage et par le développement des navettes domicile-travail entre la zone et l'Île-de-France. Selon les dernières estimations, les navettes domicile-travail seraient en forte hausse. L'intégration de la zone dans la nébuleuse parisienne par les trajets domicile-travail explique en partie que les taux d'activité soient supérieurs dans la zone par rapport à la région.

► De plus en plus de demandes d'emploi en provenance de l'industrie

Les anciens employés de l'industrie représentent 18 % des demandeurs d'emploi sur la zone de Château-Thierry, deux points de moins qu'au niveau départemental. Plus de la moitié de ces chômeurs proviennent de quatre secteurs : l'industrie agroalimentaire, la métallurgie et la transformation des métaux, l'industrie des produits minéraux et l'édition, imprimerie, reproduction. Excepté l'agroalimentaire, les trois autres secteurs sont une spécificité de la zone d'emploi de Château-Thierry par rapport au département.

Entre 2002 et 2005, la demande d'emploi progresse de 13 % dans la zone d'emploi de Château-Thierry et de 4 % pour l'industrie. Cette hausse de la demande d'emploi industriel, dont le mouvement vient a contrario de la tendance départementale, s'explique par une augmentation des demandes en provenance de la métallurgie, de l'industrie des produits minéraux et de l'édition-imprimerie-reproduction. À l'inverse, la demande dans l'industrie agroalimentaire régresse.

► Des demandeurs d'emploi âgés

En 2002, Château-Thierry partageait avec Soissons l'âge moyen des demandeurs d'emploi le plus élevé des 14 zones d'emploi picardes : non seulement la part des moins de 25 ans était la plus faible mais celle des plus de 50 ans était la plus élevée. En 2005, c'est encore le cas pour Château-Thierry, mais les différences avec la moyenne régionale sont moins importantes, de l'ordre de 2 points de plus pour les seniors et 2 de moins pour les plus jeunes.

Ces écarts n'ont pas l'incidence attendue sur le niveau de formation et le niveau de qualification des demandeurs d'emploi de Château-Thierry. En général, les demandeurs d'emploi les plus jeunes sont en moyenne mieux formés que les générations plus âgées. Malgré un âge moyen des demandeurs d'emploi plus élevé que dans le reste la région, les niveaux de formation et de qualification des demandeurs d'emploi de la zone d'emploi sont proches, voire légèrement supérieurs, à la moyenne régionale.

Par contre, l'âge des demandeurs d'emploi joue sur la proportion de chômeurs de longue durée. Quatre demandeurs sur dix recherchent un emploi depuis plus d'un an. Cette catégorie est en augmentation de 15 % dans la zone de Château-Thierry contre 3 % au niveau départemental.

► Des offres d'emploi occasionnelles dans l'agroalimentaire

Moins présente dans l'appareil productif de la zone d'emploi, l'industrie occupe aussi une moindre place dans les offres d'emploi que dans l'ensemble du département. Pratiquement la moitié des offres d'emploi dans l'industrie émanent du secteur agroalimentaire. Ce secteur fait appel avant tout à des contrats occasionnels et temporaires. Les offres d'emploi sont pratiquement en nombre égal à celui des demandeurs d'emploi qui viennent de ce secteur. ■

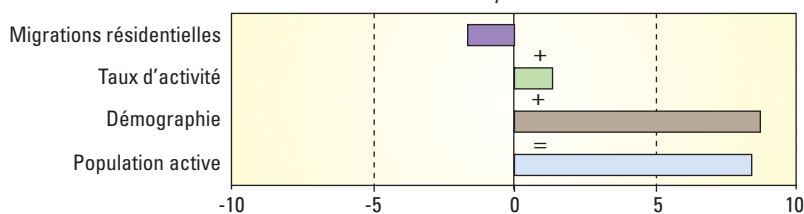
Structure par âge de la population en %

	Population totale		Population active		Taux d'activité			
					Hommes		Femmes	
	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie
Moins de 20 ans	28,0	28,0	2,8	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	41,6	43,2	80,2	80,7	94,6	92,0	78,6	76,0
50 à 64 ans	14,4	14,7	16,6	16,6	58,8	57,8	45,3	43,3
65 ans et plus	16,0	14,1	0,4	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

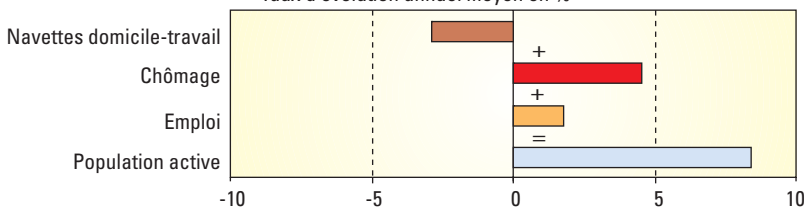
Source : Insee, recensement de 1999

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %

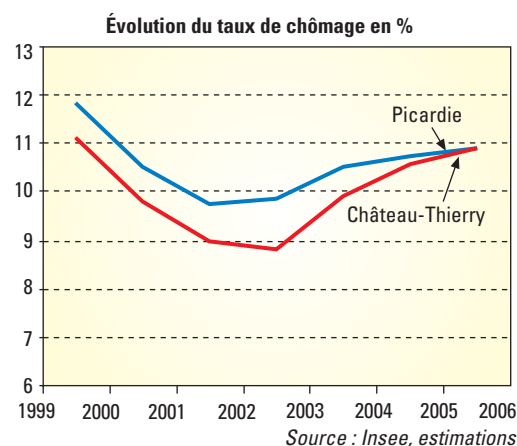
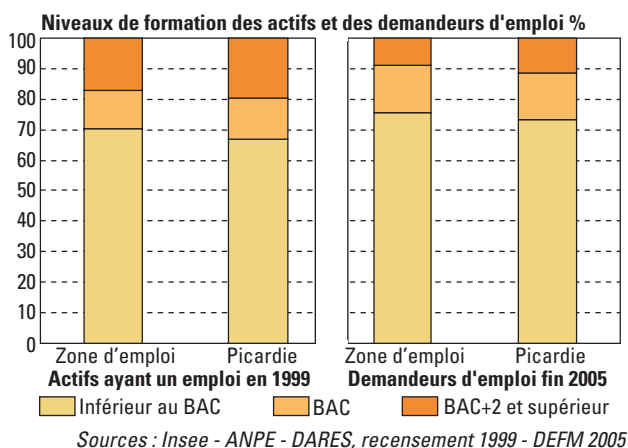


Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



Les projets de développement

Depuis la mise en service de la déviation de Vignoles au sud de Soissons, la circulation du fret sur la RD1 est grandement facilitée. Cet axe économique important qui relie le nord au sud du département en traversant les pôles économiques du Soissonnais et du Chaunois permet aujourd'hui de mieux desservir la zone d'intérêt départemental de l'Omois, au nord de Château-Thierry, ce qui induit un effet positif sur son développement. La zone d'intérêt départemental (ZID) de l'Omois répartie sur une surface de 100 hectares, dont 50 sont encore à investir, a été créée il y a quinze ans. Depuis 2003, la Société d'équipement de l'Aisne est le maître d'ouvrage délégué de cette zone.

FM Logistic a décidé d'y installer sa quatorzième plateforme de 36 000 m² couverts d'un seul tenant sur une parcelle de 25 hectares. Le groupe FM Logistic construit cette plateforme pour les cosmétiques du groupe Henkel. À terme sur cette zone de l'Omois, ce groupe mise sur une croissance annuelle de plus de 10 % et devrait créer 400 emplois sur un pôle logistique de près de 80 000 m².

La SCI Logistique du Chêne, filiale du groupe Turenne-Lafayette située à Lagny (Seine-et-Marne) possède les marques Paul Prédault et William Saurin dont l'unité principale de production dans la région est à Pouilly-sur-Serre. Le groupe, dont le site de Lagny situé en zone urbaine n'a plus de capacité de développement, souhaite disposer d'une vaste plateforme à proximité de la région parisienne et du nord de la France. C'est pour cette raison que le groupe s'engage dans la construction d'une plateforme logistique William Saurin de 35 000 m² sur un terrain de 10 hectares. Cet investissement de 15 M € permettra d'employer 80 salariés dans un premier temps.

L'entreprise métallurgique Tubest située à Fère-en-Tardenois érige sur la ZID de l'Omois un nouvel atelier de fabrication de tubes métalliques flexibles de 5 000 m² sur une parcelle de 3 hectares. Cet investissement immobilier devrait créer une trentaine d'emplois.

Novacel Ophtalmique, installé à Château-Thierry depuis 1994 est le quatrième fabricant français de verres de lunettes (1,2 millions de verres par an pour des opticiens indépendants). L'entreprise trop à l'étroit sur son site actuel va construire un nouveau bâtiment sur une parcelle de 60 000 m² sur la petite zone de la Moiserie à proximité directe de la zone d'intérêt départemental de l'Omois. Cet investissement immobilier de 8 M € permettra à l'entreprise d'augmenter sa capacité de production et ainsi de générer 70 emplois supplémentaires. De plus, l'entreprise créera à Château-Thierry un laboratoire de R&D dans le secteur ophtalmique.

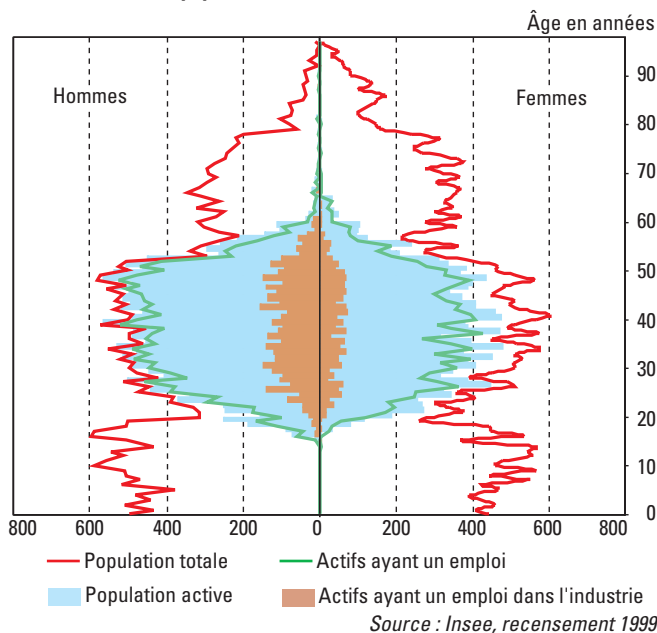
D'autre part, Globe 21 qui est la structure de pilotage du SPL Bâtiment Durable a en projet pour les années futures de créer un Centre Régional pour l'Innovation et le Transfert de Technologie (CRITT) dédié au pôle d'excellence du bâtiment durable et une pépinière d'entreprises pour ce pôle. La réalisation de cette pépinière mettrait également en valeur le savoir-faire de ce pôle. Ces deux projets devraient voir le jour également sur la zone de l'Omois.



Photo Klass De Buysser



Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	68 570	3,7	
dont population active	30 988	3,7	
Superficie en km ²	1 193	6,2	
Densité de population (habitants par km ²)	57,5	///	95,7
Nombre de communes	123	4,6	
Part de la population urbaine	52,0	///	61,2
Nombre de logements	31 534	4,0	
dont résidences principales	26 225	3,7	
autres logements	5 309	5,6	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,6	///	2,6

Source : Insee, recensement de 1999

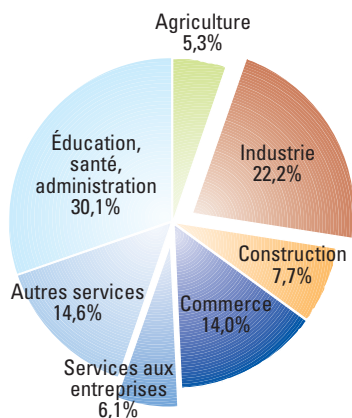
Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
Part de l'emploi salarié total			
Ensemble Industrie	179	22,2	22,8
Part de l'emploi salarié industriel			
Industries agricoles et alimentaires	53	20,1	14,3
Métallurgie et transformation des métaux	28	15,3	16,3
Chimie, caoutchouc, plastiques	10	13,8	16,7
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,23	
	2005	0,19	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Source : Insee, CLAP 2004 - Estimations d'emplois

Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité



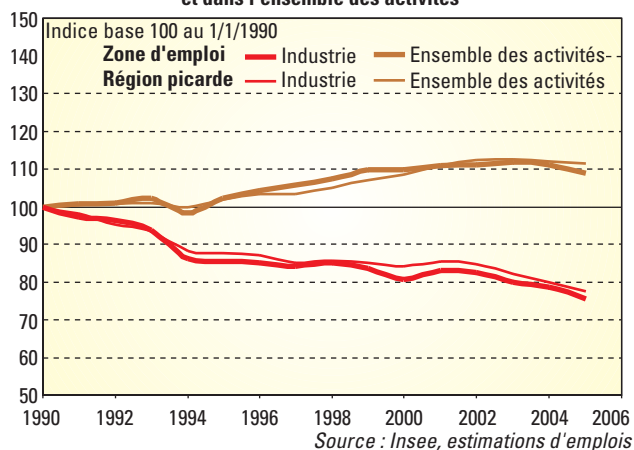
Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Château-Thierry	Picardie	Château-Thierry	Picardie
Total	179	4 865	4 239	139 806
Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004 en %				
1 à 9	67,0	63,1	9,2	8,3
10 à 19	12,3	13,4	7,3	6,5
20 à 49	10,1	12,2	14,6	13,7
50 à 99	3,4	4,6	11,4	11,5
100 à 249	6,7	4,5	45,6	24,7
250 à 499	0,6	1,5	11,8	17,9
500 et plus	0,0	0,6	0,0	17,3
Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003 en %				
Localisation de la tête du groupe				
Picardie			3,0	6,5
France			29,9	36,2
Étranger			19,2	32,2
Ensemble			52,2	74,9

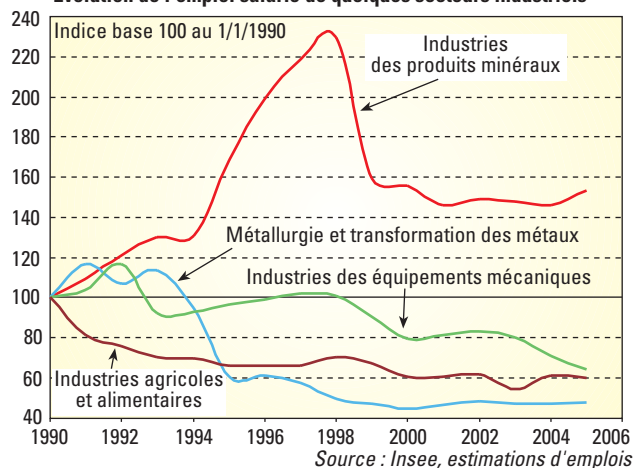
Source : Insee, CLAP 2004- LIFI 2003



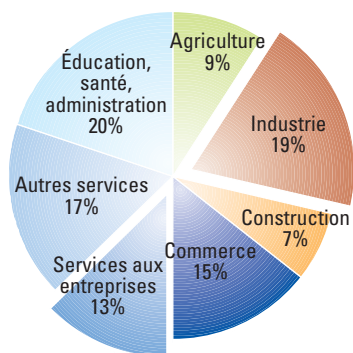
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie et dans l'ensemble des activités



Évolution de l'emploi salarié de quelques secteurs industriels

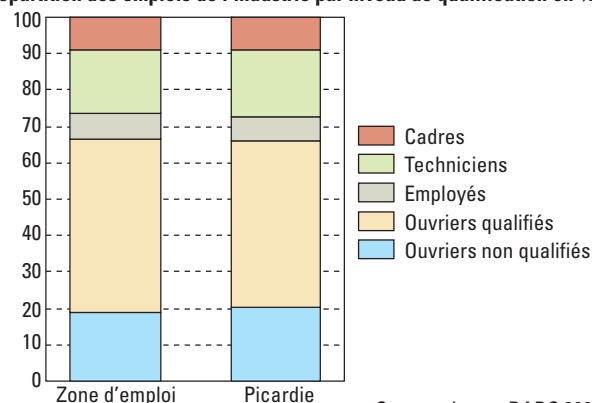


Demandeurs d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Sources : ANPE-DARES, DEFM 2005

Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Source : Insee, DADS 2003

Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	3 453	3 911	100	100	100	100
dont hommes	1 586	1 815	46	46	47	47
femmes	1 867	2 096	54	54	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	2 236	2 341	65	60	65	63
un an et plus	1 217	1 570	35	40	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	644	789	19	20	21	23
25 à 49 ans	2 136	2 448	62	63	62	62
50 ans et plus	673	674	19	17	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibrage du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	28 815	30 988	
Emplois dans la zone	21 458	21 920	22 237
Chômeurs*	3 454	4 411	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	2 064	3 080	
Résidents travaillant dans une autre zone	5 967	7 737	
Solde des navettes	-3 903	-4 657	-6 562
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	1 857	1 739	
Émigrants	1 242	1 461	
Solde	615	278	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

Chauny-Tergnier-La Fère : une implantation industrielle ancienne

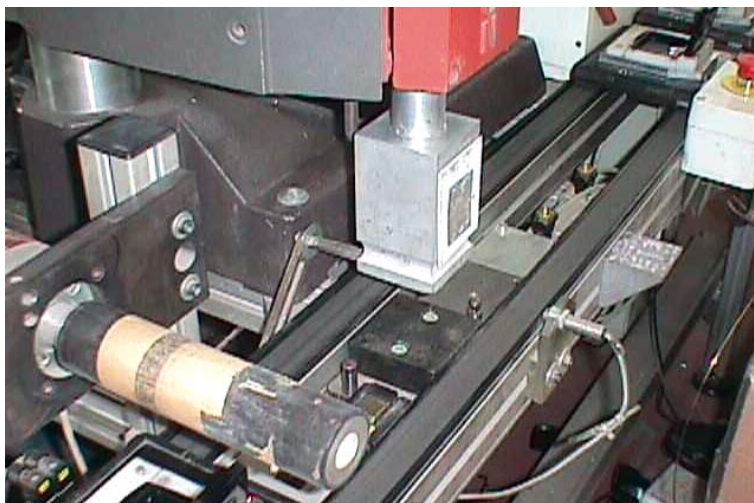
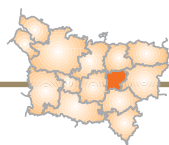


Photo Drire

FORCES	FAIBLESSES
Positionnement central en Picardie.	Faible dynamique démographique.
Forte mobilisation des acteurs territoriaux.	Présence de nombreuses friches industrielles.
Développement de la zone d'emploi sur un marché porteur : les « Éco-industries ».	Bassin touché par le chômage.
Desserte multimodale : fer, route, eau.	
OPPORTUNITÉS	MENACES
Développer les relations PME/grands établissements.	Spécialisation du territoire sur quelques activités.
	Fragilité des PME-PMI industrielles.



Insolite par son urbanisme empreint de l'histoire des trois villes qui lui ont donné son nom, la zone d'emploi de Chauny-Tergnier-La Fère s'est définie une identité autour de trois activités : l'industrie à Chauny, l'armée en garnison à La Fère et la gare ferroviaire à Tergnier. Les activités ferroviaires apparaissent aujourd'hui comme l'unique fer de lance de l'économie locale suite aux restructurations industrielles et au redéploiement de la Défense Nationale.

L'industrie représente 24 % des emplois salariés de la zone, soit une part légèrement supérieure à la moyenne régionale. Chauny-Tergnier-La Fère se place au 7^e rang des zones d'emploi selon la part de l'emploi salarié dans l'industrie. Les 4 000 emplois industriels se localisent en grande partie sur le territoire de la Communauté de Communes de Chauny-Tergnier. Cet établissement public de coopération intercommunale est le centre d'activité économique de la zone. L'implantation de l'industrie sur ce territoire est déjà ancienne : au XIX^e siècle, des industries telles que celles du verre, de la métallurgie ou de la chimie se sont développées autour de Chauny. Ces activités ont perduré jusqu'à aujourd'hui.

Ces quinze dernières années, l'industrie a perdu 30 % de ses emplois. Aucun secteur industriel n'a été épargné par ce mouvement de baisse. Le poids de l'industrie dans l'emploi local s'est rétracté, suivant en cela la tendance régionale. À la baisse de l'emploi industriel s'ajoute dans la zone d'emploi, contrairement aux autres zones de la région, une diminution de l'ordre de 5 % dans les activités tertiaires. Ainsi, Chauny-Tergnier-La Fère compte de moins en moins d'emplois salariés tous secteurs confondus.

► Un tissu industriel local de PME

Bien que dominé par les industries lourdes, l'emploi du tissu industriel est plus concentré dans les petites structures qu'en moyenne régionale : les établissements de moins de 100 salariés sont bien plus représentés et aucun établissement de plus de 500 salariés n'est implanté dans la zone. Le contrôle des établissements de la zone par des groupes est moins prégnant dans la zone d'emploi que dans la région : sur vingt salariés, Chauny-Tergnier-La Fère en compte douze sous contrôle d'un groupe alors que la région en compte quinze. Cette différence s'explique par de moindres investissements dans l'appareil productif local de la part de groupes étrangers.

► Prédominance des industries de la métallurgie, des équipements mécaniques et de la chimie

Trois secteurs dominent l'activité industrielle de la zone d'emploi : la métallurgie, les équipements mécaniques et la chimie emploient 6 salariés de l'industrie sur 10. Quelques secteurs viennent au second plan : l'automobile, l'habillement, l'agroalimentaire et les produits minéraux.

La métallurgie et la transformation des métaux représentent trois emplois industriels sur dix. Cette industrie est bien plus présente dans la zone qu'en moyenne régionale. Le plus grand établissement exerçant son acti-

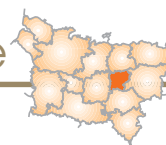


Photo Moonpointer 1

Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
NEXANS WIRES	250 à 500	Chauny	Première transformation du cuivre	Non
ROHM AND HAAS FRANCE SAS	250 à 500	Chauny	Fabrication de produits chimiques à usage industriel	Non
DUFERCO COATING	250 à 500	Beaumont	Sidérurgie	Oui
MAGNETTO WHEELS-FRANCE	250 à 500	Tergnier	Fabrication d'équipements automobiles	Oui
CAMILLE FOURNET	100 à 249	Tergnier	Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	Non
SAINT GOBAIN PRODUITS INDUSTRIELS	100 à 249	Condren	Façonnage et transformation du verre plat	Oui
MAGUIN SAS	100 à 249	Charmes	Fabrication de machines pour l'industrie agroalimentaire	Oui
CORUS BATIMENT ET SYSTEMES	100 à 249	Chauny	Profilage à froid par formage ou pliage	Oui
SOC INDUS COMMERCIALE MATIERE PLASTIQUE	100 à 249	Folembray	Fabrication de pièces techniques en matières plastiques	Non
ARKEMA	50 à 99	Chauny	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	Non

Source : Insee, CLAP 2004



tivité dans cette industrie est *Nexans Wires* à Chauny dans la branche de la transformation du cuivre. Les activités les plus présentes au sein de la métallurgie de Chauny-Tergnier-La Fère sont la sidérurgie et la production de métaux non ferreux. En une quinzaine d'années, la métallurgie a perdu 22 % de ces emplois.

L'industrie des équipements mécaniques représente un emploi industriel sur cinq, soit presque deux fois plus que la moyenne régionale. L'établissement *Maguin* à Charmes est l'établissement le plus important dans ce secteur. L'emploi dans l'industrie des équipements mécaniques se concentre notamment dans la fabrication de machines et dans la chaudronnerie, en quinze ans, il a baissé de 27 %.

Le secteur de la chimie, caoutchouc, plastiques représente 17 % de l'emploi industriel, même proportion qu'au niveau régional. Ce secteur est représenté par une entreprise de matières plastiques à Folembay, *Soc indus commerciale matière plastique* et par *Arkema* à Chauny, spécialisée dans la chimie organique de base.

L'industrie de l'habillement et du cuir, représentée par l'établissement *Camille Fournet* à Tergnier qui produit des bracelets en cuir pour les grands noms de l'horlogerie, est une spécificité de la zone au regard de la région. Cette industrie est, en effet, peu présente en France et encore moins en Picardie. Elle représente 6 % des emplois industriels dans la zone.

créateur-repreneur en début d'activité. Les directeurs des grands établissements de la zone sont également associés à cette démarche.

Une promotion importante est faite des hôtels d'entreprises de Chauny, de Tergnier, de Charmes et de La Fère.

► Une zone d'emploi très urbanisée mais en déclin démographique

Le territoire de Chauny-Tergnier-La Fère est organisé autour de la vallée de l'Oise et du massif forestier de Saint-Gobain. La zone est la plus urbanisée de Picardie avec le Sud-Oise : sept habitants sur dix résident dans une commune urbaine. L'aire urbaine de Chauny est partagée entre deux communautés de communes (CC) : la CC de Chauny-Tergnier et la CC des Villes d'Oyse. Il existe de multiples aires d'influences et d'attraction : celle de Laon à l'est de la zone, celle de Soissons au sud, celle de Saint-Quentin au nord et celle de l'Oise à l'ouest.

Depuis les années 70, la population diminue sous l'effet de la baisse de la natalité conjuguée à un solde migratoire déficitaire, surtout en raison du départ des jeunes adultes. Ce mouvement démographique s'accompagne du vieillissement de la population résidente. Dans les années 90, la baisse de l'emploi dans la zone et la hausse de la po-

Les plans de sauvegarde de l'emploi

La zone a connu 8 plans de sauvegarde pour l'emploi entre 2003 et 2005. La métallurgie a connu deux PSE qui ont concerné 133 salariés sur les 209 de l'ensemble des secteurs industriels.

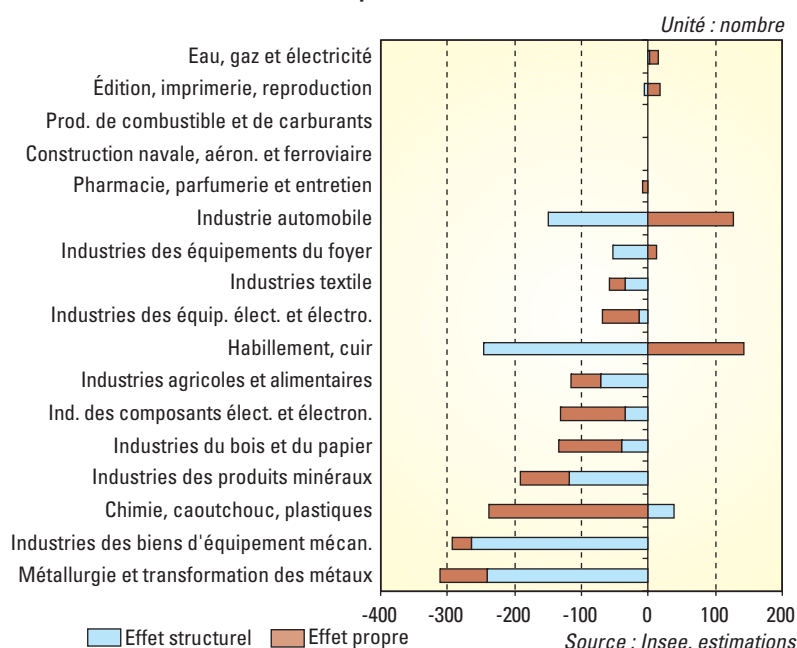
► Au carrefour de voies de communication

La spécialisation de Tergnier dans le secteur des transports est un atout majeur pour l'industrie locale. La zone est au carrefour de plusieurs modes de transports, la route, le rail et les voies fluviales. Une des caractéristiques de la zone est l'importance des déplacements domicile-travail : 30 % des actifs résidents vont travailler à l'extérieur de la zone.

► Mobilisation des acteurs territoriaux

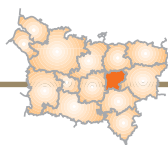
Le Pôle d'Animation et de Développement Économique (PADE) a pour objectif de favoriser le développement économique du bassin d'emploi et d'en renforcer l'attractivité. De nombreuses actions et opérations sont animées par cette structure. Le « Club d'Initiative Économique du Pays Chaunois » est un exemple d'outil animé par le PADE qui a pour vocation de réunir les jeunes chefs d'entreprise, aussi bien des créateurs que des repreneurs, afin d'engager une dynamique économique locale et d'éviter l'isolement du

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005



Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



pulation active provoquent l'augmentation du chômage, le départ de résidents et la recrudescence des migrations pendulaires vers d'autres zones.

► Un niveau de chômage élevé

En 2005, le taux de chômage atteint 14,0 % dans la zone d'emploi, il figure parmi les plus élevés de la région.

Les demandeurs d'emploi venant du secteur industriel représentent près de 20 % du total de la demande d'emploi. Ils proviennent de secteurs plus diversifiés que dans les autres zones d'emploi, les trois principaux sont les équipements du foyer, la chimie, caoutchouc, plastique et la métallurgie-transformation des métaux.

Entre 2002 et 2005, la demande d'emploi est stable malgré l'augmentation de 13 % des demandeurs d'emploi de longue durée. Les chômeurs arrivant de l'industrie sont en baisse, la forte contribution du secteur de la chimie est compensée par la baisse des autres secteurs industriels, notamment l'industrie des équipements du foyer.

► Les niveaux intermédiaires de qualification très représentés

Le niveau de formation des demandeurs d'emploi diffère de la région par une surreprésentation des bacheliers mais pas des niveaux supérieurs. Cette particularité se retrouve sur le plan de la qualification. Les ouvriers non qualifiés d'une part et les techniciens et cadres d'autre part sont en proportion moindre parmi les chômeurs de Chauny-Tergnier-La Fère que parmi ceux du reste de la Picardie. Pour les catégories intermédiaires, l'évolution entre 2002 et 2005 est différente : les ouvriers qualifiés sont un peu moins nombreux alors que les employés augmentent.

► Les offres d'emploi ne rencontrent pas toujours les demandes

La zone d'emploi de Chauny-Tergnier-La fère se caractérise par un poids du secteur industriel dans les offres d'emploi, plus important que celui départemental, respectivement 10,3 % et 7,5 %.

Les offres d'emploi de la zone se répartissent sur quatre principaux secteurs avec des politiques de recrutement assez différenciées. L'industrie agroalimentaire privilégie les contrats longs (plus de 6 mois), l'industrie chimique et celle des produits minéraux recourent souvent aux contrats temporaires (moins d'1 mois), alors que l'industrie des équipements mécaniques occupe une position intermédiaire. Les offres d'emplois sont importantes dans le secteur des produits minéraux alors que la demande y est peu élevée. Dans les trois autres secteurs, la demande et l'offre sont importantes. ■

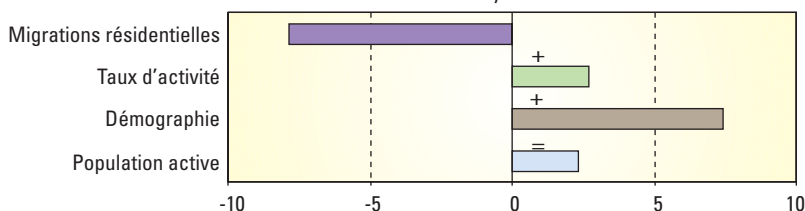
Structure par âge de la population en %

	Population totale		Population active		Taux d'activité			
					Hommes		Femmes	
	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie
Moins de 20 ans	27,0	28,0	2,6	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	41,5	43,2	82,4	80,7	93,2	92,0	71,3	76,0
50 à 64 ans	14,9	14,7	14,8	16,6	48,7	57,8	34,4	43,3
65 ans et plus	16,6	14,1	0,2	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

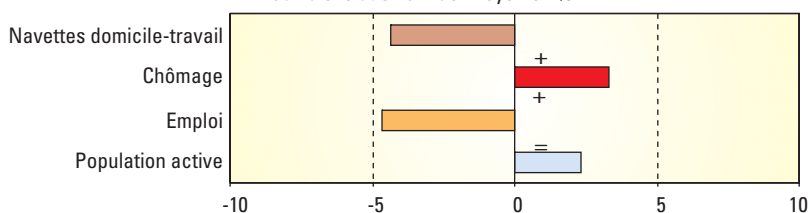
Source : Insee, recensement de 1999

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %

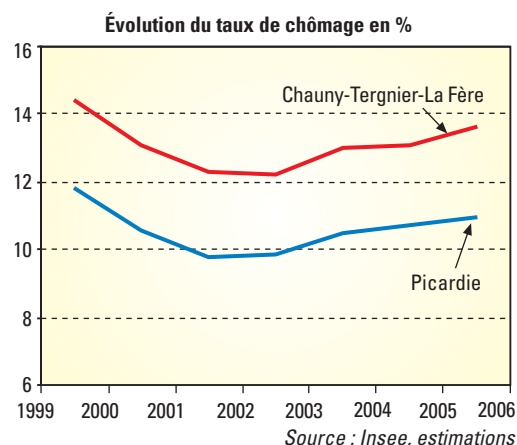
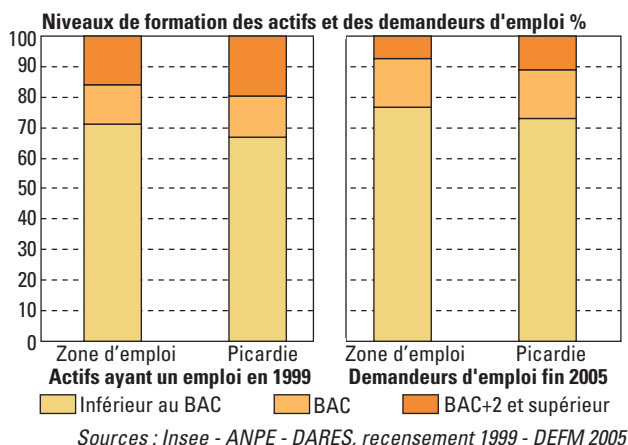
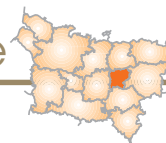


Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



Les projets de développement

La première tranche de la Zone Économique Stratégique du Pays Chaunois, située sur les Communes de Tergnier et Mennessis, est en cours de réalisation et sa livraison est prévue mi-2008. Ce projet, identifié comme la première priorité de la Charte de Pays au titre du développement économique, consiste à aménager une zone d'activités à vocation industrielle dont une partie sera consacrée à l'accueil d'entreprises du secteur de l'éco-industrie et une autre à des entreprises plus généralistes. Le projet global se présente en deux tranches d'aménagement, à savoir une première tranche de 50 hectares et une seconde tranche de 70 hectares sur la période 2008-2013.

La zone économique et stratégique est organisée autour d'un pôle de vie et de services, dont les premières réalisations concernent la construction d'une pépinière « éco-industrie/tertiaire », ainsi que d'un centre de formation.

La Communauté de Communes de Chauny Tergnier réalise actuellement une pépinière d'entreprises de 3 000 m², venant conforter les 3 hôtels d'entreprises existants sur la zone nord de Chauny. Ce complexe, qui constituera la structure d'accueil et de services la plus importante du département de l'Aisne pour héberger à tarifs préférentiels des entreprises en création et en redéveloppement, intégrera un centre de développement économique associant à la fois le Pôle d'Animation et de Développement Économique, un centre consulaire et une antenne de la MEF.

Le développement de la zone « Espace économique L'Univers » de Chauny nécessite d'envisager son extension à moyen terme. Elle doit se traduire par la création d'une ZAC communautaire.

De maîtrise foncière communautaire, la zone « Les Terrages » située à Viry-Noueuil, à l'intersection de la RN 32

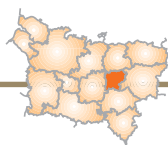
et de la D1 fera l'objet d'un aménagement et d'un équipement commercial autour du thème « Équipement de la maison » et de « l'artisanat de construction ».

Il est par ailleurs envisagé le réemploi partiel en plates-formes logistiques des deux anciennes zones économiques (ZAC Chauny/Viry et ZI Tergnier/Condren) contraintes par le plan prévisionnel des risques industriels (PPRI).

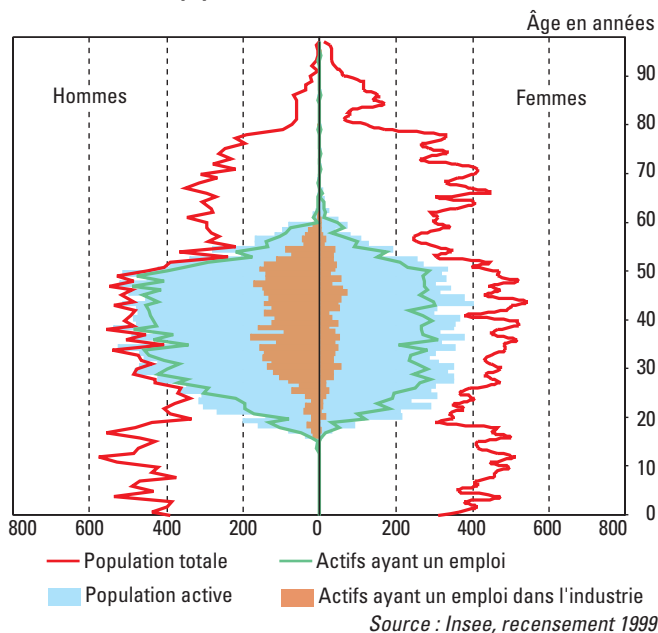
Enfin, le Pays Chaunois s'est engagé dans une procédure de programme de soutien à l'artisanat et au commerce. La première phase, consacrée aux actions d'animation d'accompagnement, de promotion, de formation et de qualité, ainsi qu'aux aides financières aux investissements (modernisation et mise aux normes), sera lancée fin 2006.



Photo M-Louis



Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	65 968	3,6	
dont population active	27 342	3,3	
Superficie en km ²	594	3,1	
Densité de population (habitants par km ²)	111,1	///	95,7
Nombre de communes	73	2,8	
Part de la population urbaine	69,3	///	61,2
Nombre de logements	28 526	3,6	
dont résidences principales	25 640	3,7	
autres logements	2 886	3,0	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,5	///	2,6

Source : Insee, recensement de 1999

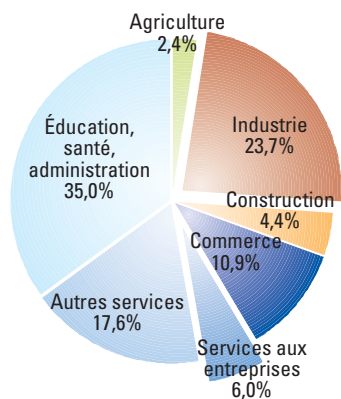
Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
Part de l'emploi salarié total			
Ensemble Industrie	161	23,7	22,8
Part de l'emploi salarié industriel			
Métallurgie et transformation des métaux	23	28,6	16,3
Industries des biens d'équipement mécan.	34	20,1	11,8
Chimie, caoutchouc, plastiques	9	16,9	16,7
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,26	
	2005	0,30	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Source : Insee, CLAP 2004 - Estimations d'emplois

Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité



Source : Insee, estimations provisoires d'emplois au 1/1/2005

Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Chauny-Tergnier-La Fère	Picardie	Chauny-Tergnier-La Fère	Picardie
Total	161	4 865	3 967	139 806

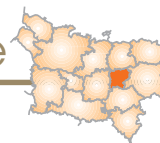
Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004 en %

1 à 9	63,4	63,1	10,9	8,3
10 à 19	13,7	13,4	7,8	6,5
20 à 49	11,8	12,2	14,8	13,7
50 à 99	5,6	4,6	16,3	11,5
100 à 249	3,1	4,5	16,2	24,7
250 à 499	2,5	1,5	33,9	17,9
500 et plus	0,0	0,6	0,0	17,3

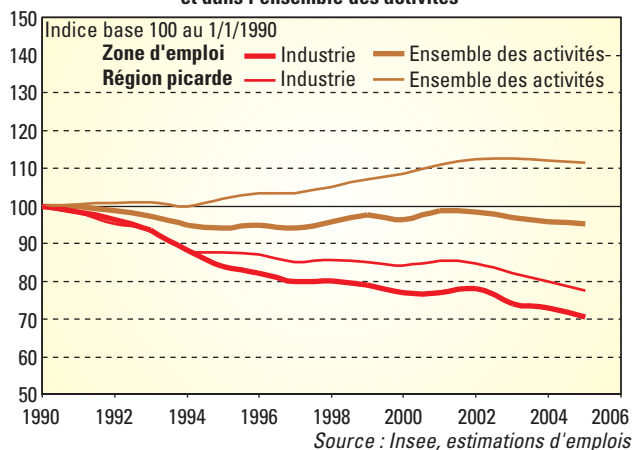
Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003 en %

Localisation de la tête du groupe			
Picardie		3,6	6,5
France		35,7	36,2
Étranger		21,1	32,2
Ensemble		60,4	74,9

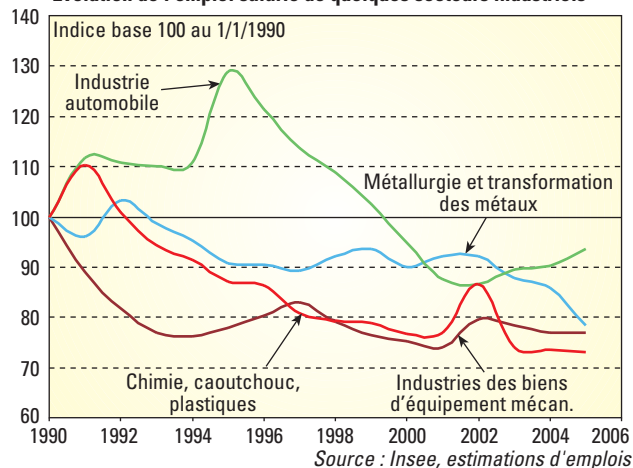
Source : Insee, CLAP 2004- LIFI 2003



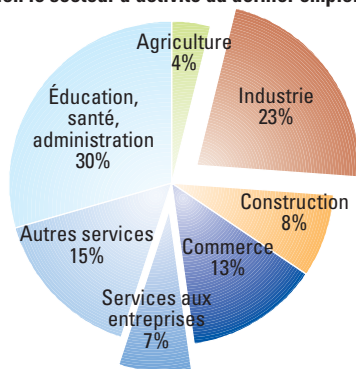
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie et dans l'ensemble des activités



Évolution de l'emploi salarié de quelques secteurs industriels

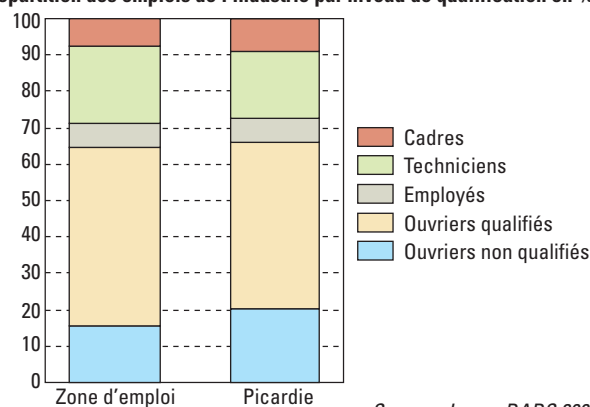


Demandeurs d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Sources : ANPE-DARES, DEFM 2005

Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Source : Insee, DADS 2003

Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	3 858	3 863	100	100	100	100
dont hommes	1 849	1 824	48	47	47	47
femmes	2 009	2 039	52	53	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	2 411	2 227	62	58	65	63
un an et plus	1 447	1 636	38	42	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	841	913	22	24	21	23
25 à 49 ans	2 390	2 347	62	61	62	62
50 ans et plus	627	603	16	16	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibrage du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	26 780	27 342	
Emplois dans la zone	20 040	18 921	18 508
Chômeurs*	4 195	4 822	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	2 481	2 947	
Résidents travaillant dans une autre zone	5 026	6 546	
Solde des navettes	-2 545	-3 599	-4 905
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	1 715	1 137	
Émigrants	1 996	1 253	
Solde	-281	-116	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

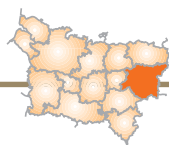
Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

Laonnois : la zone d'emploi la moins industrielle de Picardie



Photo Reverendanti

FORCES	FAIBLESSES
Position géographique du bassin et son réseau routier : A26, RN2, RN 44 à mi chemin entre Paris et Bruxelles. Variété du tissu industriel : agroalimentaire, métallurgie, chimie et plastique. Tissu de PME capables de se regrouper et de se fédérer autour d'un projet commun. Maillage de PME qui soutient le tissu industriel local. Pôle de compétitivité Industries et Agro-ressources. Cadre de vie préservé.	Zone d'emploi la moins industrielle de Picardie. Chômage un peu plus élevé qu'en moyenne régionale. Demande d'emploi de longue durée prépondérante par rapport au reste du département. Déficit d'emplois qualifiés.
OPPORTUNITÉS	MENACES
Région à fort potentiel agricole pour l'industrie agroalimentaire. Projet de la zone industrielle du Griffon. Développement du parc nautique de l'Ailette.	Tissu industriel en réduction. Marché du travail en déséquilibre : plus de demandes que d'offres d'emploi. Déplacements domicile-travail importants.



Singulier dans le paysage picard par son histoire et sa position géographique stratégique, le Laonnois s'est forgé une forte identité autour de sa fonction administrative prégnante. Point culminant de la zone, Laon, appelée la « montagne couronnée », condense cette description par son statut de préfecture du département de l'Aisne.

L'importance de la fonction publique conjugée à la faible densité du tissu industriel local explique le poids modéré de l'industrie dans la zone. Avec 14 % de l'emploi dans les activités industrielles, le Laonnois se positionne comme la zone la moins industrielle de Picardie.

À l'intérieur de la zone d'emploi, les établissements industriels sont répartis sur l'ensemble du territoire. En termes d'emplois, l'industrie est plus concentrée dans les aires urbaines de Laon, Marle et Sissonne.

► Restructurations industrielles et délocalisations se sont succédées

Le tissu industriel s'est fortement réduit à la suite de lourdes restructurations. En quinze ans, l'emploi industriel a perdu un tiers de ses effectifs. Hormis l'industrie des composants électriques et électroniques, les autres industries ont connu une baisse continue de leurs effectifs. Deux secteurs ont particulièrement été touchés : les équipements du foyer et la chimie, caoutchouc, plastiques dont l'évolution est inverse de la tendance régionale.

Nombre de plans sociaux se sont succédés depuis les années 90. En 1999 et en 2000, par exemple, trois usines ont fermé définitivement leurs portes : *Atal*, *Godard* et les *Câbles Pirelli* (300 emplois). L'industrie des composants électriques et électroniques, dont les effectifs ont doublé entre 1994 et 2000, a été touchée plus récemment :

l'effectif salarié est redescendu à la moitié de celui de 1990.

► Un maillage de PME compose le tissu industriel

Les restructurations ont changé le tissu industriel local. Les difficultés, auxquelles se sont confrontés des pans entiers de l'industrie locale, ont favorisé la collaboration interentreprises, en particulier sur le plan financier. La zone d'emploi s'en trouve moins dépendante qu'auparavant de centres de décision éloignés. Des établissements, parmi les plus importants en termes d'emploi, ont leur siège dans le Laonnois : à Montcornet pour *Manufacture Transformation Textile*, à Laon pour *USC Aérosols France SA*, à Sissonne pour *Sonocas*, et à Évergnicourt pour *SA Everbal*. Les groupes étrangers restent bien implantés, mais leur importance relative a diminué : 27 % des salariés de l'industrie travaillent dans un établissement industriel appartenant à un groupe étranger, soit 5 points de moins que la moyenne régionale.

Sur le plan de la taille des entreprises, les restructurations ont épargné les petites et moyennes entreprises. Elles sont même plus fortement représentées qu'en moyenne régionale. Près de la moitié des emplois se trouve dans un établissement de moins de 250 salariés dans le Laonnois alors que cette même part n'est que de quatre sur dix pour la Picardie. Structures plus souples que les grandes entités industrielles, ces PME axent leur stratégie depuis plusieurs années sur le développement d'activités à haute valeur ajoutée.

► Une spécialisation dans l'industrie agroalimentaire

Le portefeuille d'activités industrielles de la zone est proche de celui de la région,

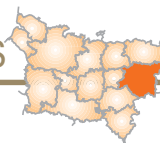


Photo Tangi_bertin

Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
CROWN EMBALLAGE FRANCE SAS	250 à 500	Laon	Fabrication d'emballages métalliques légers	Oui
WILLIAM SAURIN	250 à 500	Pouilly-sur-Serre	Préparation industrielle de produits à base de viandes	Non
NOIROT	250 à 500	Laon	Fabrication d'appareils électroménagers	Non
U.S.C. AEROSOLS FRANCE SA	250 à 500	Laon	Fabrication d'emballages métalliques légers	Non
SAINT LOUIS SUCRE SNC	100 à 249	Condé-sur-Suippe	Fabrication de sucre	Oui
SONOCAS	100 à 249	Sissonne	Fabrication de fils et câbles isolés	Non
SA EVERBAL	100 à 249	Évergnicourt	Fabrication de papier et de carton	Oui
HYDRO ALUMINIUM EXTRUSION FRANCE	50 à 99	Pinon	Première transformation de l'aluminium	Oui
KERRY SAVOURY INGREDIENTS FRANCE	50 à 99	Montcornet	Industries alimentaires n.c.a.	Non
VETEMENTS WEILL	50 à 99	Laon	Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes	Non

Source : Insee, CLAP 2004



quatre secteurs dominant en termes d'emploi industriel : l'industrie agroalimentaire, la métallurgie, l'industrie de la chimie, du caoutchouc et des plastiques, et l'industrie des équipements du foyer.

Première industrie employeuse de la zone, l'industrie agroalimentaire représente 27 % des emplois industriels. Depuis quinze ans, l'emploi dans cette industrie a baissé de plus d'un dixième. La forte représentation de cette industrie provient du potentiel agricole de la zone, notamment de ses grandes cultures de betteraves, de pommes de terre et d'oignons, propices à l'industrialisation et aux produits transformés. Les structures sont surtout des PMI. Seul *William Saurin* à Pouilly-sur-Serre, entreprise spécialisée dans la fabrication de raviolis et de plats cuisinés, fait exception.

Seconde industrie locale en termes d'emploi industriel, la métallurgie regroupe un salarié sur cinq. Comme partout ailleurs, cette industrie perd progressivement des emplois. Les trois plus grands établissements sont *Crown Cork Compagny* à Laon spécialisé dans la fabrication d'emballages métalliques, *USC Aérosol* à Laon fabricant de boîtes métalliques pour aérosol, et *Hydro Aluminium Extrusion* à Pinon dont l'activité est la fabrication et la transformation de l'aluminium.

Bien que moins représentée qu'au niveau régional, l'industrie de la chimie, du caoutchouc et des plastiques occupe la troisième place en termes d'emploi industriel dans la zone. Le Laonnois est surtout spécialisé dans la transformation de matières plastiques. Ainsi, les deux plus grands établissements ont leur activité principale dans la fabrication de textiles plastiques pour l'automobile (*Matt* à Marle) et dans la fabrication de semi-produits en matières plastiques (*Sanel Plastimare* à Beaurieux).

L'industrie des équipements du foyer de la zone laonnoise est spécialisée dans la fabrication d'appareils domestiques, d'ailleurs le plus grand établissement de ce secteur est *Noirot* à Laon qui fabrique des convecteurs électriques.

► Infrastructures et esprit d'entreprise

La zone d'emploi dispose d'axes routiers structurants qui favorisent les échanges notamment avec Reims et l'Île-de-France. L'autoroute A26, qui assure la liaison avec Reims et Saint-Quentin ouvre la voie vers les pays d'Europe du Nord et de l'Est. La route nationale RN2, aménagée partiellement en deux fois deux voies, facilite l'accès à l'agglomération soissonnaise et à l'Île-de-France. Mais l'aménagement complet en deux fois deux voies de Paris à la frontière belge est

une revendication forte du territoire pour renforcer sa desserte. La route nationale RN44 offre aux communes situées au sud du territoire une liaison vers l'agglomération de Reims. L'accessibilité aux transports aériens est assurée par la relative proximité des aéroports de Roissy, de Bruxelles et de la plateforme de fret aéroportuaire de Vatry dans la Marne, mais il faut déplorer l'absence de liaison ferroviaire vers Roissy.

L'accessibilité de la zone d'emploi entretient une dynamique économique largement ouverte sur l'extérieur. À l'international, plusieurs petits constructeurs de machines agricoles du Laonnois ont su mettre à profit l'élargissement de l'Europe, notamment l'entrée en 2004 de la Pologne, de la Tchéquie et de la Slovaquie, pour exporter une partie de leur production vers ces pays à très forte tradition agricole. Certaines de ces entreprises ont ouvert des points de vente dans ces pays et regardent aujourd'hui vers l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie.

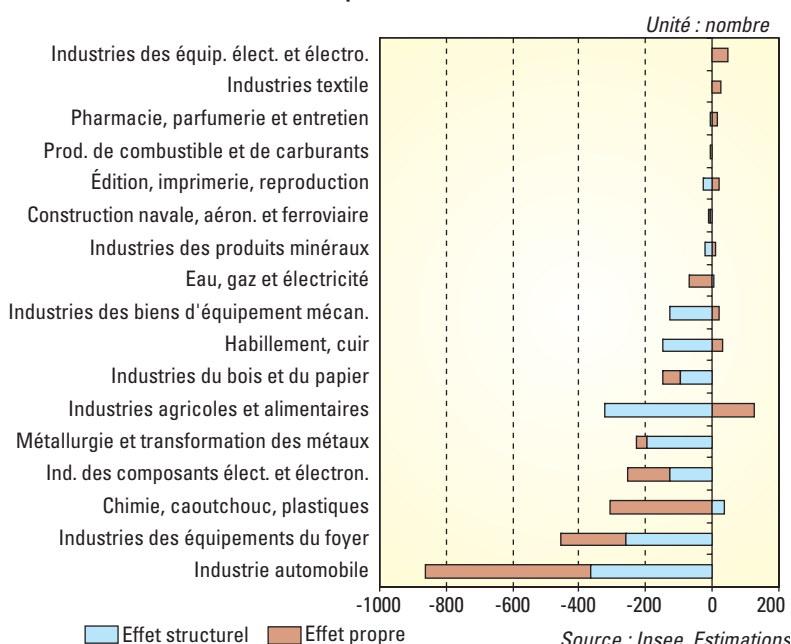
Plus local, le pôle de mécanique et de chaudronnerie du Soissonnais fédère les petites et moyennes entreprises du Soissonnais et du Laonnois. Créé fin 2003, en réaction à la disparition de l'industrie de la chaudronnerie axonnaise, ce pôle a pour ambition de positionner les entreprises du secteur sur des offres globales à forte valeur ajoutée en mutualisant leur savoir-faire. La Chambre de commerce et d'industrie de l'Aisne s'implique dans ce pôle.

Le développement économique et la création d'entreprise sont soutenus par

Les plans de sauvegarde de l'emploi

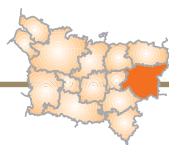
Entre 2003 et 2005, le Laonnois a connu 12 plans de sauvegarde pour l'emploi (PSE), dont 9 pour l'industrie. L'industrie des équipements du foyer est la plus touchée avec 3 PSE. Les 9 PSE dans l'industrie se répartissent dans des établissements de 20 à 249 salariés, essentiellement de 20 à 49 salariés. 661 salariés ont perdu ainsi leur emploi dont 87 % dans l'industrie. Si l'industrie des équipements du foyer regroupe à elle seule 219 de ces personnes, tous dans des établissements de 50 à 249 salariés, l'industrie des composants électriques, avec un seul PSE, en comptabilise 240. Ces deux secteurs ont été particulièrement atteints par les pertes d'effectifs.

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005



Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



plusieurs organismes. La CCI de l'Aisne, qui dispose d'un centre consulaire à Laon, l'Agence de Développement de l'Aisne qui accompagne le développement ou la création d'entreprises par le biais de l'Institut de Création d'Entreprise de l'Aisne et la communauté de communes du Laonnois qui assure la gestion de la pépinière et de l'hôtel d'entreprises qu'elle a mis en place.

Notons enfin, la présence d'un site de l'Inra à Laon, dans une zone d'emploi et un département où l'industrie agroalimentaire est la première activité industrielle.

► Laon, îlot urbain dans un panorama rural

Située aux abords de la Champagne et particulièrement de l'agglomération rémoise, le Laonnois est composée de l'agglomération de Laon et de ses campagnes environnantes. Les 97 000 habitants du Laonnois habitent majoritairement l'espace rural. Cinq établissements publics de coopération intercommunale structurent la zone d'emploi autour de Laon à l'exception de l'est du terri-

toire plus orienté vers la métropole rémoise. Laon est la seule ville moyenne de la zone avec 26 000 habitants. D'autres villes de petite taille parsèment le territoire : Marle, Saint-Gobain, Guignicourt, Athies-sous-Laon, qui comptent chacune plus de 2 000 habitants.

La population augmente depuis les années quatre-vingt sous l'effet du solde naturel, excédent des naissances sur les décès. Pour sa part, le solde des arrivées sur les départs très légèrement excédentaire influe peu sur le niveau global de la population. Les campagnes du sud-est de la zone en sont les principales bénéficiaires grâce à la dynamique de la métropole rémoise dont l'espace périurbain déborde des frontières de la région Champagne-Ardenne.

De structure comparable à la Picardie au niveau de sa population active, la zone du Laonnois se distingue par l'importance des déplacements domicile-travail dans les zones d'emploi limitrophes aussi bien dans l'Aisne que vers Reims. Chaque matin 6 210 travailleurs arrivent dans le Laonnois en provenance de zones voisines alors que 6 940 autres partent travailler dans une autre zone, 38 % d'entre eux se dirigent vers Reims et 14 % vers l'Île-de-France.

Structure par âge de la population en %

	Population totale		Population active		Taux d'activité			
					Hommes		Femmes	
	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie
Moins de 20 ans	27,7	28,0	2,6	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	42,9	43,2	81,2	80,7	91,1	92,0	75,0	76,0
50 à 64 ans	14,2	14,7	15,9	16,6	56,6	57,8	42,5	43,3
65 ans et plus	15,1	14,1	0,3	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

Source : Insee, recensement de 1999

► Une période difficile sur le plan du chômage

Avec un taux de chômage de 11,6 % en 2005, la zone du Laonnois a 0,7 point de chômage de plus que la moyenne régionale. L'impact des restructurations récentes imprègne la structure des demandes d'emploi. Avec plus de demandeurs d'emplois que d'offres de travail, le Laonnois dispose d'un vivier de compétences industrielles opérationnelles.

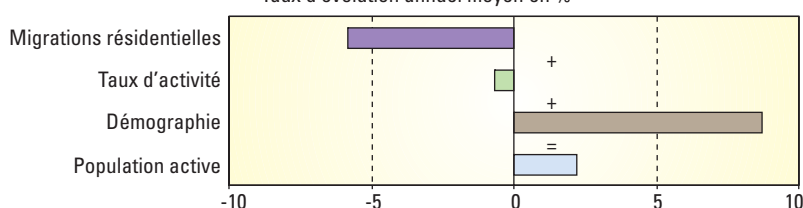
La demande d'emploi provenant du secteur industriel représente 18 % des demandeurs d'emploi fin 2005. Trois secteurs industriels y contribuent principalement : les composants électriques et électroniques, l'agroalimentaire, principal employeur industriel de la zone et les équipements mécaniques. La situation dégradée de l'emploi dans l'industrie des composants électriques et électroniques perceptible en 2001 pèse lourdement sur le chômage.

L'augmentation des demandeurs d'emploi entre 2002 et 2005 atteint 13 % dans la zone d'emploi, contre 3 % pour la région. Les demandeurs d'emplois provenant de l'industrie, en hausse de 10 %, ne sont pas les plus concernés par la hausse du chômage. Cela ne dédouane pas la crise de l'industrie de cette augmentation, car les secteurs les plus touchés sont les activités de services.

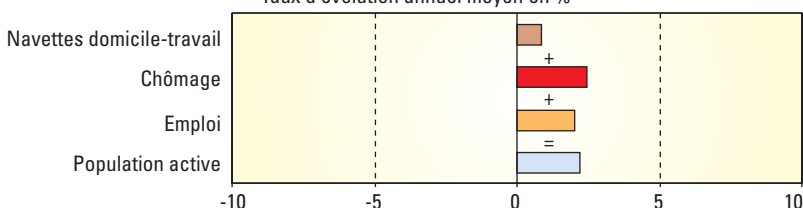
Comme dans la plupart des zones d'emploi, la hausse des demandeurs d'emploi entre 2002 et 2005 se traduit par une aggra-

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %

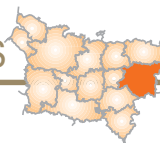


Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



vation du chômage de longue durée. Dans le Laonnois, cette aggravation est particulièrement intense, le nombre de demandeurs d'emploi depuis plus d'un an augmente de 500 pour une hausse de la demande totale de l'ordre de 650. En proportion, le chômage de longue durée avoisine les 42 % et atteint 51 % pour les anciens salariés de l'industrie, valeurs parmi les plus élevées de la région.

Les femmes sont majoritaires dans la demande d'emploi tous secteurs confondus, à la fois sur Laon et au niveau du département. Dans le secteur industriel, elles sont de plus en plus nombreuses, bien qu'encore minoritaires. Elles sont massivement présentes dans l'industrie des composants électriques et électroniques. Les demandeurs d'emploi du secteur industriel sont en moyenne plus âgés que ceux des autres secteurs d'activités. Les seniors sont en progression ces dernières années.

► Augmentation du chômage des ouvriers non qualifiés

Les niveaux de formation des chômeurs dans la zone d'emploi de Laon sont à l'image de l'ensemble du département de l'Aisne, inférieurs à la moyenne picarde. Ainsi, 75 % des demandeurs ne sont pas bacheliers, soit 4 points de plus que la moyenne régionale.

Malgré cette différence, la structure par niveau de qualification des demandeurs d'emploi du Laonnois est très proche de celle de la région. La hausse du chômage entre 2002 et 2005 a touché les ouvriers non qualifiés, les cadres ou ingénieurs et plus encore les employés. Les ouvriers qualifiés et techniciens sont, par contre, un peu moins nombreux sur le marché de l'emploi.

► Peu d'offres d'emplois dans l'industrie

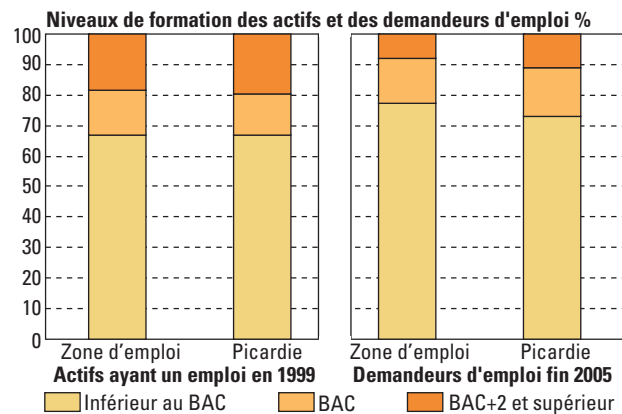
Alors que l'industrie emploie 18 % des salariés, elle ne contribue que pour 7 % aux offres d'emploi. La moitié des offres d'emploi de l'industrie émane du secteur agroalimentaire et près d'une sur cinq de celui des équipements mécaniques. L'agroalimentaire propose principalement des emplois longs (contrats de plus de six mois) et temporaires (contrats d'un à six mois), mais quasiment pas de contrats occasionnels (moins d'un mois).

► Un marché du travail ouvert mais insuffisant

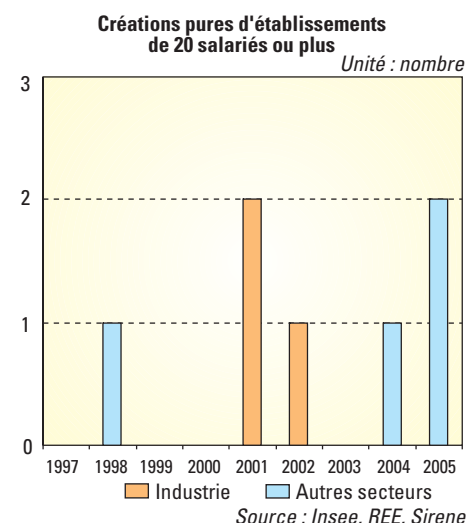
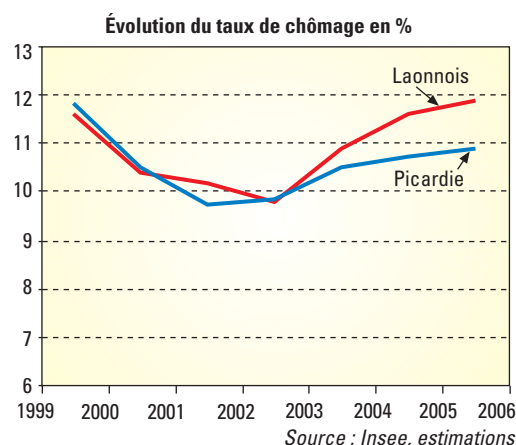
Au cours des vingt dernières années du siècle dernier, la population active a augmenté plus vite que l'emploi, sous l'effet de la structure par âge de la population. La zone d'em-

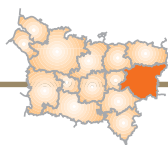
ploi dispose d'un marché du travail ouvert sur la métropole rémoise et les autres zones d'emploi de l'Aisne. Cependant, les entrées et sorties se sont compensées : le dynamisme de la métropole rémoise a contribué à absorber une partie de la population active excédentaire, alors que la préfecture du département devenait plus attractive pour les zones d'emploi de l'Aisne qui traversaient de graves crises industrielles. Ce déséquilibre s'est essentiellement reporté sur les migrations définitives et le chômage.

Depuis le début du siècle, selon les estimations qui restent à confirmer, l'emploi apparaît augmenter plus rapidement que la population active. Cette nouvelle tendance devrait placer le Laonnois en position d'offrir des emplois aux habitants des zones environnantes, même si les difficultés de l'industrie de ces dernières années nuancent cette note optimiste. ■



Sources : Insee - ANPE - DARES, recensement 1999 - DEFM 2005





Les projets de développement

En termes de grands projets sur le Laonnois, on peut citer le pôle d'activité du Griffon. Conçue par deux communautés de communes juxtaposées, celle du Laonnois et du Pays de la Serre, cette nouvelle zone d'activité de 147 hectares est située au carrefour de l'A26 (Calais-Dijon) et de la RN2 (Paris-Bruxelles). Elle disposera d'un embranchement à la voie ferrée Laon-Hirson. La première tranche d'aménagement s'étendra sur

47,7 hectares dont 27,7 sont d'ores et déjà accessibles. L'aménagement de cette première tranche du pôle d'activité a mobilisé 12,6 M€.

En 2008, le pôle doit accueillir la construction d'un centre de recherches et d'activités environnementales. Ce projet de 9,5 M€ et de 7 500 m² couverts permettra de rassembler sur un même site plus

d'une centaine de scientifiques, de laborantins et de chercheurs issus des trois laboratoires départementaux et de l'antenne axonnaise de l'INRA. Ce projet a également le mérite de conserver sur le Laonnois l'unité de l'INRA, unique centre public de recherche qui devait initialement être transféré à Reims. S'ajouteront également à ce regroupe-

ment le syndicat départemental de traitement des déchets ménagers *Valor'Aisne*, un bureau d'études du traitement des eaux de l'industrie agroalimentaire et de l'épandage des boues en agriculture ainsi que l'entreprise *Sorange*, une filiale du groupe hollandais *Orangewood* spécialisée dans la dépollution industrielle et la prévention de l'érosion.

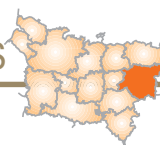
Cette initiative repose sur un projet scientifique ambitieux : coordonner les activités des différents partenaires pour pérenniser et développer le secteur recherche agronomique et environnementale dans le département de l'Aisne. Ce projet est à replacer dans le contexte du pôle de compétitivité Industries et Agroressources Picardie Champagne-Ardenne. Dans ce cadre, l'INRA pilotera les travaux du pôle sur la biodégradation des résidus d'origine végétale, l'analyse des cycles du carbone et l'azote afin d'optimiser la fertilisation et d'analyser les effets des pratiques culturales sur les milieux cultivés notamment en grande culture.

Au total, dans un premier temps, ce serait 200 personnes qui travailleraient sur ce pôle d'activité. Premier occupant de la zone d'activité du Griffon, ce pôle devrait servir de vitrine et de produit d'appel pour les entreprises spécialisées en environnement et en nouvelles technologies qui souhaitent s'implanter dans le département.

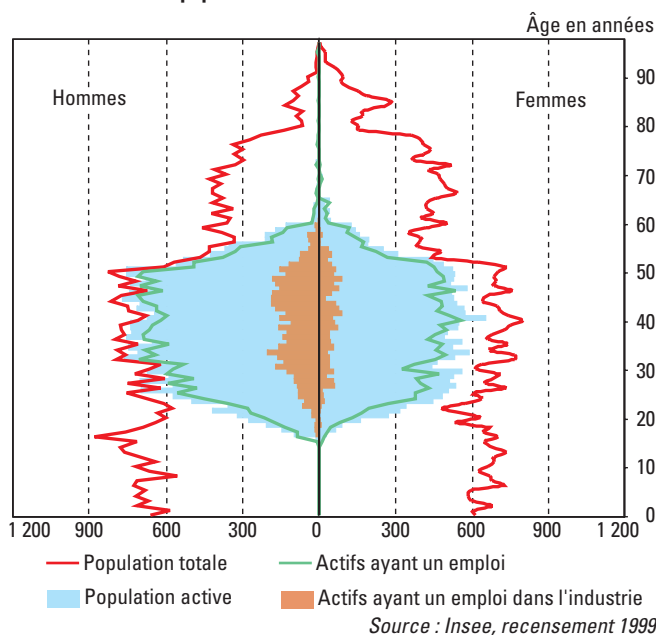
Situé dans l'enceinte du parc nautique de l'Ailette à une quinzaine de kilomètres au sud de Laon, l'implantation du village de vacances *Center Parcs* du groupe *Pierre & Vacances* devrait représenter plus de 600 emplois directs, générer des retombées importantes pour l'économie locale et constituer un levier important pour l'image du département.



Photo Moonpointer 1



Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	96 905	5,2	
dont population active	43 075	5,1	
Superficie en km ²	1 868	9,6	
Densité de population (habitants par km ²)	51,9	///	95,7
Nombre de communes	205	7,6	
Part de la population urbaine	43,4	///	61,2
Nombre de logements	41 760	5,2	
dont résidences principales	36 859	5,3	
autres logements	4 901	5,2	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,6	///	2,6

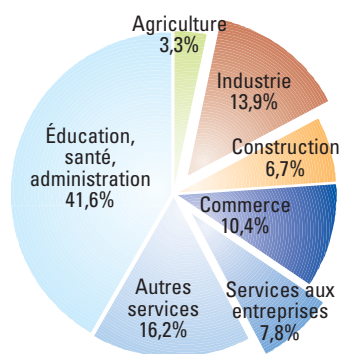
Source : Insee, recensement de 1999

Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
		Part de l'emploi salarié total	
Ensemble Industrie	217	13,9	22,8
		Part de l'emploi salarié industriel	
Industries agricoles et alimentaires	83	27,4	14,3
Métallurgie et transformation des métaux	27	20,2	16,3
Chimie, caoutchouc, plastiques	7	11,6	16,7
Industries des équipements du foyer	11	11,1	5,6
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,24	
	2005	0,25	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité

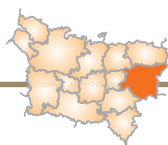


Source : Insee, estimations provisoires d'emplois au 1/1/2005

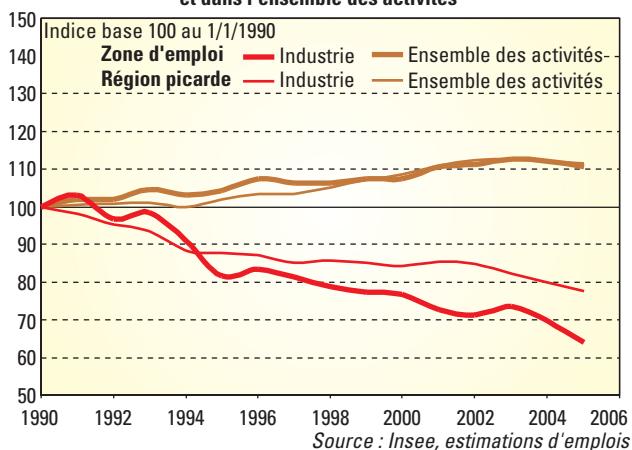
Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Laonnois	Picardie	Laonnois	Picardie
Total	217	4 865	4 725	139 806
Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004				
1 à 9	73,7	63,1	11,9	8,3
10 à 19	9,2	13,4	6,9	6,5
20 à 49	9,7	12,2	16,3	13,7
50 à 99	3,7	4,6	14,6	11,5
100 à 249	1,4	4,5	11,5	24,7
250 à 499	2,3	1,5	38,9	17,9
500 et plus	0,0	0,6	0,0	17,3
Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003				
Localisation de la tête du groupe				
Picardie			5,4	6,5
France			41,7	36,2
Étranger			26,7	32,2
Ensemble			73,8	74,9

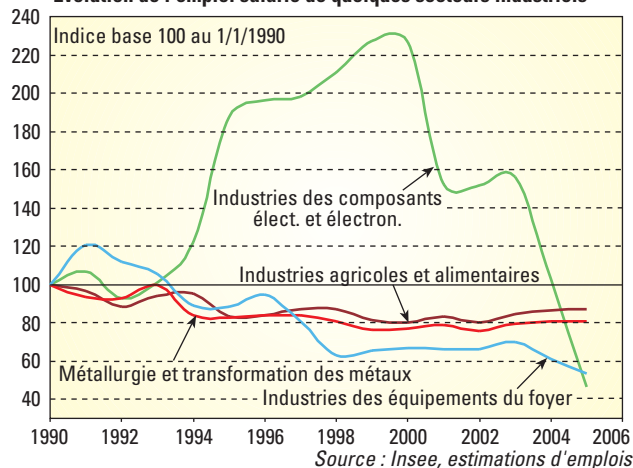
Source : Insee, CLAP 2004- LIFI 2003



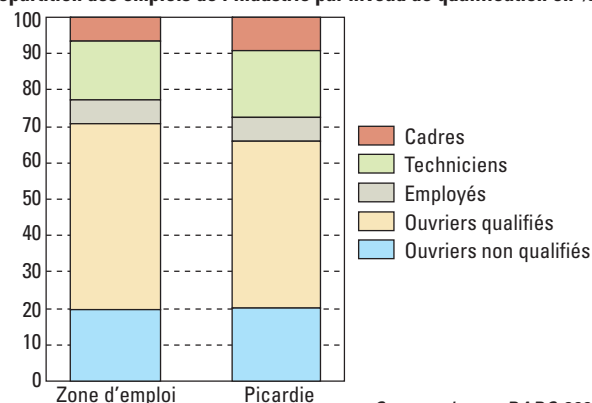
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie et dans l'ensemble des activités



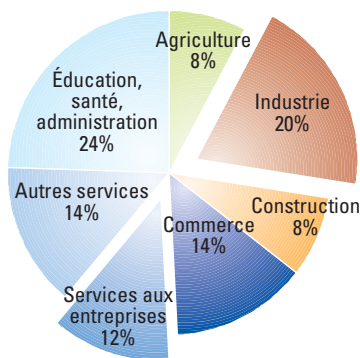
Évolution de l'emploi salarié de quelques secteurs industriels



Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Demandeurs d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	4 879	5 531	100	100	100	100
dont hommes	2 319	2 626	48	47	47	47
femmes	2 560	2 905	52	53	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	3 115	3 250	64	59	65	63
un an et plus	1 764	2 281	36	41	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	1 034	1 262	21	23	21	23
25 à 49 ans	3 076	3 475	63	63	62	62
50 ans et plus	769	794	16	14	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibrage du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	42 232	43 075	
Emplois dans la zone	35 238	35 999	37 245
Chômeurs*	5 931	6 349	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	4 188	6 214	
Résidents travaillant dans une autre zone	5 251	6 941	
Solde des navettes	-1 063	-727	-771
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	2 087	1 935	
Émigrants	2 257	2 189	
Solde	-170	-254	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

Saint-Quentin : une spécificité industrielle ancienne



Photo Moonpointer 1

FORCES	FAIBLESSES
Situation géographique stratégique ouverte aux transports multi-modaux : route, fer, eau. Tradition industrielle ancrée, notamment dans le domaine de la mécanique ; des entreprises phares et du personnel compétent. Présence d'une antenne de l'Université, qui dispense des formations techniques, ainsi que plusieurs filières en lycée.	Déséquilibre de développement entre l'agglomération de Saint-Quentin et le reste de la zone d'emploi. Manque de sociétés de services, d'activités dans le domaine du tertiaire. Difficultés à mettre en place des solutions d'accueil réactives à de nouvelles filières.
OPPORTUNITÉS	MENACES
Situation de la ville de Saint-Quentin à un carrefour d'échanges, propice notamment aux activités de logistique, qui elles mêmes peuvent attirer de nouvelles activités industrielles et des services associés (conditionnement,...). Possibilités de productions agro-industrielles. Coopérations interentreprises dans le domaine du textile : SPL Inter-broderie, association Textil'Aisne, effet levier du pôle de compétitivité UP-TEX. Développement de la cosmétique, et d'entreprises sous-traitantes. Offre de loisirs de la plus grande ville de l'Aisne, à ses habitants.	Poursuite de la régression de l'emploi du secteur industriel. Taux important de centres de production qui appartiennent à des groupes. Diversification des activités économiques encore insuffisante.



Cinquième zone d'emploi de Picardie pour la population, Saint-Quentin occupe le même rang pour l'emploi industriel avec un peu plus de 10 000 salariés, effectif en baisse d'un tiers depuis 1989. Aujourd'hui, l'industrie emploie 23,4 % de l'ensemble des salariés de la zone, part légèrement supérieure à la moyenne régionale.

La tradition industrielle de la zone d'emploi s'est fondée sur le textile et la construction mécanique. La reconversion de ces industries anciennes et tout particulièrement la crise du textile depuis une trentaine d'années ont fortement touché l'économie locale, plus particulièrement le Bohainois. C'est la zone d'emploi de Picardie qui a le plus souffert des restructurations de son industrie.

La fermeture de nombreux établissements de taille relativement importante rapproche la structure des établissements du Saint-Quentinois des caractéristiques régionales, c'est-à-dire une surreprésentation des établissements de taille moyenne et une sous-représentation des établissements de grande taille. Ici, ce sont les établissements de 20 à 99 salariés qui prennent le devant.

Le taux d'établissements filiales de groupes y est supérieur à la moyenne régionale. Ce sont souvent des sites de production, n'ayant pas toujours de service commercial ou de recherche et développement, plus fragiles en termes de dépendance et de décision de délocalisation.

► La redistribution des activités industrielles

L'industrie textile, tradition industrielle du Saint-Quentinois a cédé le pas à une industrie agroalimentaire diversifiée qui bénéficie de l'agriculture intensive locale (betteraves,

blé, pommes de terre...). *Nestlé France* (produits alimentaires) et *Cereal Partners France* à Itancourt ainsi que *Tereos* (sucre et éthanol) à Origny-Sainte-Benoîte sont les trois plus grands établissements d'un secteur qui emploie 18 % des salariés de la zone d'emploi. Le dynamisme local de l'industrie agroalimentaire contraste avec le reste de la région où l'emploi salarié tend à se réduire.

Le textile, dont les effectifs salariés ont chuté de 60 % depuis 1989, est le second employeur industriel de la zone d'emploi à la tête de 14 % des salariés de l'industrie. Le secteur d'activité est présent au nord de la zone d'emploi et autour de Saint-Quentin. Au Nord, *Le Bourget SA* à Fresnoy-le-Grand côtoie des entreprises du métier de la broderie situées dans le prolongement du Cambrésis en Nord - Pas-de-Calais. Ces entreprises organisées sous forme d'un « Système Productif Local » réalisent 90 % de la production française dont une large partie, de l'ordre de 70 %, est destinée à l'exportation.

Comme le textile, la mécanique est une activité traditionnelle de la zone d'emploi. Elle recouvre plusieurs secteurs d'activités selon la destination des produits fabriqués. La réputation de Saint-Quentin, dans le domaine de la mécanique s'est construite sur le secteur des biens intermédiaires. La société *Moret*, mondialement connue pour la fabrication des pompes, témoigne de ce lien historique. Le plus gros établissement du secteur est *Mahlé Filtersystème France SAS* à Seboncourt, spécialisé dans la fabrication de filtres à air.

Mais c'est dans une autre activité liée à la mécanique que se trouve le principal employeur industriel de la zone d'emploi, et aussi du département de l'Aisne, le site *MBK* à Rouvroy. Situé près de Saint-Quentin, il em-

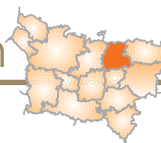


Photo Moonpointer 1

Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
MBK INDUSTRIE	500 et +	Rouvroy	Fabrication de motocycles	Oui
LE CREUSET	250 à 500	Fresnoy-le-Grand	Fabrication d'articles métalliques ménagers	Oui
SOPROCOS	250 à 500	Gauchy	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	Oui
LE BOURGET SA	250 à 500	Fresnoy-le-Grand	Fabrication de bas et chaussettes	Oui
NESTLE FRANCE	250 à 500	Itancourt	Industries alimentaires n.c.a.	Non
TEREOS	250 à 500	Origny-Sainte-Benoîte	Fabrication de sucre	Non
FAPAGAU ET COMPAGNIE	250 à 500	Gauchy	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	Oui
MAHLE FILTERSYSTEME FRANCE SAS	250 à 500	Seboncourt	Fabrication d'autres machines d'usage général	Non
CEREAL PARTNERS FRANCE	100 à 249	Itancourt	Autres activités de travail des grains	Non
TERGAL FIBRES	100 à 249	Gauchy	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	Oui

Source : Insee, CLAP 2004



ploie près de 1 000 salariés, dans l'assemblage de scooters, motocycles et moteurs de hors-bord. Cependant, l'effectif de l'usine a été divisé par deux depuis les années 1970 et la sous-traitance locale a été fortement réduite.

Corollaire de la mécanique, la métallurgie et transformation des métaux est aussi bien représentée dans la zone d'emploi : l'entreprise *Le Creuset* à Fresnoy-le-Grand est le second établissement industriel de la zone d'emploi, avec un effectif d'environ 500 personnes. La société réalise 80 % de son chiffre d'affaires à l'exportation.

Parmi les secteurs industriels moins importants par l'effectif salarié, la cosmétique mérite d'être mentionnée. Les établissements *Soprocos* et *Fapagau* à Gauchy, filiales du groupe l'Oréal, emploient près de 800 personnes et recourent à la sous-traitance en conditionnement, logistique, transport, maintenance et conception.

► Une spécificité des activités industrielles moins marquée

Bien qu'en forte baisse, la spécificité de l'activité industrielle du Saint-Quentinois demeure parmi les plus importantes de la région, surtout si l'on considère que les zones plus spécialisées sont toutes de taille plus modeste. Du côté des activités surreprésentées, l'industrie agroalimentaire et la construction mécanique suivent l'industrie textile qui contribue pour l'essentiel à la réduction de la spécificité industrielle de la zone d'emploi. Les activités moins présentes appartiennent au domaine de la chimie et des biens d'équipement du foyer. Cette structure apparaît au regard du reste de la région défavorable. Les activités les plus présentes sont parmi celles qui ont le plus perdu d'emplois en Picardie, à l'opposé, la chimie est le seul secteur industriel en croissance. Néanmoins, la zone affiche un dynamisme propre dans le secteur des industries agroalimentaires suffisamment important pour que l'emploi salarié augmente et dans le domaine de la mécanique et du travail des métaux pour figurer parmi les zones qui perdent le moins d'emplois.

Le bilan des restructurations industrielles apparaît donc contrasté. D'un côté, le panorama des activités industrielles, plus équilibré que par le passé, permet d'amortir l'effet d'une crise dans l'un ou l'autre secteur. De l'autre côté, la spécificité de l'activité industrielle, qui résulte d'une structure plutôt défavorable dans le contexte régional, isole quelque peu l'activité industrielle de la zone du reste de la région hormis de la Thiérache voisine.

► Des infrastructures de transport et une formation tournées vers l'industrie

La zone d'emploi constitue un carrefour autoroutier, ferroviaire et fluvial favorable aux implantations qui nécessitent des échanges de matières premières et de produits finis.

Un peu à l'écart de l'autoroute A1, la situation de Saint-Quentin dans le transport routier s'est affaiblie dans les années 70. C'est l'ouverture récente de l'A29 qui replace Saint-Quentin dans une position stratégique dans le maillage autoroutier de la région, au croisement de l'autoroute A26 (Calais-Reims) et de l'autoroute A29 (Amiens-Rouen) qui assure la liaison avec l'A1.

Le canal de Saint-Quentin, bien que d'un gabarit limité à 350 tonnes, offre une alternative au transport routier.

Sur le plan de la formation, l'université de Picardie est présente à Saint-Quentin par l'INSSET. Celui-ci dispense de nombreuses formations techniques, toutes orientées vers l'industrie et les services, de niveau BAC + 2 à BAC + 5. Les formations dispensées sont l'informatique, les TIC, la logistique, l'ingénierie industrielle, la robotique, l'automatisation et l'électrotechnique.

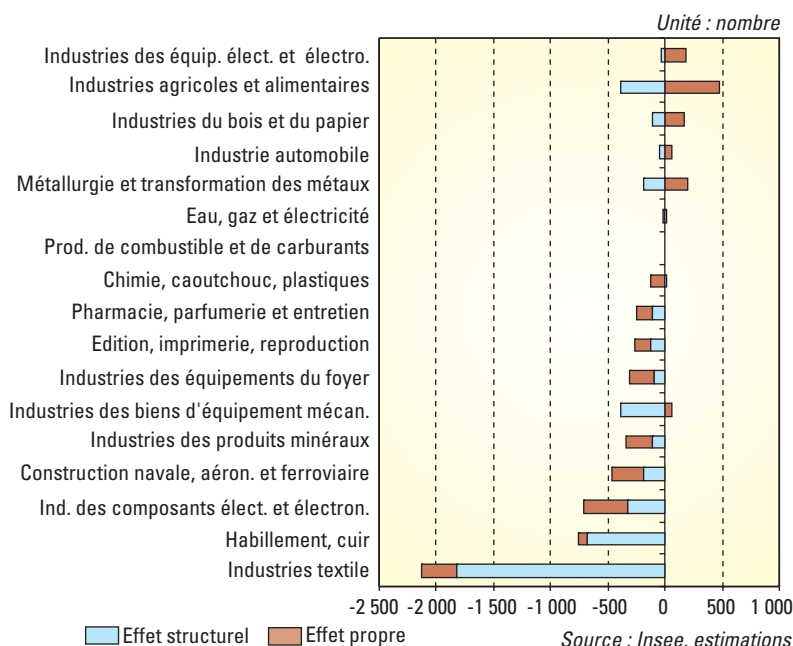
Le lycée professionnel de Saint-Quentin dispense plusieurs formations dans les domaines de la mise en forme des matériaux. La plate-forme *Mécatronique* de Saint-Quentin assure des prestations de transfert technologique en prototypage rapide et en Usinage à Grande Vitesse.

Les plans de sauvegarde de l'emploi

Entre l'année 2003 et l'année 2005, la zone d'emploi de Saint-Quentin a connu 37 plans de sauvegarde de l'emploi (3^e position régionale) dont 27 dans l'industrie. Dans l'industrie, la majorité de ces plans concerne les établissements de moins de 50 salariés. Deux secteurs sont particulièrement touchés : le textile avec 8 PSE et la mécanique avec 7 PSE.

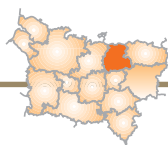
Le nombre de salariés ayant perdu leur emploi suite à ces plans est de 894 dans l'industrie sur ces deux années. Près de la moitié était issue de l'industrie textile et près d'un quart de la mécanique. Cependant, si pour la mécanique ce sont les établissements de 20 à 49 salariés qui sont davantage touchés, pour le textile, ce sont ceux de 50 à 249 salariés, d'où le poids important de ce secteur dans les pertes d'emplois.

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005



Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



Parmi les éléments d'attractivité de la zone d'emploi, les services aux entreprises apparaissent en retrait : ils représentent moins de 10 % de l'emploi et 39 % des offres d'emploi dans la zone. Le recours de l'industrie au travail temporaire est important mais l'offre de services semble insuffisante, d'autant plus que cette offre s'est réduite entre 1990 et 1999.

► La plus grande ville de l'Aisne dans un ensemble rural

La zone d'emploi de Saint-Quentin compte 135 000 habitants en 1999 dont la moitié vit dans l'agglomération de Saint-Quentin. Autour de la plus grande ville de l'Aisne, la zone d'emploi comprend des communes de taille beaucoup plus modeste dont deux comptent plus de 5 000 habitants : Bohain-en-Vermandois (6 600 habitants) et Gauchy (5 600).

Depuis le recensement de 1975, la population de la zone d'emploi décroît. La croissance naturelle de la population était jusqu'alors soutenue par un excédent d'une

centaine d'arrivées par an sur les départs de la zone d'emploi. Depuis 1975, les départs ont pris le pas sur les arrivées, ce déficit migratoire, supérieur à l'excédent des naissances sur les décès, entraîne un fléchissement de la population.

Essentiellement le fait des jeunes actifs, le retournement du solde migratoire est à rapprocher du choc pétrolier de 1973. Les restructurations industrielles et surtout la crise de l'industrie textile qui en découle, génèrent des pertes d'emplois, réduisant du même coup l'attractivité de la zone pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail.

► Un niveau d'activité faible pour les seniors

Malgré le fléchissement de la population, généralement corrélé avec son vieillissement, la structure par âge de la zone de Saint-Quentin présente peu de différence avec l'ensemble de la région : la part de la population de plus de 50 ans est un peu plus élevée que la moyenne au détriment de la tranche 20-49 ans.

Cette différence ne se répercute pas sur la population active car les taux d'activité de la population de plus de 50 ans sont moins élevés que la moyenne régionale. Cette moindre activité s'explique notamment par les mesures de préretraites qui ont soulagé les plans de reclassements des secteurs industriels en crise au cours des années 90.

► Un chômage important suite à la reconversion industrielle

Le taux de chômage de la zone d'emploi dépasse 14 % en 2005, taux le plus élevé de la région.

La demande d'emploi en provenance du secteur industriel représente 21% du total des demandeurs d'emplois dans la zone d'emploi de Saint-Quentin, plus que la moyenne du département. Ces demandeurs d'emplois travaillaient principalement dans deux secteurs : l'industrie textile et l'industrie agroalimentaire.

Entre 2002 et 2005, le nombre de demandeurs d'emplois s'est réduit globalement de 2 % et de 13 % pour ceux qui travaillaient auparavant dans l'industrie. La contribution plus modérée de l'industrie textile à la demande d'emploi est confortée par une réduction de moindre ampleur dans trois quarts des secteurs industriels. Effet de la décrue des pertes d'emplois dans le textile, les femmes venant de l'industrie à la recherche d'un emploi sont en diminution alors que l'effectif masculin reste stable.

La zone de Saint Quentin est une rare exception à l'augmentation du chômage de

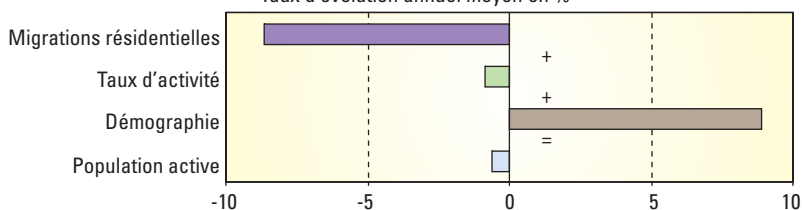
Structure par âge de la population en %

	Population totale		Population active		Taux d'activité			
	zone	Picardie	zone	Picardie	Hommes	Femmes	zone	Picardie
Moins de 20 ans	28,2	28,0	2,4	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	41,6	43,2	80,9	80,7	92,7	92,0	75,4	76,0
50 à 64 ans	14,9	14,7	16,4	16,6	54,2	57,8	41,2	43,3
65 ans et plus	15,3	14,1	0,2	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

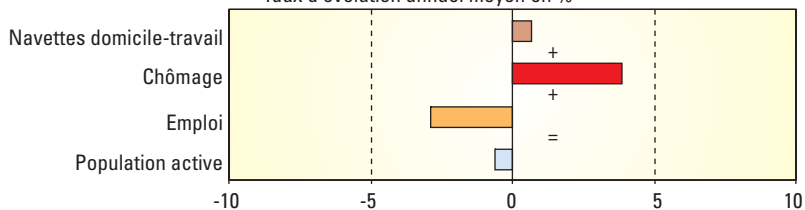
Source : Insee, recensement de 1999

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %

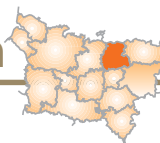


Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



longue durée entre 2002 et 2005. Il faut dire les demandeurs d'emploi de longue durée représentaient déjà 42 % de l'ensemble des demandeurs en 2002, taux le plus élevé de la région à cette date mais voisin de la moyenne régionale en 2005. En effectifs, les anciens salariés de l'industrie ne sont pas en reste dans la réduction des demandes d'emploi de longue durée, toutefois certaines poches de résistance semblent apparaître : en 2005, 51 % sont inscrits depuis plus d'un an, 10 points de plus qu'en 2002.

► Une reconversion industrielle en quête d'emplois qualifiés

Sous l'effet de la mutation industrielle, le niveau de qualification des emplois de l'industrie s'est rapproché de la moyenne régionale : l'industrie saint-quentinoise emploie encore en proportion plus d'ouvriers non qualifiés mais le taux d'encadrement est voisin de la moyenne.

La hausse du niveau de qualification des emplois complique le recrutement. La zone de Saint-Quentin se caractérise par un niveau de formation des demandeurs d'emploi faible, phénomène encore plus prégnant parmi les demandeurs d'emploi de l'industrie. En effet, 24 % des demandeurs d'emploi sont bacheliers, 5 points de moins que la moyenne régionale.

En termes de qualification, le constat est symétrique, 24 % des demandeurs d'emplois sont des ouvriers non qualifiés, 5 points de plus que la moyenne régionale. Bien que le niveau de qualification augmente entre 2002 et 2005, l'écart avec la région se maintient.

► Des offres d'emplois dans l'industrie agroalimentaire et la mécanique

La zone d'emploi de Saint-Quentin se caractérise par un poids du secteur industriel dans les offres d'emploi, plus faible que la moyenne départementale, respectivement 5,9 % et 7,5 %. Toutefois dans l'industrie, la répartition par type d'offres est sensiblement à l'image du département : une forte présence de contrats d'au moins 6 mois, avec une faible part de contrats de moins d'un mois.

Les offres d'emploi de la zone se concentrent majoritairement dans l'industrie agroalimentaire (28,0 %) et l'industrie des équipements mécaniques (19,4 %). Le secteur des IAA recrute fortement sur CDD et mission d'intérim de longue durée, alors que le secteur de l'industrie des équipements mécaniques propose essentiellement des CDI ou CDD longs. Par ailleurs, le secteur de la

métallurgie et transformation des métaux présente la particularité de recruter uniquement sur des emplois durables.

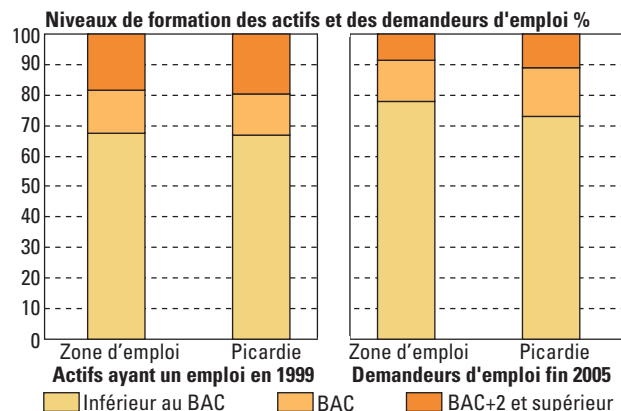
► Un marché du travail localisé

Hors de l'aire d'influence de l'Île-de-France, le marché du travail de la zone d'emploi fonctionne de manière endogène. Les navettes domicile-travail sont concentrées sur les zones frontalières laissant même Amiens hors de portée. Les arrivées de Chauny-Tergnier-La Fère, la Thiérache et le Nord - Pas-de-Calais sont plus importantes que les départs vers ces zones. C'est l'inverse pour le Santerre-Somme et le Laonnois.

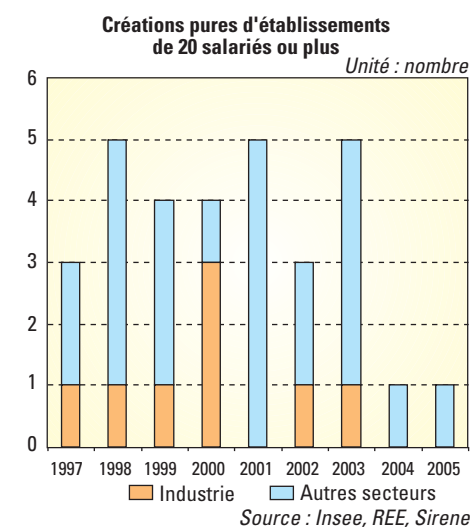
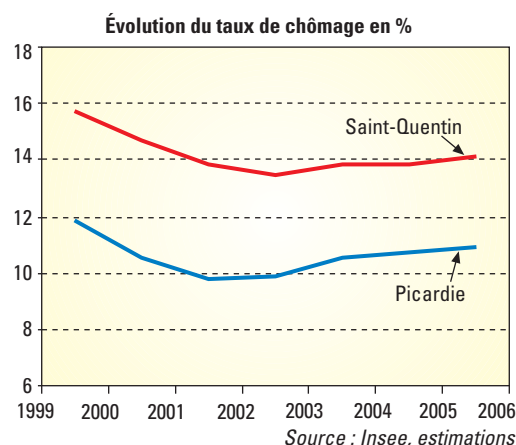
Ce relatif isolement lie intimement la zone d'emploi au dynamisme de la plus grande commune de l'Aisne. Jusqu'en 1975, grâce au travail des métaux et à l'industrie mécanique, le Saint-Quentinoise était dans une dynamique de croissance : l'augmentation de la population active allait de pair avec la croissance de l'emploi et de la population.

Au cours des années soixante-dix, ce cercle vertueux s'est rompu, l'industrie a perdu son rôle moteur et l'emploi tertiaire n'a pas compensé la diminution de l'emploi industriel. Dans un marché de l'emploi peu ouvert, les zones environnantes traversant elles aussi un cap difficile, la baisse de l'emploi se répercute sur le chômage. Même à nombre d'emplois stable, le marché du travail local n'aurait pas pu intégrer l'augmentation de la population active sous la pression démographique¹ : faute de débouchés de proximité, cette augmentation est absorbée par une hausse de l'émigration de la zone d'emploi. Ces départs sont même un peu plus importants que l'accroissement de la population active entraînant une diminution de celle-ci.

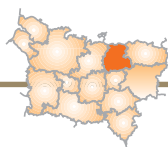
Les années plus récentes ouvrent des perspectives moins défavorables mais non sans risques. La baisse de l'emploi est enrayée et la pression démographique s'atténue. Si cette embellie s'accompagne d'une baisse de l'émigration des actifs, le Saint-Quentinoise peut renouer avec le cercle vertueux, sinon la réduction de la population active disponible peut entamer l'attractivité de la zone vis-à-vis de nouvelles entreprises. Elle entrerait alors dans un cycle de vieillissement accentué. ■



Sources : Insee - ANPE - DARES, recensement 1999 - DEFM 2005



¹Les générations nombreuses continuent d'arriver sur le marché de l'emploi, alors que les sorties concernent des générations peu nombreuses.



Les projets de développement

C'est l'implication de l'industrie, de santé encore fragile, dans des projets innovants qui peut lui ouvrir les portes de l'avenir.

Le bassin d'emploi du Saint-Quentinois est la seule zone picarde éligible au pôle de compétitivité Up-TEX. Cette intégration permet le financement des projets d'entreprises sur les Textiles innovants et la customisation des produits textiles. L'inter-région Nord - Pas-de-Calais-Picardie devrait aussi bénéficier de l'ouverture d'un centre de transfert et de recherche appliqué : le Centre Européen des Textiles Innovants (CETI) dont la création est au programme du pôle Up-TEX.

Le département de l'Aisne est inclus dans le périmètre du pôle de compétitivité à vocation mondiale « Industrie et Agro-ressources ». L'un des premiers projets situé à Origny est celui de la société Tereos, pour la production de biocarburants issus de betteraves. De manière générale, la filière agricole devrait bénéficier des retombées commerciales des projets de recherche appliquée pour un développement industriel des ressources agricoles : valorisation du colza, de la betterave, du lin...

Le recentrage de l'activité économique de la zone d'emploi dans les infrastructures de transport améliore l'accessibilité à une zone d'emploi qui offre des possibilités d'implantation.

En 2002, la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin a démarré le projet de création d'une nouvelle zone d'activité, à proximité de la ZAC du Bois de la Choque

aujourd'hui remplie. Situé à la croisée des A26 et A29, le Parc des Autoroutes est prévu sur une surface totale de 180 hectares. Il aura la caractéristique d'avoir le label HQE : Haute Qualité Environnemental. Tous types d'entreprises y seront accueillis : production, services et activités commerciales. Les travaux d'aménagement de la zone sont engagés mais seuls 13 hectares sont actuellement réservés.

En complément, plusieurs futures zones sont aussi prévues à proximité des échangeurs d'autoroutes de Saint-Quentin, avec par exemple la zone artisanale d'Urvillers et la zone industrielle d'Itancourt sur la nationale 44. La commune de Clastres, un peu plus excentrée, prévoit d'accueillir des centres de logistique pour une surface totale de 20 hectares.

Plusieurs projets d'implantations ou d'extension de sites de logistique sont en cours dans la zone du Saint-Quentinois qui se situe à un emplacement stratégique pour le stockage et la distribution sur le quart nord de la France.

Le classement de plusieurs quartiers de Saint-Quentin dans le cadre de la politique de la ville (zone franche urbaine, zone urbaine sensible) permettent des réductions de charges sociales pour les entreprises. La première pépinière de Saint-Quentin, nommée CREATIS est aujourd'hui remplie, soit 1 200 m². Une quinzaine de jeunes entreprises y ont pris leur essor ; elles travaillent toutes dans les domaines des services : TIC, consultants, aide à l'export, bureaux d'études, ingénierie...

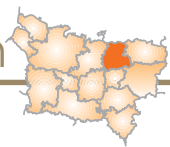
L'unique pépinière d'entreprises étant remplie, son extension est en cours. La surface additionnelle est de 1 600 m², pour une livraison fin 2006. Ce sont principalement des sociétés de service qui y seront accueillies.

Du côté des activités tertiaires, Saint-Quentin, qui accueille déjà un des plus grands hôpitaux de Picardie, prévoit d'augmenter ses capacités. Cette évolution devrait permettre la création de nombreux emplois indirects dans les domaines de la maintenance et des services.

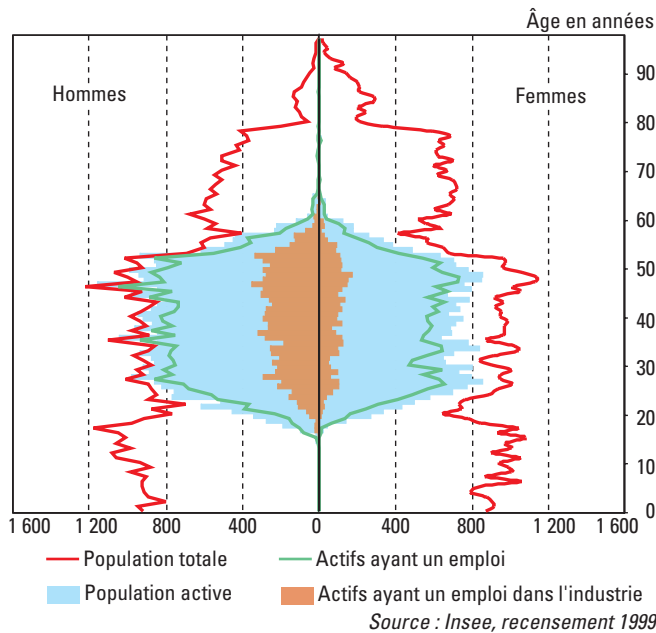
Enfin, la future Base Urbaine de Loisirs, prévue pour début 2008, offrira un complexe sportif avec patinoire et piscine.



Photo telephone Fotoblog



Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	134 597	7,2	
dont population active	58 435	7,0	
Superficie en km²	1 071	5,5	
Densité de population (habitants par km²)	125,7	///	95,7
Nombre de communes	126	6,6	
Part de la population urbaine	64,8	///	61,2
Nombre de logements	57 559	7,2	
dont résidences principales	52 419	7,5	
autres logements	5 140	5,4	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,5	///	2,6

Source : Insee, recensement de 1999

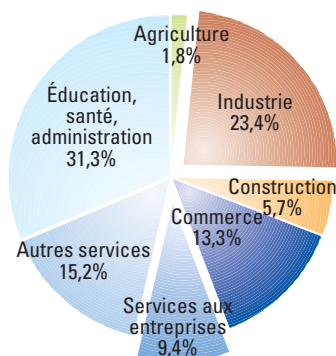
Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
		Part de l'emploi salarié total	
Ensemble Industrie	381	23,4	22,8
		Part de l'emploi salarié industriel	
Industries agricoles et alimentaires	103	18,5	14,3
Industries textile	51	13,8	3,4
Industries des biens d'équipement mécan.	57	12,3	11,8
Métallurgie et transformation des métaux	48	11,2	16,3
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,37	
	2005	0,32	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Source : Insee, CLAP 2004 - Estimations d'emplois

Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité

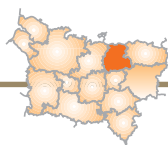


Source : Insee, estimations provisoires d'emplois au 1/1/2005

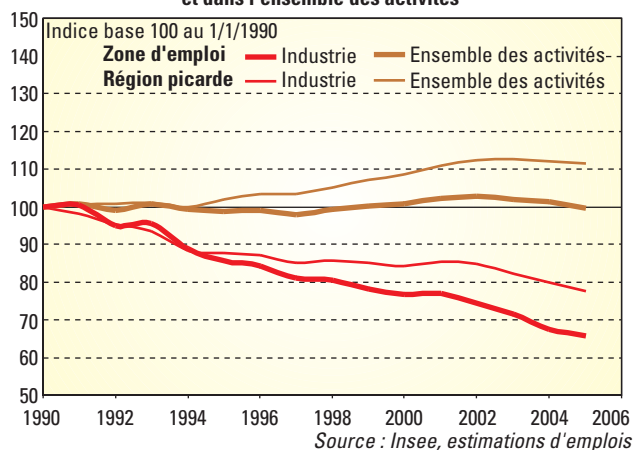
Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Saint-Quentin	Picardie	Saint-Quentin	Picardie
Total	381	4 865	10 216	139 806
Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004				
1 à 9	62,2	63,1	9,7	8,3
10 à 19	13,6	13,4	7,4	6,5
20 à 49	13,6	12,2	15,8	13,7
50 à 99	5,5	4,6	15,5	11,5
100 à 249	2,9	4,5	18,4	24,7
250 à 499	1,8	1,5	23,3	17,9
500 et plus	0,3	0,6	9,9	17,3
Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003				
Localisation de la tête du groupe				
Picardie			5,0	6,5
France			35,0	36,2
Étranger			32,2	32,2
Ensemble			72,2	74,9

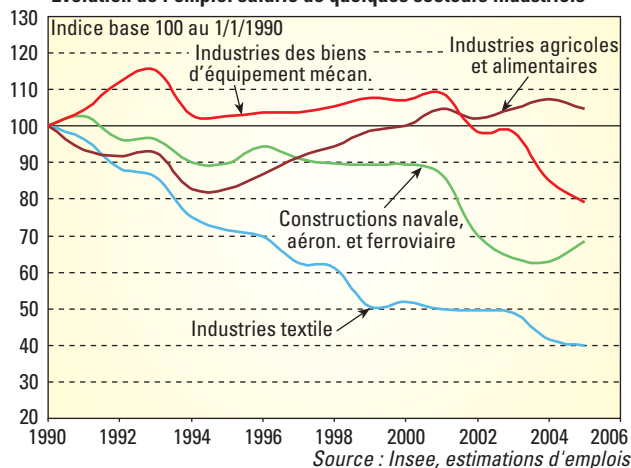
Source : Insee, CLAP 2004- LIFI 2003



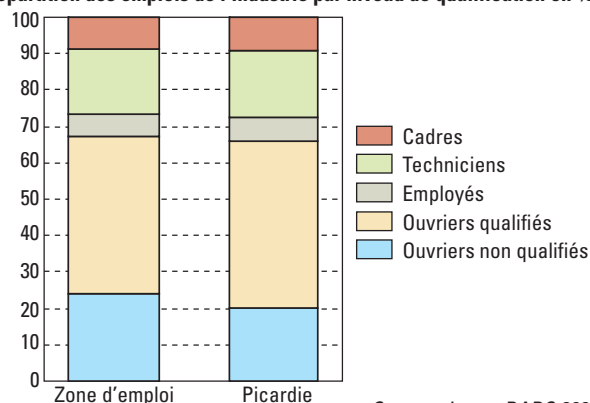
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie et dans l'ensemble des activités



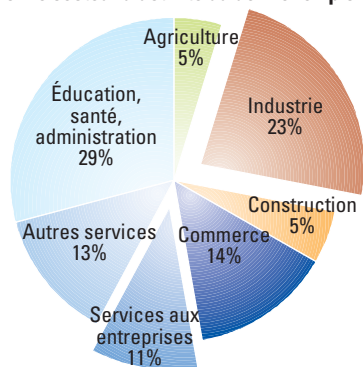
Évolution de l'emploi salarié de quelques secteurs industriels



Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Demandeurs d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	8 835	8 648	100	100	100	100
dont hommes	4 262	4 364	48	50	47	47
femmes	4 573	4 284	52	50	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	5 069	5 002	57	58	65	63
un an et plus	3 766	3 646	43	42	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	1 899	2 088	21	24	21	23
25 à 49 ans	5 481	5 303	62	61	62	62
50 ans et plus	1 455	1 257	16	15	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibrage du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	58 767	58 435	
Emplois dans la zone	49 017	47 507	47 852
Chômeurs*	9 018	10 553	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	4 864	6 677	
Résidents travaillant dans une autre zone	5 596	7 052	
Solde des navettes	-732	-375	-105
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	1 933	1 791	
Émigrants	2 626	2 429	
Solde	-693	-638	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

Soissons : une industrie faiblement présente dans l'économie locale



Photo Tangi Bertin

FORCES	FAIBLESSES
Dynamisme démographique. Niveau de diplôme et de qualification relativement satisfaisant. Acteurs territoriaux mobilisés pour le développement économique. Diversification des activités.	Faible mobilité de la population active. Chômage élevé et emplois précaires. Territoire qui manque d'image et d'attractivité.
OPPORTUNITÉS	MENACES
Développement des activités de services. Mise en valeur de la proximité avec la région parisienne. Facilité de coopération entre les entreprises.	Déclin progressif des activités industrielles.



La zone d'emploi de Soissons est, avec celle de Saint-Quentin, la zone la plus diversifiée de la région Picardie en termes d'activités économiques. Mais, à l'image de ce qui se passe dans la zone de Saint-Quentin, la stabilité de l'emploi salarié depuis 1990 résulte d'un recul de l'industrie, et simultanément d'une progression des transports, de la logistique et plus généralement des services aux entreprises.

En effet, l'emploi industriel dans la zone d'emploi de Soissons a décliné de 9 900 à 6 200 postes depuis le début des années 1990, passant de 30 % à 20 % des salariés de la zone. Le Soissonnais se place en dessous de la moyenne régionale, devant les zones d'Amiens, d'Abbeville et du Laonnois.

► Des activités diversifiées en difficulté

La zone compte 284 établissements industriels, nombre en baisse de plus de 2 % entre 1995 et 2005.

La taille modérée des établissements en Picardie est ici confortée par une moindre implantation des grands groupes. En effet, avec 30 % d'établissements indépendants, l'industrie soissonnaise se positionne 4 points au-dessus de la moyenne régionale. Seuls trois grands établissements emploient de 250 à 500 salariés chacun.

La baisse de l'emploi industriel est particulièrement marquée dans plusieurs secteurs : les équipements mécaniques et l'industrie du bois et papier qui ont perdu un emploi sur trois depuis 6 ans, la chimie, caoutchouc, plastique dont les effectifs ont presque été divisés par 2 et l'industrie de l'habillement et du cuir, qui a quasiment disparu.

► Cinq secteurs emploient les 3/4 des salariés de l'industrie

L'activité industrielle du Soissonnais est diversifiée. Au premier rang, l'agroalimentaire

avec 20 % de l'emploi industriel, bénéficie du caractère rural de la zone. Le territoire a été marqué par un recentrage sur les gammes de produits les plus rentables par la direction de Vico. Ceci s'est notamment traduit par la cessation d'activité de l'unité de Braine. L'industrie sucrière, très présente dans le département de l'Aisne, compte deux établissements du groupe Tereos dans la zone d'emploi. Implantés à Bucy-le-Long et à Montigny-Lengrain, ils emploient près de 300 personnes. Toujours à Montigny-Lengrain, Roquette emploie plus de 150 personnes à la fabrication de produits amylacés.

Second secteur, les biens d'équipements mécaniques représentent 18 % de l'emploi salarié industriel. Baxi-Compagnie Internationale du Chauffage, le plus grand établissement du secteur, emploie plus de 300 salariés à Villeneuve-Saint-Germain pour la fabrication de radiateurs et de chaudières. De taille plus modeste, Serimer Dasa fabrique du matériel de soudage à Villers-Cotterêts, et les Établissements Groebli représentent la chaudronnerie-tuyauterie à Soissons.

Le bassin d'emploi de Soissons et l'ensemble du département ont très largement participé au développement de la métallurgie, secteur dans lequel travaillent 13 % des salariés de l'industrie. La société de Galvanoplastie Industrielle – SGI Département Stulder, établissement de traitement de surface le plus important de France, est implantée à Villers-Cotterêts. Très sensible à la conjoncture, la métallurgie soissonnaise est affectée de plein fouet et nombreuses sont les entreprises qui rencontrent des difficultés à l'image de Pecquet Tesson, de BSL Industrie ou encore de sa filiale Berthier qui ont fait l'objet de jugements de clôture. La chaudronnerie reste, malgré cette tendance structurelle, bien positionnée à l'image du déploiement du projet de coopération interentreprises visant à mettre en place un Système Productif Local (SPL). Cette démarche de

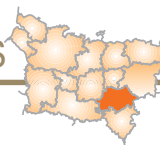


Photo Dangermain

Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
SAINT GOBAIN EMBALLAGE	200 à 499	Cuffies	Fabrication de verre creux	Non
BAXI S.A.	200 à 499	Villeneuve-Saint-Germain	Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central	Non
VICO SA	200 à 499	Montigny-Lengrain	Transformation et conservation de pommes de terre	Oui
LA ROCHETTE VENIZEL	100 à 199	Venizel	Fabrication de papier et de carton	Non
TEREOS	100 à 199	Bucy-le-Long	Fabrication de sucre	Non
BSL TUBES ET RACCORDS	100 à 199	Billy-sur-Aisne	Fabrication de tubes en acier	Oui
SECRE ASTEEL ELECTRONICS	100 à 199	Mercin-et-Vaux	Assemblage de cartes électroniques pour compte de tiers	Oui
ROQUETTE VIC SA	100 à 199	Montigny-Lengrain	Fabrication de produits amylacés	Non
RCO VENIZEL	100 à 199	Venizel	Industrie du carton ondulé	Non
ETIREX	100 à 199	Noyant-et-Aconin	Fabrication de matériels électriques n.c.a.	Oui

Source : Insee, CLAP 2004



développement fait actuellement l'objet d'une négociation entre les entreprises intéressées, *Bel, Duperrier et Axinox*.

Le secteur des produits minéraux regroupe 12 % des salariés. Une unité du groupe Saint-Gobain – *Saint-Gobain Emballage* – spécialisée dans la fabrication du verre creux connaît de sérieuses difficultés.

L'industrie du bois et du papier-carton qui occupe 1 salarié sur 10 est notamment représentée par *La Rochette Venizel* qui fabrique des papiers à partir du bois, de papiers et cartons recyclés. L'activité du bois, autrefois présente à Villers-Cotterêts, n'existe pratiquement plus aujourd'hui.

L'industrie automobile n'est pas présente sur la zone malgré la présence de *Volkswagen* dont l'activité est avant tout commerciale.

► Un développement porté par le transport et les services

La logistique et le transport sont particulièrement actifs avec une progression de plus de 30 % des effectifs en 15 ans. Cette progression est encore plus marquée sur le bassin d'emploi de Soissons qu'aux échelons départemental et régional. Ces activités bénéficient de la proximité de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle, à 45 minutes et des capitales européennes (Milan, Bruxelles, Zurich, Madrid, Genève, Turin, Francfort, Amsterdam, Londres) situées à moins de 2 heures.

Le secteur compte 1 700 salariés et est représenté par des grandes unités à l'image de *United Savam* à Villeneuve-Saint-Germain qui compte plus de 300 salariés. Cette société est leader en France du transport routier de produits volumineux à faible densité. L'implantation de deux opérateurs importants a permis la création et le déploiement d'un pôle en logistique. Le groupe *Breger*, spécialisé dans le transport de marchandises et la logistique, s'est implanté sur le parc d'activités communautaires « Les Etomelles » occupant 2 000 m² dans les anciens locaux Michelin. La surface restante est exploitée par la société *Géodis*.

Les services profitent aussi de la progression des transports, avec le développement régulier, ces dernières années, des métiers du conseil et de l'assistance.

► Un territoire dominé par l'influence de la ville centre

Avec 101 000 habitants en 1999, la zone d'emploi de Soissons est la 6^e de Picardie. Sur son territoire, structuré par la vallée de l'Aisne, se trouvent deux communes de plus

de 10 000 habitants : Villers-Cotterêts, qui vient d'atteindre ce seuil symbolique, et Soissons, 29 000 habitants. Néanmoins, 80 % des communes comptent moins de 500 habitants, ce qui place la zone d'emploi en 3^e position, derrière le Santerre-Somme et le Laonnois.

Les agglomérations des deux grandes villes diffèrent. Soissons est ceinturée de communes de petite taille alors que Villers-Cotterêts, qui domine l'ouest de la zone, est dépourvue de banlieue. L'unité urbaine de Soissons, qui compte 45 000 habitants, est la 6^e de la région, derrière Amiens, Creil, Compiègne, Saint-Quentin, et Beauvais.

La part de la population urbaine dans la zone est de 65,3 % en 1999, au-dessus de la moyenne régionale et le Soissonnais se place dans ce domaine en quatrième position derrière les zones de Chauny-Tergnier-La-Fère, d'Amiens et du Sud-Oise.

► Une population en augmentation

La population de la zone d'emploi est un peu plus âgée en moyenne que celle de la région : 30,0 % des habitants sont âgés de 50 ans et plus, soit 1,2 point de plus qu'en Picardie. Cette hiérarchie se retrouve au niveau de la population active. Les taux d'activité par tranche d'âge sont comparables à ceux de la région.

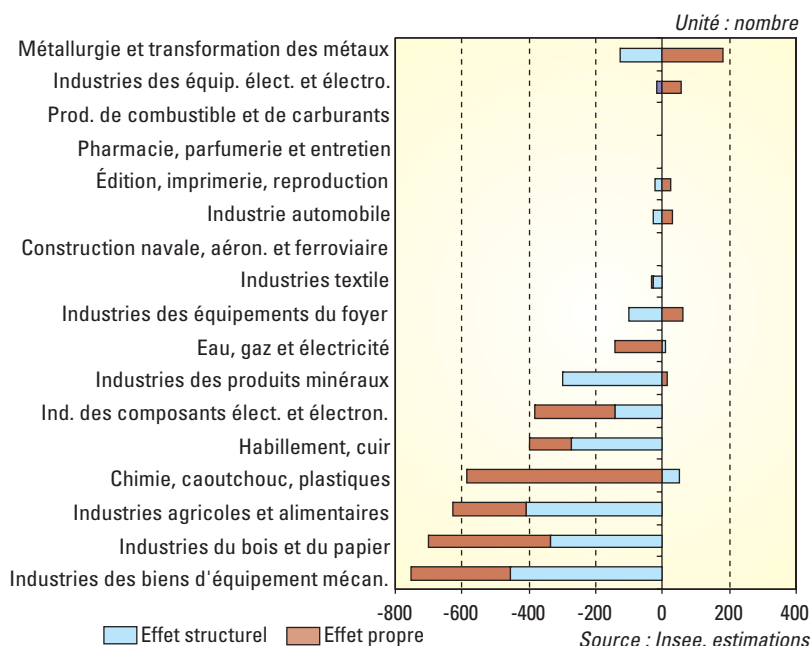
Le Soissonnais voit sa population progresser depuis vingt ans. Cette zone et celle

Les plans de sauvegarde de l'emploi

La zone a connu 11 plans de sauvegarde de l'emploi entre 2003 et 2005, dont 8 dans l'industrie. Le secteur de la mécanique a connu 3 PSE sur ce territoire, l'industrie agroalimentaire et l'industrie des équipements du foyer, 2 chacune.

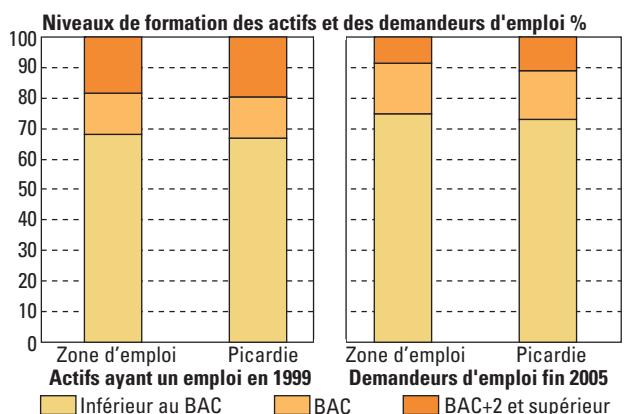
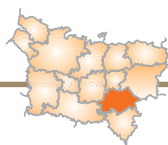
Sur les 392 personnes touchées par ces PSE, 333 travaillaient dans l'industrie. L'industrie agroalimentaire en compte 152 dans des établissements de 250 salariés et plus et la mécanique 109.

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005



Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



Sources : Insee - ANPE - DARES, recensement 1999 - DEFM 2005

de Château-Thierry ont été les seules de l'Aisne à gagner des habitants durant les années 1990. Contrairement à cette dernière zone, cependant, le Soissonnais souffre d'un solde migratoire déficitaire, et doit sa croissance uniquement à son excédent naturel.

Les immigrants sont plutôt des cadres qui viennent s'installer en secteur rural, tandis que nombre d'employés quittent la zone d'emploi.

► Un chômage élevé

La zone d'emploi se distingue par un taux de chômage parmi les plus élevés de la région (12,6 % en 2005). Ce chômage touche, plus durement que dans le reste de la région, les femmes, les chômeurs de longue durée, et les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus.

La demande d'emploi dans le secteur industriel représente 20 % du total de la demande d'emploi, à la fois sur la zone de

Soissons et au niveau de l'Aisne. Elle se répartit principalement sur trois grands secteurs : l'industrie agroalimentaire, l'industrie des équipements mécaniques et la chimie, caoutchouc, plastique. Ce dernier secteur est surreprésenté au regard de son poids dans l'emploi industriel soissonnais. Inversement, les équipements mécaniques ne sont que faiblement représentés.

Entre 2002 et 2005, la demande d'emploi dans l'Aisne progresse pour l'ensemble des secteurs, à l'exception de l'industrie. Dans la zone du Soissonnais, la hausse plus modérée de la demande d'emploi est assortie d'une baisse bien plus accusée du secteur industriel, en particulier dans l'agroalimentaire, la mécanique et la métallurgie, qui sont les secteurs les plus importants de la zone d'emploi.

Dans le secteur industriel, les femmes sont minoritaires dans la demande d'emploi alors qu'elles sont majoritaires tous secteurs confondus. Elles représentent 43 % de la demande d'emploi de Soissons, importance due à la forte présence de l'industrie agroalimentaire. La baisse de la demande d'emploi est de la même ampleur chez les hommes que chez les femmes.

Tous secteurs confondus, mais encore plus pour la seule industrie, la part des seniors dans la demande d'emploi est plus importante dans le Soissonnais que dans l'Aisne. Ils représentent près de 28 % de la demande d'emploi, en raison d'une présence renforcée dans l'industrie des équipements mécaniques et dans le secteur de la chimie, suite aux récents plans de sauvegarde de l'emploi dans ces secteurs. Cependant, la part des plus de 50 ans dans la demande est en régression.

Tous secteurs confondus, le chômage de longue durée touche 42 % des demandeurs d'emploi du Soissonnais, soit 5 points de plus que la proportion régionale. Dans l'industrie, un demandeur d'emploi sur deux est concerné.

► Une proportion forte de techniciens parmi les demandeurs d'emploi

La zone soissonnaise se caractérise par une présence forte des niveaux inférieurs de formation, phénomène encore plus prégnant dans l'industrie : dans ce secteur, trois demandeurs d'emploi sur quatre n'ont pas le baccalauréat. Mais les bacheliers sont de plus en plus fréquents parmi les demandeurs d'emploi.

En termes de qualification, 160 demandeurs d'emploi sont des techniciens ou des ingénieurs, et 610 sont des manœuvres ou des ouvriers. La structure de la zone est pro-

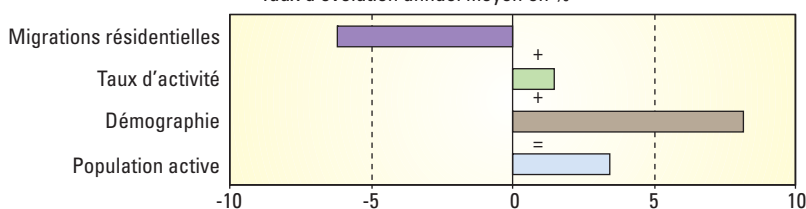
Structure par âge de la population en %

	Population totale		Population active		Taux d'activité			
					Hommes		Femmes	
	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie
Moins de 20 ans	28,1	28,0	2,3	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	41,9	43,2	80,2	80,7	93,5	92,0	74,6	76,0
50 à 64 ans	15,2	14,7	17,3	16,6	59,2	57,8	40,6	43,3
65 ans et plus	14,8	14,1	0,3	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

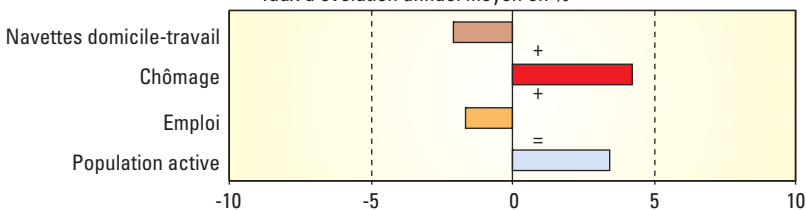
Source : Insee, recensement de 1999

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



che de celle observée au niveau de l'Aisne, excepté une présence renforcée de techniciens dans le Soissonnais.

► Une offre d'emploi sur 10 dans l'industrie

La zone d'emploi de Soissons se caractérise par un poids du secteur industriel dans les offres d'emploi plus important que celui départemental, respectivement 9,9 % et 7,5 %. Les contrats longs représentent près de 65 % des offres du secteur industriel, soit 13 points de plus qu'au niveau régional.

Les offres d'emploi concernent principalement quatre secteurs : l'industrie agroalimentaire, les équipements mécaniques, les équipements électriques et électroniques, et la chimie-caoutchouc-plastique. Pour les trois premiers, les offres d'emploi portent majoritairement sur des contrats longs (plus de six mois). L'industrie chimique offre plus de contrats de courte durée (de un à six mois), mais pas d'offres d'emplois occasionnels (contrats de moins d'un mois).

► Des déplacements domicile-travail en progression malgré le manque d'infrastructures

Sur 10 actifs résidents, 8 travaillent dans le Soissonnais, un dans une autre

zone picarde, et un dernier hors de la région.

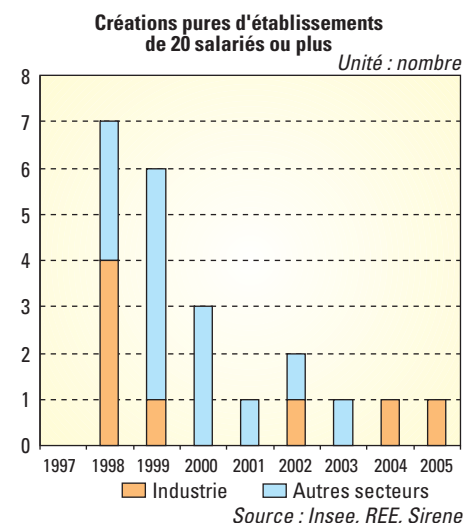
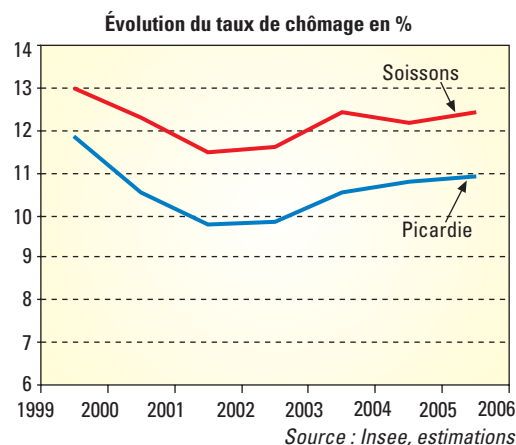
Les freins à la mobilité sont amplifiés par le manque d'infrastructures routières et ferroviaires. La zone d'emploi de Soissons est en effet la seule du département à ne pas être desservie par une autoroute. Le réseau SNCF est peu développé. Seule la ligne Paris-Laon dessert Soissons et les temps de trajet sont longs.

Malgré ce contexte, les navettes domicile-travail augmentent, en raison de l'accroissement régulier depuis les années 1980 de la population active du Soissonnais et du niveau du chômage local.

Pour les flux à destination des zones voisines et encore plus nettement pour les flux vers Reims ou l'Île-de-France, les sorties l'emportent sur les entrées.

► Les implantations industrielles récentes

Sur la période 1997-2005, le Soissonnais se place en tête des zones d'emploi de Picardie pour le rapport du nombre de créations pures d'établissements industriels de plus de 20 salariés au nombre d'établissements existants. Deux des huit dernières créations ont concerné la métallurgie. Le rythme des créations industrielles ralentit cependant et on n'en dénombre que 3 depuis 2000. ■



Les projets de développement

La Communauté d'Agglomération du Soissonnais, propriétaire de 8,44 ha sur le site de l'Espace Gouraud, a entrepris la réhabilitation des locaux pour l'accueil d'un centre d'affaires tertiaire composé d'une technopole (Technopole de l'Aisne avec un cœur de compétences sur les logiciels libres). Le parc Gouraud devrait au terme de son développement accueillir un pôle universitaire et des laboratoires de recherche et dispose déjà d'un hôtel d'entreprises ainsi que d'une pépinière généraliste.

Un centre d'appel a décidé de s'implanter sur le site de Gouraud suite à une démarche active de prospection des acteurs économiques territoriaux. Cette implantation produira à terme plus de 300 emplois, poursuivant la « tertiarisation » du bassin. Cette mutation se fera avec une transformation du pôle tertiaire en zone franche urbaine avec des investissements de plus de 30 millions d'euros, parties tertiaires et résidentielles comprises, échelonnés sur les 10 années à venir.

La communauté d'agglomération s'est dotée d'une capacité d'accueil importante dont le parc d'activités du Soissonnais à Ploisy et Courmelles (160 hectares) constitue un projet structurant pour le territoire, projet appuyé sur la proximité de la région parisienne et du pôle de développement de Roissy. Située en bordure de la RN2, cette zone bénéficiera à terme d'un classement en deux fois deux voies de cette route.

La zone d'activités de Mercin et Vaux quant à elle offre une disponibilité foncière de plus de 10 ha, le long de la

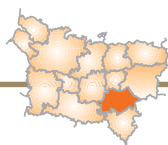
RN31. En outre, des friches industrielles subsistent dans l'agglomération dont leur réutilisation est un enjeu majeur.

La société *Bipa* spécialisée dans la fabrication de portes, cloisons et fenêtres déménage sur 43 000 m². Il est également prévu dans le parc d'activités « Le Plateau » l'implantation de deux bâtiments de logistique sur un terrain de 17 hectares pour 2007 (Groupe Vendôme).

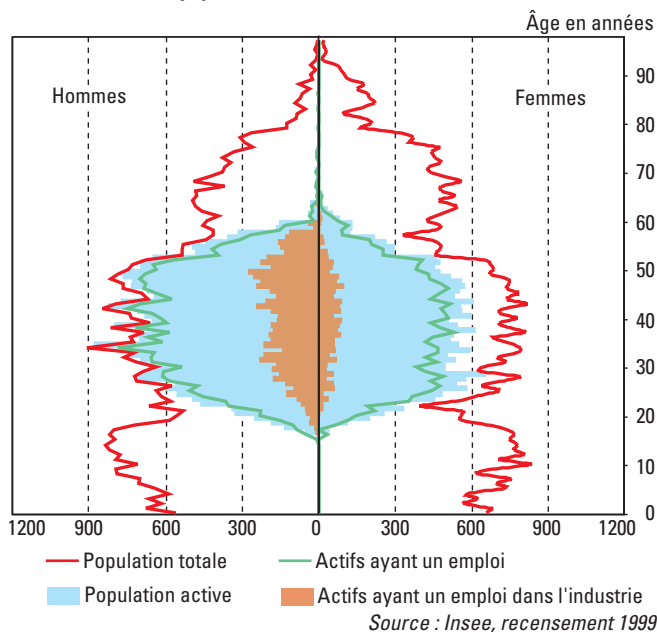
Les projets de développement sur le parc d'activités « Les Entrepôts » sont nombreux à commencer par l'implantation de la société *Novepal* (stockage de palettes). *Groupe pilote Holding* (négoce en peinture) a fait l'acquisition de plusieurs terrains tout comme *BEI/Eurofonds* (Fabrication de fonds de citerne – Billy-sur-Aisne) qui compte déménager sur ce site.



Photo Jezz



Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	100 627	5,4	
dont population active	44 420	5,3	
Superficie en km ²	1 243	6,4	
Densité de population (habitants par km ²)	81,0	///	95,7
Nombre de communes	159	4,8	
Part de la population urbaine	65,3	///	61,2
Nombre de logements	43 205	5,4	
dont résidences principales	38 230	5,5	
autres logements	4 975	5,2	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,6	///	2,6

Source : Insee, recensement de 1999

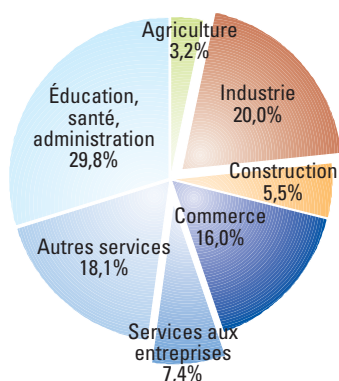
Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
Part de l'emploi salarié total			
Ensemble Industrie	284	20,0	22,8
Part de l'emploi salarié industriel			
Industries agricoles et alimentaires	73	20,3	14,3
Industries des biens d'équipement mécan.	45	18,1	11,8
Métallurgie et transformation des métaux	31	13,1	16,3
Industries des produits minéraux	19	11,8	5,2
Industries du bois et du papier	18	10,1	4,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	18	9,4	16,7
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,28	
	2005	0,26	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Source : Insee, CLAP 2004 - Estimations d'emplois

Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité



Source : Insee, estimations provisoires d'emplois au 1/1/2005

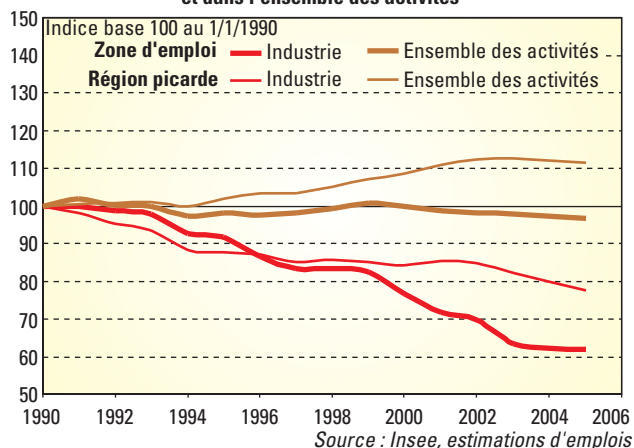
Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Soissons	Picardie	Soissons	Picardie
Total	284	4 865	6 206	139 806
Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004 en %				
1 à 9	65,1	63,1	10,8	8,3
10 à 19	12,0	13,4	7,4	6,5
20 à 49	12,0	12,2	17,1	13,7
50 à 99	6,0	4,6	19,3	11,5
100 à 249	3,9	4,5	27,4	24,7
250 à 499	1,1	1,5	17,9	17,9
500 et plus	0,0	0,6	0,0	17,3
Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003 en %				
Localisation de la tête du groupe				
Picardie			5,9	6,5
France			34,1	36,2
Étranger			30,6	32,2
Ensemble			70,6	74,9

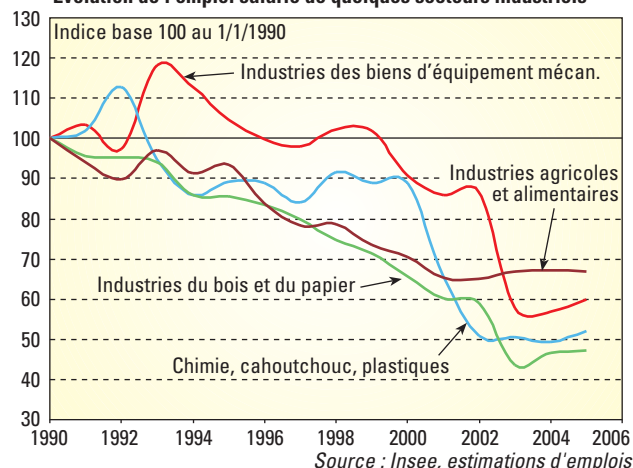
Source : Insee, CLAP 2004- LIFI 2003



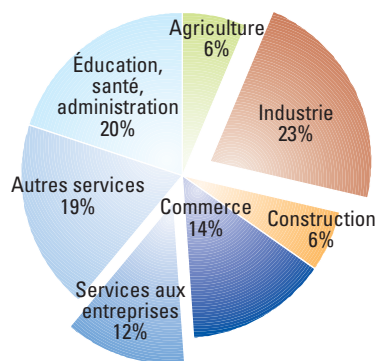
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie et dans l'ensemble des activités



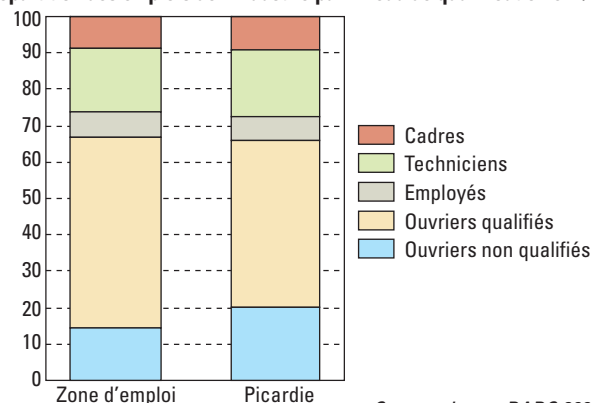
Évolution de l'emploi salarié de quelques secteurs industriels



Demandeurs d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	6 239	6 299	100	100	100	100
dont hommes	2 901	2 930	46	47	47	47
femmes	3 338	3 369	54	53	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	3 786	3 644	61	58	65	63
un an et plus	2 453	2 655	39	42	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	1 094	1 329	18	21	21	23
25 à 49 ans	3 953	3 862	63	61	62	62
50 ans et plus	1 192	1 108	19	18	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibrage du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	43 077	44 420	
Emplois dans la zone	35 757	35 113	33 839
Chômeurs*	5 548	6 730	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	4 260	5 676	
Résidents travaillant dans une autre zone	6 032	8 253	
Solde des navettes	-1 772	-2 577	-4 496
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	1 999	1 851	
Émigrants	2 211	2 070	
Solde	-212	-219	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

L'industrie, un secteur important pour l'emploi en Thiérache



Photo Belgianchocolate

FORCES	FAIBLESSES
Proximité de la Belgique qui favorise les échanges. Association des productions agricoles variées et de l'industrie agroalimentaire. Environnement préservé.	Accès routier pénalisant. Qualification des salariés relativement faible. Population vieillissante. Manque de structures de formation, malgré l'ouverture de filières au niveau BAC+2. Services peu présents.
OPPORTUNITÉS	MENACES
Des débouchés commerciaux potentiels grâce au tourisme vert. Cohésion des pouvoirs publics et politiques sur le territoire. Réseau d'accueil de nouvelles entreprises opérationnel et varié. Animation économique de territoire et coopération interentreprises dynamiques.	Dépendance des sites de production vis-à-vis de groupes externes à la zone d'emploi, notamment dans les IAA. Industries traditionnelles et parfois fragiles. Manque d'attractivité du territoire pour les jeunes actifs et les cadres.



Rapporté à la région Picardie, le secteur industriel de la Thiérache représente 3,5 % des établissements et 4 % des salariés, valeurs proportionnelles à son poids dans la population régionale.

Au premier janvier 2005, la Thiérache compte 169 établissements industriels qui emploient 5 500 personnes, soit 28 % des emplois salariés. En 1990, l'industrie représentait presque 40 % de l'emploi salarié de la zone d'emploi, cette spécificité industrielle de l'économie locale s'expliquait alors par la densité du tissu productif. Aujourd'hui, la part de l'industrie dans l'emploi n'est que de quelques points supérieure à la moyenne régionale et l'écart ne s'explique plus guère que par une présence modeste des activités tertiaires dans la zone d'emploi la plus rurale de Picardie.

Malgré le handicap que constitue l'absence d'une grande agglomération urbaine, les activités tertiaires créent toutefois des emplois. Entre 1990 et 1998, ces créations ont, bon an mal an, compensé les pertes dans l'industrie ; depuis 2005, l'emploi augmente même grâce à sa stabilisation dans l'industrie.

La diminution de la spécificité industrielle de la zone d'emploi résulte mathématiquement des fermetures d'usines et des réductions d'effectifs dans les industries implantées en Thiérache. Sur un plan plus économique, c'est aussi une conséquence d'un faible renouvellement des activités industrielles. La Thiérache souffre d'un manque d'attractivité vis-à-vis de nouveaux investisseurs : *Acticall* est le seul établissement de plus de 20 salariés à s'être implanté entre 1999 et 2005.

► Une prépondérance des établissements de 100 à 250 salariés

Dans le secteur de l'industrie, 73 % des établissements en Thiérache ont moins de 20 salariés, trois points de moins que la moyenne régionale. Moins exigeantes en infrastructures du fait de leur taille, ces très petites entreprises industrielles sont très présentes dans le milieu rural. Du côté des grands établissements, la Thiérache ne compte aucun établissement de plus de 500 salariés. Les établissements de taille moyenne occupent donc une place importante dans le tissu industriel local et plus particulièrement les établissements de 100 à 250 salariés qui emploient 31 % des effectifs de l'industrie, 6 % de plus que la moyenne régionale.

Les secteurs d'activités et la concentration des effectifs salariés dans les établissements de taille moyenne contribuent à une forte présence des groupes dans l'industrie de la Thiérache. Près de 85% des salariés de l'industrie travaillent dans un établissement dépendant d'un groupe, 10 points de plus que la moyenne régionale.

Une particularité de l'industrie locale, partagée avec la zone d'emploi de Saint-Quentin, est le poids des investissements étrangers et non picards. Les groupes étrangers emploient 45 % des salariés de l'industrie et les groupes français 40 %, y compris 1 % pour les groupes dont la tête est en Picardie. Cette attractivité de la Thiérache sur les groupes tient à l'existence de voies de communication vers la Belgique et Paris, la proximité des



Photo Sbesnard

Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
WEST PHARMACEUTICAL SERVICES FRANCE S.A	250 à 500	Nouvion-en-Thiérache (Le)	Fabrication d'autres articles en caoutchouc	Oui
ZEHNDER GROUP VAUX ANDIGNY	250 à 500	Vaux-Andigny	Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central	Oui
NESTLÉ FRANCE	250 à 500	Boué	Fabrication d'autres produits laitiers	Non
EBERSPACHER SYSTEMES D'ÉCHAPPEMENT SAS	250 à 500	Saint-Michel	Fabrication d'équipements automobiles	Oui
SA GODIN	250 à 500	Guisse	Fabrication d'appareils ménagers non électriques	Oui
LU FRANCE LF SAS	100 à 249	Vervins	Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	Non
VALÉO VISION	100 à 249	Hirson	Fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules	Non
LES FROMAGERS DE THIÉRACHE	100 à 249	Nouvion-en-Thiérache (Le)	Fabrication de fromages	Oui
MATERNE-BOIN	100 à 249	Boué	Transformation et conservation de fruits	Non
SANSEN SA	100 à 249	Guisse	Fabrication de meubles de bureau et de magasin	Non

Source : Insee, CLAP 2004



frontières avec la Belgique et l'Allemagne et des niveaux de salaire modérés. Dans le domaine des IAA, la tradition, le savoir-faire et les liens avec l'agriculture locale renforcent cette attractivité.

► Une spécialisation forte dans trois secteurs

Le paysage industriel de la Thiérache est dominé par trois secteurs qui emploient plus de la moitié des salariés de l'industrie. Les industries agricoles et alimentaires, les industries des équipements du foyer et la chimie, caoutchouc, plastiques forment ce trio de tête avec respectivement 1/4, 1/5^e et 1/10^e des salariés. L'industrie automobile, qui faisait partie des secteurs les plus importants il y a quelques années, a vu ses effectifs fortement diminuer et n'est plus aujourd'hui que le huitième employeur de la zone d'emploi.

L'industrie agroalimentaire historiquement implantée de manière privilégiée en milieu rural est très présente. Elle emploie de l'ordre de 1 400 personnes, sur un total de 5 500 emplois. La Thiérache produit 300 millions de litres de lait annuellement dont une grande partie est transformée sous forme de fromages. Le plus important producteur est *Fauquet*. Le groupe *Nestlé* implanté à Boué emploie 400 personnes pour fabriquer des produits de petit-déjeuner à base de lait, *Heudebert* à Vervins emploie plus de 250 salariés pour la fabrication de biscottes et l'anglais *Materne* emploie plus de 150 salariés dans la fabrication de confitures. Dans ce secteur plus de 95 % des effectifs travaillent pour des groupes.

L'industrie des équipements du foyer arrive en deuxième position en termes d'emploi avec environ 980 salariés répartis dans 12 établissements. La *SA Godin* située à Guise, spécialisée dans la fabrication d'appareils ménagers non électriques est la plus importante du secteur et le cinquième employeur industriel de la zone d'emploi.

La chimie et la cosmétique sont essentiellement représentées par deux entreprises en phase d'expansion. La *West Pharmaceutical* implantée à Novion-en-Thiérache, réalise des produits en caoutchouc pour la pharmacie et le domaine alimentaire, elle emploie plus de 450 salariés. C'est le plus gros employeur industriel de la zone. La société *Givenchy* emploie de l'ordre de 150 salariés ainsi qu'un fort volant d'intérimaires, dans la réalisation de parfums.

► Des structures existantes pour dynamiser le territoire

Un travail de concertation entre les collectivités locales, les communautés de communes et les responsables publics, est mené

sur l'ensemble de la zone d'emploi. Une charte d'Aménagement et de Développement de la Thiérache a été signée en 2001, fruit d'une réflexion menée en commun sur des problématiques variées telles que l'économie, l'environnement, le tourisme, les services. Il en est issu un ensemble de dispositifs d'appui aux créateurs d'entreprises et au développement endogène. La pépinière d'entreprises Créapôle de Vervins compte 1 600 m² de bureaux et 800 m² d'ateliers. L'hôtel d'entreprises de Guise dispose d'une surface de 1 550 m² destinée aux activités industrielles. La Maison des Entreprises (METS), a pour missions principales de favoriser le développement économique et social du Pays de Thiérache et de la Serre et d'aider les créateurs d'entreprises. Le Système Productif Local (SPL), créé en janvier 2000, permet de faire travailler des groupes d'entreprises de la métallurgie, du travail des métaux et des équipements automobiles sur des thèmes communs.

La Thiérache bénéficie de plusieurs zonages lui permettant de bénéficier d'accompagnements financiers particuliers des pouvoirs publics. L'ensemble de la Thiérache a été reconnu « Territoire Rural de Développement Prioritaire », situation unique en Picardie. Les cantons de Sains-Richaumont et d'Aubenton sont situés en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR).

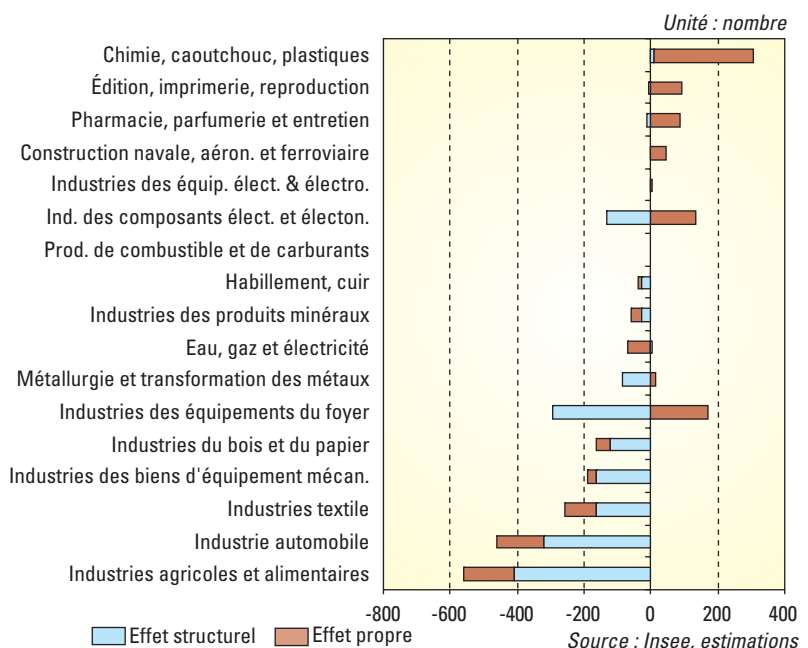
Le principal handicap de la Thiérache reste le manque de grandes voies de com-

Les plans de sauvegarde de l'emploi

La zone a connu 10 plans de sauvegarde de l'emploi au cours des années 2003 à 2005. Tous dans l'industrie, ils concernent en majorité des établissements de plus de 50 salariés.

L'industrie mécanique pèse pour moitié dans les 571 licenciements qui ont fait l'objet de PSE. Ces effectifs, qui ne représentent qu'une petite partie des pertes d'emploi de la région, reflètent néanmoins une période très difficile pour l'économie d'une zone d'emploi de taille réduite. La Thiérache est la troisième zone d'emploi pour l'importance des PSE par rapport à l'emploi salarié industriel.

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005



Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



munication et l'éloignement des grands axes et des autoroutes. Sans parler d'isolement, les accès poids lourds peuvent s'avérer difficiles, particulièrement l'hiver. La zone est aussi dans une situation géographique difficile en raison de la distance qui la sépare des grands pôles urbains que sont Amiens, Reims et dans une moindre mesure Saint-Quentin. Ce phénomène est amplifié par l'absence de grand pôle industriel, même si la proximité du territoire avec la Belgique permet de réaliser davantage d'échanges commerciaux.

► Une zone rurale faiblement peuplée

La zone d'emploi de la Thiérache fait partie des zones les plus petites de Picardie avec moins de 69 000 habitants. S'inscrivant dans une dynamique négative depuis 1975, la zone a perdu 2,5 % de sa population entre 1990 et 1999, plus forte baisse de la région. Cela s'explique par le solde migratoire négatif non compensé par le faible excédent des naissances sur les décès. La baisse de la population est moins importante que lors des années

quatre-vingt où le solde migratoire était fortement négatif.

La part de la population urbaine s'élève à seulement 44 %, loin de la moyenne régionale. La Thiérache est une zone rurale qui a la plus faible densité de population des zones d'emploi picardes : 49 hab/km². La population est éparpillée sur l'ensemble du territoire dans de petites villes. Son principal pôle, Hirson, qui regroupe 10 337 personnes, est la seule commune de plus de 10 000 habitants de la zone.

La part des moins de 20 ans et surtout celle des 20 à 49 ans sont inférieures à la moyenne régionale. Alors que dans les tranches d'âge les plus élevées, les 65 et plus représentent 17,5 % de la population totale contre seulement 14 % en Picardie.

Autre particularité de la zone, le faible taux d'activité des femmes qui est pour l'ensemble des tranches d'âge inférieur de cinq points à la moyenne picarde. Ce taux est le plus faible de la région pour la tranche 20 à 49 ans et seule la zone de Chauny-Tergnier-La Fère possède un taux plus faible pour la tranche 50 à 64 ans. Cela s'explique par la sous-représentation du secteur tertiaire dans la zone, principal pourvoyeur d'emplois féminins.

Structure par âge de la population en %

	Population totale		Population active		Taux d'activité			
	zone	Picardie	zone	Picardie	Hommes		Femmes	
					zone	Picardie	zone	Picardie
Moins de 20 ans	26,9	28,0	2,9	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	40,1	43,2	79,8	80,7	91,9	92,0	70,8	76,0
50 à 64 ans	15,5	14,7	17,1	16,6	51,9	57,8	38,7	43,3
65 ans et plus	17,5	14,1	0,2	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

Source : Insee, recensement de 1999

► Une aggravation du chômage de longue durée

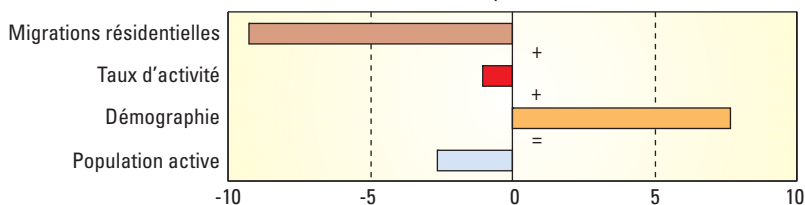
Avec un taux de chômage de 13,9 % en 2005, soit 3 points supérieurs au taux de la région, la Thiérache est une des zones d'emploi picardes les plus touchées par les problèmes de l'emploi.

Parmi les 4 500 demandeurs d'emploi fin 2005, plus d'un millier proviennent du secteur industriel. L'industrie agroalimentaire et l'industrie des équipements mécaniques y contribuent pour 30 %. Ce sont aussi ces deux secteurs d'activité qui participent à l'augmentation des demandeurs d'emploi venant de l'industrie entre 2002 et 2005, alors que dans la plupart des zones d'emploi, les effectifs ont diminué au cours de cette même période. Ce moins bon résultat dans le secteur industriel explique une hausse de l'ensemble des demandeurs d'emploi de 4 % en Thiérache au lieu de 3 % en moyenne régionale.

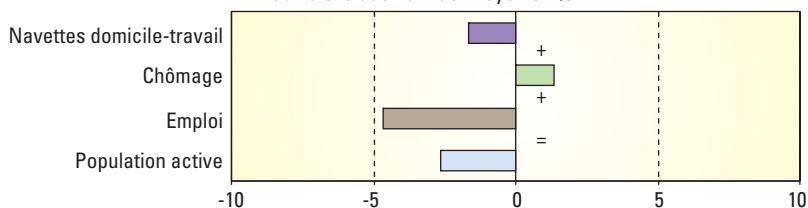
La pyramide des âges des demandeurs d'emploi de la Thiérache ne se démarque pas de celle de l'ensemble de la région. Les femmes sont majoritaires, mais sont minoritaires parmi les anciens salariés de l'industrie. Parmi ces derniers, la part de seniors progresse par rapport à 2002, notamment dans l'industrie des équipements mécaniques et dans le secteur agroalimentaire. Cette évolution témoigne des difficultés de reclassement d'anciens ouvriers de ces industries.

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



L'augmentation du chômage de longue durée en est un autre signe. Entre 2002 et 2005, la part des demandeurs d'emploi de longue durée est passée de 41 % à 47 %. C'est à la fois la plus forte augmentation et la plus forte proportion parmi les zones d'emploi de Picardie. Parmi les demandeurs d'emploi qui proviennent de l'industrie, plus d'un sur deux recherche un emploi depuis plus d'un an.

► Une qualification insuffisante

Les niveaux de formation observés en Thiérache divergent de ceux existant dans l'Aisne. En effet, les bas niveaux de formation, baccalauréat ou inférieur, y sont massivement présents. Le phénomène est encore plus marqué dans le secteur industriel et concerne plus de 85 % des salariés. Le déficit de formation initiale est lourdement vécu par les entreprises de Thiérache. Les dispositifs de formation continue sont également éloignés. Il en résulte une sous-qualification chronique des effectifs salariés. Ce sont les entreprises du travail des métaux, de la maintenance industrielle, de la logistique, et les activités commerciales qui en souffrent le plus. Afin de suivre des formations plus qualifiantes, les jeunes sont obligés d'aller étudier à de longues distances, mais ne reviennent pas toujours en Thiérache où ils pourraient apporter leur savoir-faire.

En outre, la zone souffre d'un manque d'attrait pour les cadres, qui préfèrent un environnement de vie plus urbain, avec davantage de centres de loisirs, ce qui accentue le déficit de main-d'œuvre qualifiée.

► Des offres d'emploi diversifiées

La zone d'emploi de la Thiérache se caractérise par un poids du secteur industriel dans les offres d'emploi, plus important que celui du département respectivement 10,2 % et 7,5 %. Par ailleurs, dans l'industrie, la répartition par type d'offres est sensiblement différente de celle observée au niveau départemental : moins de contrats longs (plus de 6 mois), davantage de contrats temporaires (de un à six mois), très peu de contrats occasionnels (moins d'un mois).

Les offres d'emploi de la zone se répartissent sur quatre principaux secteurs : la chimie, caoutchouc, plastique et l'industrie agroalimentaire qui représentent chacune presque 1/4 des demandes, l'industrie des équipements du foyer environ 15 % et la métallurgie, transformation des métaux, 10 %. L'ensemble de ces secteurs ne recrute pas sur des emplois occasionnels. Le secteur

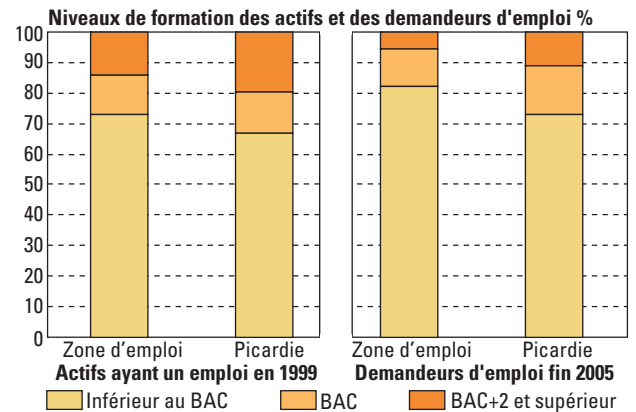
métallurgique propose quasi exclusivement des emplois sur des contrats longs, alors que l'industrie chimique fait appel avant tout à des contrats de 1 à 6 mois. Dans le secteur des industries agroalimentaires, la demande et l'offre d'emploi sont fortes, par contre dans l'industrie des équipements mécaniques, les offres d'emploi y sont nombreuses alors que la demande y est relativement faible.

► Un marché du travail restreint

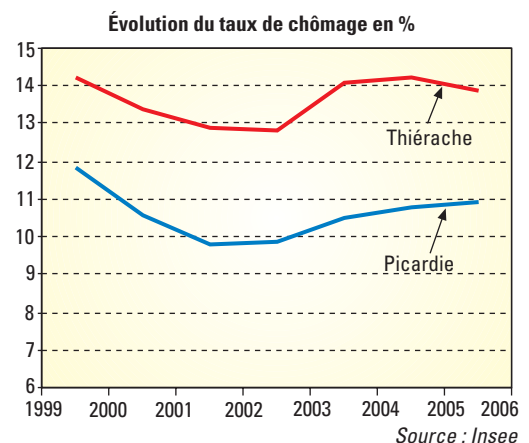
L'ajustement du marché du travail dans la zone d'emploi est récessif, c'est-à-dire que l'emploi et la population active diminuent.

La baisse de la population active est essentiellement due aux départs de la Thiérache qui n'offre pas suffisamment de possibilités d'embauches sur place ou à proximité. Les possibilités extérieures à la zone d'emploi sont limitées géographiquement par les infrastructures de transport peu développées alors que les zones limitrophes ne disposent pas non plus d'une offre d'emplois attractive. Aussi, la baisse de l'emploi pèse lourdement sur le chômage et les actifs qui en ont la possibilité quittent la Thiérache pour d'autres horizons.

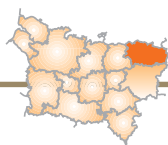
Plus que les difficultés locales sur le plan de l'emploi, c'est la situation économique délicate des grandes villes de proximité et l'éloignement des autres pôles urbains qui entrave un équilibre plus favorable du marché du travail. ■



Sources : Insee - ANPE - DARES, recensement 1999 - DEFM 2005



Source : Insee



Les projets de développement

La communauté de communes du Pays des Trois Rivières prévoit la création de « Sémaphore 2 » en 2006. Ce bâtiment d'une superficie de 1 200 m² proposera en location-vente des bureaux de petites surfaces, aux jeunes entreprises. Il sera réalisé dans la continuité du premier hôtel d'entreprises Sémaphore, inauguré courant mai 2006. Celui-ci accueille déjà 11 créateurs sur la quasi-totalité de sa surface. Sémaphore 2 hébergera des sociétés dans le

secteur des services : conseil juridique, informatique, nettoyage, contrôles analyses, formation, R&D...

Ce projet s'intègre dans une démarche globale des pays de Thiérache, qui vise à créer une offre immobilière pour les PME. La Thiérache a ainsi adopté

une stratégie de coopération inter territoriale pour de nombreux projets économiques.

Les cinq communautés de communes ont souhaité élaborer à l'échelle de la Thiérache un dispositif global d'accueil des entreprises. L'accompagnement des entreprises est confié à la Maison des Entreprises de Thiérache et de la Serre (METS) et à la pépinière sur le plan de l'immobilier.

Plusieurs nouvelles zones industrielles sont prévues notamment sur Hirson (95 hectares), Vervins (37 hectares), La Capelle (10 hectares).

Pour répondre aux problèmes d'emplois de cette zone, les services du développement économique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aisne vont accroître leur présence en collaboration avec la METS. Outre l'animation de la pépinière et de l'hôtel d'entreprises, il est prévu une nouvelle implantation de proximité de la CCI de l'Aisne à Vervins.

Pour mieux tirer parti de son environnement préservé, la Thiérache accentue son ouverture vers le tourisme vert, déjà bien étoffé d'un réseau de gîtes ruraux et de chambres d'hôtes. Le projet du site de la Nigaudière à Plomion constituera le quatrième pôle d'hébergement de Picardie, soit une importante source financière pour le territoire.

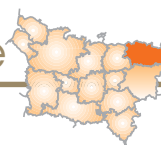
Le pôle d'excellence rurale du trot professionnel commun aux villes de La Capelle et de Mons (Belgique), a été validé par la DIACT. Ce pôle vise à renforcer la formation, la professionnalisation des métiers du cheval. La pérennisation des entreprises d'élevage et d'entraînement locales, ainsi que la confortation du tissu économique des activités liées au trot se verront ainsi renforcées en liaison avec l'hippodrome de La Capelle.

La Thiérache développe sa coopération transfrontalière avec la Belgique. Une réflexion sera lancée sur ce sujet en 2007 par la SEM Initialite créée fin 2005 afin de coordonner les projets de la Thiérache, et d'assurer des conseils et des prestations aux collectivités territoriales. Le but de l'étude est de définir les complémentarités économiques des deux territoires afin et d'assurer une communication commune à l'échelle européenne : partage des animations économiques, partage des compétences et possibilités d'attirer des investisseurs, augmentation des relations commerciales.

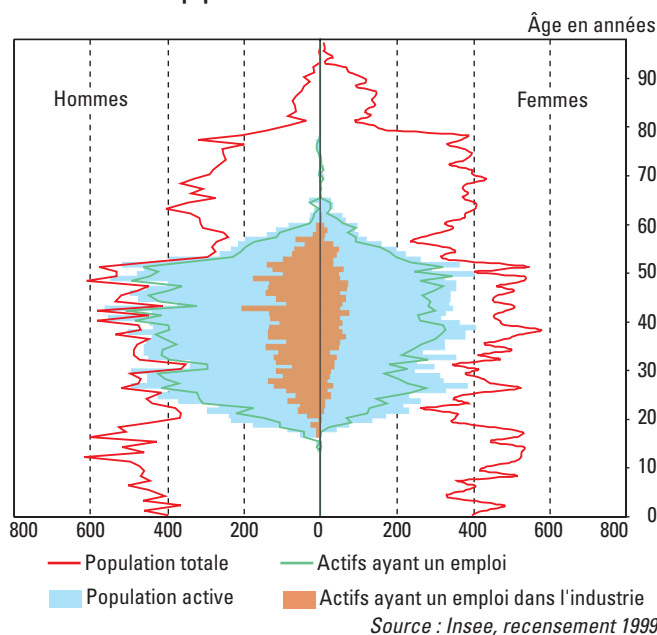


Photo Guiphmonan





Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	68 822	3,7	
dont population active	28 273	3,4	
Superficie en km ²	1 401	7,2	
Densité de population (habitants par km ²)	49,1	///	95,7
Nombre de communes	130	5,4	
Part de la population urbaine	43,8	///	61,2
Nombre de logements	30 827	3,9	
dont résidences principales	26 730	3,8	
autres logements	4 097	4,3	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,5	///	2,6

Source : Insee, recensement de 1999

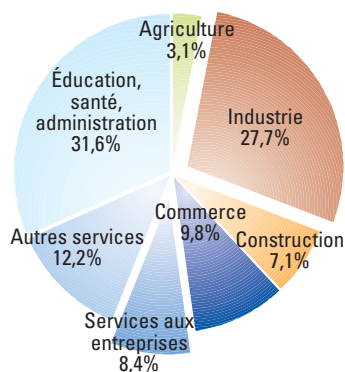
Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
Part de l'emploi salarié total			
Ensemble Industrie	169	27,7	22,8
Part de l'emploi salarié industriel			
Industries agricoles et alimentaires	66	24,5	14,3
Industries des équipements du foyer	12	17,9	5,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	9	10,2	16,7
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,34	
	2005	0,31	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Source : Insee, CLAP 2004 - Estimations d'emplois

Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité

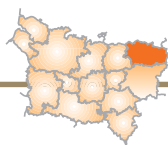


Source : Insee, estimations provisoires d'emplois au 1/1/2005

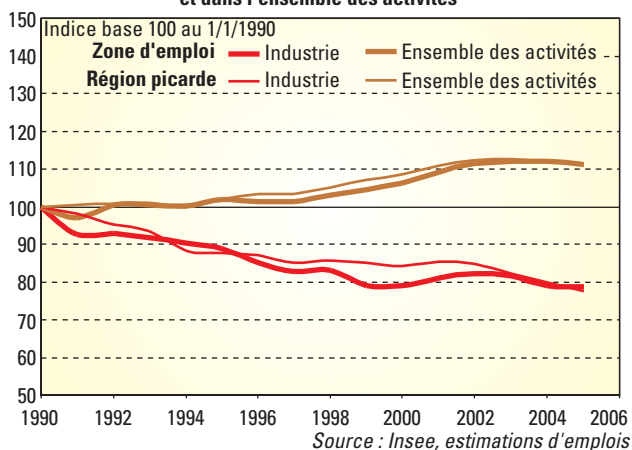
Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Thiérache	Picardie	Thiérache	Picardie
Total	169	4 865	5 467	139 806
Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004 en %				
1 à 9	60,9	63,1	6,8	8,3
10 à 19	12,4	13,4	5,5	6,5
20 à 49	13,6	12,2	13,8	13,7
50 à 99	4,1	4,6	9,7	11,5
100 à 249	5,9	4,5	31,0	24,7
250 à 499	3,0	1,5	33,2	17,9
500 et plus	0,0	0,6	0,0	17,3
Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003 en %				
Localisation de la tête du groupe				
Picardie			0,7	6,5
France			39,2	36,2
Étranger			44,6	32,2
Ensemble			84,5	74,9

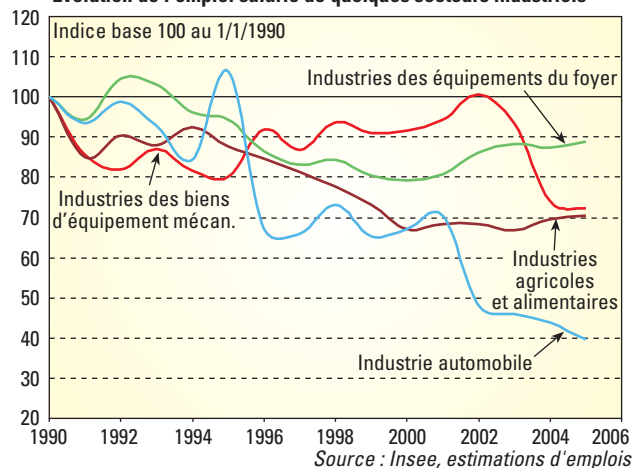
Source : Insee, CLAP 2004 - LIFI 2003



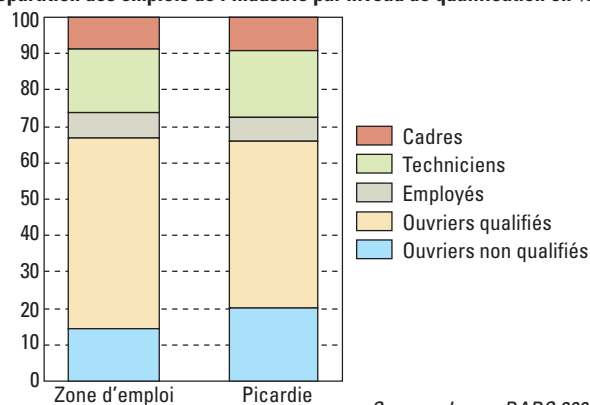
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie et dans l'ensemble des activités



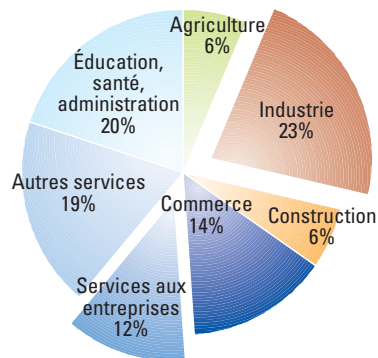
Évolution de l'emploi salarié de quelques secteurs industriels



Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Demandeurs d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Sources : ANPE-DARES, DEFM 2005

Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	4 305	4 479	100	100	100	100
dont hommes	2 004	2 160	47	48	47	47
femmes	2 301	2 319	53	52	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	2 511	2 335	58	52	65	63
un an et plus	1 794	2 144	42	48	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	1 015	1 055	24	24	21	23
25 à 49 ans	2 624	2 696	61	60	62	62
50 ans et plus	666	728	15	16	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibrage du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	28 955	28 273	
Emplois dans la zone	22 732	21 521	22 703
Chômeurs*	4 899	4 992	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	2 544	3 028	
Résidents travaillant dans une autre zone	3 868	4 788	
Solde des navettes	-1 324	-1 760	-2 209
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	1 130	1 081	
Émigrants	1 613	1 322	
Solde	-483	-242	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

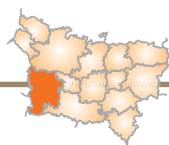
Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

Zone de Beauvais : une industrie diversifiée



Photo Drire

FORCES	FAIBLESSES
Aéroport de Beauvais-Tillé (tourisme et affaires). Population plus jeune et plus qualifiée que la moyenne régionale. Espaces fonciers viabilisés disponibles en vue d'implantations nouvelles. Structures d'accompagnement dynamiques. Présence de l'ISAB.	Desserte difficile de l'agglomération parisienne par l'A16. Desserte ferroviaire Paris-Beauvais difficile. Structures d'hébergement et d'hôtellerie très limitées.
OPPORTUNITÉS	
Développement d'une Zone Franche Urbaine. Centres de recherche privés de référence mondiale. Pôle de compétitivité « Industries et Agro Ressources ». Modernisation en cours des infrastructures routières : contournement sud de Beauvais à 2x2 voies de la RN 31.	



Le Beauvaisis est la quatrième zone d'emploi de Picardie pour le nombre d'emplois salariés industriels.

Au 1^{er} janvier 2005, cette zone d'emploi compte environ 500 établissements industriels qui emploient près de 16 000 salariés. Le secteur industriel représente 24 % des emplois salariés de la zone, taux légèrement supérieur à la moyenne régionale. Le secteur tertiaire se développe, favorisé par la présence de la Préfecture. Cependant, il est moins représenté qu'au niveau régional en raison du faible taux d'urbanisation.

La structure par taille des établissements industriels de la zone d'emploi est semblable à celle de la région. Près de 80 % des établissements ont moins de 20 salariés, moins exigeants en infrastructures du fait de leur taille, les très petites entreprises industrielles (TPEI) occupent aussi bien l'espace rural que l'aire urbaine de Beauvais.

De leur côté, les grands établissements sont concentrés à Beauvais. Ils sont de taille un peu supérieure à la moyenne régionale : un quart des salariés est employé par un établissement de plus de 500 salariés contre 18 % pour la moyenne picarde.

Les services aux entreprises représentent environ 10 % de l'activité salariée. Principalement présents dans l'agglomération beauvaisienne, leur implantation s'explique par la présence de l'aéroport et la proximité des grands établissements.

► Des investissements étrangers dans des activités diverses

Le tissu industriel se caractérise par une grande diversité tant en termes de taille que d'activité. L'industrie des biens d'équipement

mécanique, l'industrie automobile, les industries agroalimentaires occupent environ 45 % des salariés de l'industrie. Contrairement au Sud-Oise et à Compiègne, la chimie ne représente qu'une petite part des emplois. Quelques noms illustrent la diversité des activités *Solabia* dans le domaine de la biochimie et des milieux de culture, *Isagri* dans le secteur des technologies de l'information et de la communication ainsi que des services informatiques dédiés à l'agriculture, *A Novo* pour la maintenance électronique, *Givenchy* pour la cosmétique, *Spontex (Groupe Hutchinson)* pour la chimie.

Les établissements industriels sous contrôle étranger représentent environ 36 % des emplois industriels dans la zone d'emploi de Beauvais, soit 4 % de plus que dans la région. Les investissements étrangers sont particulièrement importants dans les activités apparentées à la construction automobile, représentées par de grosses unités. Le groupe allemand *Bosch* détient un établissement de fabrication de système de freinage, l'américain *Agco* contrôle un établissement de matériel agricole (anciennement *Massey Fergusson*). Le *Groupe International de Machinisme Agricole (Gima)* est une "joint-venture" (entreprise commune) entre *Renault Agriculture* et *Agco* dans le domaine des études, du développement et de la fabrication de transmissions. Les groupes étrangers sont aussi présents dans d'autres secteurs d'activité tel le suisse *Nestlé* pour la fabrication de glaces et de sorbets ou l'allemand *Tréfinmétaux* pour la transformation de métaux.

La baisse d'activité générale constatée chez les gros équipementiers automobiles depuis quelques années est progressive et permet au tissu local de sous-traitants de rebondir et de se tourner vers de nouvelles niches. A contrario, l'implantation de grosses

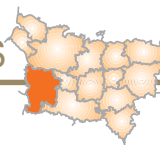


Photo Mcauliflower

Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
SOCIETE AUTONOME DE VERRERIES	500 et +	Feuquières	Fabrication de verre creux	Oui
AGCO S.A.	500 et +	Beauvais	Fabrication de matériel agricole	Oui
GROUPEMENT INTERNATIONAL MECANIQUE AGRIC	500 et +	Beauvais	Fabrication d'équipements automobiles	Oui
NESTLE GRAND FROID	500 et +	Beauvais	Fabrication de glaces et sorbets	Non
BOSCH SYSTEMES DE FREINAGE	250 à 500	Beauvais	Fabrication d'équipements automobiles	Non
RIETER AUTOMOTIVE FRANCE SA	250 à 500	Ons-en-Bray	Fabrication d'équipements automobiles	Non
TREFIMETAUX	250 à 500	Sérifontaine	Première transformation du cuivre	Non
A NOVO	250 à 500	Beauvais	Fabrication d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	Oui
LA BROSSE ET DUPONT	250 à 500	Beauvais	Industrie de la brosse	Non
SPONTEX SNC	250 à 500	Beauvais	Fabrication d'articles divers en matières plastiques	Non

Source : Insee, CLAP 2004



unités a tendance à provoquer l'exode de main-d'œuvre qualifiée hors des petites et moyennes entreprises, attirée par des avantages sociaux et salariaux propres aux grands groupes. Ces risques nécessitent de la part des PME une nouvelle approche en termes de management et de fidélisation du personnel qualifié en particulier dans les secteurs de la mécanique.

Située à une trentaine de kilomètres de Beauvais, au cœur de la « Picardie Verte », La Société Autonome de verrerie, Saverglass, à Feuquières, est spécialisée dans la production et la décoration de bouteilles, carafes, flacons « haut de gamme » et emploie près de 1 000 salariés. Le dynamisme de cette entreprise en quête d'innovations permanentes qui exporte près de 50 % de sa production a permis d'atténuer les effets de certaines restructurations importantes telle que *Kindy* à Mollien pour le textile. En contrepartie d'une spécificité de la zone d'emploi en matière de construction mécanique, la diversité de l'activité industrielle est un atout essentiel en période de mutation, dans cette zone économique.

► Des structures d'accompagnement dynamiques

Les entreprises de cette zone économique bénéficient des services proposées par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oise (CCIO), plus récemment par le centre de formation SIFOR-Oise de l'AFPA lié à l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM). L'UIMM est une fédération professionnelle jouant un rôle fort du fait de la forte présence de la métallurgie sur le bassin d'emploi. Les activités couvertes par cette organisation constituent un très large éventail : sidérurgie, fonderie, construction navale, industries mécaniques...

Ces structures ont montré leur capacité de mobilisation dans le cadre de l'extension récente du site AGCO-GIMA nécessitant le recrutement et la formation rapide de plusieurs centaines de salariés nouvellement embauchés. Cette extension d'activité résulte de la fermeture d'une importante unité de fabrication de tracteurs située à Coventry en Angleterre.

L'Institut Polytechnique La Salle, issu de la fusion de l'Institut Supérieur Agricole de Beauvais et de l'Institut de Géologie Albert Lapparent, constitue un centre de transfert de technologie tourné récemment vers les alicaments. Cet institut forme des ingénieurs généralistes, futurs cadres des filières agricoles, agroalimentaires, alimentation santé, environnement.

La Zone Franche Urbaine de Beauvais située au nord de la ville fait partie de la seconde génération de ZFU. Avec 84 hectares, elle englobe le quartier Argentine et la zone d'activités des Champs Dolents. Initialisée en 2004 et officialisée par la signature d'une convention d'application territoriale en mars 2005, sa mission est de donner un nouvel espace vital aux entreprises désireuses de croître ou de s'implanter tout en dynamisant l'activité économique d'un quartier. Cette ZFU compte, à l'heure actuelle, plus de 130 acteurs économiques et associatifs. Les entreprises de moins de 50 salariés, commerces et associations bénéficient, par son biais, d'exonérations sociales et fiscales.

► Une agglomération principale dans un milieu rural

Regroupant 10 % de la population et du territoire de la région, le Beauvaisis est peuplé de plus de 185 000 habitants. Un peu plus de la moitié de la population habite en milieu rural.

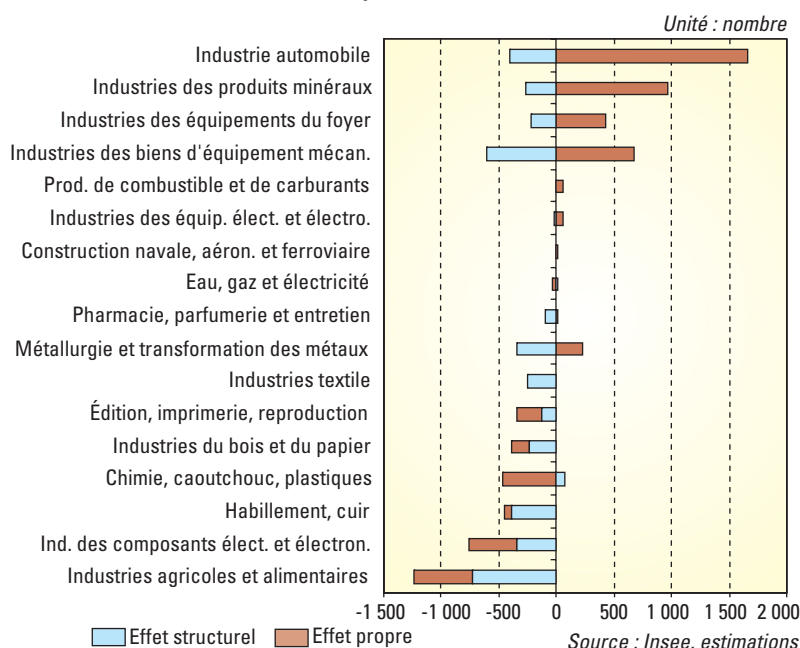
La zone d'emploi s'organise autour d'une agglomération principale d'environ 60 000 habitants et quelques villes comptant moins de 5 000 habitants : Hermes, Bresles, Grandvilliers, Chaumont-en-Vexin, Crè-

Les plans de sauvegarde de l'emploi

La zone a connu 18 plans de sauvegarde de l'emploi entre 2003 et 2005, dont 11 dans l'industrie. Les établissements concernés sont principalement des établissements de plus de 250 salariés. Deux secteurs ressortent avec 3 PSE chacun : la métallurgie dans 3 établissements de 250 salariés ou plus et l'industrie automobile.

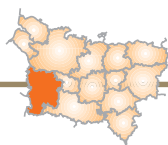
Sur les 899 salariés atteints par ces PSE, près des deux tiers appartiennent à l'industrie. Trois secteurs concentrent la majorité des salariés concernés par ces PSE : la métallurgie (183 salariés), l'IAA (148 salariés) et l'industrie automobile (144 salariés).

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005



Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



vecœur-le-Grand, Andeville, Auneuil, Noailles, Sérifontaine, Sainte-Geneviève et Formerie.

À partir des années 60 et jusqu'à la fin des années 90, la population a augmenté de 52 % dans la zone. Cette hausse est soutenue par un solde migratoire positif ainsi que par un taux de natalité élevé soutenu par l'arrivée de jeunes familles originaires de l'Île-de-France souhaitant acquérir une propriété et fonder une famille.

Alors que le solde migratoire devient négatif dans les zones de Compiègne et du Sud Oise au cours des années 90, il reste excédentaire dans la zone de Beauvais, même si le solde des arrivées par rapport aux départs est deux fois moins important qu'entre 1982 et 1990. La croissance de la population dans la zone n'est donc pas seulement due à l'excédent naturel.

La conséquence du dynamisme démographique est une structure par âge plus jeune que la moyenne régionale et nationale. La part des moins de 20 ans dans la population de la zone est importante, supérieure à 29 %. De plus, la part des plus de 65 ans est

faible, inférieure à 13 % en 1999 pour plus de 14 % dans la région.

► Des taux d'activité élevés par rapport à la région

Comme dans le Sud Oise, les taux d'activité de la population sont supérieurs à la moyenne picarde mais inférieurs à la moyenne nationale.

Chez les femmes, la part des 20 à 49 ans en activité est la plus élevée de toutes les zones d'emploi picardes, soit 4 points au-dessus de la moyenne régionale. Le taux d'activité des femmes de 50 à 64 ans dépasse de 3 points le niveau de la région. La raison principale de ces résultats est la proximité de l'Île-de-France où l'activité féminine est plus développée.

Chez les hommes, les taux sont supérieurs à la moyenne nationale mais l'écart est plus faible, de l'ordre de 2 points aussi bien avant qu'après 50 ans. Cependant, si le taux d'activité des hommes de 20 à 49 ans est supérieur à celui du Sud-Oise, le taux de la tranche 50 à 64 ans est inférieur.

► Le niveau de chômage est contenu

Comme toutes les zones de l'Oise, le taux de chômage dans le Beauvaisis (9,9 % en 2005) est en-dessous de la moyenne de la région. Il est toutefois supérieur à ceux de Compiègne et du Sud-Oise.

La part des demandeurs d'emploi provenant du secteur industriel est supérieure dans la zone à celle du département. L'industrie des équipements de foyer, l'industrie agroalimentaire regroupent la plus grande partie des demandes d'emploi.

Entre 2002 et 2005, les demandeurs d'emplois augmentent de 7 %, mais ceux qui proviennent du secteur industriel diminuent de 5 %. Cette baisse concerne les deux tiers des secteurs industriels et notamment les deux principaux de la zone d'emploi : l'agroalimentaire et la construction mécanique.

Ce sont les demandeurs d'emploi de plus d'un an qui sont les plus touchés par l'augmentation des demandes entre 2002 et 2005. Ils représentent 35 % des demandeurs d'emploi en 2005, valeur qui demeure néanmoins inférieure à la moyenne régionale.

► Une baisse des demandeurs d'emplois qualifiés

La qualification des emplois industriels de la zone d'emploi est très voisine de la moyenne régionale, contrairement aux zones de Compiègne ou du Sud-Oise où les em-

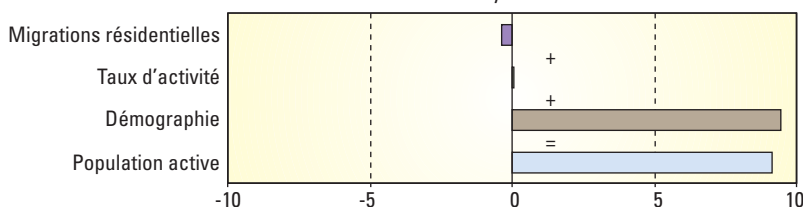
Structure par âge de la population en %

	Population totale		Population active		Taux d'activité			
					Hommes		Femmes	
	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie
Moins de 20 ans	29,1	28,0	2,8	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	43,6	43,2	80,4	80,7	94,4	92,0	80,1	76,0
50 à 64 ans	14,7	14,7	16,5	16,6	59,8	57,8	46,3	43,3
65 ans et plus	12,6	14,1	0,3	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

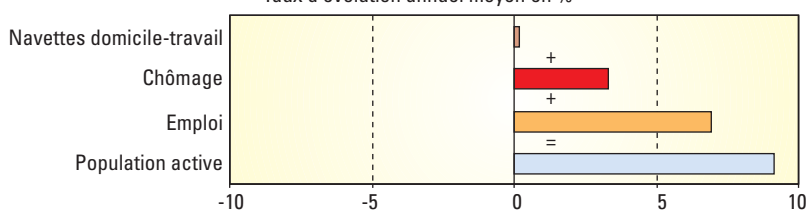
Source : Insee, recensement de 1999

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %

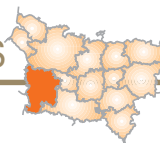


Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

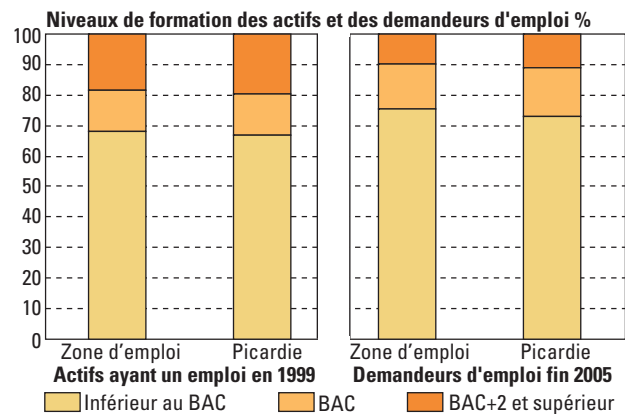
Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



plais d'ouvriers qualifiés sont relativement plus fréquents. Si la structure des activités peut expliquer un moindre besoin d'emplois qualifiés, l'évolution de la demande d'emploi ces dernières années montre de son côté une pression accrue sur les emplois qualifiés. En effet, entre 2002 et 2005, les ouvriers qualifiés, techniciens et ingénieurs sont moins nombreux à rechercher un emploi alors que la hausse globale de la demande d'emploi se répercute sur les employés.

Cette évolution tire vers le bas la structure par niveau de qualification des demandeurs d'emplois. La zone d'emploi se trouve de ce point de vue en retrait par rapport au reste du département. Ceci est d'autant plus dommageable que les offres d'emploi s'orientent vers des secteurs d'activité requérant une main-d'œuvre qualifiée.

La zone entretient des relations relativement plus ténues que le Sud-Oise avec les pôles franciliens. En 1999, 17 % des emplois de la zone étaient occupés par des non-résidents et un peu plus de 20 % des actifs travaillaient hors de la zone. Ces derniers se rendent en Île-de-France, dans le Sud-Oise, la Seine-Maritime et la Somme. ■



Sources : Insee - ANPE - DARES, recensement 1999 - DEFM 2005

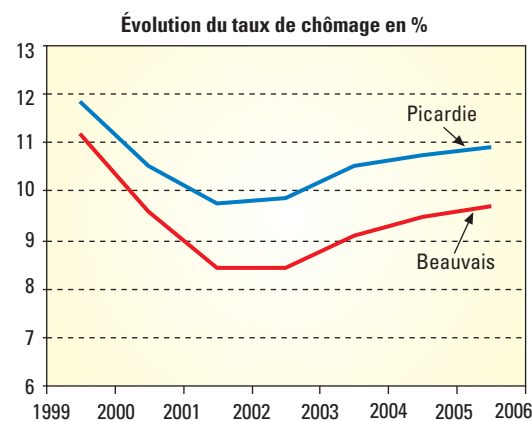
► Des offres d'emploi dans des activités diversifiées

Les offres d'emploi de l'industrie représentent 10 % de l'ensemble des offres dans le Beauvaisis, valeur similaire à l'ensemble du département, mais supérieure à la région. Les secteurs industriels qui recrutent sont assez diversifiés, quatre secteurs arrivent en tête : l'industrie des équipements mécaniques, l'industrie des produits minéraux, l'industrie des équipements électriques et électroniques et le secteur agroalimentaire. Ces secteurs recrutent fortement sur CDI et CDD de longue durée (plus de 6 mois), et très peu sur des emplois occasionnels (moins d'1 mois).

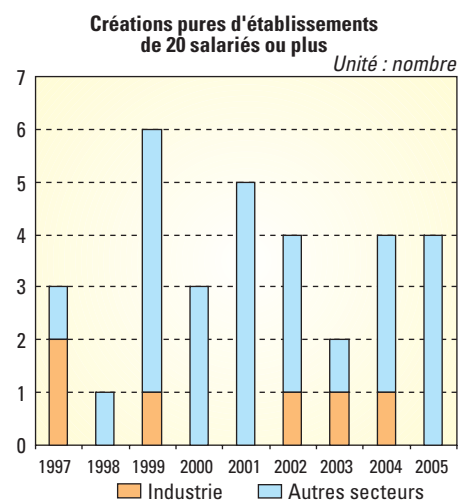
► Un marché du travail ouvert

La mobilité résidentielle est importante dans la zone d'emploi : entre 1990 et 1999, plus de 4 000 personnes s'y sont installées et presque autant en sont parties chaque année. Le solde de ces migrations ne contribue presque plus à la croissance de la population active.

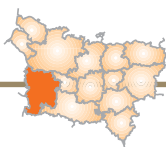
Au cours de cette période, la croissance de la population active, essentiellement due à la démographie, a été absorbée en grande partie par l'augmentation de l'emploi dans la zone. L'excédent de main-d'œuvre est venu alimenter le chômage car le bilan des échanges domicile-travail est demeuré constant par rapport à 1990. D'une part, près de 20 000 habitants de la zone travaillent ailleurs, 4 000 de plus qu'en 1990, augmentation soutenue par l'installation « à la campagne » de travailleurs franciliens. D'autre part, 11 500 emplois sont occupés par des personnes qui résident dans une autre zone d'emploi, effectif en hausse du même ordre que les sorties, sous l'effet de l'augmentation de l'emploi.



Source : Insee, estimations



Source : Insee, REE, Sirene



Les projets de développement

La zone d'emploi de Beauvais axe son développement économique sur son offre en zone d'activités, sur la proximité des infrastructures routières et sur le développement continu de l'aéroport.

Le point fort du Beauvaisis est d'offrir immédiatement un foncier disponible et aménagé en particulier sur la zone d'activités économiques du Haut Villé. Cette zone, située à proximité de l'échangeur d'accès à l'A16, connaît une

implantation progressive d'entreprises depuis 2001 : les entreprises *Balzers*, *Lenormand Manutention*, *CFCI international*, *LR Services* ou encore *Defrancq* s'y sont implantées.

Suite à ce succès, l'aménagement de la troisième tranche aboutira fin 2006 et celui de la quatrième, courant 2007. L'ensemble devrait représenter 22 ha supplémentaires.

Par ailleurs, la réalisation d'une partie de zone Haute Qualité Environnementale (HQE) de 15 ha susceptible d'accueillir un ensemble d'écoindustries est prévue en 2007-2008.

L'autorité de régulation a annoncé la mise à disposition de Très Haut Débit dans cette zone d'activités renforçant aussi son attractivité.

La zone franche urbaine de Beauvais gagne du terrain en s'étendant sur le quartier Argentine et la zone d'activités économiques des Champs Dolents. L'ensemble représentera un potentiel de création de 500 emplois sur 84 ha.

Une pépinière d'entreprises mise en place par la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis (CAB) permettra aux porteurs de projets de PME et TPE de bénéficier, à court terme, de la mutualisation des moyens propres aux pépinières, moyennant un loyer avantageux. De plus, la CAB devrait bénéficier de sa qualification dans le cadre du pôle de compétitivité «Industries-agroressources».

Parallèlement, un village d'entreprises est en construction à l'initiative d'une société privée (*Mykonos*). Les premières entreprises s'y installeront dès octobre 2006 : 70 % des 11 160 m² d'ateliers et de bureaux prévus affichent déjà complets.

Classé aujourd'hui, dans les premiers aéroports régionaux français, l'aéroport de Beauvais est l'un des plus proches de la capitale et basé sur une démarche low cost.

Actuellement géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oise, cet aéroport a connu une augmentation de trafic en moyenne de 40 % par an, de 2001 à 2005.

Le trafic annuel s'est élevé en 2005 à 1 848 000 passagers. L'aéroport compte 17 destinations régulières et sa zone de chalandise peut être estimée à 15,5 millions de personnes dans un rayon de 2 heures de trajet. Le trafic est essentiellement du trafic voyageurs, seuls 2 à 3 vols par mois concernent le fret. 40 % de la clientèle est une clientèle d'affaires. Les principales lignes d'affaires sont : Bergamo, Gerone, Porto.

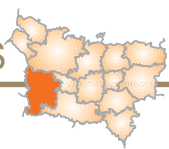
Des efforts ont été faits sur le plan environnemental, en particulier : respect d'un couvre-feu, limitation du survol des zones habitées, sélection des avions...

En termes d'emploi, en cinq ans, avec près de huit cents emplois créés, l'aéroport est devenu la première entreprise créatrice d'emplois dans le Beauvaisis.

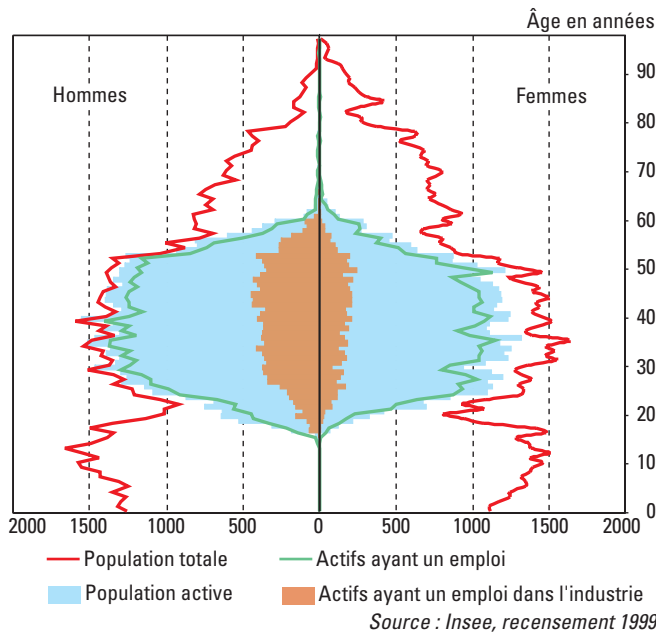
La communauté d'Agglomération et la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oise partagent le constat que l'aéroport est un très bon levier pour le développement économique du Beauvaisis et préparent un plan d'actions en ce sens.



Photo Rbrwr's



Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	185 405	10,0	
dont population active	87 861	10,5	
Superficie en km ²	2 067	10,7	
Densité de population (habitants par km ²)	89,7	///	95,7
Nombre de communes	255	12,9	
Part de la population urbaine	49,7	///	61,2
Nombre de logements	77 319	9,7	
dont résidences principales	68 463	9,8	
autres logements	8 856	9,3	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,7	///	2,6

Source : Insee, recensement de 1999

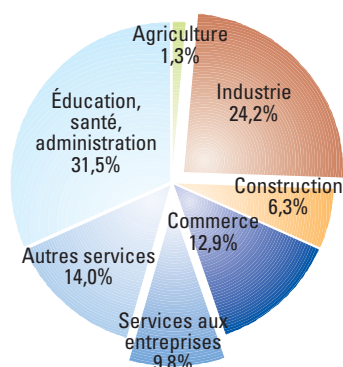
Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
Part de l'emploi salarié total			
Ensemble Industrie	501	24,2	22,8
Part de l'emploi salarié industriel			
Industries des biens d'équipement mécan.	79	16,2	11,8
Industrie automobile	11	14,2	4,3
Industries agricoles et alimentaires	123	13,7	14,3
Métallurgie et transformation des métaux	78	12,4	16,3
Industries des produits minéraux	30	10,3	5,2
Chimie, caoutchouc, plastiques	29	7,8	16,7
Industries des équipements du foyer	40	6,6	5,6
Pharmacie, parfumerie et entretien	8	5,1	4,6
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,15	
	2005	0,21	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Source : Insee, CLAP 2004 - Estimations d'emplois

Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité

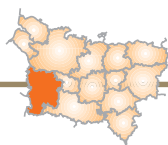


Source : Insee, estimations provisoires d'emplois au 1/1/2005

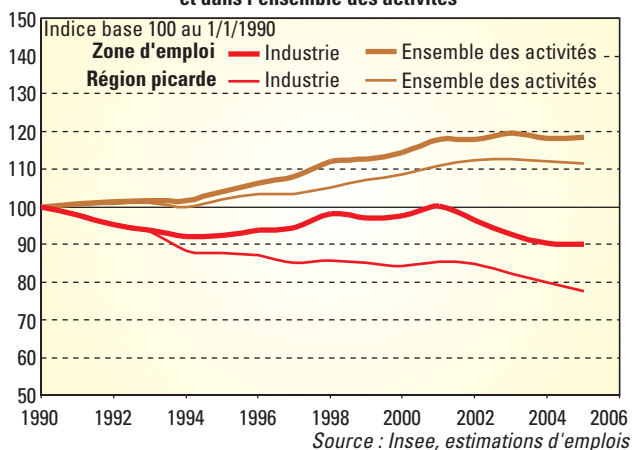
Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Beauvais	Picardie	Beauvais	Picardie
Total	501	4 865	15 746	139 806
Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004 en %				
1 à 9	65,1	63,1	7,6	8,3
10 à 19	13,0	13,4	5,3	6,5
20 à 49	11,4	12,2	11,4	13,7
50 à 99	3,4	4,6	7,1	11,5
100 à 249	4,8	4,5	25,4	24,7
250 à 499	1,6	1,5	18,8	17,9
500 et plus	0,8	0,6	24,3	17,3
Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003 en %				
Localisation de la tête du groupe				
Picardie			13,9	6,5
France			26,2	36,2
Étranger			36,0	32,2
Ensemble			76,1	74,9

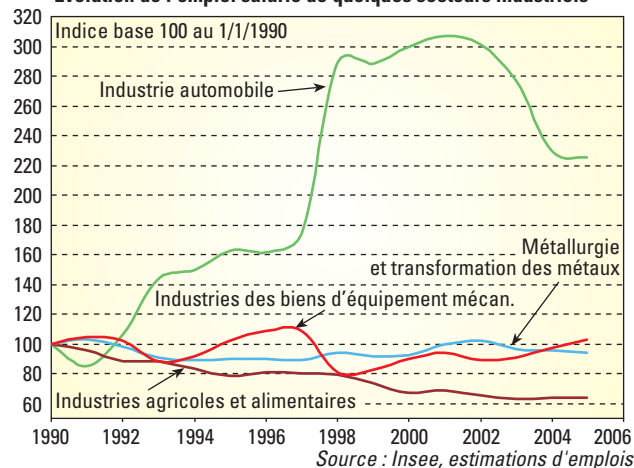
Source : Insee, CLAP 2004- LIFI 2003



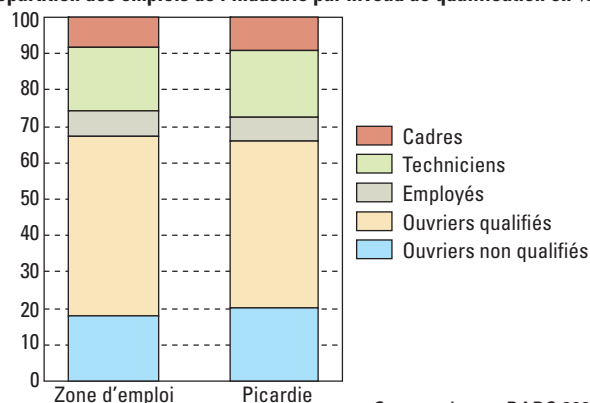
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie et dans l'ensemble des activités



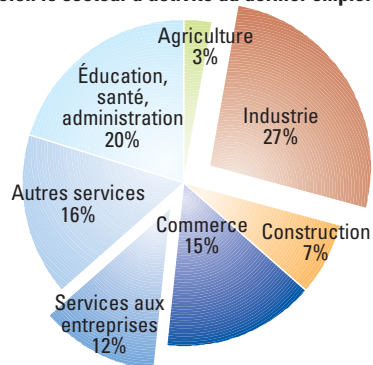
Évolution de l'emploi salarié de quelques secteurs industriels



Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Demandeurs d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	8 973	9 613	100	100	100	100
dont hommes	4 115	4 439	46	46	47	47
femmes	4 858	5 174	54	54	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	6 129	6 249	68	65	65	63
un an et plus	2 844	3 364	32	35	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	1 908	2 243	21	23	21	23
25 à 49 ans	5 523	5 896	62	61	62	62
50 ans et plus	1 542	1 474	17	15	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibrage du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	81 179	87 861	
Emplois dans la zone	62 961	68 042	70 555
Chômeurs*	9 868	11 615	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	7 584	11 528	
Résidents travaillant dans une autre zone	15 934	19 732	
Solde des navettes	-8 350	-8 204	-8 882
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	4 589	4 193	
Émigrants	3 209	3 589	
Solde	1 380	604	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

Compiègne : une zone d'emploi urbaine très industrialisée



Photo Monkey D Lueffy's

FORCES	FAIBLESSES
Attractivité forte, proximité de l'A1 et de la région parisienne. Variété des activités, présence de l'ensemble des services aux entreprises. Potentiel d'innovation et de R&D, soutenu par la présence de l'université technologique de Compiègne. Niveau de qualification plus élevé que la moyenne régionale. Équilibre entre zones rurales et urbaines.	Enclavement de certains territoires (Guiscard, Noyon). Dynamisme public à renforcer pour assurer l'ancrage des entreprises existantes. Transports en commun peu développés pour desservir les ZI et ZA. Développement de ZA limité par le caractère inondable des terrains le long de la vallée de l'Oise.
OPPORTUNITÉS	MENACES
Projet du canal Seine-Nord Europe. Collaboration et échanges entre les chefs d'entreprises de la zone (Groupement des Entreprises de la Région de Compiègne (GERCO), Association pour le Développement du Noyonnais,...). Acteurs moteurs des pôles de compétitivité "I-Trans" et "Industries et Agro-Ressources".	Nombreuses filiales de groupe dont les centres de décisions sont absents du territoire. Manque d'attractivité culturelle et touristique pour les jeunes actifs.



Compiègne est la troisième zone industrielle de Picardie pour le nombre de salariés, derrière le Sud-Oise et Amiens. Les établissements industriels y emploient 26 % des salariés, soit trois points de plus que la moyenne régionale. Malgré le développement des services aux entreprises, le poids du tertiaire dans l'économie compiégnnoise est plus modéré que dans les zones d'Amiens, de Beauvais et du Sud-Oise ; ces dernières bénéficient du statut de préfecture ou d'une forte urbanisation favorisant le tertiaire administratif et les services aux particuliers.

Dans la zone de Compiègne, le recours à l'externalisation des tâches annexes à l'activité principale a été favorisé par une industrie orientée vers des activités à haute valeur ajoutée et par l'importance des groupes dans l'appareil productif local. Ainsi, la zone d'emploi affiche 10,4 % de l'emploi salarié dans les services aux entreprises, taux qui n'est dépassé que dans le Vimeu.

► Une gamme variée d'activités où domine la chimie

L'industrie est présente dans des secteurs d'activités variés : chimie, plastiques, travail des métaux, verre ou industrie agroalimentaire pour les principaux. Les deux premiers secteurs, qui occupent 43 % des salariés de l'industrie, forment le cœur de la spécificité industrielle de la zone d'emploi. Mais, contrairement à des zones comme le Vimeu, l'industrie locale n'est pas caractérisée par une spécialisation dans un petit nombre d'activités, aussi l'économie de la zone d'emploi n'est pas dépendante directement d'une activité industrielle donnée. Ainsi, dans le domaine de la chimie, les entreprises couvrent une gamme d'activités étendue : *Continental* pour les pneumatiques, *Yves-Saint-Laurent* pour la parfumerie et *Clariant*

pour la chimie organique sont les trois plus grands établissements industriels de la zone d'emploi. Mais c'est l'industrie du plastique, dont le principal représentant local est *Inergy Automotive Systems*, qui est la plus présente dans la zone avec sept établissements de plus de 50 salariés.

L'industrie locale est caractérisée par une forte présence de filiales de grands groupes, français comme étrangers, dans des secteurs variés. Aussi, la zone comprend relativement plus d'établissements de grande taille ou de taille moyenne que le reste de la région. Autour de ces filiales, de nombreuses PME sous-traitantes se sont développées dans des secteurs d'activité dépassant le domaine purement industriel : le transport-logistique, la maintenance et les services aux entreprises (informatique, comptabilité, nettoyage, travail intérimaire...).

Bénéficiant de voies de communications ouvertes à la fois vers l'Île-de-France voisine, vers l'aéroport de Roissy et vers l'international, les établissements industriels se sont principalement implantés le long de la vallée de l'Oise, à proximité de l'autoroute A1 ou de l'aéroport de Roissy. Autour de Noyon, qui est plus excentrée, le développement de l'industrie est moindre, ainsi que dans les cantons situés à l'ouest de la zone d'emploi : Lassigny, Ressons-sur-Matz, Estrées-Saint-Denis.

► Une baisse de l'emploi industriel limitée

Depuis une quinzaine d'années, l'emploi a globalement augmenté de près de 20 % dans la zone d'emploi pendant que l'emploi industriel s'est réduit de 12 %. Par rapport à l'ensemble de la région, la hausse de l'emploi est plus importante de 5 points et le repli de l'emploi industriel de moitié moins élevé. Ceci s'explique pour l'essentiel par une structure des activités industrielles moins défavorable que pour le reste de la région : les

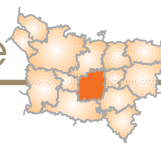


Photo Hundrednorth BY-SA

Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
CONTINENTAL FRANCE	500 et +	Clairoix	Fabrication de pneumatiques	Non
YVES SAINT LAURENT PARFUMS LASSIGNY	500 et +	Lassigny	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	Non
SAINT-GOBAIN SEKURIT FRANCE	500 et +	Thourotte	Façonnage et transformation du verre plat	Oui
CLARIANT FRANCE	500 et +	Trosly-Breuil	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	Non
COLGATE PALMOLIVE INDUSTRIEL	500 et +	Compiègne	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	Non
AVENTIS PHARMA S.A	500 et +	Compiègne	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	Non
LAJOUS INDUSTRIES SAS	500 et +	Compiègne	Mécanique générale	Oui
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS FRANCE	500 et +	Venette	Fabrication de pièces techniques en matières plastiques	Non
MATRA ELECTRONIQUE	250 à 500	Lacroix- Saint-Ouen	Fabrication de composants électroniques actifs	Non
LEVER FABERGE FRANCE	250 à 500	Le Meux	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	Non

Source : Insee, CLAP 2004



industries en perte de vitesse, comme le textile, ont une place relativement réduite au regard des activités qui ont peu perdu d'emplois ou en ont gagné comme la chimie, caoutchouc, plastiques. Néanmoins, si l'emploi salarié de chaque activité avait évolué comme dans le reste de la région, la baisse de l'emploi industriel aurait atteint 15 %. Le dynamisme local de certaines activités atténue la baisse de l'emploi industriel.

Les baisses d'emploi les plus importantes concernent l'industrie agroalimentaire, l'automobile et l'équipement du foyer, activités en recul plus important que dans le reste de la région, et l'industrie des produits minéraux où les pertes sont plus limitées qu'en moyenne régionale.

En face de ces réductions, plusieurs secteurs d'activité parmi les plus importants de la zone d'emploi affichent une stabilité voire une légère hausse de l'emploi. La métallurgie et la parachimie sont soutenues par le dynamisme propre à la zone d'emploi ce qui n'est pas le cas du secteur de la chimie, caoutchouc, plastiques pris dans son ensemble. Le dynamisme local en matière de plasturgie tend à compenser la santé moins florissante de la chimie et du caoutchouc.

► Des structures d'accompagnement dynamiques

Compiègne est la première technopole labellisée en Picardie sous l'impulsion de l'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) et l'Université de Technologie de Compiègne (UTC). L'association « Compiègne Pôle Technologique » a pour objet de promouvoir le territoire et ses entreprises à vocation technologique au niveau européen, en relais de la SMOISE¹ qui a participé activement au développement exogène et à la prospection dans le domaine économique jusqu'en 2005.

L'Université de Technologie de Compiègne (UTC) propose ses compétences de recherche et de transferts de technologie dans les domaines de la mécanique, biotechnologie, chimie et informatique. Un service de relations industrielles assure l'interface entre l'université et les entreprises. Ses actions portent principalement sur des contrats de recherche ou de conseil, de la veille technologique, des stages étudiants, de la formation continue, de l'information et de la veille scientifique et technique.

L'UTC participe activement à la dynamique régionale autour des pôles de compétitivité à vocation mondiale « Industries et Agro Ressources » et « I-Trans² ». La zone d'emploi de Compiègne fait partie du zonage re-

cherche et développement du pôle de compétitivité I-Trans. De plus, l'UTC propose, en particulier à ses jeunes diplômés souhaitant créer leur propre société, de les accueillir dans sa pépinière d'entreprises pour les aider à lancer leur activité.

L'aide à la création d'entreprise est aussi au cœur de l'action d'Oise-Est Initiative, plateforme d'initiative locale qui accompagne les créateurs et les repreneurs dans la réalisation de leurs projets ; cette structure s'appuie notamment, outre son partenariat avec l'ensemble des organismes concernés par la création d'entreprise³, sur des prêts à taux zéro ne nécessitant pas de garantie.

L'Association pour le Développement du Noyonnais (ADENO) créée en 2005, regroupe une cinquantaine d'industriels avec le concours de la Communauté de Communes du Pays Noyonnais. Les réunions des adhérents visent à favoriser la communication interentreprises et à faciliter les partenariats, en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI).

► Deux pôles urbains importants dans une zone rurale

Forte de près de 175 000 habitants, la zone d'emploi de Compiègne vient au quatrième rang des zones d'emploi de Picardie

Les plans de sauvegarde de l'emploi

Entre l'année 2003 et l'année 2005, la zone d'emploi de Compiègne a connu 24 plans de sauvegarde de l'emploi, dont 15 dans l'industrie. La majorité de ces PSE atteignent des établissements de 50 salariés et plus. Le secteur des transports concerne le tiers d'entre eux.

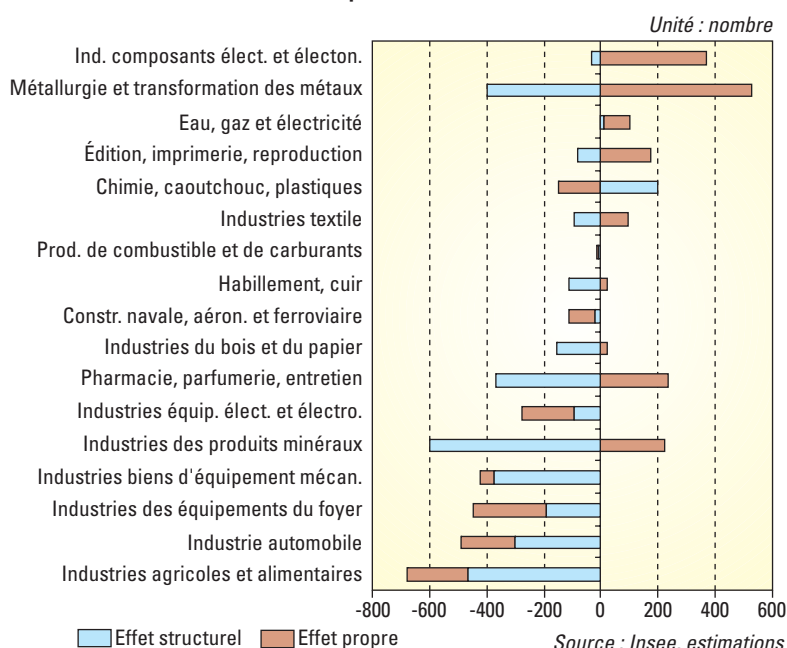
Le nombre de salariés concernés par l'ensemble de ces PSE dans l'industrie est de 773. Le tiers des effectifs salariés touchés se situent également dans les transports. La mécanique (141 salariés), la métallurgie (138) et les IAA (125) apparaissent ensuite comme les secteurs les plus exposés au niveau humain.

¹Société d'Économie Mixte de l'Oise.

²Ce pôle a pour ambition de construire le premier pôle européen pour la construction, la conception, l'exploitation compétitive et la maintenance d'équipements et systèmes ferroviaires.

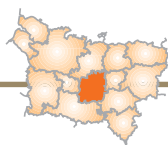
³CCI, Chambre des métiers, banques, communautés de Communes...

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005



Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



pour la population, juste derrière Beauvais. La zone de Compiègne appartient aux zones les plus urbanisées de la région au sens où deux habitants sur trois vivent dans l'espace à dominante urbaine. Mais l'organisation spatiale de la zone s'apparente davantage à une zone rurale émaillée de sept villes principales dont deux pôles urbains de plus de 10 000 habitants : Compiègne qui compte 70 000 habitants et Noyon quatre fois plus petite. Seule l'agglomération de Compiègne est relativement étendue en raison de la croissance de la population qui accompagne son développement industriel depuis les années soixante : 41 % de la population vit dans les communes périphériques à la ville centre.

La croissance de la population a été soutenue jusqu'aux années 80, tant sous l'effet de la croissance naturelle de la population (excédent des naissances sur les décès) que sous l'effet d'un excédent des installations sur les départs (solde migratoire). Ce dernier s'est nettement réduit au cours des années 90 et la population s'accroît essentiellement en raison du solde naturel. Ceci explique une structure de la population relativement jeune par rapport à l'ensemble du pays.

► Une moindre féminisation de l'emploi industriel

L'activité de la population masculine de plus de 50 ans est plus élevée dans la zone de Compiègne qu'en moyenne régionale. Cet écart s'explique par une moindre concentration dans la zone d'emploi des secteurs sinistrés depuis 10 ans, secteurs dans lesquels, le recours aux préretraites a, en effet, entraîné une baisse du taux d'activité entre 55 et 60 ans.

Sur le plan de l'activité, Compiègne possède une autre particularité : une participation modérée des femmes au marché du travail par rapport au reste de la région. Cette particularité découle de la moindre féminisation de l'emploi industriel largement présent dans le spectre des activités locales, alors que les activités tertiaires plus féminisées sont relativement sous-représentées.

► Des demandeurs d'emploi venant de l'industrie en nombre limité

Le niveau du chômage dans la zone d'emploi de Compiègne est de 9,4 % fin 2005, il figure parmi les plus bas de la région.

Fin 2005, la proportion des demandeurs d'emploi provenant du secteur industriel est plus faible dans le Compiégnois que dans le département de l'Oise. La zone se caractérise par l'importance de la demande d'emploi dans les industries de process : le secteur de la chimie, caoutchouc, plastiques concentre près de 20 % des demandes ; viennent ensuite l'industrie agroalimentaire et la métallurgie, transformation des métaux.

Entre 2002 et 2005, les demandes d'emploi augmentent globalement de 550 personnes soit une hausse de 6,6 %, mais les demandeurs d'emploi en provenance de l'industrie diminuent de 2,6 % : la demande supplémentaire issue de l'industrie agroalimentaire est compensée par une diminution du côté du secteur métallurgique et de onze autres secteurs de l'industrie.

Néanmoins, la demande d'emploi de longue durée (plus d'un an) provenant de l'industrie s'est aggravée, elle représente 40 % des demandes contre 35 % tous secteurs confondus. La hausse des demandes d'emploi depuis 2002 s'explique à près de 90 % par la hausse des demandes d'emploi de longue durée.

Dans le Compiégnois, la structure par âge des demandes d'emploi tous secteurs confondus est quasi identique à celle observée au niveau départemental : 22 % de jeunes, 63 % d'adultes et 15 % de seniors. Parmi les demandeurs d'emploi d'origine industrielle, la

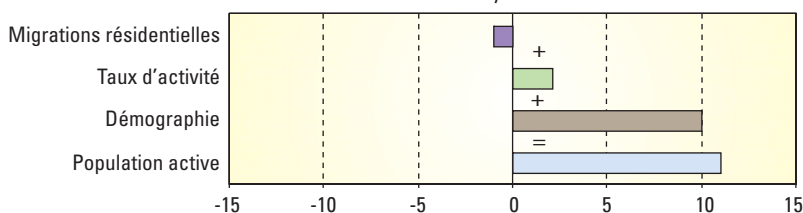
Structure par âge de la population en %

	Population totale		Population active		Taux d'activité			
					Hommes		Femmes	
	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie
Moins de 20 ans	28,4	28,0	2,4	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	44,2	43,2	81,1	80,7	91,7	92,0	74,7	76,0
50 à 64 ans	14,4	14,7	16,3	16,6	60,4	57,8	41,8	43,3
65 ans et plus	13,0	14,1	0,3	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

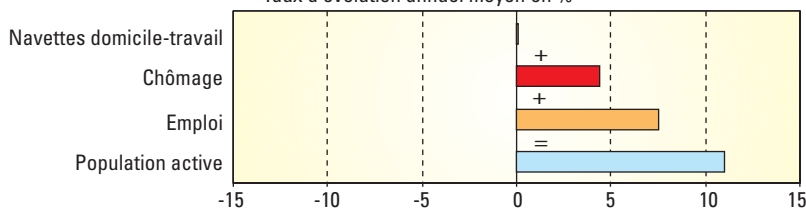
Source : Insee, recensement de 1999

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %

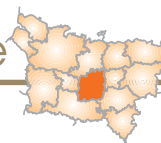


Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



part des quinquagénaires est supérieure de 5 points à la moyenne, toutefois l'écart diminue par rapport à 2002.

► Des emplois et des demandeurs d'emplois qualifiés

La structure des emplois par qualification dans l'industrie compiégnoise diffère assez nettement de celle de la région. Les ouvriers non qualifiés représentent 15 % de l'emploi contre 20 % en moyenne régionale, la différence se reporte sur les emplois de techniciens et de cadres. Dans une moindre mesure, la part des employés est inférieure à la moyenne régionale. Ces différences, qui sont aussi l'apanage de l'industrie du Sud-Oise, sont représentatives de l'évolution de l'activité industrielle pour faire face à la concurrence internationale. D'une part, les productions de haute technicité et à forte valeur ajoutée nécessitent l'emploi d'un personnel plus qualifié, d'autre part le recentrage des entreprises sur leur activité principale nécessite moins d'employés.

Cette qualification plus importante se répercute sur les demandes d'emploi tant en termes de formation que de qualification. Ainsi, un tiers des demandeurs d'emploi de la zone de Compiègne sont bacheliers, soit cinq points de plus que la moyenne du département. Parmi les demandeurs d'emploi en provenance de l'industrie, les bacheliers sont aussi fréquents que parmi ceux qui arrivent des autres secteurs de l'économie, ce qui n'est pas le cas dans le reste du département de l'Oise.

De même, dans la zone de Compiègne, les demandeurs d'emploi venant de l'industrie sont plus fréquemment des ouvriers qualifiés, des techniciens ou des ingénieurs que dans le reste du département qui compte, à l'inverse, une plus forte proportion d'ouvriers non qualifiés et d'employés. Mais aussi bien dans la zone d'emploi que dans le département, la proportion des demandeurs d'emploi bien formés est en augmentation par rapport à 2002.

► La mécanique et l'agroalimentaire, 1^{ers} secteurs pour les offres d'emploi

La zone de Compiègne se caractérise par un poids du secteur industriel dans les offres d'emploi, plus faible que la moyenne départementale (respectivement 8,0 % et 9,2 %).

Les offres d'emploi se répartissent essentiellement dans le secteur de l'industrie des équipements mécaniques (18,4 %), l'industrie agroalimentaire (15,6 %) et les services opérationnels (13,0 %). Ces secteurs recru-

tent fortement sur contrats à durée indéterminée (CDI) et contrats à durée déterminée (CDD) d'au moins six mois, notamment les services opérationnels, et très peu sur des emplois de moins d'un mois. À l'inverse, malgré une forte demande dans le secteur de la métallurgie, les offres y sont peu nombreuses.

► Un marché du travail ouvert

Le marché du travail dans la zone d'emploi est largement ouvert sur les échanges avec le Sud-Oise et la région parisienne.

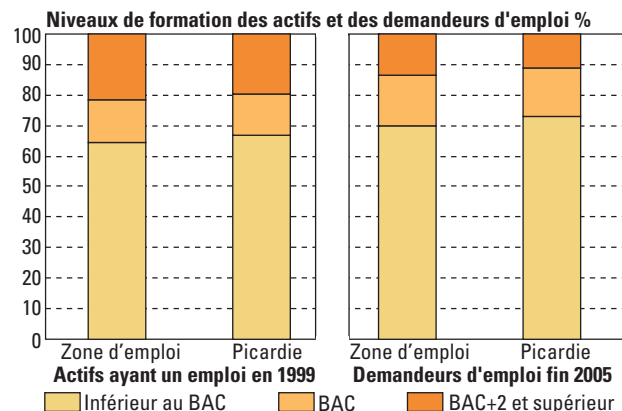
La mobilité résidentielle est forte, les habitants du Compiégnois sont parmi les plus mobiles de la région, mais l'effet sur la population est faible car les départs de la zone équilibrent presque les installations. Les navettes domicile-travail sont, elles aussi, intenses et ont fortement augmenté entre 1990 et 1999. En 1990, 13 % des emplois de la zone sont occupés par des non-résidents et 14 % des actifs compiégnois travaillent ailleurs. En 1999, ces deux valeurs atteignent 17 %, mais le bilan demeure identique : 2 200 sorties de plus que d'entrées.

Le bilan des échanges externes variant peu entre 1990 et 1999, l'équilibre entre la population active et l'emploi s'établit en fonction des évolutions endogènes : la croissance de la population active due à la démographie est absorbée en grande partie par l'augmentation du nombre d'emplois et le taux de chômage augmente, mais de manière plus limitée que la moyenne régionale.

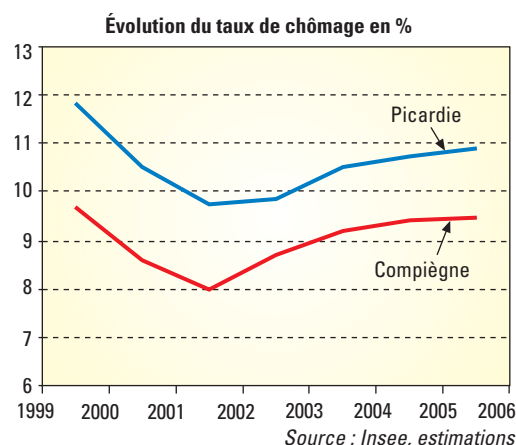
Depuis 1999, le contexte a changé. D'une part, la croissance de la population active se ralentit du fait de la structure par âge de la population, d'autre part, l'évolution de l'emploi est elle aussi moins favorable. Dans ce nouveau contexte, la zone de Compiègne bénéficie de deux atouts pour trouver un nouvel ajustement du marché du travail : la jeunesse relative de la population amortit la transition et surtout l'ouverture de la zone d'emploi sur les marchés environnants offre des possibilités d'ajustement à la hausse comme à la baisse de l'emploi.

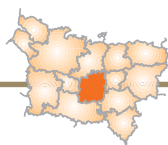
► Des implantations industrielles récentes

Depuis 1997, une trentaine de nouveaux établissements de plus de 20 salariés se sont implantés dans la zone de Compiègne ; parmi ces créations, huit sont industrielles dont trois dans le domaine de la chimie et deux dans la

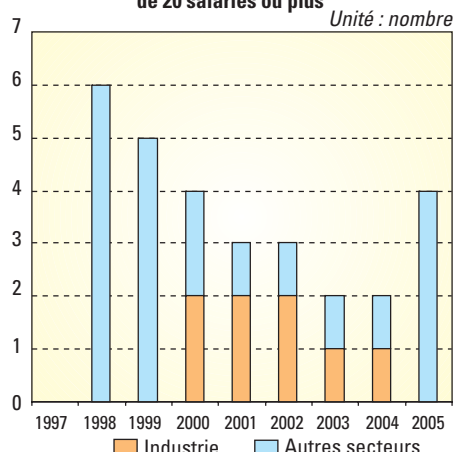


Sources : Insee - ANPE - DARES, recensement 1999 - DEF 2005





Créations pures d'établissements
de 20 salariés ou plus



Source : Insee, REE, Sirene

plasturgie. L'orientation de la zone vers la sphère productive est en outre confortée par 7 créations dans le secteur du transport de marchandises et de la logistique et 4 dans les services aux entreprises.

En comparaison avec les autres zones d'emploi de la région, les établissements industriels créés depuis 1997 ne sont pas plus nombreux qu'à Saint-Quentin ou dans le Vimeu et moins nombreux que dans le Sud-Oise ou Amiens. Les implantations dans la zone d'emploi se situent très majoritairement autour de la ville de Compiègne. Les zones plus rurales et le Noyonnais ne connaissent pas le même dynamisme en matière d'implantation d'entreprises et de création d'emplois. ■

Les projets de développement

La zone d'emploi de Compiègne a connu récemment des sinistres industriels qui ont fortement marqué le bassin d'emploi (*Jacob Delafon*, *Yoplait*, licenciements chez *Lajous Industries*, *Colgate-Palmolive*). Les collectivités locales souhaitent relancer le développement de la zone grâce notamment à une capacité d'accueil des entreprises qui soit diversifiée et disponible rapidement : sur le Noyonnais, le **parc d'activités Noyon-Passel** propose encore des parcelles disponibles pour des projets industriels ou de service. Les futures implantations de *Ferti-NRJ* et du centre de logistique pour *Jacob Delafon* vont ainsi contribuer à la relance du Noyonnais. La **zone industrielle de Guiscard**, au nord de Noyon, est, elle aussi, en cours de commercialisation.

Sur le Compiégnois, face à la saturation des zones d'accueil actuelles, l'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) a décidé en 2004 la création du **parc d'activités du Bois de Plaisance**, qui à terme couvrira 124 ha. La première tranche qui couvre 77 ha devrait s'achever en 2009. L'équipementier automobile *BMW* s'y est

installé, suivi par *Catimel*, une entreprise locale en développement. Le **parc scientifique et tertiaire** situé à l'ouest de l'agglomération va être étendu pour accueillir de nouvelles entreprises tertiaires. Enfin, le départ fin 2007, du 6^e régiment d'hélicoptères de combat va entraîner le rachat d'une partie des terrains par l'ARC, qui devrait y implanter une petite zone d'activités industrielles et tertiaires.

À Venette, l'ARC a acquis en partie une friche industrielle, qu'elle compte réhabiliter en **hôtel de projet** ; cet hôtel offrira aux jeunes créateurs d'entreprises une possibilité d'hébergement, marchepied avant d'envisager une

implantation en zone industrielle ou zone d'activités. Cet hôtel a aussi vocation à accueillir des projets de recherches associant laboratoires (publics, privés), entreprises innovantes et centres de recherches comme l'Université Technologique de Compiègne (UTC).

À la suite de la fermeture du site noyonnais *Jacob Delafon*, la ville de Noyon a fait acte de candidature pour accueillir une **Zone Franche Urbaine** (ZFU) : si le dossier est accepté, cette ZFU permettra de dynamiser certains quartiers en difficulté en y intégrant des activités économiques et en proposant des emplois de proximité.

L'Association du Pays Compiégnois¹, le Conseil Régional de Picardie, les Assedic, l'ANPE, et l'État ont constitué, le 2 mars 2006, la « **Maison de l'Emploi et de la Formation du pays Compiégnois** ». Sa création constitue un engagement fort pour le développement économique du territoire. L'espace entreprises de la maison de l'emploi et de la formation offre une aide au recrutement et à la formation du personnel des petites entreprises ainsi qu'une documentation et un accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises. Une des originalités du principe des MEF est d'associer l'accueil des demandeurs d'emploi et celui des entreprises, l'objectif étant dans les deux cas l'emploi.

Enfin, le **projet Seine-Nord Europe** prévoit la construction d'un canal à grand gabarit (4 400 tonnes) de Compiègne à Arleux (Nord) pour relier la Seine et l'Oise au nord de la France et à l'Europe du Nord. Ce canal continuera la liaison européenne à grand gabarit Seine-Escaut. Retenu fin 2003, au nombre des 30 grands projets européens d'infrastructures de transport prioritaires, il devrait être réalisé pour 2012 et permettra l'implantation d'une plateforme multimodale dans le sud de la zone d'emploi de Compiègne. S'il se réalise comme prévu, le canal Seine-Nord aura une influence certaine sur l'économie locale pour laquelle il constitue une véritable opportunité de développement et d'ouverture sur l'Europe.

¹L'association du Pays compiégnois comprend l'Agglomération de la Région de Compiègne et les communautés de communes de la Plaine d'Estrées, de la Basse Automne, du canton d'Attichy et Lachelle.

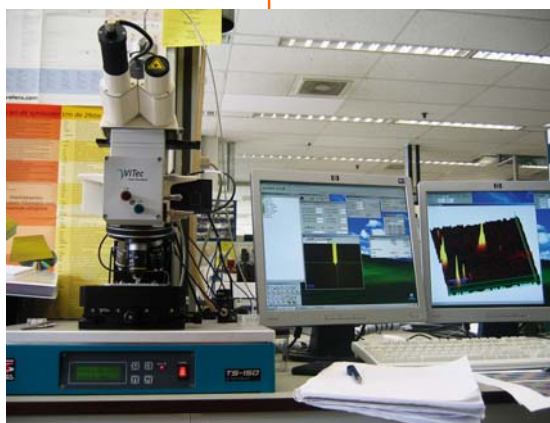
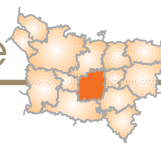
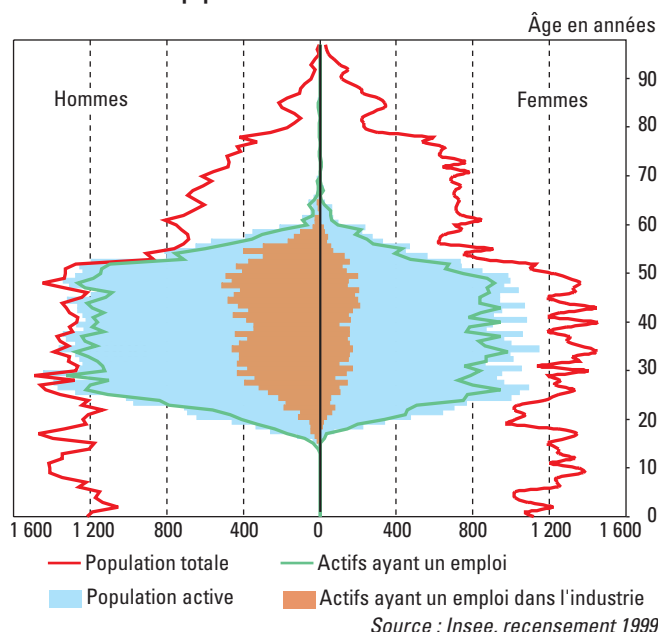


Photo Hans S



Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	173 943	9,4	
dont population active	79 655	9,5	
Superficie en km ²	1 275	6,6	
Densité de population (habitants par km ²)	136,5	///	95,7
Nombre de communes	156	8,5	
Part de la population urbaine	65,0	///	61,2
Nombre de logements	72 383	9,1	
dont résidences principales	65 143	9,3	
autres logements	7 240	7,6	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,6	///	2,6

Source : Insee, recensement de 1999

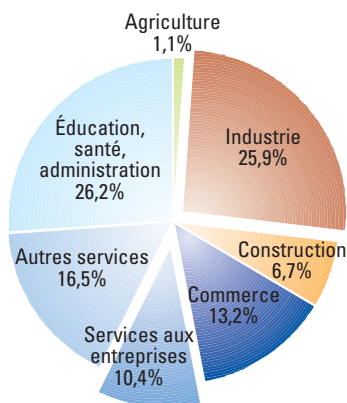
Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
Part de l'emploi salarié total			
Ensemble Industrie	460	25,9	22,8
Part de l'emploi salarié industriel			
Chimie, caoutchouc, plastiques	33	26,2	16,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	9	17,3	4,6
Métallurgie et transformation des métaux	73	14,6	16,3
Industries des produits minéraux	29	9,5	5,2
Industries agricoles et alimentaires	109	8,6	14,3
Industries des biens d'équipement mécan.	57	6,5	11,8
Eau, gaz et électricité	32	3,3	2,8
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,28	
	2005	0,28	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Source : Insee, CLAP 2004 - Estimations d'emplois

Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité

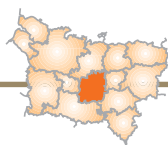


Source : Insee, estimations provisoires d'emplois au 1/1/2005

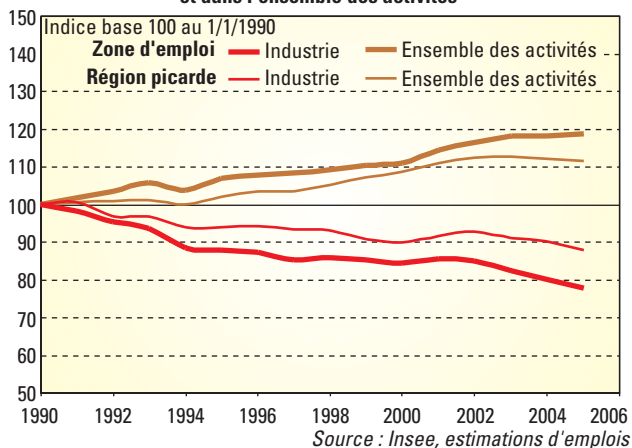
Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Compiègne	Picardie	Compiègne	Picardie
Total	460	4 865	17 382	139 806
Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004 en %				
1 à 9	57,8	63,1	6,0	8,3
10 à 19	15,9	13,4	5,8	6,5
20 à 49	12,4	12,2	10,6	13,7
50 à 99	5,2	4,6	9,8	11,5
100 à 249	6,3	4,5	27,7	24,7
250 à 499	0,7	1,5	6,4	17,9
500 et plus	1,7	0,6	33,6	17,3
Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003 en %				
Localisation de la tête du groupe				
Picardie			2,7	6,5
France			39,1	36,2
Étranger			35,3	32,2
Ensemble			77,2	74,9

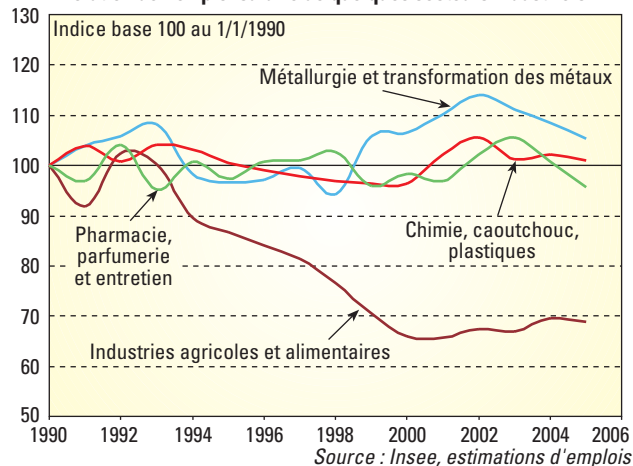
Source : Insee, CLAP 2004- LIFI 2003



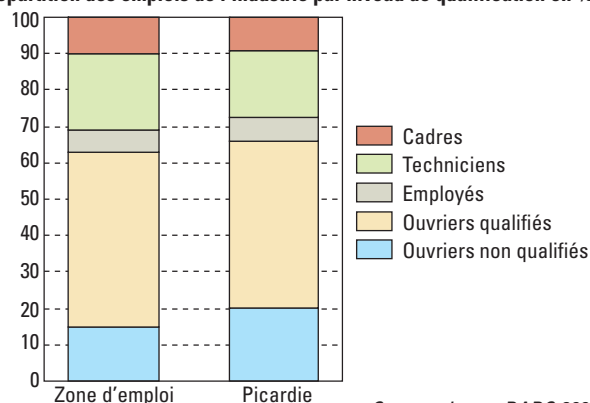
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie et dans l'ensemble des activités



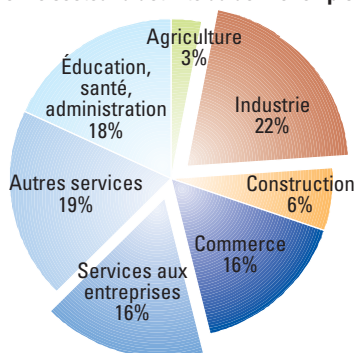
Évolution de l'emploi salarié de quelques secteurs industriels



Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Demandeurs d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	8 341	8 890	100	100	100	100
dont hommes	3 802	4 060	46	46	47	47
femmes	4 539	4 830	54	54	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	5 700	5 763	68	65	65	63
un an et plus	2 641	3 127	32	35	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	1 810	1 946	22	22	21	23
25 à 49 ans	5 184	5 574	62	63	62	62
50 ans et plus	1 347	1 370	16	15	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibrage du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	72 473	79 655	
Emplois dans la zone	62 396	67 297	70 881
Chômeurs*	7 812	10 138	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	8 226	11 390	
Résidents travaillant dans une autre zone	10 491	13 610	
Solde des navettes	-2 265	-2 220	-2 991
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	4 021	3 780	
Émigrants	2 971	3 596	
Solde	1 050	185	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

Santerre-Oise : une économie agricole et industrielle

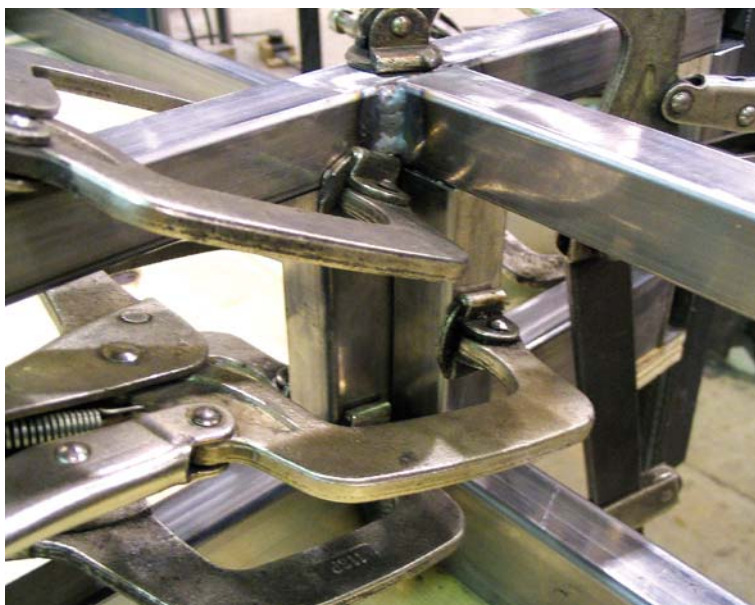
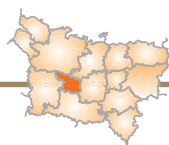


Photo Redman

FORCES	FAIBLESSES
Diversité des secteurs industriels présents. Population jeune et forte dynamique démographique. Qualité de vie. Zone équidistante de plusieurs pôles importants : Amiens, Beauvais, Compiègne, Creil. Présence des autoroutes A1 et A16.	Structures d'hébergement et d'hôtellerie très limitées. Peu d'emplois tertiaires. Beaucoup de navettes domicile-travail vers des villes extérieures. Niveau de qualification faible.
OPPORTUNITÉS	MENACES
Création du CERTES, centre de recherche. Actions des chargés de développement économique sur le terrain. Volonté d'attirer et de fidéliser la population résidente.	Dépendance vis-à-vis des zones d'emplois voisines. Difficulté pour reclasser les personnes en cas de licenciement.



Le Santerre-Oise, la plus petite zone d'emploi de Picardie, représente en nombre d'établissements comme en effectifs salariés, de l'ordre de 2 % de l'industrie régionale, soit un peu plus que son poids dans la population. La centaine d'établissements industriels du Santerre-Oise emploient un peu plus de 2 700 personnes.

L'agriculture emploie près de 4 % des salariés du Santerre-Oise et l'industrie plus de 34 %. Aussi bien l'une que l'autre occupent une place bien plus importante dans l'économie locale que dans l'économie régionale. La surreprésentation des activités primaire et secondaire n'est pas anormale pour une zone d'emploi rurale qui ne comprend que trois communes de plus de 2 000 habitants.

► Une forte diversité des activités industrielles

Bien que les établissements industriels de plus de 20 salariés soient peu nombreux, ils couvrent une large gamme d'activités. L'activité de la métallurgie, transformation des métaux vient au premier rang suivie par l'industrie du bois et du papier et par l'industrie des composants électriques. Les secteurs des équipements du foyer et la construction mécanique, qui perdent des emplois, arrivent aux rangs suivants. Cette structure d'activité se singularise quelque peu de l'industrie régionale, en particulier en raison de l'importance relative de l'industrie du carton et de la faible place occupée par l'industrie agroalimentaire.

Une autre caractéristique de la zone d'emploi est une moindre intégration que le

reste de la région de l'industrie dans des groupes et plus particulièrement dans des groupes étrangers : 70 % des salariés travaillent pour un groupe dans la zone d'emploi, 75 % en Picardie. Les plus grands établissements de la zone d'emploi ont des situations très diverses. Certains appartiennent à des groupes internationaux :

- Le plus grand établissement industriel de la zone d'emploi *Kaysersberg Packaging* à Saint-Just-en-Chaussée, fabrique du carton ondulé et dépend du groupe européen *DS Smith PLC*.

- *Nexans* à Paillart est spécialisée dans la fabrication de câbles et de systèmes de câblage et dépend du groupe mondial *Nexans*

- *Dow Automotive* fabrique des mastics d'étanchéité PVC, pour ateliers de ferrage, des pièces de butyle, des cires ainsi que du liquide de refroidissement, pour le secteur automobile et dépend du groupe mondial *Dow Chemical*.

Plus local, *LSR Production* fabrique des sachets plastiques refermables à zip et dépend du groupe picard *FLEXICO*.

Enfin d'autres établissements sont indépendants :

- *InoForges* à Breteuil emploie environ 250 personnes dans des activités de matriçage et usinage d'alliages.

- *AQL Electronique* à Saint-Just-en-Chaussée emploie environ 150 personnes dans l'assemblage de cartes électroniques.

► Une tendance à la stabilité de l'emploi industriel

Par rapport à 1990, l'emploi salarié a augmenté d'un peu plus de 10 % dans le

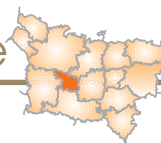


Photo Kelly K

Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
KAYSERSBERG PACKAGING	250 à 500	Saint-Just-en-Chaussée	Industrie du carton ondulé	Non
NEXANS FRANCE	100 à 249	Paillart	Fabrication de fils et câbles isolés	Non
INOFRORGES	100 à 249	Breteuil	Forge, estampage, matriçage	Oui
AIRELEC INDUSTRIES	100 à 249	Esquennoy	Fabrication d'appareils électroménagers	Non
LSR PRODUCTION	100 à 249	Maignelay-Montigny	Fabrication d'emballages en matières plastiques	Non
DOW AUTOMOTIVE (FRANCE)	100 à 249	Saint-Just-en-Chaussée	Fabrication de peintures et vernis	Non
AUDIT QUALITE LABORATOIRE ELECTRONIQUE	100 à 249	Saint-Just-en-Chaussée	Fabrication de composants électroniques actifs	Oui
APPLICATIONS INDUSTRIELLES	50 à 99	Tricot	Fabrication de machines pour l'industrie agroalimentaire	Oui
REALIT	50 à 99	Tricot	Fabrication de matelas	Non
CARTONNERIE EMBALLAGE DECOUPE IMPRESSION	50 à 99	Breteuil	Fabrication de cartonnages	Non

Source : Insee, CLAP 2004



Santerre-Oise, dans la même proportion que dans l'ensemble de la région. Au cours des années 90, le développement de l'emploi tertiaire était plus rapide dans le Santerre-Oise qu'en moyenne régionale, croissance qui engendrait une augmentation globale de l'emploi malgré la réduction de l'emploi salarié dans l'industrie. Depuis quelques années, la tendance de l'emploi industriel s'oriente vers la stabilité dans le Santerre-Oise et l'emploi tertiaire ne progresse pas davantage, alors qu'il demeure le principal moteur de la croissance de l'emploi dans la région.

► Un développement local limité par la taille de la zone

En raison de sa taille modeste, la zone d'emploi dispose de peu de structures de développement économique comparée surtout à ses trois importantes voisines du département de l'Oise. En Santerre-Oise, il n'y a ni pépinière d'entreprises, ni zone franche et la zone d'emploi n'a pas bénéficié de fonds européens de développement contrairement à sa voisine du Santerre-Somme.

La démarche d'accueil des entreprises repose essentiellement sur le développement des zones d'activités.

Dans les cantons de Saint-Just-en-Chaussée et de Maignelay-Montigny, chaque commune gère sa propre zone d'activités. Certaines sont déjà bien remplies comme celles de Saint-Just-en-Chaussée qui accueille *AQL-Electronique*, *Kaysersberg Packaging* ou *Dow Automotive* et celle d'Argenlieu avec *Plastique Forme Picardie*.

Le canton de Breteuil est associé au canton de Froissy dans la zone d'emploi de Beauvais pour développer la zone d'activités de la Belle Assise le long de l'autoroute A16. Une première entreprise de logistique *Easy Logistique* s'y est installée. Breteuil dispose aussi d'un bâtiment industriel locatif, faisant office d'hôtel d'entreprises. Il accueille deux entreprises depuis 1998 : l'imprimerie *Garet* et la PME *CDME Alain Tredez*, qui fabrique des machines pour les fabricants de cathéters.

► Une zone « rurale »

Deux habitants sur trois de la zone d'emploi vivent en milieu rural. Le Santerre-Oise ne comporte pas de grande agglomération : Saint-Just-en-Chaussée, avec 5 500 habitants, est la commune la plus peuplée, suivie par Breteuil (4 200 habitants) et Maignelay-Montigny (2 500 habitants).

L'évolution démographique du Santerre-Oise contraste avec l'évolution des zones rurales de l'Aisne. Entre 1990 et 1999, l'accroissement de la population est le plus important des zones d'emploi picardes. À l'écoulement des installations sur les départs,

s'ajoute une natalité élevée, elle-même consécutive de l'arrivée de jeunes ménages. Cette dynamique démographique contribue à une structure de la population jeune : la part des moins de 20 ans atteint 30 %, deux points de plus que la région.

Ces caractéristiques, souvent l'apanage des zones urbaines, s'expliquent ici par l'installation à la campagne d'une population urbaine sans toutefois que cette population adopte un mode de vie rural : en particulier, elle continue d'aller travailler à la ville. Les spécialistes appellent ce phénomène la « rurbanisation ».

► La moitié des salariés travaillent dans une autre zone d'emploi

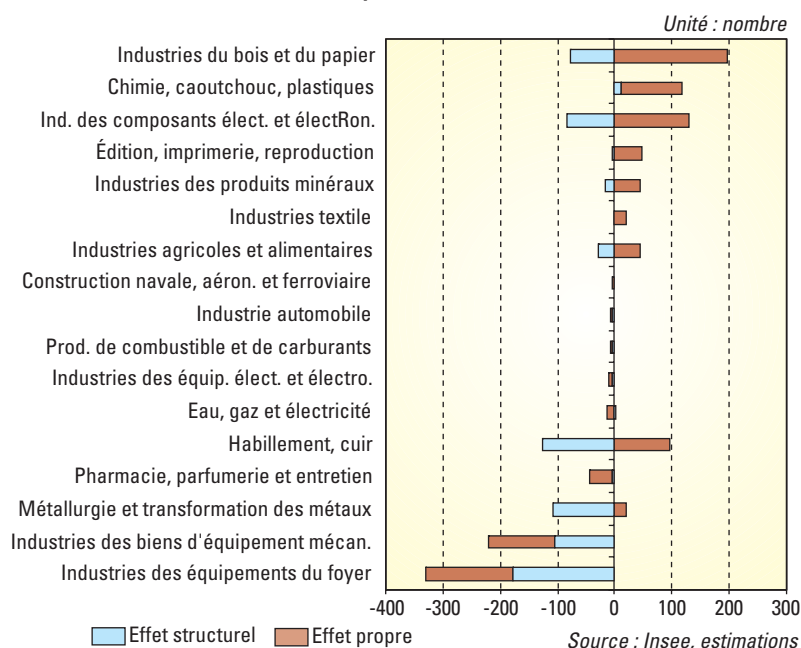
Dans le Santerre-Oise, sur les quelques 9 000 emplois salariés environ 6 700 sont occupés par des personnes qui y résident, autant que d'habitants qui quittent la zone d'emploi pour aller travailler chaque matin.

Les navettes domicile-travail du Santerre-Oise, région située à l'intersection des trois grandes zones d'emploi de l'Oise et de celle d'Amiens sont influencées par les voies de communication reliant ces zones. À l'est, dans

Les plans de sauvegarde de l'emploi

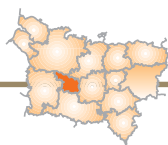
Un seul plan de sauvegarde de l'emploi a été enregistré entre 2003 et 2005.

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005



Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



le canton de Breteuil, à proximité de l'auto-route A16 Paris-Calais, les destinations les plus fréquentes des navettes sortantes sont les zones d'emploi de Beauvais, Paris et Amiens dans cet ordre. Pour les navettes entrantes, la zone d'Amiens précède celle de Beauvais.

À l'Ouest, dans les cantons de Maignelay-Montigny et de Saint-Just-en-Chaussée, les échanges sont plus orientés au sud et plus particulièrement vers Clermont, Paris et Creil.

► Une augmentation des demandeurs d'emploi provenant de l'industrie

La demande d'emploi en provenance du secteur industriel est relativement plus importante dans le Santerre-Oise qu'au niveau du département, surreprésentation due aux industries de série : l'industrie des équipements du foyer et l'industrie des équipements mécaniques.

Entre 2002 et 2005, la demande d'emploi se réduit mais les demandeurs d'emploi en provenance de l'industrie augmentent, ces évolutions sont inverses de celles de l'ensemble du département. La baisse de la demande d'emploi en provenance de l'industrie des équipements du foyer n'a pas compensé la hausse de la demande de la plupart des secteurs industriels et surtout celle de l'industrie des équipements mécaniques.

Les demandeurs d'emploi de longue durée représentent une part moins importante de la demande d'emploi dans le Santerre-Oise que dans le département. Cependant, comme dans les autres zones d'emploi, entre 2002 et 2005, cette catégorie de demandes a progressé (10 %) malgré la baisse de la demande d'emploi toutes catégories confondues.

► Des niveaux de qualification faibles

Tant sur le plan de la formation que sur celui de la qualification, le Santerre-Oise est en retrait par rapport à la région. La part des bacheliers parmi les actifs est inférieure à 25 %, 8 points en-dessous de la moyenne régionale. Pour les demandeurs d'emploi, quoique moins élevé, l'écart est significatif : 22 % de bacheliers contre 28 %.

La structure des emplois de l'industrie est fidèle à ce constat : la part des ouvriers non qualifiés est parmi les plus élevées de la région alors que le taux d'encadrement figure parmi les plus bas.

Les difficultés des entreprises laissent sur le marché du travail des demandeurs d'emploi peu qualifiés et peu mobiles ; ce handicap est aggravé par un marché du travail local reposant sur les échanges avec les zones voisines.

► Plus du tiers des offres d'emploi dans les industries des composants électriques et électroniques

La zone du Santerre-Oise se caractérise par un poids important du secteur industriel dans les offres d'emploi, 7,3 points de plus que le niveau départemental. Par ailleurs, les industriels recrutent majoritairement sur des contrats longs (plus de 6 mois), et très peu sur des contrats occasionnels (moins d'1 mois).

Les offres d'emploi se concentrent essentiellement dans le secteur de l'industrie des composants électriques et électroniques (36 %) et l'industrie du bois et papier (24 %). Ces secteurs recrutent fortement sur CDI et CDD de longue durée, surtout le secteur du bois et du papier, et jamais sur des emplois occasionnels.

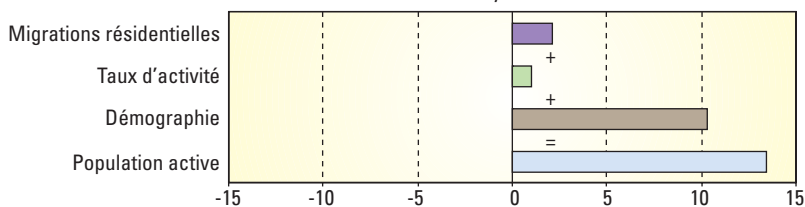
Structure par âge de la population en %

	Population totale		Population active		Taux d'activité			
					Hommes		Femmes	
	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie
Moins de 20 ans	30,0	28,0	2,7	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	42,5	43,2	81,8	80,7	93,6	92,0	73,3	76,0
50 à 64 ans	13,3	14,7	15,1	16,6	58,2	57,8	41,3	43,3
65 ans et plus	14,2	14,1	0,3	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

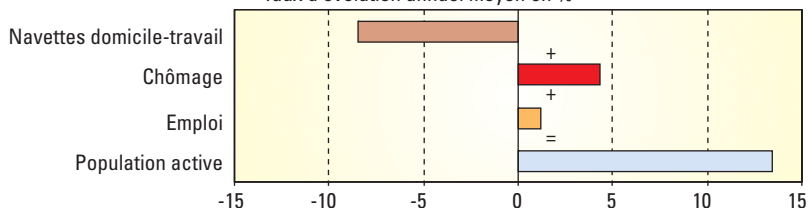
Source : Insee, recensement de 1999

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %

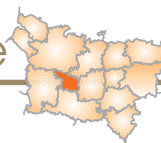


Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

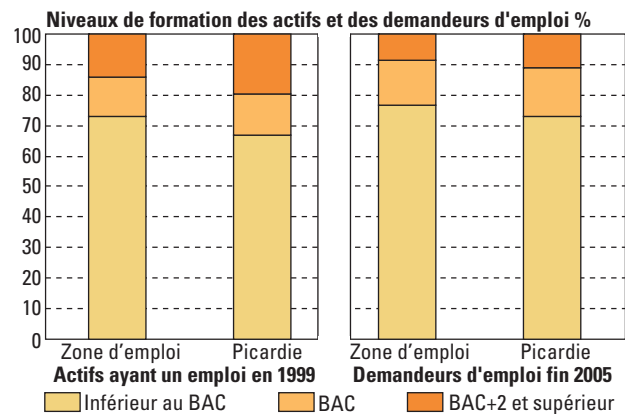
Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



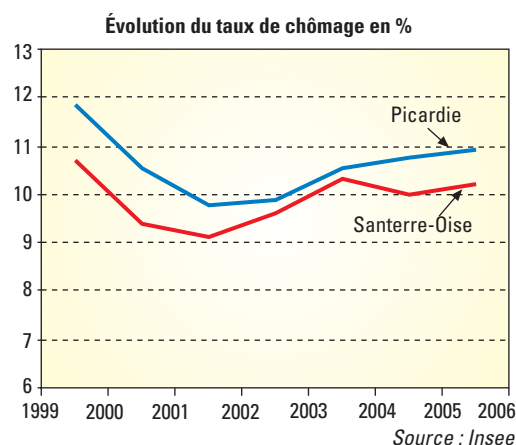
► L'équilibre du marché du travail se joue avec l'extérieur

Sur deux habitants du Santerre-Oise qui ont un emploi, un seul y travaille. Cette disproportion entre l'emploi local et la population active résidente explique l'importance des flux externes d'actifs.

Cela étant, les migrations résidentielles n'ont qu'un effet limité sur l'équilibre du marché du travail. Dans leur majorité, les personnes qui s'installent dans le Santerre-Oise conservent leur emploi à l'extérieur de la zone d'emploi : l'augmentation de la population active est compensée par des navettes domicile-travail supplémentaires. Ces évolutions ont permis de limiter l'augmentation du chômage au cours des dernières décennies. En contrepartie, l'équilibre du marché du travail est de plus en plus dépendant de la situation économique des zones environnantes et de Paris. ■



Sources : Insee - ANPE - DARES, recensement 1999 - DEFM 2005



Les projets de développement

Sur l'ensemble du Santerre-Oise, les projets de développement visent à rendre le territoire plus attractif en améliorant les centres-villes, en développant les offres de services et de loisirs et en essayant d'attirer des entreprises. Pour mettre en application cette volonté, un chargé de développement économique travaille à la mise en place d'une politique harmonisée dans chacune des communautés de communes.

Les principaux projets de développement économique en cours concernent le canton de Breteuil où est envisagée l'ouverture d'une seconde zone d'activités.

La création d'un centre de recherche à Rouvroy-Merles près de Breteuil est en cours de réflexion. Le CERTES, centre expérimental dans le domaine de la recherche, de la formation et de l'expertise en sécurité industrielle, qui associe universités, organismes de recherche et entreprises, serait une opportunité pour le canton de Breteuil d'accueillir des entreprises gravitant

autour des activités de ce centre.

Le canton de Breteuil souhaite aussi améliorer son attractivité en construisant un centre aquatique et en développant le tourisme avec un important musée.

À l'est de la zone d'emploi, la commune de Tricot, avec une offre de terrains aménagés à un prix raisonnable, vise à attirer les entreprises.

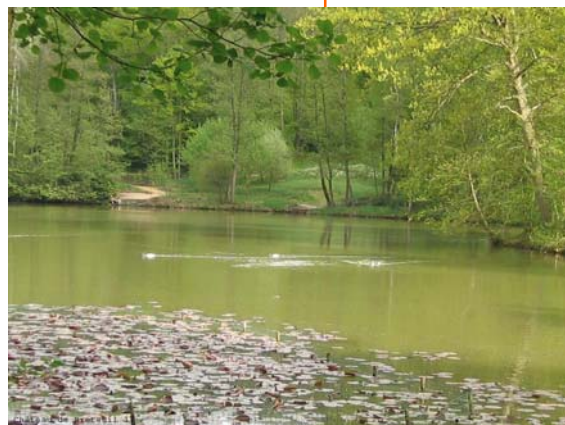
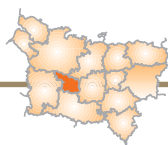
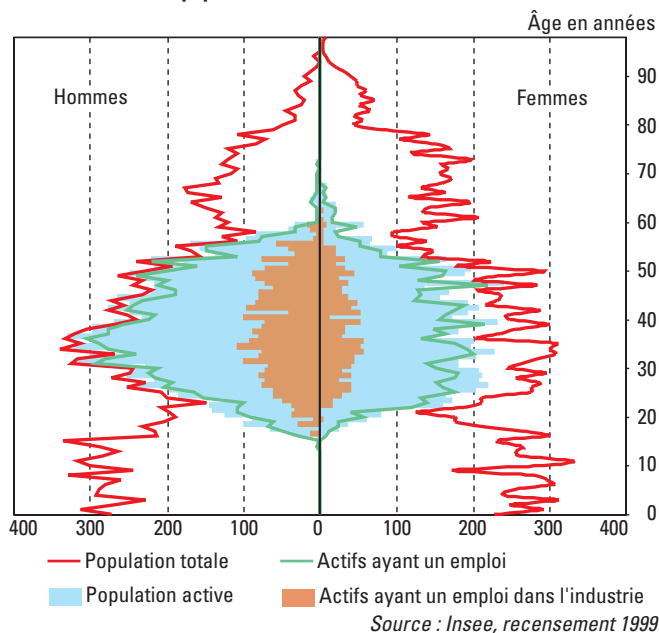


Photo Francesvirtual's



Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	35 482	1,9	
dont population active	15 497	1,8	
Superficie en km ²	577	3,0	
Densité de population (habitants par km ²)	61,5	///	95,7
Nombre de communes	72	3,2	
Part de la population urbaine	34,2	///	61,2
Nombre de logements	14 633	1,8	
dont résidences principales	12 772	1,8	
autres logements	1 861	2,0	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,7	///	2,6

Source : Insee, recensement de 1999

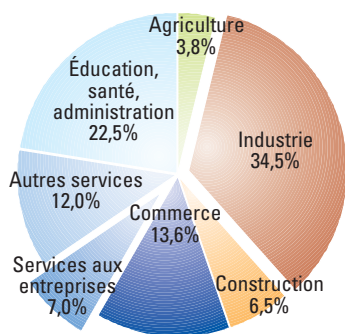
Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
Part de l'emploi salarié total			
Ensemble Industrie	99	34,5	22,8
Part de l'emploi salarié industriel			
Métallurgie et transformation des métaux	15	20,8	16,3
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,38	
	2005	0,37	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Source : Insee, CLAP 2004 - Estimations d'emplois

Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité



Source : Insee, estimations provisoires d'emplois au 1/1/2005

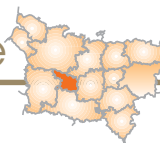
Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Santerre-Oise	Picardie	Santerre-Oise	Picardie
Total	99	4 865	2 725	139 806
Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004				
1 à 9	53,5	63,1	6,9	8,3
10 à 19	19,2	13,4	9,3	6,5
20 à 49	12,1	12,2	14,4	13,7
50 à 99	8,1	4,6	20,3	11,5
100 à 249	6,1	4,5	35,8	24,7
250 à 499	1,0	1,5	13,4	17,9
500 et plus	0,0	0,6	0,0	17,3

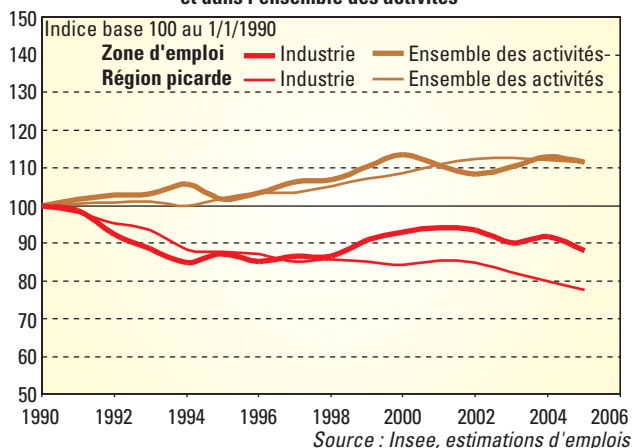
Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003

Localisation de la tête du groupe			
Picardie		3,9	6,5
France		39,2	36,2
Étranger		26,9	32,2
Ensemble		70,0	74,9

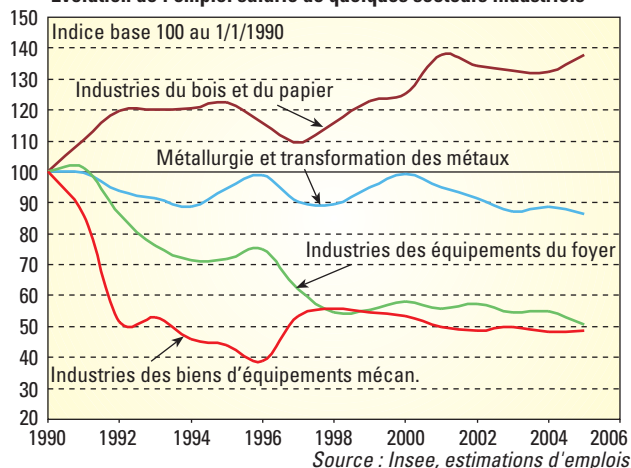
Source : Insee, CLAP 2004- LIFI 2003



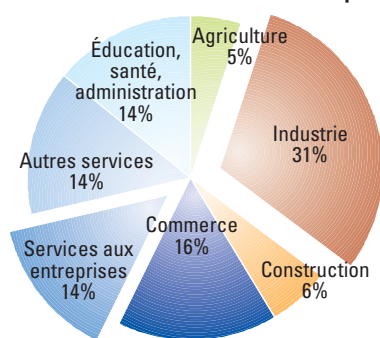
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie et dans l'ensemble des activités



Évolution de l'emploi salarié de quelques secteurs industriels

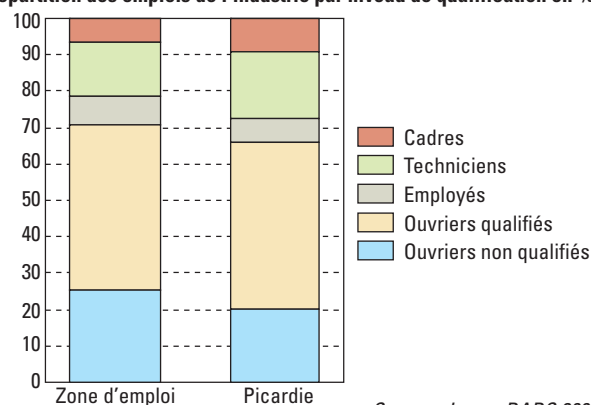


Demands d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Sources : ANPE-DARES, DEFM 2005

Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	1 806	1 775	100	100	100	100
dont hommes	856	868	47	49	47	47
femmes	950	907	53	51	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	1 201	1 198	67	67	65	63
un an et plus	605	577	33	33	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	418	441	23	25	21	23
25 à 49 ans	1 119	1 096	62	62	62	62
50 ans et plus	269	238	15	13	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibre du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	13 822	15 497	
Emplois dans la zone	8 764	8 908	9 051
Chômeurs*	1 549	2 025	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	1 728	2 272	
Résidents travaillant dans une autre zone	5 237	6 836	
Solde des navettes	-3 509	-4 564	-5 835
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	1 098	1 085	
Émigrants	701	828	
Solde	397	257	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

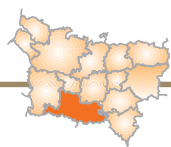
Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

Sud-Oise : la première zone d'emploi industrielle de Picardie



Photo Drire

FORCES	FAIBLESSES
Proximité du Bassin parisien. Axes de communications : A1, aéroport international à 20 mn, réseau ferré « Paris Nord », RER. Savoir-faire industriel très diversifié. Population plus jeune et plus qualifiée que la moyenne régionale. Espaces fonciers viabilisés disponibles en vue d'implantations nouvelles. Caractéristiques géographiques et paysagères attrayantes et cadre de vie préservé à proximité de zones densément peuplées.	Mauvaise image des agglomérations industrielles et marketing territorial à renforcer. Très forte disparité territoriale de pouvoir d'achat. Structures d'hébergement et d'hôtellerie limitées.
OPPORTUNITÉS	MENACES
Centres de recherches privés de référence mondiale. Présence de l'INERIS, du CETIM, CRITT POLYMERE. Potentiel de développement de la plateforme aéroportuaire de Roissy, en particulier en faveur des PME. Fort potentiel de création, d'implantation ou de transfert d'activités provenant de l'Île-de-France. Patrimoine historique et/ou industriel valorisable. Rivière Oise à exploiter dans le cadre de nouveaux modes de transport et dans le cadre d'opérations paysagères de réhabilitations de friches industrielles ou urbaines. Modernisation des infrastructures routières : mise à 2x2 voies de la N16 entre Clermont et Creil.	Nombreuses grosses unités industrielles dépendantes de groupes internationaux aux emplois potentiellement délocalisables. Forte dépendance vis-à-vis du secteur automobile. Faible attractivité des pôles industriels. Difficulté à concilier le développement de la logistique, consommatrice d'espace, et la qualité paysagère du territoire.



La zone du Sud-Oise est la première zone d'emploi de Picardie pour le nombre d'emplois salariés industriels. La proximité de l'Île-de-France a favorisé le développement d'un tissu économique industriel fort. Rapporté à l'ensemble de l'économie, le secteur industriel ne représente pourtant que 22 % des emplois salariés. Ainsi, le Sud-Oise se classe seulement en dixième position pour la part de l'emploi salarié industriel dans la région.

Le secteur tertiaire prend une part de plus en plus importante dans la zone, favorisé par la proximité de la région parisienne et du pôle d'emploi de Roissy, par la forte densité industrielle, par le passage de l'axe Paris/Lille dans la zone et par une urbanisation plus marquée que dans les autres zones. Les activités économiques sont nombreuses, diversifiées et font baisser le poids du secteur secondaire.

Le dynamisme du Sud-Oise renforce le développement de liens entre l'industrie et l'économie locale représentés par les sociétés de service aux entreprises. Le recours à l'externalisation des tâches annexes, comme la comptabilité ou la maintenance informatique, est ainsi fort : 10,2 % de l'emploi salarié de la zone correspond aux services aux entreprises.

► Des activités industrielles variées

L'industrie est présente dans des secteurs d'activités variés : industrie des équipements mécaniques, chimie, caoutchouc, plastique, métallurgie et transformation des métaux. Ces secteurs occupent plus de 60 % des salariés de l'industrie.

La forte densité industrielle est liée aux nombreuses implantations des grands groupes français ou étrangers. De fait, la structuration de cette zone d'emploi a toujours été marquée par sa proximité avec l'Île-de-France.

Historiquement, l'association de l'eau (rivière Oise) et du rail est à l'origine de la création de la plaine industrielle de Creil-Montataire. Il s'agissait d'alimenter la région parisienne en produits métallurgiques à partir de charbon et de minerais acheminés par voie d'eau et par chemin de fer. Cette dynamique persiste de nos jours, afin de fournir en particulier les constructeurs automobiles situés en Île-de-France : *Sollac Atlantique*, groupe *Arcelor* à Montataire, qui emploie plus de 1 000 salariés avec 75 % de sa production sous la forme de tôles destinées à l'automobile, *Montupet* à Laigneville regroupant 750 salariés et une fonderie aluminium à 100 % pour l'automobile (culasses), *Siccardi* à Liancourt qui fabrique des vilebrequins.

La chimie et la plasturgie ont ensuite suivi le mouvement en profitant des infrastructures routières, les autoroutes A1 et A16. De ce fait, on trouve une forte densité industrielle liée aux implantations de grands groupes : *Faurecia* à Méru, un équipementier automobile incluant une unité de production et un centre de recherche et de développement, l'ensemble représentant environ 1 500 emplois, *Basf Coatings* à Breuil-le-Sec ou *Akzo Nobel Coatings* à Montataire... La présence de cadres de grands groupes associés à une offre foncière relativement abordable et à une qualité de vie appréciable, favorise la création d'activités nouvelles. Ce phénomène a donné lieu à l'apparition par exemple d'un tissu important de PME du secteur biomé-

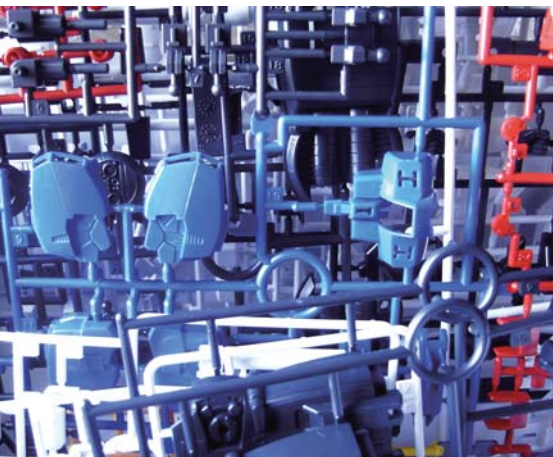
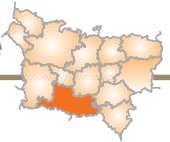


Photo Gracinha & Marco

Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE	500 et +	Méru	Fabrication de pièces techniques en matières plastiques	Non
ARCELOR ATLANTIQUE ET LORRAINE	500 et +	Montataire	Sidérurgie	Non
GOSS INTERNATIONAL MONTATAIRE SA	500 et +	Montataire	Fabrication de machines d'imprimerie	Oui
BASF COATINGS	500 et +	Breuil-le-Sec	Fabrication de peintures et vernis	Oui
MONTUPET SA	500 et +	Nogent-sur-Oise	Fonderie de métaux légers	Non
POCLAIN HYDRAULICS INDUSTRIE	250 à 500	Verberie	Fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques	Oui
NORFOND	250 à 500	Saint-Crépin-Ibouvillers	Fabrication d'articles métalliques divers	Oui
LEAR CORPORATION SEATING FRANCE LAGNY	250 à 500	Lagny-le-Sec	Fabrication de sièges	Oui
AKZO NOBEL COATINGS	250 à 500	Montataire	Fabrication de peintures et vernis	Non
ZF SACHS SUSPENSION FRANCE SAS	250 à 500	Mouy	Fabrication d'équipements automobiles	Oui

Source : Insee, CLAP 2004



cal dans le pays de Thelles : *Prodimed* à Neuilly-en-Thelle, *Perouse Plastie* à Bornel, *Prince Medical* à Erceux...

Plusieurs centres de recherche et développement de niveau mondial se sont adossés aux unités de production de grands groupes, attirés notamment par la proximité de l'aéroport de Roissy : *Cray Valley*, *Rohm et Haas*, *Akzo Nobel*, *Arcelor*...

Le Sud-Oise accueille le siège national de l'Institut National de l'Environnement industriel et des RISques (INERIS) à Verneuil-en-Halatte, établissement public compétent en matière de sécurité industrielle ainsi que le Centre d'Études Techniques des Industries Métallurgiques (CETIM) à Senlis. Ils comptent chacun plus de 500 chercheurs. Le Centre Régional pour l'Innovation et le Transfert de Technologie (CRITT) *Polymère* basé également à Verneuil-en-Halatte et créé en 1984, est un centre de recherche et de transfert de technologie qui intervient en appui technologique des industries de la plasturgie.

► La sous-traitance tournée vers l'automobile

Les sous-traitants réalisent plus de 60 % de leur chiffre d'affaire dans le secteur de l'automobile. Quelques unités, de plusieurs centaines de salariés, sont concentrées sur certaines zones urbaines comme Creil ou Méru. L'économie est localement dépendante de la conjoncture de l'industrie automobile.

Néanmoins, l'arrêt partiel de ces activités, comme cela s'est produit pour *Sollac Atlantique* du groupe *Arcelor* à Montataire, montre que cette dépendance n'entraîne pas de conséquence dramatique pour l'ensemble de l'activité industrielle de la zone d'emploi.

Hormis le cas de la sous-traitance automobile, la diversité des activités de la zone Sud-Oise constitue un atout sérieux dans une période de mutation économique.

► Des structures d'accompagnement dynamiques

Les années 90 ont marqué le début des difficultés du marché automobile dans le bassin creillois, en particulier par la fermeture en 1995 du site *Chausson*. La conversion du site rebaptisé « Les Marches de l'Oise » constitue, sur la forme, un modèle unique en France et sur le fond, un ensemble d'activités très diversifiées sous forme de 92 PME et TPE représentant 900 salariés dont une partie en zone franche.

Créée en 1998, Sud-Oise Expansion est l'Agence de Développement Économique de la Communauté de l'Agglomération de Creil.

Cette agence aide et accompagne gratuitement les entrepreneurs, de la création au développement de leur entreprise. Son objectif est de favoriser et encourager l'activité et le dynamisme économique de l'agglomération, susciter et pérenniser l'emploi, initier et développer les échanges et les synergies entre les entreprises.

Située à Montataire, Oise Sud Initiative est une plateforme d'initiative locale regroupant l'ensemble des professionnels pour accompagner la réalisation d'un projet de création ou de reprise d'entreprise. Ainsi, Oise Sud Initiative propose un accueil de proximité, une aide à la réalisation du projet et un accompagnement après la création. Cette structure s'appuie également sur des prêts d'honneur, sans intérêt ni garantie, afin d'augmenter les fonds propres des créateurs et leur faciliter l'accès aux prêts bancaires.

► Zone la plus urbanisée de la région

Regroupant 20 % de la population picarde pour 10 % de la superficie de la région, la zone d'emploi du Sud-Oise est la plus peuplée, avec plus de 371 000 habitants, devant celle d'Amiens. Elle est également la plus urbanisée avec plus de 3 personnes sur 4 vivant dans un espace à dominante urbaine.

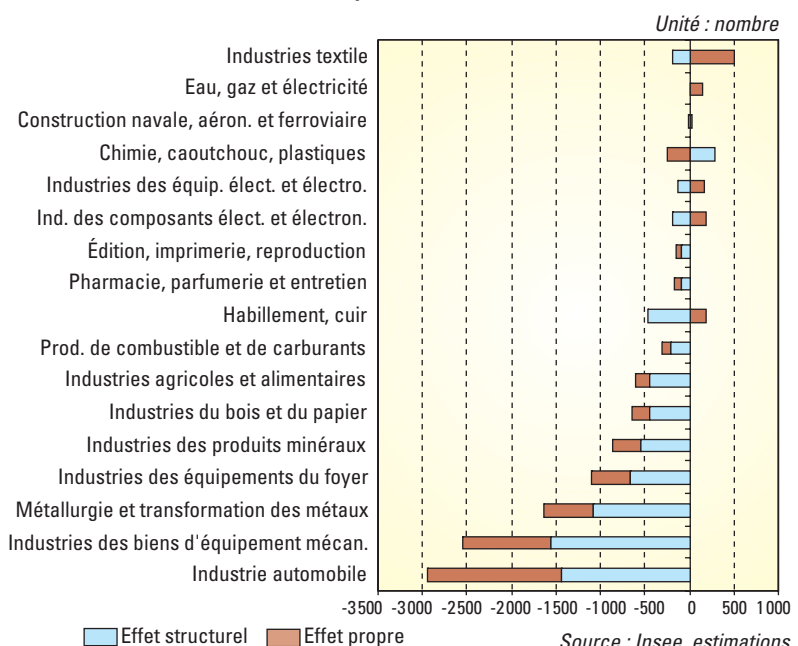
L'organisation spatiale montre le développement des agglomérations. Ainsi, on distingue 9 agglomérations de plus de 10 000

Les plans de sauvegarde de l'emploi

Le Sud-Oise a connu le plus grand nombre de plans de sauvegarde de l'emploi dans la région sur la période étudiée : 63 PSE recensés dont 45 dans l'industrie. Dans l'industrie, plusieurs secteurs ressortent : la métallurgie, les transports, l'industrie des matières plastiques et la chimie.

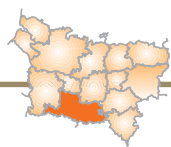
Le Sud-Oise est la 2^e zone pour la part des salariés concernés par 1 PSE par rapport au nombre d'emplois industriels. Au total, c'est 3 540 salariés qui ont perdu leur emploi au cours de ces deux années suite à un PSE. L'industrie en regroupe 3 113 (88 %). Trois secteurs ont particulièrement été atteints : la métallurgie (993 licenciements), la mécanique (477) et l'industrie des matières plastiques (464). Les tailles d'établissements où les PSE ont eu lieu sont les mêmes dans ces trois secteurs : globalement les établissements de 50 salariés et plus.

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005



Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



habitants : Creil, Chantilly, Clermont, Senlis, Pont-Sainte-Maxence, Crépy-en-Valois, Liancourt, Méru et Mouy. Ces agglomérations se caractérisent par leurs banlieues très peuplées et très étendues. Celles-ci regroupent environ 40 % des habitants de la zone, bien plus que la moyenne de la région qui est de 15 %.

Depuis les années 60 et jusqu'à la fin des années 90, la croissance de la population s'explique, en partie, par les arrivées de jeunes familles, principalement originaires d'Île-de-France. Ces nouveaux habitants contribuent à l'ampleur de l'excédent naturel. Durant cette période, la croissance de la population reposait sur un excédent naturel ainsi que sur un solde migratoire positif, ce qui explique la hausse de 70 % de la population de la zone en 40 ans.

Aujourd'hui, la croissance de la population est essentiellement due à l'excédent naturel car le solde migratoire s'est réduit en raison de la croissance des départs et d'une réduction des arrivées.

La conséquence du dynamisme démographique est une structure par âge plus jeune que la moyenne régionale et nationale. La part des moins de 20 ans dans la population de la zone est importante, supérieure à

29 % (deuxième taux dans la région, derrière le Santerre-Oise), et le Sud-Oise possède le taux le plus fort de Picardie pour les 20-49 ans. De plus, la part des plus de 65 ans est très faible, 11 % en 1999 pour plus de 14 % dans la région. Les personnes âgées préférant vivre à la campagne, la densité du tissu urbain peut expliquer ce dernier chiffre.

► Des taux d'activité supérieurs à la moyenne régionale

Le taux d'activité chez les femmes est supérieur à la moyenne picarde : 2 points de plus pour la tranche 20-49 ans et près de 4 points pour les 50-64 ans. Ce dernier taux est le plus élevé de Picardie. Une nouvelle fois, ces chiffres s'expliquent par la proximité de l'Île-de-France qui possède un taux d'activité féminin élevé. Toutefois, il existe des différences à l'intérieur de la zone entre, par exemple, le Clermontois, où l'activité féminine est développée et la région de Creil où il existe une importante activité industrielle peu féminisée.

Chez les hommes, le constat est similaire : le taux d'activité est supérieur d'un point pour les 20-49 ans et l'écart est encore plus important après 50 ans. La qualification plus élevée dans la zone est un facteur d'explication, l'âge de cessation d'activité augmentant avec le niveau de qualification. Toutefois, même si l'ensemble des taux sont supérieurs à la moyenne régionale, ils restent de l'ordre de 2 points inférieurs à la moyenne nationale pour toutes les catégories d'âge.

► Le taux de chômage structurel le plus bas du département

Avec 9,1 % en 2005, le taux de chômage dans la zone d'emploi Sud-Oise est le plus bas du département. Cependant, l'écart avec la région est passé de 2,6 points à 1,8 point entre 2001 et 2005.

La part des demandeurs d'emploi provenant du secteur industriel est sensiblement identique dans le Sud-Oise et dans le département. L'industrie des équipements du foyer, l'industrie de la chimie, caoutchouc, plastique et l'industrie des équipements mécaniques concentrent l'essentiel des demandes d'emploi en provenance de l'industrie.

Entre 2002 et 2005, les demandeurs d'emploi augmentent de 4,3 % alors que dans l'industrie, le nombre diminue de 8,4 %. L'augmentation de la demande d'emploi de l'industrie des équipements mécaniques a été largement compensée par la baisse des demandes d'emploi en provenance des industries des équipements du foyer et de la chimie, du caoutchouc et du plastique. La demande

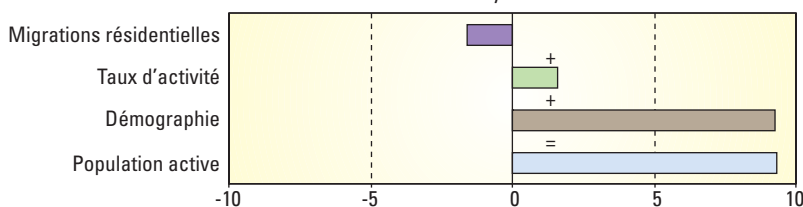
Structure par âge de la population en %

	Population totale		Population active		Taux d'activité			
	zone	Picardie	zone	Picardie	Hommes	Femmes	zone	Picardie
Moins de 20 ans	29,2	28,0	2,4	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	44,9	43,2	80,3	80,7	93,1	92,0	78,0	76,0
50 à 64 ans	14,9	14,7	17,1	16,6	62,1	57,8	47,0	43,3
65 ans et plus	11,0	14,1	0,2	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

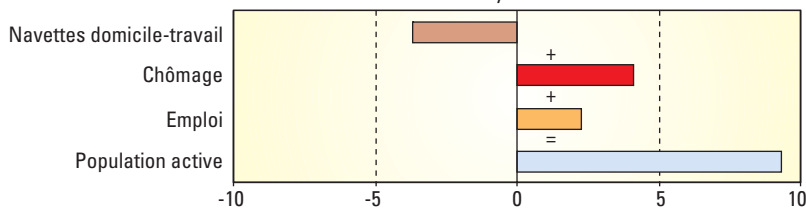
Source : Insee, recensement de 1999

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %

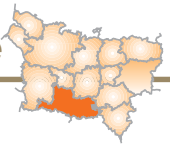


Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



d'emploi de longue durée (plus d'un an) provenant de l'industrie est en hausse, elle représente 35 % des demandes contre 32 % tous secteurs confondus. La hausse des demandeurs d'emploi de longue durée entre 2002 et 2005 correspond à 95 % de la hausse totale de la demande d'emploi.

Dans le Sud-Oise, la structure par âge de la demande d'emploi est quasi identique à celle observée au niveau départemental : 22 % de jeunes, 62 % d'adultes et 16 % de seniors. Parmi les demandeurs d'emploi en provenance de l'industrie, la part des quinquagénaires est supérieure de 6 points à la moyenne, phénomène qui s'atténue depuis 2002.

► Des demandeurs d'emploi de plus en plus formés

La structure des emplois par qualification dans l'industrie du Sud-Oise est différente de celle de la région et montre une modernisation du système productif. Ainsi, on retrouve plus de cadres et techniciens (35 % contre 28 %) et moins d'ouvriers (58 % contre 66 %).

Comme pour le Compiégnais, ces différences montrent l'évolution de l'activité industrielle pour faire face à la concurrence extérieure. D'une part, les productions de haute technicité et à forte valeur ajoutée nécessitent l'emploi d'un personnel plus qualifié, d'autre part le recours à la sous-traitance pour les activités de gestion génère une réduction des postes d'employés.

Les demandeurs d'emploi sont aussi plus qualifiés que la moyenne régionale : techniciens et cadres représentent 18 % des demandeurs d'emploi contre 14 % en moyenne régionale. La part des ouvriers, qualifiés ou non, est moindre que dans le reste de la région.

► L'industrie des équipements du foyer au premier rang pour les offres d'emploi

La zone du Sud-Oise se caractérise par un poids du secteur industriel dans les offres d'emploi, similaire à celui du département. Par ailleurs, si les contrats longs (CDI et CDD de plus de six mois) représentent près de la moitié des offres, les industriels recrutent également sur des contrats courts : les offres occasionnelles (moins d'un mois) représentent 22 % des offres d'emploi soit 15 points de plus que tous secteurs confondus. Il s'agit d'une spécificité des industriels de la zone, par rapport au niveau départemental.

Le secteur de l'industrie des équipements du foyer est à l'origine de plus du tiers des offres d'emploi. Au second rang, l'industrie des

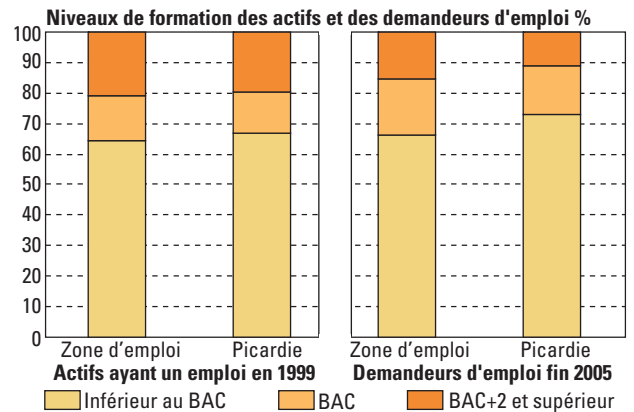
équipements mécaniques en offre deux fois moins. Viennent ensuite la chimie, caoutchouc, plastique et l'agroalimentaire. Si les offres sont importantes dans les industries des équipements du foyer, ce sont essentiellement des offres occasionnelles. Les trois autres secteurs recrutent principalement sur contrat à durée indéterminée (CDI) et contrat à durée déterminée (CDD) de longue durée.

► Un marché du travail très ouvert

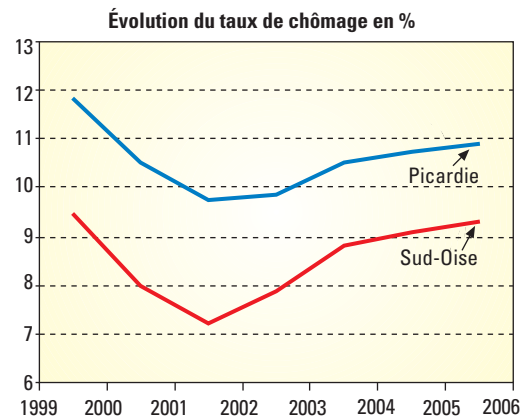
Le marché du travail dans la zone est très ouvert sur les échanges avec la région parisienne. La mobilité résidentielle est importante mais son effet sur la population s'affaiblit, elle a été divisée par 4 entre les périodes 1982-1990 et 1990-1999. Cette baisse est due, à la fois à une diminution des arrivants et une augmentation des départs.

La croissance de la population active due à la démographie et aux migrations est plus importante que le nombre d'emplois créés. Le chômage n'augmente toutefois pas à l'avant, la zone d'emploi bénéficiant de son ouverture sur le marché de l'emploi d'Île-de-France, c'est vers ce marché que s'est tournée une part importante de l'excédent de population active.

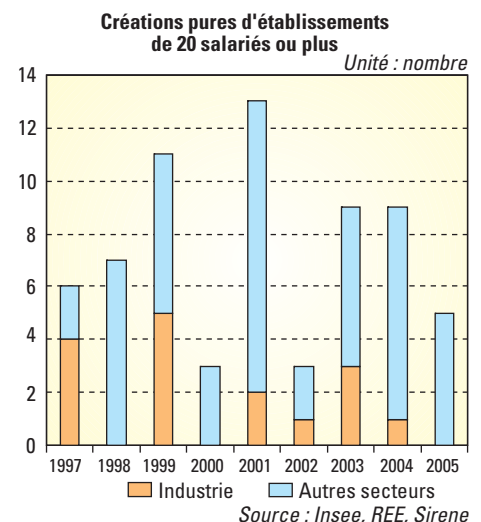
En 1999, 20 % des emplois sont occupés par des non-résidents mais 34 % des actifs de la zone d'emploi travaillent ailleurs, soit 37 000 sorties de plus que d'entrées. Ce solde est en augmentation de 5 000 par rapport à 1990. Environ 15 000 actifs du Sud-Oise travaillent à Paris, 22 000 dans sa banlieue et près de 8 000 à Roissy. Par sa densité économique, le Sud-Oise attire des Franciliens mais aussi beaucoup d'autres venant de Beauvais, Compiègne ou de la zone du Santerre-Oise. La zone est le premier pôle d'emploi de Picardie, et constitue le cœur des flux avec les zones voisines. ■



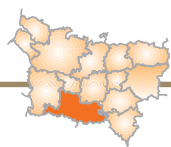
Sources : Insee - ANPE - DARES, recensement 1999 - DEFM 2005



Source : Insee, estimations



Source : Insee, REE, Sirene



Les projets de développement

La zone du Sud-Oise est très convoitée par les activités du transport et de la logistique, en particulier sur les axes Paris-Lille et Paris-Calais. Depuis 1997, près de 70 nouveaux établissements ont été créés. Parmi ces créations, plus d'un quart sont industrielles (16).

Ces projets de plateformes logistiques consommateurs d'espace avec un impact sur le paysage commencent à rencontrer une certaine réticence de la part des habitants et des collectivités locales concernées, notamment au sein du Parc Naturel Régional des Trois Forêts (Chantilly, Halatte, Ermenonville).

Le cadre de vie constitue en outre un des atouts de la zone, auquel un développement anarchique de la logistique peut porter atteinte.

La zone présente toutefois l'intérêt de disposer d'espaces fonciers viabilisés, de nature à conforter l'implantation d'activités à forte valeur ajoutée sur un certain nombre de parcs d'activités :

- **Euro-Senlis** est un parc d'affaires de 20 ha viabilisé, proche de Paris, de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle et relié aux grandes villes grâce aux réseaux TGV Nord (Lille,

Bruxelles, Amsterdam, Cologne, Londres), Sud (Lyon, Marseille), Ouest (Bordeaux, Nantes) et Est (Strasbourg, en construction). Cette zone comprend un réseau fibre optique pour une connexion très haut débit pour leurs applications télécom et internet (e-business, centres d'appels, télémaintenance...), des locaux sur mesure et évolutifs, de nombreux services (hôtels, restauration, salles de

réunion...).

- **La zone des « Portes du Valois »**, à Crépy-en-Valois, dispose de 50 ha disponibles dont 10 viabilisés. La zone est entourée de sociétés de service et également de services de proximité comme l'ASSEDIC, l'ANPE, la Poste et un centre de secours.

- **La zone d'activité « La Justice »** à Creil bénéficie des avantages fiscaux liés à l'implantation en zone franche. La surface totale est de 4 ha dont 3,1 viabilisés et commercialisables. Plusieurs entreprises industrielles ont acquis du terrain sur cette zone, il s'agit d'*Europerçage*, *Setace*, *Amaudry*, *Seibo*, *SPI*, *D-Light*.

- **Le parc technologique « Alata »**, à Verneuil-en-Halatte, possède également 12 ha viabilisés, sécurisés et immédiatement disponibles. Des projets routiers d'intérêt régional sont prévus pour faciliter l'accès au parc : il s'agit d'une liaison rapide en transport en commun de Creil à Roissy, d'une prolongation de la RD 200 vers Cergy-Pontoise, d'une mise à 2x2 voies du tronçon de la RD 200 de l'échangeur Compiègne/Chevrières/Creil.

- **Le parc d'activité « les Portes de l'Oise »**, à Chambly, prévoit la construction de nouveaux bâtiments. En bordure de l'autoroute A16, il est idéalement situé

(30 km de Paris) et bénéficie des commerces et services implantés dans la zone.

- **Le site des « Marches de l'Oise »** à Montataire bénéficie d'une extension de Zone Franche Urbaine disponible de 7 ha (dont 3,5 ha constructible). Cette possibilité d'extension pourra permettre à CMD (Creil Montataire Développement) gestionnaire du site, d'envisager de nouvelles offres foncières répondant à un besoin de plus en plus marqué dans les services et le tertiaire. La proximité (10 mn à pied) d'une desserte ferroviaire directe vers la capitale n'est pas étrangère à cette nouvelle demande.

La plate-forme aéroportuaire de Roissy constitue un potentiel d'activités non-négligeable actuellement sous-exploité par les PME de cette zone économique. Ce bassin économique éprouve encore quelques difficultés à se tourner vers des activités nouvelles qui sortent de sa tradition industrielle métallurgique. La volonté constatée de cadres de plus en plus nombreux issus de grands groupes de créer leur entreprise mériterait d'être valorisée et accompagnée en particulier par la mise en place de pépinières d'entreprises.

Actuellement, seule une pépinière d'initiative privée au niveau du foncier bâti est recensée au Plessis-Belleville : « espace Valois » gérée par la collectivité locale qui regroupe 62 communes.

La volonté de la structure de développement économique locale « Sud-Oise Expansion » de communiquer sur les atouts et exemples de réussites exemplaires devrait contribuer à effacer les images dégradées de ce bassin d'emploi.

La commission nationale de labellisation des maisons de l'emploi a donné un avis favorable à la labellisation de la Maison de l'Emploi du Sud-Ouest de l'Oise de Méru (l'avis définitif doit toutefois être donné par le Ministre de l'Emploi, de la cohésion sociale et du logement). La vocation de ces maisons (physiques ou virtuelles) est d'assurer au plus près du terrain une meilleure coopération entre les acteurs, à la fois le service public de l'emploi (État, ANPE, Assedic) et les multiples partenaires que sont l'AFPA, les missions locales, les PAIO, les chambres consulaires, les organismes de développement économique et d'insertion professionnelle...

Pour faire face à des infrastructures routières inadaptables au trafic susceptible d'être généré par les diverses implantations sur les espaces fonciers libres, de grands projets routiers d'intérêt régional sont prévus, dans le « plan routier à 15 ans » relatif à la modernisation du réseau départemental. Ils concernent :

- le doublement et le prolongement jusqu'à Chambly de la voie industrielle (RD 200) entre l'A1 et la RD 1016 (dans les cantons de Creil-Nogent-Liancourt-Pont-Sainte-Maxence)

- plusieurs déviations départementales dans les cantons de Liancourt, Méru, Montataire, Mouy et Senlis.

La réalisation effective de ces projets risque toutefois de soulever de sérieuses difficultés du fait de la sensibilité environnementale et de la densité démographique du secteur. Le développement de modes de transport alternatifs à la route est donc une priorité, mais elle se heurte à la saturation du réseau ferré à l'approche de la gare du Nord.

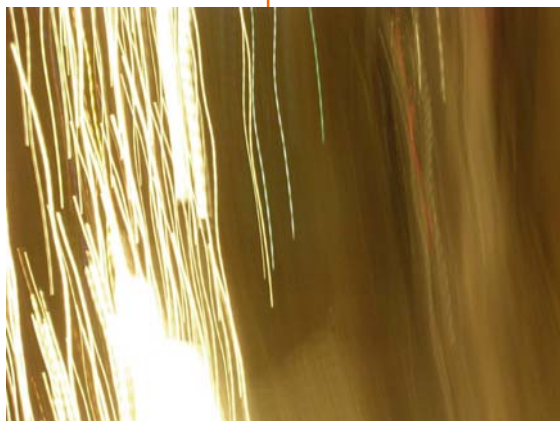
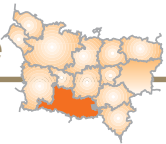
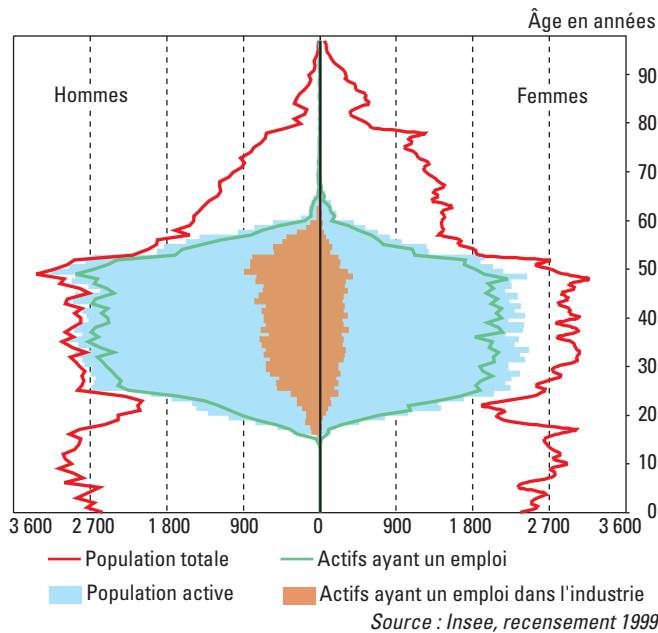


Photo Ciredorf





Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	371 611	20,0	
dont population active	177 865	21,2	
Superficie en km ²	1 942	10,0	
Densité de population (habitants par km ²)	191,3	///	95,7
Nombre de communes	210	11,6	
Part de la population urbaine	77,5	///	61,2
Nombre de logements	146 609	18,4	
dont résidences principales	134 025	19,1	
autres logements	12 584	13,3	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,7	///	2,6

Source : Insee, recensement de 1999

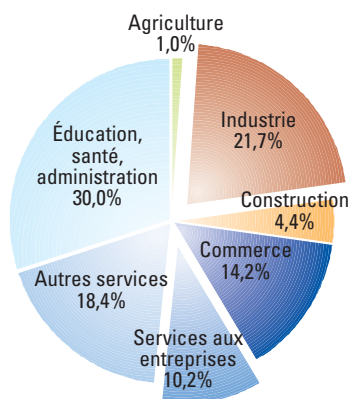
Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
		Part de l'emploi salarié total	
Ensemble Industrie	876	21,7	22,8
		Part de l'emploi salarié industriel	
Chimie, caoutchouc, plastiques	90	25,7	16,7
Métallurgie et transformation des métaux	137	19,5	16,3
Industries des biens d'équipement mécan.	119	15,4	11,8
Industries agricoles et alimentaires	206	6,0	14,3
Industries des équipements du foyer	59	5,5	5,6
Industries du bois et du papier	37	4,6	4,6
Industries des produits minéraux	58	3,9	5,2
Industries des équip. élect. & électro.	38	3,3	1,6
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,21	
	2005	0,18	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Source : Insee, CLAP 2004 - Estimations d'emplois

Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité

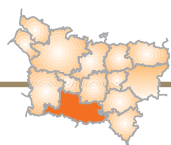


Source : Insee, estimations provisoires d'emplois au 1/1/2005

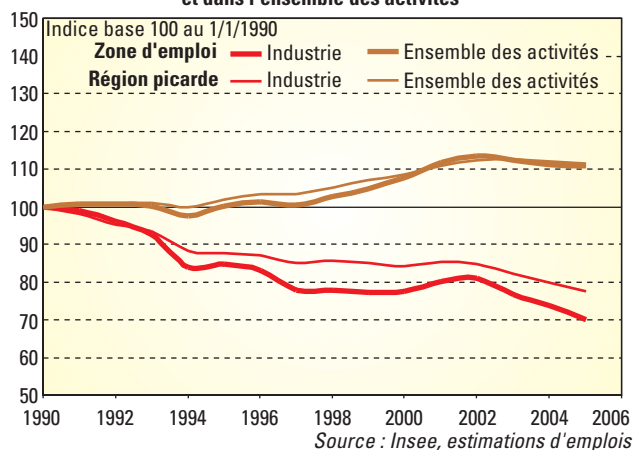
Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Sud Oise	Picardie	Sud Oise	Picardie
Total	876	4 865	24 980	139 806
Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004 en %				
1 à 9	61,3	63,1	8,1	8,3
10 à 19	13,4	13,4	6,6	6,5
20 à 49	14,5	12,2	16,4	13,7
50 à 99	4,6	4,6	11,1	11,5
100 à 249	4,5	4,5	23,7	24,7
250 à 499	1,3	1,5	15,4	17,9
500 et plus	0,6	0,6	18,7	17,3
Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003 en %				
Localisation de la tête du groupe				
Picardie			8,4	6,5
France			37,7	36,2
Étranger			32,8	32,2
Ensemble			78,9	74,9

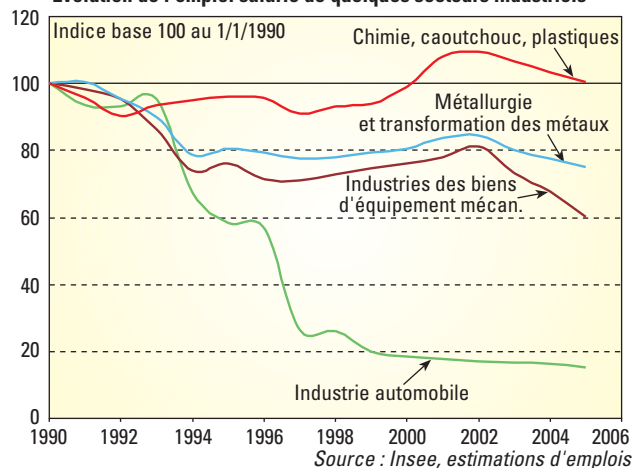
Source : Insee, CLAP 2004- LIFI 2003



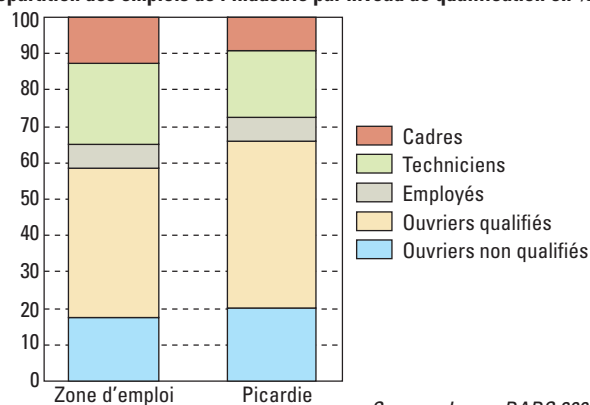
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie et dans l'ensemble des activités



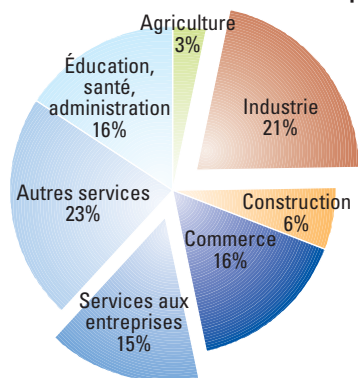
Évolution de l'emploi salarié de quelques secteurs industriels



Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Demandeurs d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	17 188	17 922	100	100	100	100
dont hommes	8 310	8 629	48	48	47	47
femmes	8 878	9 293	52	52	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	12 221	12 263	71	68	65	63
un an et plus	4 967	5 659	29	32	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	3 573	3 935	21	22	21	23
25 à 49 ans	10 664	11 155	62	62	62	62
50 ans et plus	2 951	2 832	17	16	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibrage du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	164 108	177 865	
Emplois dans la zone	115 142	118 454	123 055
Chômeurs*	16 991	21 988	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	18 737	23 834	
Résidents travaillant dans une autre zone	50 712	61 257	
Solde des navettes	-31 975	-37 423	-44 236
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	10 085	9 449	
Émigrants	7 267	8 219	
Solde	2 818	1 229	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

Abbeville-Ponthieu : une zone rurale peu industrielle, hormis Abbeville



Photo Drire

FORCES	FAIBLESSES
Environnement de qualité qui fait de la zone d'emploi un territoire attractif. Zone d'emploi facile d'accès par les voies de communication terrestres.	Identité industrielle faible. Faible niveau de qualification. Population peu mobile.
OPPORTUNITÉS	MENACES
Démarche de promotion du territoire « Investir en Picardie Maritime » à développer. Existence de réseaux pour favoriser le développement des entreprises notamment via le Système Productif Local (contrat de développement). Mobilisation des pouvoirs publics pour trouver des solutions aux problèmes de ce bassin d'emploi.	Risques de restructurations futures des entreprises.



En raison de l'attractivité du littoral d'une richesse écologique exceptionnelle, avec la Baie de Somme en particulier, une économie résidentielle s'est développée dans la zone (tourisme, commerce, médico-social). Cette orientation explique le poids modéré des activités industrielles dans une zone qui est majoritairement rurale.

Abbeville-Ponthieu est ainsi une des zones les moins industrielles de Picardie avec seulement 16,1 % de ses emplois dans l'industrie, soit sept points de moins que la part régionale. Après une baisse continue jusqu'en 1998, le nombre d'emplois industriels reste stable autour de 3 400 salariés. Cette évolution, quelque peu contraire à la tendance régionale, s'explique par le développement de l'emploi dans les industries agroalimentaires et dans celles des produits minéraux combiné à la stabilisation depuis 1998 des effectifs salariés de la métallurgie. L'industrie locale est composée plus qu'ailleurs en Picardie d'établissements de petite taille, entre un et neuf salariés. Elle est aussi caractérisée par une moindre dépendance vis-à-vis d'un centre de décision situé à l'étranger.

► La concentration des industries à Abbeville

La communauté de communes de l'Abbevillois concentre sept salariés sur dix de la zone d'emploi et bon nombre d'établissements industriels ont élu domicile dans l'agglomération d'Abbeville. Abbeville même est d'ailleurs la ville qui accueille la majorité des plus grands établissements de la zone d'emploi. Ces implantations ont une origine historique, la ville a profité du développement de l'industrie textile, florissante jusqu'au XIX^e siècle puis du développement de la métallurgie, notamment la fabrication de métiers à tisser. La communauté de communes de l'Abbe-

villois abrite diverses activités industrielles, telles l'industrie des équipements automobiles avec *Valéo Sécurité Habitat*, l'industrie agroalimentaire ou encore l'industrie des produits minéraux.

Deuxième après celle de l'Abbevillois en termes d'emploi industriel, la communauté de communes du canton de Nouvion-en-Ponthieu affiche le plus fort taux d'emploi industriel.

► La métallurgie, les industries du verre et du bois

Trois industries représentent près de deux tiers des emplois industriels : la métallurgie, l'industrie agroalimentaire et l'industrie des produits minéraux. L'avenir de certains établissements importants est toutefois incertain : fermeture d'*Abelia Decors*, réduction d'effectifs à *Valéo*... Première industrie en termes d'emploi de la zone, la métallurgie avec, par exemple, *Comap Abbeville* et *Stremler*, est souvent orientée vers la serrurerie et la robinetterie du fait de la proximité de la zone d'emploi du Vimeu.

L'industrie agroalimentaire, seconde industrie en termes d'emploi, est présente sur tout le territoire de la zone d'emploi. L'industrie du lait et la fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche avec *Flandres Picardie Lait* et les *Pâtisseries Pasquier* sont favorisées par le caractère rural du territoire et par le maillage autoroutier au carrefour de trois directions : vers Boulogne, vers Rouen et vers Amiens.

Troisième industrie en termes d'emploi, l'industrie des produits minéraux est aussi une spécificité de la zone, notamment dans le décor sur verre et d'articles en verre avec *Les Verreries de la Somme*.



Photo Beauty addict's

Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
VALEO SECURITE HABITACLE	500 et +	Abbeville	Fabrication d'équipements automobiles	Non
LES VERRERIES DE LA SOMME	250 à 500	Abbeville	Fabrication de verre creux	Oui
PATISSERIE PASQUIER NORD	250 à 500	Vron	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	Oui
COMAP ABBEVILLE	100 à 249	Abbeville	Fabrication d'articles de robinetterie	Oui
SOC FLANDRES PICARDIE LAIT	100 à 249	Abbeville	Fabrication de lait liquide et de produits frais	Oui
ETABLISSEMENTS A. PORQUET	100 à 249	Hautvillers-Ouville	Fabrication d'articles de robinetterie	Oui
STREMLER	100 à 249	Nouvion	Fabrication de serrures et de ferrures	Oui
SUCRERIES DU LITTORAL	50 à 99	Abbeville	Fabrication de sucre	Non
SCHLUMBERGER VECTOR SA	50 à 99	Abbeville	Fabrication de fils et câbles isolés	Oui
SOC EXPLOITATION DES ETS VIVET	50 à 99	Bellancourt	Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	Oui

Source : Insee, CLAP 2004



► Abbeville, centre des structures d'accompagnement

La zone d'emploi d'Abbeville-Ponthieu bénéficie d'un tissu autoroutier développé. Abbeville, notamment, se trouve à la croisée des autoroutes A16 et A28 qui partent vers le Boulonnais, vers Amiens et vers la Haute-Normandie.

La Chambre de commerce et d'industrie d'Abbeville et l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie du Vimeu, jouent un rôle d'animation de l'activité industrielle présente sur la zone. Abbeville avec ses infrastructures urbaines est le centre de l'activité industrielle de la zone et bénéficie de la forte présence de services aux entreprises.

► Un seul pôle urbain dans un espace rural

Abbeville-Ponthieu est une des zones d'emploi les moins peuplées de Picardie avec ses 63 000 habitants. L'organisation spatiale d'Abbeville-Ponthieu se caractérise par un grand espace rural ponctué de deux unités urbaines, Abbeville et Rue. La population vit ainsi en majorité dans des communes rurales. L'agglomération d'Abbeville, qui émerge dans ce paysage rural, concentre les activités commerciales et administratives. La « capitale du Ponthieu » représente plus de quatre habitants sur dix de la zone d'emploi.

La zone renoue avec la croissance de sa population depuis les années 90, après plusieurs années de diminution. Ce revirement est dû à l'équilibrage du solde migratoire au cours des années 90 et à la bonne tenue du solde naturel dans la zone.

► L'emploi insuffisant pour retenir les actifs

Le dynamisme démographique d'Abbeville-Ponthieu permet à sa population active d'augmenter et ce malgré les départs d'actifs résidents de la zone. L'emploi a beau progresser, il reste insuffisant pour réduire le chômage. Le taux d'activité de la zone est semblable à celui de la Picardie sauf pour les actifs de 50 à 64 ans dont le taux d'activité est plus faible qu'au niveau régional. Cela peut s'expliquer par l'attractivité du territoire pour les jeunes retraités qui viennent s'installer près de la mer ainsi que par un nombre important de plans de sauvegarde pour l'emploi (PSE).

► Le déséquilibre du marché du travail

Avec un taux de chômage de 11,4 % en 2005, la zone d'Abbeville-Ponthieu se situe

0,5 point au-dessus de la moyenne régionale. L'emploi est ainsi un des problèmes majeurs du territoire.

La demande d'emploi dans le secteur industriel représente près de 23 % du total de la demande d'emploi sur la zone d'Abbeville. Elle se répartit principalement sur trois secteurs : l'industrie des équipements du foyer, l'industrie agroalimentaire et l'industrie des équipements mécaniques.

Entre 2002 et 2005, la demande d'emploi dans la Somme reste stable pour l'ensemble des secteurs, alors qu'elle diminue de 6 % dans le secteur industriel. Sur la zone d'Abbeville, la demande d'emploi industriel est également en recul de 6 %, soit une baisse deux fois plus forte que pour l'ensemble des secteurs. L'industrie des équipements du foyer et l'industrie des équipements mécaniques observent même une baisse d'un quart de leur demande d'emploi.

Dans le secteur industriel, les femmes sont légèrement minoritaires dans la demande d'emploi, alors qu'elles sont majoritaires tous secteurs confondus. La baisse de la demande d'emploi dans le secteur industriel concerne uniquement les femmes, la demande des hommes augmentant légèrement.

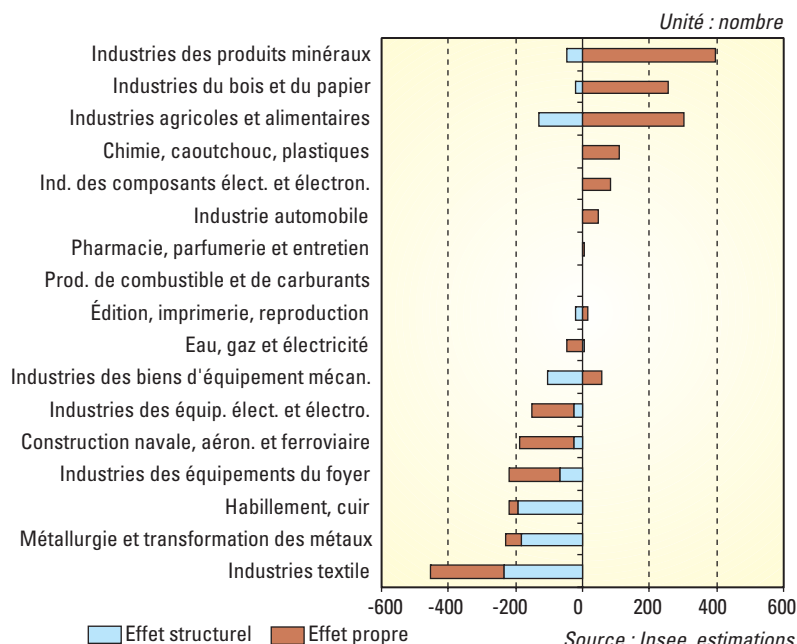
Au niveau de la zone d'emploi, la structure par âge de la demande d'emploi tous secteurs confondus est sensiblement identique à celle observée au niveau du département : 22 % de jeunes, 62 % d'adultes et 16 % de seniors. Dans le secteur industriel, on observe une part plus importante et en

Les plans de sauvegarde de l'emploi

La zone a connu 17 PSE entre 2003 et 2005. Les établissements concernés sont souvent des industries de petite taille, c'est-à-dire de moins de 50 salariés. Deux secteurs sont les plus touchés par ce phénomène : la métallurgie et la plasturgie.

Les plans de sauvegarde pour l'emploi ont entraîné 602 licenciements uniquement dans le secteur de l'industrie, dont plus de 40 % pour le seul plan concernant Abélia-Décors. En proportion de l'emploi salarié industriel, Abbeville-Ponthieu est la zone picarde dont les salariés ont été les plus concernés par des plans de sauvegarde pour l'emploi.

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005



Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



forte progression des plus de 50 ans, au profit des moins de 25 ans.

Dans la zone d'Abbeville, la demande d'emploi de longue durée est inférieure à celle observée au niveau du département. Dans l'industrie, elle représente 35 % du total des demandes, soit 0,5 point de plus que pour l'ensemble des secteurs de la zone. Par ailleurs, elle diminue de 17 % sur la période. Cette baisse s'explique en grande partie par la diminution observée dans les trois principaux secteurs, notamment dans l'industrie des équipements du foyer.

► De bas niveaux de formation

La zone d'Abbeville se caractérise par une présence plus forte des bas niveaux de formation, phénomène encore plus prégnant dans le secteur industriel. En effet, la part des bas niveaux de formation représente 81 % de la demande d'emploi dans l'industrie. Cependant, on note une progression des niveaux intermédiaires et dans le même temps une baisse des niveaux supérieurs. Au niveau du département, ces deux niveaux de formation sont orientés à la hausse.

En termes de qualification, 7 % de la demande d'emploi concerne des techniciens et ingénieurs, et 47 % des employés. Par rapport au département, la part des demandes d'emploi concernant les employés est plus forte, celle des techniciens, cadres et ouvriers qualifiés plus faible. Cependant, sur Abbeville-Ponthieu, on note une baisse de 11 % des demandes d'emploi dans la catégorie employé alors que celle de technicien progresse de 31 % sur la même période.

► Des offres d'emploi nombreuses et de courte durée dans l'agroalimentaire

La zone d'emploi se caractérise par un poids plus faible du secteur industriel dans les offres d'emploi qu'au niveau départemental, 8 % contre 10 %. Les offres d'emploi sur contrats longs (CDI et CDD de plus de 6 mois) sont légèrement moins nombreuses dans la zone d'Abbeville. Toutefois sur cette zone, elles représentent la quasi-totalité des offres du secteur industriel contre 83 % tous secteurs confondus.

Le secteur agroalimentaire concentre 60 % des offres d'emplois. L'industrie de la chimie, du caoutchouc, des plastiques et l'industrie des équipements électriques et électroniques viennent loin derrière avec 12 % des offres d'emploi chacune. Le secteur des IAA recrute fortement sur contrats temporaires (1 à 6 mois), alors que les deux autres secteurs proposent des emplois majoritairement sur CDI ou CDD longs, et jamais d'emplois occasionnels (moins d'un mois). Malgré une forte demande d'emploi dans les secteurs de l'industrie des équipements du foyer et des équipements mécaniques, les offres sont rares.

► Des atouts à mettre en valeur

L'accès à la zone d'Abbeville-Ponthieu est facile grâce à l'embranchement des deux autoroutes A16 et A28 et du réseau ferroviaire qui la met à deux heures de Paris.

La qualité de vie est aussi un atout : la zone possède des villes à taille humaine dans un réseau de bourgs et bénéficie de la proximité du littoral pour renforcer son attractivité. ■

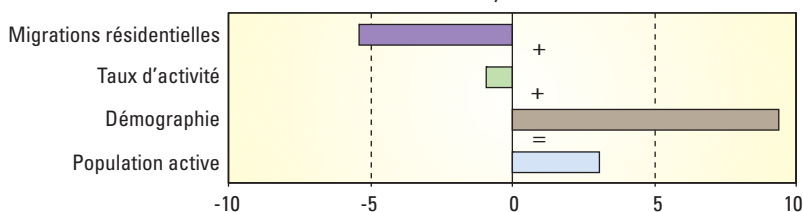
Structure par âge de la population en %

	Population totale		Population active		Taux d'activité			
					Hommes		Femmes	
	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie
Moins de 20 ans	26,2	28,0	2,3	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	40,4	43,2	80,6	80,7	91,9	92,0	76,9	76,0
50 à 64 ans	15,4	14,7	16,8	16,6	50,5	57,8	41,8	43,3
65 ans et plus	18,0	14,1	0,3	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

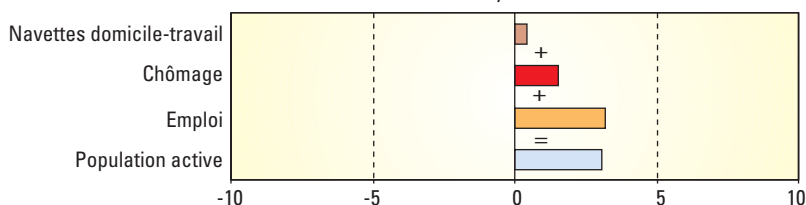
Source : Insee, recensement de 1999

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %

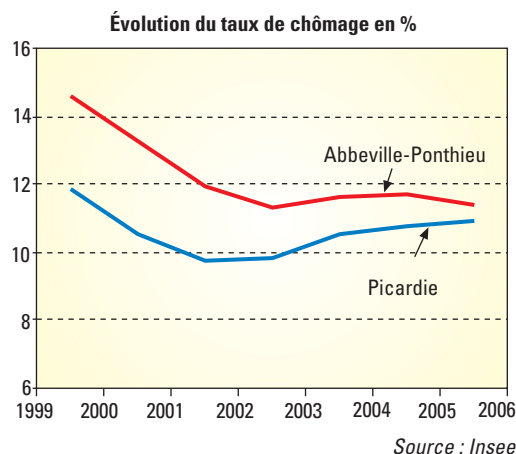
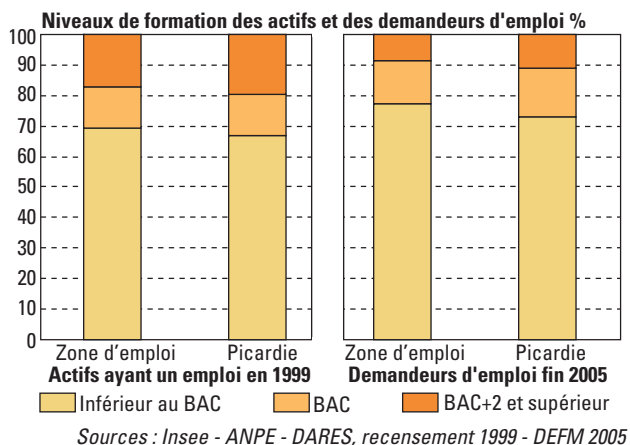


Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



Les projets de développement

La zone d'emploi a connu des restructurations d'entreprises récentes qui ont affaibli le poids industriel et causé la perte de nombreux emplois à l'image de la liquidation judiciaire de l'entreprise *Abélia Décors*, de *Margot* et la fermeture d'*Imtec*. Face à ce constat et aux menaces de restructurations, les pouvoirs publics (État, Région, Département, communautés de communes et communes) ont engagé une réflexion pour une nouvelle dynamique économique.

La dynamisation du territoire nécessite une augmentation de l'offre foncière en termes d'immobilier d'entreprise. La création de la zone d'activité « Baie de Somme » au nord d'Abbeville doit favoriser l'implantation de nouvelles installations. La réhabilitation de friches industrielles offre aussi l'opportunité d'associer aux enjeux économiques, des enjeux écologiques.

L'attractivité du territoire doit être mise en valeur par la mise en place

de structures permettant de renforcer son identité, de promouvoir ses atouts environnementaux et ses infrastructures de transport et de faciliter l'implantation de nouveaux investisseurs. Sous l'impulsion des communautés de communes et de la CCI d'Abbeville, le réseau « Investir en Picardie Maritime » a ainsi vu le jour en avril 2006.

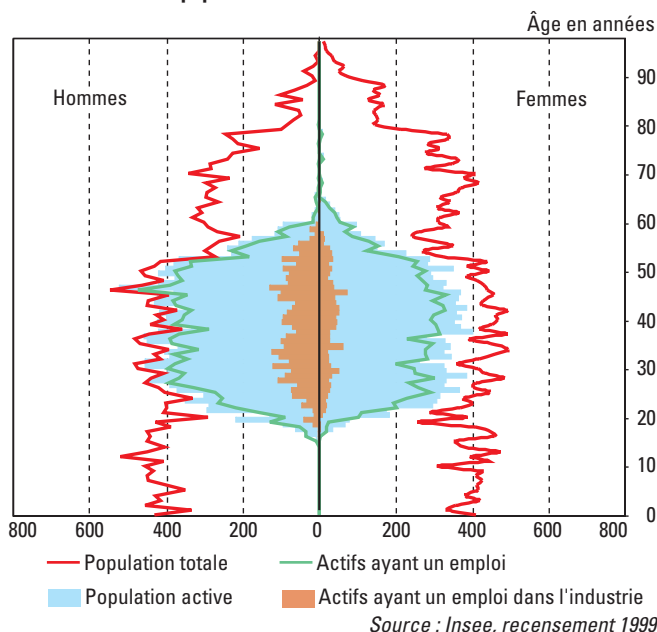
Concentrées à Abbeville, notamment en raison de la présence d'un centre d'appel, les activités de services sont insuffisantes. L'attractivité du territoire ne peut que bénéficier d'un développement des activités de services. Le développement de structures d'accueil, d'animations et de services pour répondre aux attentes de la clientèle entreprises et celle des particuliers ouvre à Abbeville l'opportunité de devenir une porte d'entrée vers la baie de Somme.



Photo Loicleul



Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	62 804	3,4	
dont population active	26 732	3,2	
Superficie en km ²	920	4,7	
Densité de population (habitants par km ²)	68,3	///	95,7
Nombre de communes	88	4,7	
Part de la population urbaine	46,4	///	61,2
Nombre de logements	34 475	4,3	
dont résidences principales	24 558	3,5	
autres logements	9 917	10,5	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,5	///	2,6

Source : Insee, recensement de 1999

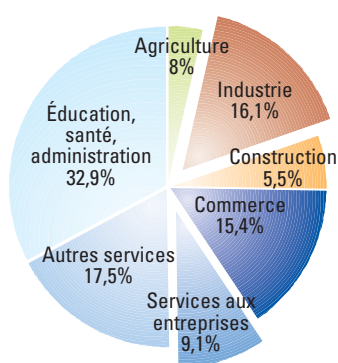
Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
Part de l'emploi salarié total			
Ensemble Industrie	170	16,1	22,8
Part de l'emploi salarié industriel			
Métallurgie et transformation des métaux	17	25,5	16,3
Industries agricoles et alimentaires	65	23,0	14,3
Industries des produits minéraux	17	15,0	5,2
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,31	
	2005	0,34	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Source : Insee, CLAP 2004 - Estimations d'emplois

Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité



Source : Insee, estimations provisoires d'emplois au 1/1/2005

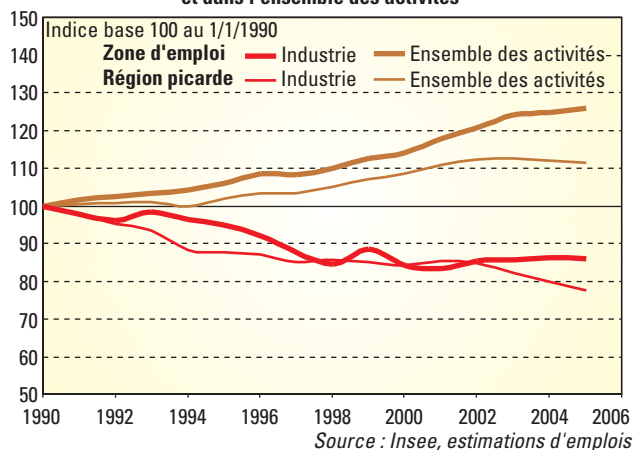
Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Abbeville-Ponthieu	Picardie	Abbeville-Ponthieu	Picardie
Total	170	4 865	3 408	139 806
Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004 en %				
1 à 9	73,5	63,1	13,2	8,3
10 à 19	11,2	13,4	7,6	6,5
20 à 49	8,2	12,2	13,1	13,7
50 à 99	2,4	4,6	8,3	11,5
100 à 249	2,4	4,5	16,5	24,7
250 à 499	1,8	1,5	25,1	17,9
500 et plus	0,6	0,6	16,2	17,3
Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003 en %				
Localisation de la tête du groupe				
Picardie			5,6	6,5
France			53,8	36,2
Étranger			16,3	32,2
Ensemble			75,7	74,9

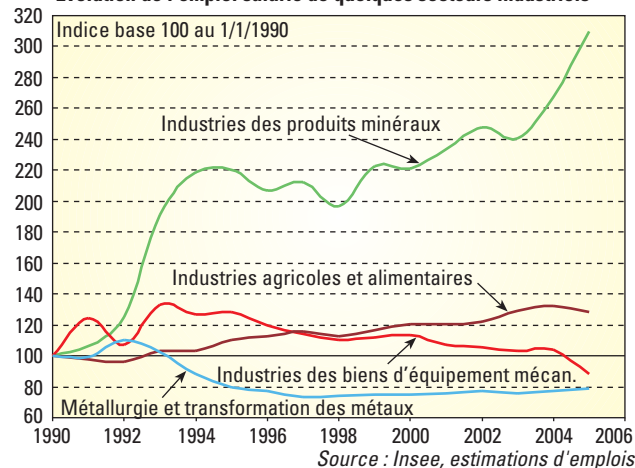
Source : Insee, CLAP 2004- LIFI 2003



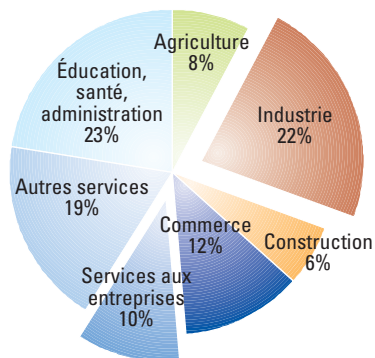
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie et dans l'ensemble des activités



Évolution de l'emploi salarié de quelques secteurs industriels

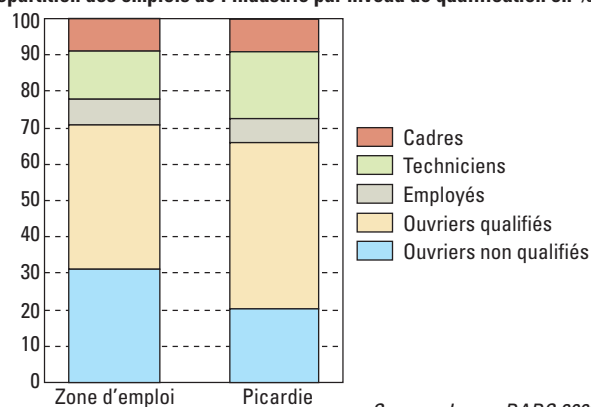


Demandeurs d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Sources : ANPE-DARES, DEFM 2005

Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Source : Insee, DADS 2003

Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	3 705	3 602	100	100	100	100
dont hommes	1 791	1 711	48	48	47	47
femmes	1 914	1 891	52	52	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	2 485	2 356	67	65	65	63
un an et plus	1 220	1 246	33	35	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	816	788	22	22	21	23
25 à 49 ans	2 339	2 226	63	62	62	62
50 ans et plus	550	588	15	16	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibrage du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	26 009	26 732	
Emplois dans la zone	20 876	21 628	23 426
Chômeurs*	4 381	4 458	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	2 764	4 082	
Résidents travaillant dans une autre zone	3 516	4 728	
Solde des navettes	-752	-646	-827
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	1 037	1 151	
Émigrants	1 240	1 176	
Solde	-203	-25	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

Zone d'Amiens : une forte densité du tissu industriel



Photo Drive

FORCES	FAIBLESSES
Attractivité forte, proximité de l'A1 et de la région parisienne. Variété des activités, présence de l'ensemble des services aux entreprises. Potentiel d'innovation et de R&D, soutenu par la présence de l'Université Picardie Jules Verne (UPJV). Niveau de qualification plus élevé que la moyenne régionale.	Déséquilibre entre la métropole amiénoise et le reste de la zone d'emploi. Difficultés actuelles au sein de la filière automobile qui est très représentée sur la zone d'emploi. Certains secteurs de la zone d'emploi sont en difficulté suite à des défaillances d'entreprises (Doullens, Domart, Montdidier). Taux de chômage relativement élevé sur la zone d'emploi.
OPPORTUNITÉS	MENACES
Plusieurs grands projets d'infrastructures à court ou moyen terme (piste aéroportuaire à Méaulte, liaison autoroutière Amiens Lille Belgique...). Réaménagement de la zone Gare-La Vallée à Amiens visant à créer un pôle tertiaire aux ambitions nationales Projet de R&D entre Airbus, les PME et les laboratoires de recherche, permettra de favoriser le développement industriel des PME. Zone d'emploi d'Amiens incluse dans le zonage R&D du pôle de compétitivité I-Trans.	Plusieurs PSE en cours, avec des difficultés pour reclasser les salariés habitant en zone rurale. Difficulté à trouver de la main-d'œuvre qualifiée notamment dans les métiers de la mécanique. Risque de perte de compétences ou de savoir-faire en l'absence de mise en œuvre d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les plus petites entreprises.



Zone d'emploi étendue autour de la préfecture de région Picardie, Amiens occupe la seconde place en nombre d'emplois industriels de la région juste derrière le Sud-Oise. L'industrie représente 19 % des emplois. Ce poids modéré de l'industrie par rapport à la moyenne régionale est expliqué par la bonne tenue des autres secteurs. La zone d'Amiens présente un tissu industriel de forte densité avec de nombreuses implantations de grands groupes, comme d'ailleurs toutes les métropoles du Bassin parisien.

L'emploi industriel a baissé de 14 % en quinze ans. Cette diminution est inférieure de sept points à la baisse de l'emploi industriel régional. Cela s'explique par les spécificités industrielles propres de la zone. Entre 1990 et 2005, le poids de l'industrie dans l'emploi diminue aussi sous l'effet conjugué de la baisse de l'emploi industriel et de la hausse de l'emploi total de la zone.

Les grands établissements industriels et les groupes internationaux sont fortement présents dans la zone. Sept établissements, qui comptent chacun plus de 500 salariés, emploient trois salariés sur dix dans l'industrie. Ces établissements compris, les groupes représentent près de huit salariés de l'industrie sur dix.

► Concentration des industries sur le territoire d'Amiens Métropole

La moitié des emplois industriels de la zone d'emploi se situe sur le territoire d'Amiens Métropole. Six des dix plus gros établissements de la zone sont localisés à Amiens. Les industries présentes dans cette communauté d'agglomération sont notamment les industries de la chimie, du caoutchouc et du plastique dont notamment

Goodyear Dunlop Tires France, l'industrie agroalimentaire avec Ajinomoto Eurolysine, ou encore l'industrie automobile avec l'équipementier Valéo Embrayage. Ces entreprises bénéficient, à Amiens Métropole, d'un maillage d'activités de services et de sous-traitants. À court terme, le développement du pôle logistique contribuera à renforcer l'activité industrielle sur Amiens. Second établissement public de coopération intercommunale pour le nombre d'emplois industriels, la communauté de communes du Pays du Coquelicot, au nord-est de la zone, possède un important pôle industriel autour d'Albert. Ce pôle est composé d'un tissu de PME de l'industrie des biens intermédiaires et de l'industrie des biens d'équipement, mais aussi de grands établissements comme l'usine Airbus à Méaulte.

Au nord de la zone, le tissu industriel de la communauté de communes du Doullennais se désagrège au gré des défaillances de plusieurs entreprises. La fermeture de Rosenlew Saint-Frères Emballage SA à Beauval en 2004 supprimant 147 emplois au final n'en est qu'un triste exemple.

► Spécialisation dans la plasturgie-caoutchouc et dans la construction aéronautique

La chimie-plasturgie-caoutchouc et l'industrie agroalimentaire prédominent dans le paysage industriel diversifié de la zone. Ces deux secteurs représentent près de quatre emplois industriels sur dix. La chimie-plasturgie-caoutchouc et la construction navale, aéronautique et ferroviaire sont plus représentées dans la zone que dans l'industrie régionale.



Photo Cobalt123



Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
GOODYEAR DUNLOP TIRES FRANCE	500 et +	Amiens	Fabrication de pneumatiques	Non
AIRBUS FRANCE	500 et +	Méaulte	Construction de cellules d'aéronefs	Non
GOODYEAR DUNLOP TIRES FRANCE	500 et +	Amiens	Fabrication de pneumatiques	Non
VALEO EMBRAYAGES	500 et +	Amiens	Fabrication d'équipements automobiles	Oui
PROCTER & GAMBLE AMIENS	500 et +	Amiens	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	Non
WHIRLPOOL FRANCE SAS	500 et +	Amiens	Fabrication d'appareils électroménagers	Non
PARISOT SIEGES INTERNATIONAL	500 et +	Berteaucourt-les-Dames	Fabrication de sièges	Oui
FAVI-LE LAITON INJECTE	250 à 500	Hallencourt	Fonderie d'autres métaux non ferreux	Oui
CARBONE LORRAINE APPLICATIONS ELECTRIQUE	250 à 500	Amiens	Fabrication de matériels électriques n.c.a.	Oui
SIGMAKALON GRAND PUBLIC	250 à 500	Moreuil	Fabrication de peintures et vernis	Oui

Source : Insee, CLAP 2004



Premier employeur de l'industrie amiénoise, la chimie-plasturgie-caoutchouc se compose de trois activités : l'industrie du caoutchouc, la transformation des matières plastiques et la parachimie. L'industrie du caoutchouc repose sur quelques établissements dont deux parmi les trois plus gros de la zone appartiennent au groupe international *Goodyear Dunlop Tires France* à Amiens. L'organisation industrielle locale de la parachimie et de la transformation des matières plastiques est différente. Les emplois de ces deux secteurs sont répartis entre plusieurs établissements sur tout le territoire, tels *Sigmakalon Grand Public* à Moreuil produisant de la peinture ou *Mecaplast* à Villers-Bretonneux fabriquant des pièces techniques en matière plastique. Depuis 1995, l'emploi dans l'industrie de la chimie, du plastique et du caoutchouc a progressé de 25 % pour atteindre 5 800 salariés fin 2004, sous l'effet du dynamisme industriel propre de la zone.

L'industrie agroalimentaire est le second secteur en termes d'emploi industriel avec 3 000 salariés. Elle s'appuie sur la tradition agricole locale. Six emplois sur dix dans cette industrie sont exercés dans la fabrication d'aliments pour animaux avec par exemple *Nestlé Purina Petcare* (ex-*Friskies*) à Aubigny et dans l'industrie des viandes avec entre autres l'entreprise *Défial* du groupe *Alliance-Charal Bigard*.

La métallurgie et la transformation des métaux employaient 1 900 salariés fin 2004. La métallurgie amiénoise se décline en services industriels du travail des métaux, en fonderie et en fabrication de produits métalliques. L'industrie locale des activités de services industriels du travail des métaux et de fabrication de produits métalliques s'organise autour de tout un réseau de PME, alors que la fonderie est représentée principalement par l'entreprise *Favi - Le Laiton Injecté* située à Hallencourt.

L'industrie de la construction aéronautique et spatiale est fortement présente dans la zone d'emploi avec l'important pôle industriel d'Albert. *Airbus* a d'ailleurs un établissement à Méaulte qui est le second plus gros employeur industriel de la zone d'emploi.

La branche automobile est présente aussi par l'intermédiaire d'équipementiers mais l'emploi dans celle-ci a été divisé par deux en quinze ans, suite à une succession de restructurations industrielles et les difficultés actuelles de la filière font entrevoir certaines craintes pour l'avenir.

La zone d'Amiens est la première zone pour le nombre de créations d'établissement de vingt salariés au moins. Cette attractivité résulte en partie des infrastructures mises en place pour le développement économique local.

Le maillage autoroutier offre des accès rapides en direction de Calais, Rouen, Paris et Reims. La ville d'Amiens se situe au croisement des autoroutes A16 et A29.

Des zones urbanisées favorisent l'esprit d'entreprise. La zone franche urbaine d'Amiens créée en 1997 couvre le nord de la ville d'Amiens et une partie de l'espace industriel nord. Elle a permis le développement ou l'installation de près de 140 entreprises grâce à des avantages sociaux et fiscaux accordés aux entreprises y créant des emplois, avantages attribués jusqu'au 31 décembre 2007.

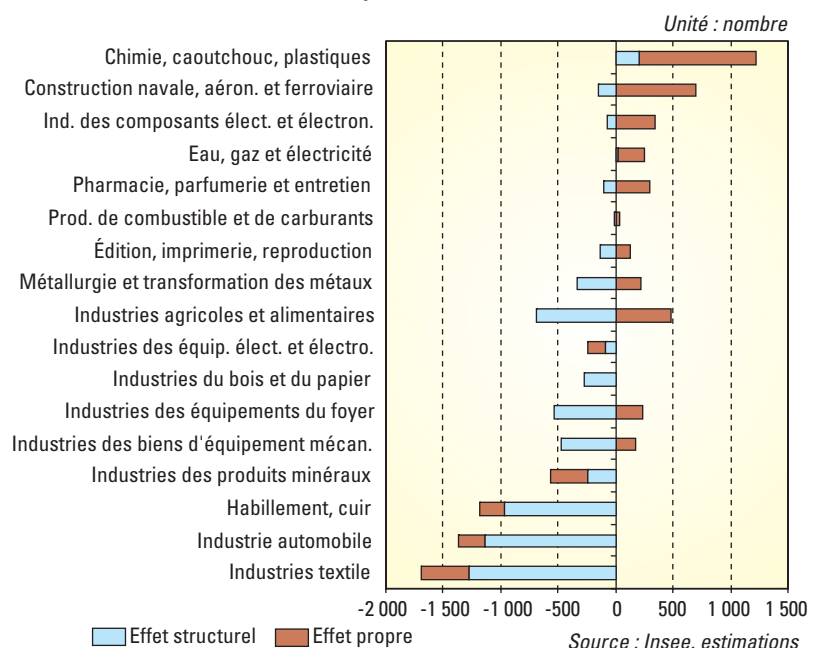
La zone d'emploi bénéficie de la présence de nombreuses zones d'activités. Trois grandes zones sont situées sur la métropole amiénoise : l'espace industriel nord qui s'étend sur 450 ha, le pôle Jules Verne de 130 ha et la zone de Montières de 94 ha.

La zone d'emploi d'Amiens dispose aussi, de petites zones d'activité d'une superficie maximum de 65 ha. Ces zones d'activité sont réparties sur le territoire : à Flixecourt, Doullens, Villers-Bretonneux, Poix-de-Picardie, Moreuil, où sont installées une majorité de PME.

Les plans de sauvegarde de l'emploi

La zone est touchée par les mouvements de restructurations industrielles. Entre 2003 et 2005, la zone d'Amiens a connu 45 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE), ce qui place la zone parmi les plus touchées de Picardie. Trois PSE sur quatre ont été mis en place dans un établissement industriel. Sur les 1 459 salariés ayant perdu leur emploi, 86 % étaient dans un secteur industriel. Les principaux secteurs concernés sont la mécanique et la métallurgie avec chacun 7 PSE. Le secteur de la métallurgie a connu 291 départs suite à un PSE sur les deux ans. Les établissements de 50 à 249 salariés sont majoritairement touchés. L'industrie plastique est la seconde industrie la plus touchée avec 217 départs pour 3 PSE. Les établissements touchés sont plutôt de petite taille.

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005



Des infrastructures rendent attractive la zone d'emploi

L'attractivité de la zone d'emploi d'Amiens se révèle au travers de la création d'entre-

Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



► Des structures d'accompagnement favorisent l'esprit d'entreprise

L'innovation et l'esprit d'entreprise tirent avantage de l'existence d'institutions et de structures d'accompagnement dynamiques.

D'une part, grâce au statut universitaire d'Amiens, la zone d'emploi compte de nombreuses formations professionnalisantes et plusieurs centres de recherche ou de transfert de technologie. Des établissements d'enseignement supérieur forment les potentiels d'aujourd'hui et de demain.

- L'Université de Picardie Jules Verne (UPJV) dispose de cursus tournés vers l'entreprise comme l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) d'Amiens, membre du réseau national des IAE, l'Institut Universitaire Professionnalisé (IUP) Ingénierie de la Santé, l'IUP Productions Végétales et Industries Agroalimentaires, l'IUP Mathématiques et Informatique Appliquées à la Gestion d'Entreprise, l'IUP Génie Électronique et Informatique Industrielles mais aussi d'autres formations sur la mécanique, la productique ou la biologie.

- L'École Supérieure d'Ingénieurs en Électrotechnique et Électronique forme ses diplômés aux métiers de l'électronique, de l'informatique, des télécommunications et de l'automatisme.

- L'École Supérieure de Commerce d'Amiens forme de futurs cadres aux affaires.

La zone d'emploi tire aussi parti de centres de recherche et de transfert de technologie. L'UPJV abrite plusieurs laboratoires de recherche : le Laboratoire de Réactivité et de Chimie des Solides, le Laboratoire des Polysaccharides Microbiens et Végétaux ou encore le Laboratoire des Technologies Innovantes. Le Centre de Valorisation des Glucides et des Produits Naturels est impliqué dans le pôle de compétitivité Industries et Agroressources. La présence du Centre Technique de Conservation des Produits Alimentaires et de l'association Verne Ader qui vise à renforcer le lien entre l'université et les entreprises est un atout supplémentaire.

D'autre part, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) d'Amiens-Montdidier étend sa compétence sur la quasi-totalité de la zone d'emploi. Elle met en œuvre une politique dynamique en faveur des entreprises, notamment pour l'accueil des entreprises et l'offre immobilière. Elle est à l'initiative de quatre villages PME : trois à Amiens dont deux sur l'espace industriel nord, un sur le pôle Jules Verne et un à Flixecourt. Elle met en construction un village TPE sur l'Espace Industriel Nord. Elle anime deux pépinières d'entreprises à Amiens : Atrium et Jules Verne. Par ailleurs, la communauté de communes de Ouest Amiens a lancé la construction d'un village PME sur une ancienne friche industrielle à Picquigny. Amiens Métropole offre aux entrepreneurs la possibilité de s'installer dans deux hôtels d'entreprises situés dans la zone franche urbaine. La CCI d'Amiens-Montdidier anime également dix-sept clubs d'entreprises répartis en quatre catégories : les clubs « fonctions » sur l'export, la qualité et l'environnement ; les clubs « géographiques » regroupant des dirigeants du pôle Jules Verne, ou des industriels de Poix et de ses environs ou encore des employeurs à Montdidier dans la zone d'emploi du Santerre Somme ; les clubs « thématiques » comme le club des entrepreneurs ou le club TPE et les clubs « filières » tel le club des centres de relations-clients. La CCI d'Amiens possède également une cellule d'accueil des cadres qui facilite grandement l'installation des cadres à Amiens (logement, école pour les enfants, emploi pour le conjoint, vie culturelle...).

Enfin, un Système Productif Local, dénommé PHMA c'est-à-dire Pôle Hydraulique et Mécanique d'Albert, a été créé à Albert en 1999. Il regroupe 27 entreprises dont Airbus,

Structure par âge de la population en %

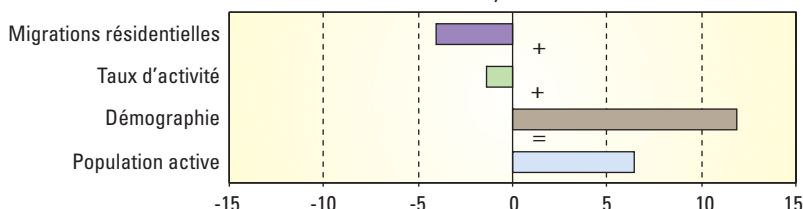
	Population totale		Population active		Taux d'activité			
					Hommes		Femmes	
	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie
Moins de 20 ans	27,1	28,0	2,2	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	44,3	43,2	80,8	80,7	87,6	92,0	74,2	76,0
50 à 64 ans	14,4	14,7	16,6	16,6	57,7	57,8	44,9	43,3
65 ans et plus	14,1	14,1	0,3	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

Source : Insee, recensement de 1999

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

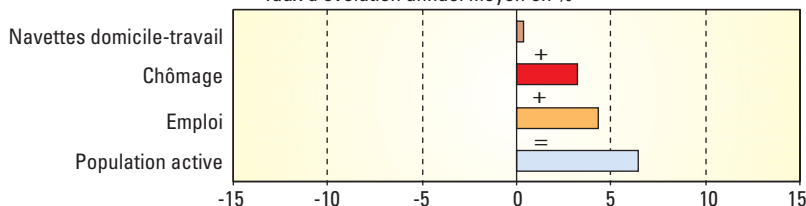
Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active

Taux d'évolution annuel moyen en %



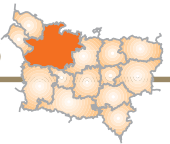
Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active

Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



Il est spécialisé dans la mécanique de précision, notamment la sous-traitance aéronautique, et l'hydraulique, et plus particulièrement la production de vérins.

► Amiens, capitale régionale au centre d'un espace essentiellement rural

À mi-chemin entre Paris et Lille, Amiens est la zone d'emploi la plus étendue avec ses 3 151 km² et elle est aussi la plus peuplée de Picardie, après celle du Sud-Oise avec 342 000 habitants. Deux habitants sur trois résident dans l'espace urbain. L'agglomération d'Amiens avec ses 160 000 citadins en accueille une bonne partie. La zone est partagée entre un tissu rural avec de grandes cultures agricoles et 17 agglomérations dont 16 de petite taille. Ces agglomérations, Amiens mise à part, ne représentent que 20 % de la population. Parmi ces agglomérations, les plus peuplées sont Albert avec 10 000 habitants, Corbie et Doullens avec 6 300 habitants chacune, Longueau avec 5 200 habitants et Camon avec 4 400 habitants.

Dans les années quatre-vingt-dix, la population s'est accrue de 2,3 % grâce à un solde naturel excédentaire qui compense largement le déficit migratoire. D'après les estimations tirées de l'enquête annuelle de recensement, la population continue à croître mais dans une moindre mesure. La population est plus jeune qu'en moyenne régionale grâce notamment au statut de ville universitaire d'Amiens.

► Stabilité des demandes d'emploi et aggravation du chômage de longue durée

L'industrie représente 21 % de la provenance des demandeurs d'emploi fin 2005. Les secteurs d'activité sont diversifiés, le textile, l'équipement du foyer, l'agroalimentaire et la chimie-caoutchouc-plastique qui arrivent aux premiers rangs ne représentent que la moitié des effectifs.

Entre 2002 et 2005, le nombre de demandeurs d'emploi est resté stable dans la zone d'emploi alors que pour l'ensemble de la Picardie il augmente de 3 %. Pour les seuls chômeurs en provenance de l'industrie, la zone d'Amiens enregistre une baisse de 11 %, la moyenne régionale étant de 7 %. L'industrie des équipements du foyer, l'industrie textile et l'industrie agroalimentaire sont les principales contributrices à cette réduction.

Malgré la stabilité du nombre de demandeurs d'emploi, deux catégories de chômeurs se trouvent dans une situation plus difficile en 2005 qu'en 2002 par rapport à l'emploi :

les hommes et les chômeurs de longue durée. À la réduction de l'ordre de 250 femmes parmi les demandeurs d'emploi en trois ans, correspond une augmentation équivalente du nombre d'hommes. Cela ne signifie pas forcément que les choses vont mieux pour les femmes sur le marché de l'emploi, car ce résultat peut aussi être la conséquence du renoncement d'un certain nombre de femmes à entrer sur le marché du travail. Amiens et Saint-Quentin sont les deux seules zones d'emploi de Picardie où l'on constate ce phénomène. L'aggravation du chômage de longue durée est par contre partagée par la quasi totalité des zones d'emploi de la région.

► Des propositions d'embauche sur contrat long

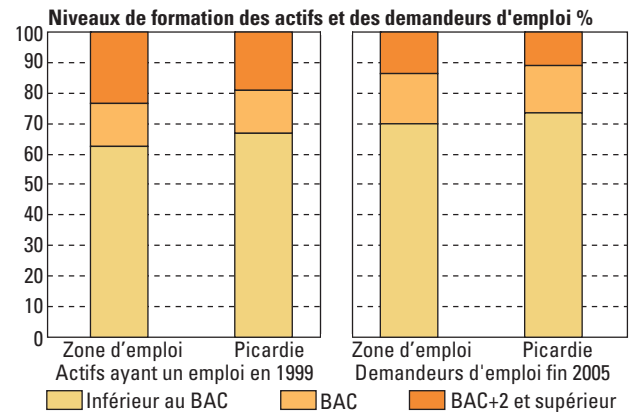
L'industrie représente relativement moins d'offres d'emploi dans la zone d'Amiens qu'au niveau départemental : elle correspond à 7,5 % des offres. Les offres d'emploi sur contrats longs (plus de 6 mois) sont plus fréquentes dans la zone d'Amiens aussi bien dans l'industrie que dans les autres activités. Comme pour les demandeurs d'emplois, les offres d'emploi émanent de secteurs industriels diversifiés, cependant deux se détachent des autres : l'agroalimentaire est à l'origine de 25 % des offres suivi par la construction mécanique (15 %).

Les services opérationnels sont à l'origine de 40 % des offres d'emploi dans la zone, cette proportion, 10 points au-dessus de la moyenne régionale, est la plus élevée de la région juste devant Saint-Quentin (39 %). L'importance des services s'explique par le développement du travail intérimaire. Le secteur des IAA ainsi que les services opérationnels recrutent fortement en CDI et en CDD de plus de 6 mois.

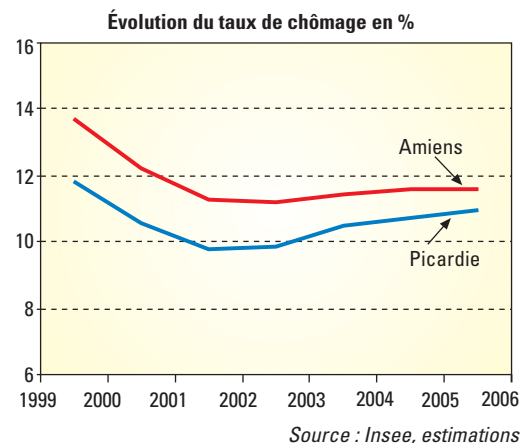
► Hausse des demandeurs d'emploi qualifiés

La zone d'Amiens se caractérise par un niveau de formation des demandeurs d'emploi supérieur à la moyenne. Entre 2002 et 2005, l'écart avec la région s'accroît même pour la proportion des bacheliers parmi les demandeurs d'emploi.

En termes de qualification, Amiens comptait en 2002 une plus forte proportion de chômeurs de niveau employé et moins d'ouvriers qualifiés ou non. En trois ans, seuls les effectifs d'ouvriers ont baissé, les autres catégo-



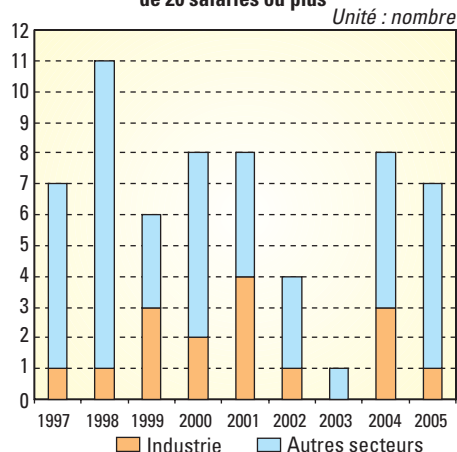
Sources : Insee - ANPE - DARES, recensement 1999 - DEFM 2005



Source : Insee, estimations



**Créations pures d'établissements
de 20 salariés ou plus**



Source : Insee, REE, Sirene

ries ont augmenté, phénomène qui a intensifié les écarts avec la région.

► Un ajustement du marché du travail tantôt vertueux tantôt régressif

L'ajustement entre population active et emploi dans la zone d'Amiens a été de nature très différente depuis un demi-siècle.

Avant 1975, la croissance de l'emploi accompagnait la croissance de la population active. L'harmonie entre ces deux composantes du marché du travail donnait un ajustement de type cercle vertueux. L'arrêt de la croissance de l'emploi à partir de 1975 a rompu le cercle. Dans un premier temps, cette rupture entraîne une augmentation du

chômage rapidement suivie de l'émigration d'une population active ne trouvant pas d'emplois. Entre 1982 et 1990, la baisse de l'emploi consacre l'installation de la zone d'emploi dans un ajustement de type régressif. La période 1990-1999 apporte une première pierre au redressement de la situation. L'emploi augmente à nouveau, mais de manière insuffisante par rapport à la population active dont la forte croissance est entretenue par la structure démographique. Les estimations pour ce début du 21^e siècle tendent à montrer que le rétablissement entamé se prolonge : l'emploi augmenterait à un rythme plus soutenu alors que dans le même temps, la croissance de la population active serait plus modérée. ■

Les projets de développement

La zone d'emploi d'Amiens est engagée dans une dynamique de développement à court, moyen et long terme. Cette volonté est axée sur trois composantes complémentaires : les infrastructures, l'aménagement et la recherche et développement.

Les trois principaux projets d'infrastructure concernent :

- La plate forme aéro-industrielle Haute Picardie à Méaulte, qui entrera en service en 2007. Grâce à cet outil, le super transporteur Béluga pourra emmener par la voie des airs les éléments de l'A380 et ainsi contribuer à la pérennité du site Airbus de Méaulte dont dépendent de très nombreux sous-traitants.



Photo Carrib

- La liaison autoroutière Amiens-Lille-Belgique (future A24) vise à permettre de relier la capitale picarde à la métropole lilloise et au nord de l'Europe. Cet axe de communication devrait également contribuer à redynamiser le Doulennais qui a connu plusieurs défaillances d'entreprises.

- La liaison TGV Paris-Calais Londres via Amiens qui est à l'étude. Cette desserte permettrait de désengorger la ligne TGV Nord et offrirait un accès direct à Londres depuis Amiens.

En plus des zones d'activités existantes, plusieurs zones sont en train d'être créées ou agrandies, offrant ainsi plusieurs centaines de m² supplémentaires : L'Étoile/Moufflers, Croixrault, Essertaux, Pôle Jules Verne... La CCI d'Amiens Montdidier a notamment une stratégie de réalisation de zone d'activités à 30 km d'Amiens pour équilibrer l'aménagement du bassin d'emploi.

Le projet de requalification de la zone Gare-La Vallée au cœur d'Amiens vise à créer un véritable pôle tertiaire aux ambitions nationales.

La santé va constituer un des principaux thèmes d'excellence de la zone d'emploi. En effet, suite à la première greffe partielle de visage réalisée à Amiens, le pôle santé a acquis une réputation internationale. Le prochain objectif est le regroupement sur un seul site des centres hospitaliers nord et sud d'Amiens à l'horizon 2009. De plus, le sud d'Amiens accueillera également un important pôle de santé privé.

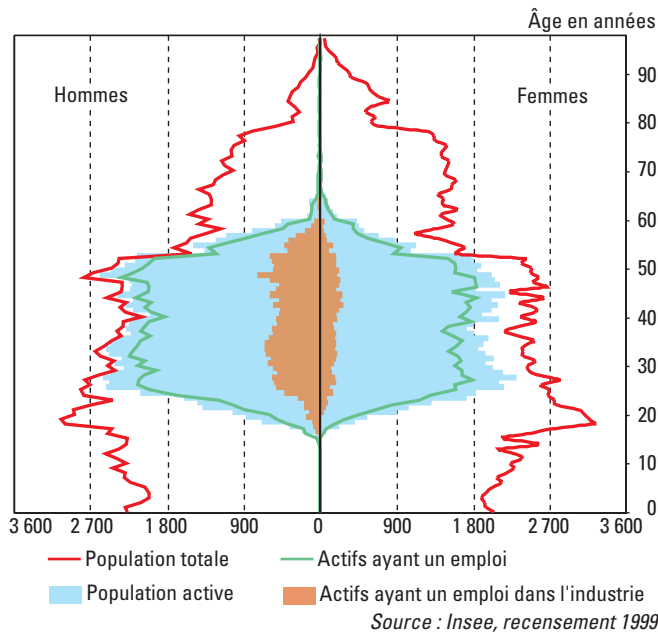
L'axe Recherche et Développement

Outre les pôles de compétitivité Industries et Agroressources et I-Trans¹ dans lesquels plusieurs entreprises et centres de recherche de la zone d'emploi d'Amiens sont impliqués, un important programme partenarial de recherche et développement commence à se concrétiser dans la filière aéronautique. Le 14 avril 2006, l'État, le Conseil Régional et Airbus ont signé un protocole d'accord-cadre portant sur des thèmes de R&D et associant les PME/PMI, les centres de recherche et les laboratoires publics.

¹Le pôle I-Trans a pour ambition de construire le premier pôle européen, reconnu au niveau mondial pour la conception, la construction, l'exploitation compétitive et la maintenance d'équipements et systèmes ferroviaires.



Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	342 110	18,4	
dont population active	152 344	18,2	
Superficie en km ²	3 151	16,2	
Densité de population (habitants par km ²)	108,6	///	95,7
Nombre de communes	388	15,8	
Part de la population urbaine	66,8	///	61,2
Nombre de logements	147 116	18,5	
dont résidences principales	132 886	18,9	
autres logements	14 230	15,0	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,5	///	2,6

Source : Insee, recensement de 1999

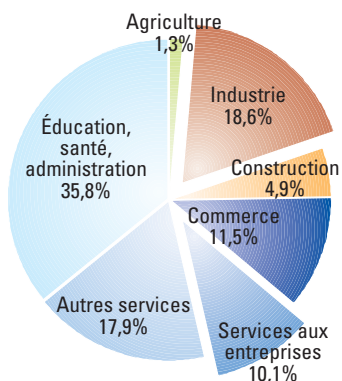
Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
		Part de l'emploi salarié total	
Ensemble Industrie	759	18,6	22,8
		Part de l'emploi salarié industriel	
Chimie, caoutchouc, plastiques	44	25,4	16,7
Industries agricoles et alimentaires	231	13,1	14,3
Métallurgie et transformation des métaux	85	8,3	16,3
Construction navale, aéron. & ferroviaire	4	7,7	2,1
Industries des équipements du foyer	52	7,5	5,6
Industries des biens d'équipement mécan.	106	7,2	11,8
Industrie automobile	11	6,1	4,3
Pharmacie, parfumerie et entretien	8	5,1	4,6
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,21	
	2005	0,21	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Source : Insee, CLAP 2004 - Estimations d'emplois

Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité



Source : Insee, estimations provisoires d'emplois au 1/1/2005

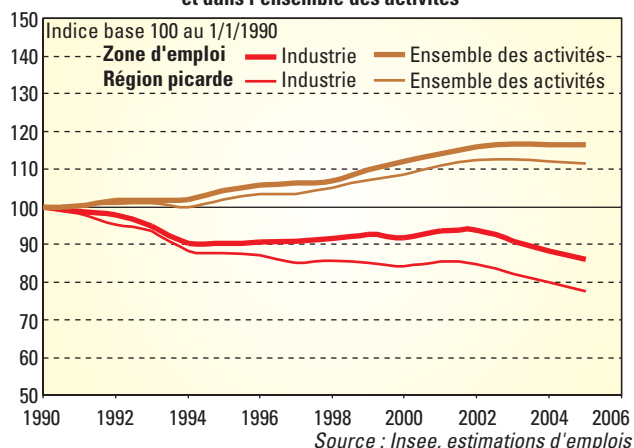
Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Amiens	Picardie	Amiens	Picardie
Total	759	4 865	22 715	139 806
Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004 en %				
1 à 9	66,3	63,1	8,4	8,3
10 à 19	13,3	13,4	6,1	6,5
20 à 49	10,1	12,2	10,6	13,7
50 à 99	3,7	4,6	9,3	11,5
100 à 249	4,2	4,5	19,9	24,7
250 à 499	1,4	1,5	15,1	17,9
500 et plus	0,9	0,6	30,6	17,3
Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003 en %				
Localisation de la tête du groupe				
Picardie			6,2	6,5
France			38,0	36,2
Étranger			34,7	32,2
Ensemble			79,0	74,9

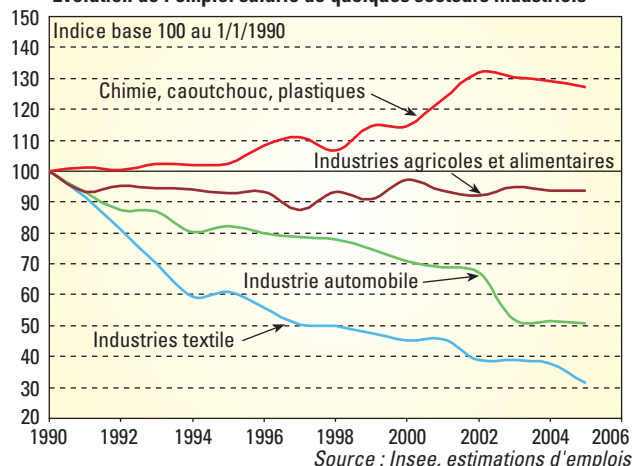
Source : Insee, CLAP 2004- LIFI 2003



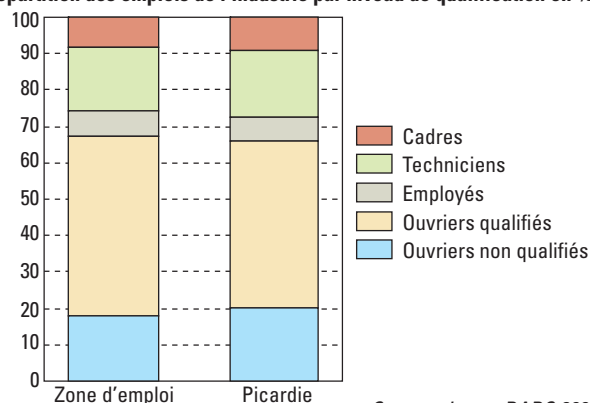
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie et dans l'ensemble des activités



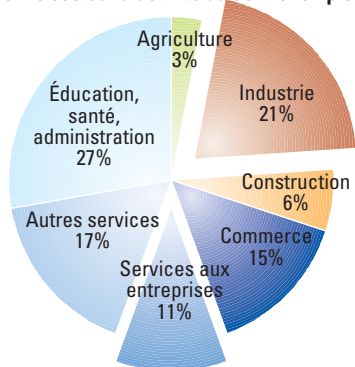
Évolution de l'emploi salarié de quelques secteurs industriels



Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Demandeurs d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	19 609	19 617	100	100	100	100
dont hommes	9 053	9 312	46	47	47	47
femmes	10 556	10 305	54	53	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	12 119	11 910	62	61	65	63
un an et plus	7 490	7 707	38	39	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	4 354	4 457	22	23	21	23
25 à 49 ans	12 424	12 387	63	63	62	62
50 ans et plus	2 831	2 773	14	14	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibrage du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	144 003	152 344	
Emplois dans la zone	120 308	125 926	131 877
Chômeurs*	21 409	24 581	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	8 274	11 543	
Résidents travaillant dans une autre zone	10 560	13 380	
Solde des navettes	-2 286	-1 837	-1 180
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	4 852	5 124	
Émigrants	5 536	5 140	
Solde	-684	-16	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

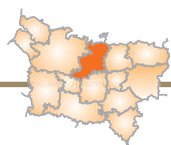
Santerre-Somme :

près d'un tiers des salariés travaille dans l'industrie



Photo Jindl

FORCES	FAIBLESSES
Tradition industrielle. Existence de deux systèmes productifs locaux (SPL). Capacité d'accueil de nouvelles entreprises sur des zones d'activités équipées. Atouts géologiques : sols les plus fertiles d'Europe.	Région prise en tenaille entre l'Île-de-France et le Nord - Pas-de-Calais. Pas de secteur « leader » capable d'entraîner les autres. Problèmes de recrutement.
OPPORTUNITÉS	MENACES
Projet Canal Seine-Nord-Europe. Pôle de compétitivité Industries & Agroressources et projet Agrosphères : innovations à venir autour de l'utilisation non alimentaire du végétal.	Conjoncture économique difficile (concurrence des pays à faible coût de main-d'œuvre, hausse des prix des matières premières...). Vieillesse de la population active (risque de perte de compétence). Manque d'attractivité des métiers de l'industrie pour les jeunes.



Le Santerre-Somme est la 6^e zone en nombre de salariés industriels derrière les trois grandes zones d'emplois de l'Oise, Amiens et Saint-Quentin.

Les établissements industriels emploient plus de 31 % des salariés de la zone, taux supérieur de 8 points à la moyenne régionale. Ce taux élevé, le troisième de Picardie, s'explique par une forte ruralité et de ce fait, un développement moindre du secteur tertiaire.

Au 1^{er} janvier 2005, le Santerre-Somme compte 281 établissements industriels qui emploient plus de 9 200 personnes. Plus de 60 % de ces établissements possèdent moins de 10 salariés. Moins exigeantes en infrastructures du fait de leur taille, les très petites entreprises industrielles (moins de 20 salariés) sont très présentes dans le milieu rural, et représentent plus des trois quarts des établissements industriels de la zone.

► Des activités industrielles dominées par les industries agroalimentaires

Le paysage industriel du Santerre-Somme est largement dominé par les industries agricoles et alimentaires qui emploient près de 42 % des salariés industriels, contre 14 % pour la région. Les établissements les plus importants sont *Bonduelle* à Estrées-Mons, *Saint Louis Sucre SNC* à Eppeville, *Dailycer* à Faverolles, *Tate & Lyle France* à Mesnil-Saint-Nicaise.

Avec 12 %, la chimie regroupe, derrière les IAA, la plus grande part de l'emploi salarié industriel de la zone. Cependant, ce taux est inférieur de 5 points à la moyenne régionale. Dans ce secteur, le plus grand

établissement est *Rexim* à Ham (plus de 200 salariés).

Le textile possède également une part importante de l'emploi salarié industriel du Santerre Somme, environ 12 %, soit 4 fois plus que le niveau régional. *La Lainière de Picardie* à Buire-Courcelle et *Trocme Vallart International* au Ronssoy sont les plus grands établissements. Néanmoins, ce secteur connaît un déclin depuis quelques années. La disparition des quotas concernant les importations de textile en provenance de la Chine a aggravé la situation de ce secteur en augmentant la concurrence et la pression sur les prix. Globalement, ce sont les entreprises qui parviennent à sous-traiter leur production au Maghreb ou en Turquie et à proposer dans le Santerre-Somme un service de logistique et de proximité qui tirent le mieux leur épingle du jeu.

► Des structures d'accompagnement dynamiques

La compétence de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Péronne s'étend sur l'arrondissement de Péronne et couvre une grande partie la zone d'emploi du Santerre-Somme. Bien que de petite taille, elle est très impliquée dans le suivi des systèmes productifs locaux, dans la construction de l'hôtel PME de Nesle et le suivi du projet Canal Seine-Nord-Europe.

Du fait de sa position géographique centrale entre les régions Picardie et Champagne-Ardenne, ainsi que de par la composition de son tissu industriel fortement tourné vers l'agroalimentaire, la zone d'emploi bénéficie de l'impact positif consécutif à la labellisation

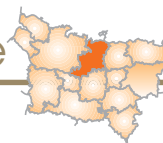


Photo Gasti

Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
BONDUELLE FOOD SERVICE SAS	500 et +	Estrées-Mons	Transformation et conservation de légumes	Non
BPL LEGUMES	500 et +	Eppeville	Transformation et conservation de légumes	Non
SAINT LOUIS SUCRE SNC	250 à 500	Faverolles	Fabrication de sucre	Non
DAILYCER	250 à 500	Ham	Autres activités de travail des grains	Non
REXIM RECHERCHES EXPORTATION IMPORTATION	250 à 500	Montdidier	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	Non
LAINIERE DE PICARDIE BC	250 à 500	Buire-Courcelles	Industries textiles n.c.a.	Oui
TATE & LYLE FRANCE	250 à 500	Mesnil-Saint-Nicaise	Fabrication de produits amylacés	Oui
PECHINEY SOFTAL	250 à 500	Ham	Première transformation de l'aluminium	Non
TROCME-VALLART INTERNATIONAL	100 à 249	Ronssoy	Moulinage et texturation de la soie et des textiles artificiels ou synthétiques	Oui
SOC INDUST TRANSFORMATION PRODUITS AGRIC	100 à 249	Rosières-en-Santerre	Transformation et conservation de pommes de terre	Non

Source : Insee, CLAP 2004



du pôle de compétitivité à vocation mondiale « Industries et Agro-Ressources », qui a pour objet de rassembler les acteurs de la recherche, de l'enseignement et de l'industrie de Champagne-Ardenne et de Picardie autour d'un axe commun : les valorisations non alimentaires du végétal.

Des projets-pilote sont lancés pour trouver de nouveaux débouchés pour le blé, la betterave, la paille, le lin ou le chanvre... À l'échelle du département de la Somme, le Conseil Général travaille en amont depuis plus d'un an avec tous ses partenaires au projet Agrosphères, afin de mettre en réseau et de réunir les acteurs concernés. Agrosphères rassemble en effet, les industriels de la Somme, qui ont déjà démontré leur dynamisme avec des investissements importants réalisés récemment (*Défial, Métarom, Papillote, Tate & Lyle,...*), les centres de recherche et de transfert des technologies et de formation (le Centre de Valorisation des Glucides, le Centre Technique de Conservation des Produits Agricoles, Alternattech, l'Université de Picardie Jules Verne, la Plateforme agroalimentaire...), les partenaires économiques (Chambres de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture,...) et institutionnels, autour du Conseil Général.

La zone d'emploi compte également deux Systèmes Productifs Locaux (labellisés par la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires) :

- **Le Pôle de Chaudronnerie et de Maintenance de Ham (PCMH)** : créé en 2000, il regroupe une dizaine de PME spécialisées dans la maintenance et la chaudronnerie, ainsi que de grands donneurs d'ordres du secteur. Depuis 2004, ce groupement a connu un nouvel essor avec l'arrivée d'un animateur. Ce groupement permet de renforcer les synergies entre entreprises et d'accroître leur compétitivité dans un contexte concurrentiel de plus en plus âpre.

- **Le SPL Santerre-Haute-Somme Pôle Légumes** : depuis juin 2003, un groupe d'agriculteurs, d'opérateurs commerciaux et d'industriels s'est organisé en SPL pour réfléchir et agir sur la valorisation du potentiel agricole et agroalimentaire du Santerre-Haute-Somme, notamment en matière de légumes. En particulier, une bourse d'échange a été créée afin de faciliter la mise en relation entre les acheteurs et vendeurs de productions légumières du Santerre-Haute-Somme.

► De petites agglomérations dans une zone rurale

Peuplée de près de 90 000 habitants, le Santerre-Somme est la 8^e zone la plus peuplée de Picardie et la 2^e de la Somme derrière Amiens. Elle fait partie des zones les

plus rurales, devancée par le Santerre-Oise ; près de 60 % de la population vit à la campagne. L'organisation spatiale de la zone montre plusieurs petites agglomérations de moins de 10 000 habitants : Péronne, Ham, Roye, Montdidier, Rosières-en-Santerre, Nesle, Eppeville. La zone compte la plus petite part de communes de plus de 500 habitants de la région.

De 1962 à 1999, la population s'est accrue de 2,3 %. L'évolution n'a pas été régulière : de 1962 à 1982, la population a augmenté, diminué de 1982 à 1990 puis recommencé à croître de 1990 à 1999. Le mouvement naturel de la population, toujours excédentaire, s'est heurté à un solde migratoire négatif sur toute la période.

► Un taux d'activité faible chez les 50 ans ou plus

Sans réel dynamisme démographique, la structure par âge montre une population plus vieille que la moyenne régionale. Ainsi, la part des moins de 20 ans et des 20/49 ans est inférieure de près de 2 points à la moyenne de la région tandis que celle des 65 ans ou plus est supérieure de plus de 3 points.

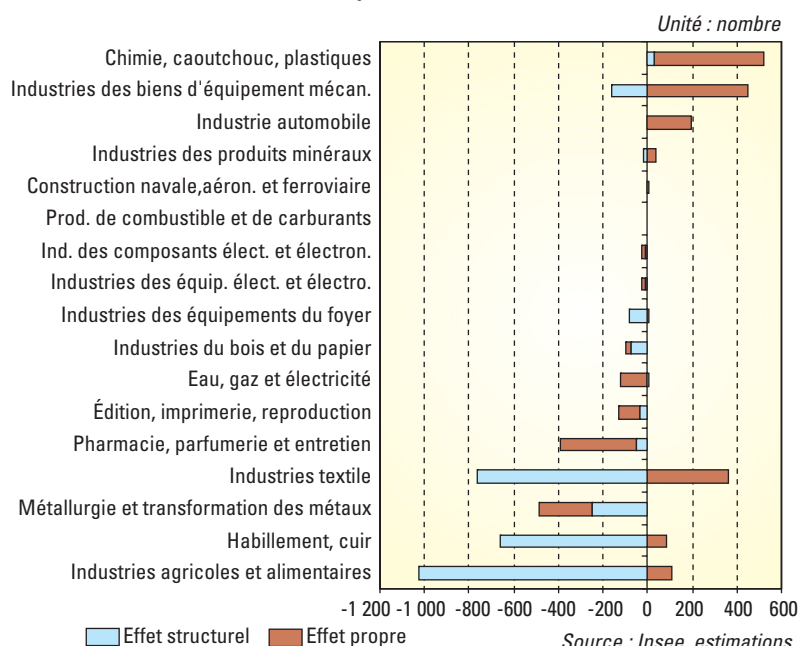
Le taux d'activité des 50/64 ans est de l'ordre de 4 points inférieur à la moyenne picarde.

Les plans de sauvegarde de l'emploi

La zone d'emploi du Santerre-Somme a connu 12 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) entre 2003 et 2005. Les IAA, l'industrie du textile avec 3 PSE et la chimie qui en a subi 2 furent les plus touchées. Les entreprises de 20 à 249 salariés sont les plus concernées.

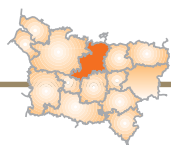
La totalité de ces plans concerne le secteur industriel et 550 personnes ont vu leur emploi disparaître dont 293 dans le seul secteur des industries agroalimentaires.

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005

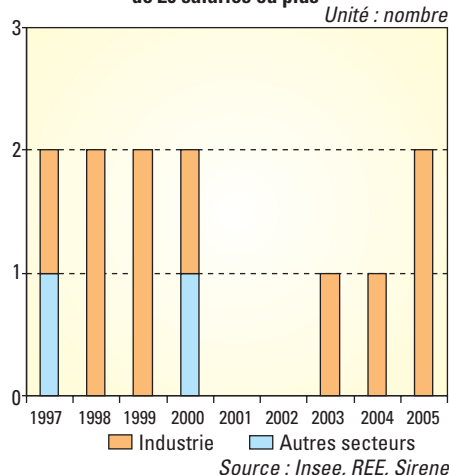


Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



Créations pures d'établissements de 20 salariés ou plus



► Une demande de travail en hausse

Le taux de chômage dans le Santerre-Somme est légèrement supérieur au niveau de la région : 10,5 % contre 10,9 % en 2005. Il se situe à 2,1 points au dessus de celui du Vimeu, taux le plus bas du département.

La part des demandeurs d'emploi provenant du secteur industriel est nettement plus importante dans la zone qu'au niveau du département, de près de 10 points. L'origine des demandeurs d'emploi est concentrée sur l'industrie agroalimentaire, pour près de la moitié et sur l'industrie textile à hauteur de 11 %.

Entre 2002 et 2005, la demande d'emploi dans la Somme est restée stable pour l'ensemble des secteurs alors qu'elle diminue de 6 % dans le secteur industriel. Sur la zone, la demande d'emploi a augmenté de +6 % pour l'ensemble des secteurs, et deux fois plus pour l'industriels. À cet égard, la forte progression du secteur agroalimentaire de 14 % a eu un impact significatif sur la tendance observée. Au niveau de la zone d'emploi, la demande d'emploi de longue durée est inférieure à celle observée au niveau départemental mais s'accroît fortement avec

222 personnes supplémentaires entre 2002 et 2005, soit une hausse de plus de 17 %. Cette variation s'explique en grande partie par la hausse du nombre de demandeurs d'emploi dans le secteur des IAA.

Dans le Santerre-Somme, la structure par âge de la demande d'emploi tous secteurs confondus est identique à celle observée au niveau départemental : 23 % de jeunes, 62 % d'adultes et 15 % de seniors. Parmi les demandeurs d'emploi en provenance de l'industrie, la part des quinquagénaires est supérieure de près de 3 points à la moyenne et en augmentation.

► De bas niveaux de formation

Le Santerre-Somme se caractérise par une présence plus forte des bas niveaux de formation, phénomène encore plus prégnant dans le secteur industriel où les bas niveaux représentent plus de 80 % de la demande d'emploi. Cependant, on note une forte progression des niveaux intermédiaires et supérieurs.

En termes de qualification, 7 % de la demande d'emploi concerne des ingénieurs et techniciens, et 60 % concerne des manœuvres et ouvriers. Cette structure de qualification est différente de celle observée au niveau départemental, où les manœuvres et ouvriers sont nettement moins nombreux et les employés plus nombreux. Cela s'explique, en grande partie, par l'importance des industries de main-d'œuvre dans le Santerre-Somme, notamment les IAA et l'industrie textile.

► Davantage de débouchés dans le secteur industriel

La zone d'emploi se caractérise par un poids important du secteur industriel dans les offres d'emploi, 15 % contre 10 % pour le département de la Somme. Par ailleurs, les industriels recrutent majoritairement sur des contrats longs (CDI et CDD de plus de 6 mois) et peu sur des contrats occasionnels (contrats et mission de moins d'un mois).

Les offres d'emploi se concentrent, pour les deux tiers, dans le secteur agroalimentaire et dans celui de l'industrie des équipements mécaniques (13 %). Le secteur des IAA recrute fortement sur des contrats temporaires (CDD et mission d'intérim de un à six mois), alors que le secteur de l'industrie des équipements mécaniques propose majoritairement des emplois sur des contrats longs.

Certains secteurs ont une politique de recrutement basée uniquement sur CDI ou CDD longs comme les secteurs de l'habillement et du cuir, de la pharmacie, parfumerie et entretien et de la métallurgie et transfor-

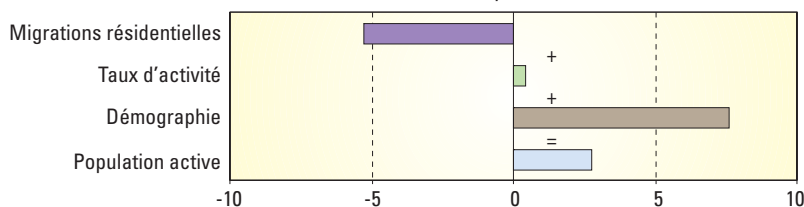
Structure par âge de la population en %

	Population totale		Population active		Taux d'activité			
	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie
Moins de 20 ans	26,7	28,0	3,1	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	41,3	43,2	80,9	80,7	93,7	92,0	75,0	76,0
50 à 64 ans	14,7	14,7	15,7	16,6	53,7	57,8	38,8	43,3
65 ans et plus	17,2	14,1	0,3	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

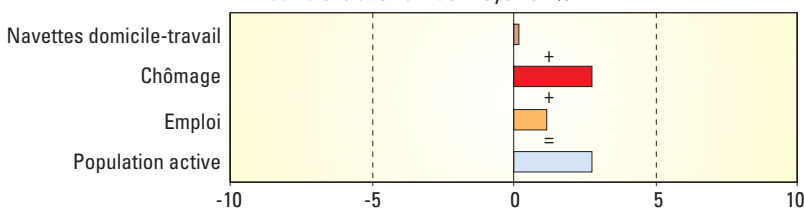
Source : Insee, recensement de 1999

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %

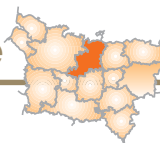


Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



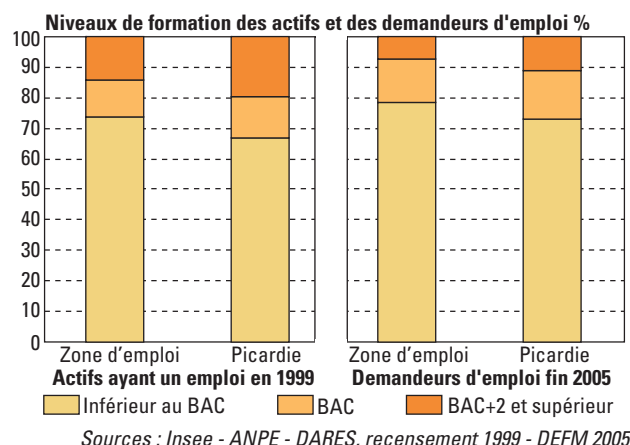
mation des métaux. Malgré une forte demande d'emploi dans le secteur de l'industrie textile, les offres y sont rares, inférieures à 2 %.

Les chefs d'entreprises font état de difficultés de recrutement, notamment dans la mécanique sur des profils du type soudeurs ou tuyauteurs, ou encore sur des fonctions de technico-commerciaux ou d'ingénieurs.

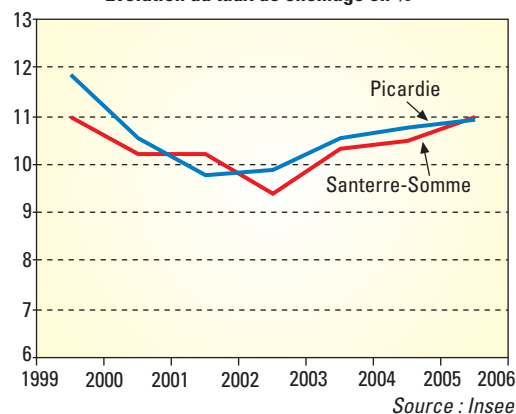
► Un marché du travail ouvert

Le marché du travail du Santerre-Somme est ouvert sur les échanges avec les autres zones. La mobilité résidentielle est importante même si son effet sur la population est faible, les départs et arrivées étant du même ordre.

Les navettes domicile-travail sont nombreuses et continuent à augmenter entre 1990 et 1999. Ainsi, en 1990, 16 % des emplois étaient occupés par des non-résidents et 13 % des actifs travaillaient hors de la zone. En 1999, ces résultats sont réciproquement de 21 % et de 17 % soit 500 entrées de plus que de sorties. ■



Évolution du taux de chômage en %



Les projets de développement

Le projet Seine-Nord-Europe consiste notamment à construire un canal à grand gabarit reliant le bassin de la Seine et de l'Oise au bassin du Nord de la France et au-delà aux réseaux de voies d'eau de l'Europe du Nord. Ce canal, long de 105 km depuis Janville (au nord de Compiègne) jusqu'au canal Dunkerque-Escaut (à l'est d'Arleux), constituera le maillon manquant de la liaison européenne à grand gabarit Seine-Escaut. Cette liaison, qui s'inscrit sur le corridor Nord Amsterdam Paris, constitue une alternative de transport sur cet axe particulièrement saturé.

Le projet se trouve actuellement au stade de l'évaluation de l'avant-projet. Dès cette appropriation par le gouvernement, se succéderont l'enquête publique (2007), la déclaration d'utilité publique (2007), les études finales et les travaux (2008-2012).

Des retombées importantes sont attendues autour de Nesle et de Péronne-Haute Picardie, où deux zones d'activités portuaires devraient voir le jour. La disponibilité future de cet équipement a déjà convaincu plusieurs entreprises de s'installer dans le Santerre-Somme et devrait conduire à d'autres implantations d'entreprises dans le futur.

D'autre part, plusieurs zones d'activités disposent encore de place :

- La zone industrielle de la Chapelette à Péronne dispose de 85 hectares, sur lesquels environ 30 entreprises sont implantées ;
- Le pôle d'activité Haute-Picardie situé à proximité de Chaulnes bénéficie de la proximité immédiate

de la gare TGV ; d'une superficie de 110 hectares (dont 78 encore disponibles) 5 entreprises y sont actuellement installées.

- La zone d'activités de Roye : 163 hectares, dont une extension est prévue à moyen terme, s'est fortement développée du fait de sa présence à proximité de l'échangeur avec l'autoroute A1. Environ 25 entreprises sur la zone Ouest et 10 entreprises sur la zone Sud sont implantées.

- La zone Industrielle de la Roseraie à Montdidier : 47 hectares, compte environ 30 entreprises.

D'autres zones d'activités sont également situées à Hangest-en-Santerre, Rosières-en-Santerre, Nesle (construction à venir d'un hôtel d'entreprises), Roisel, Chaulnes, Ham et Eppeville.

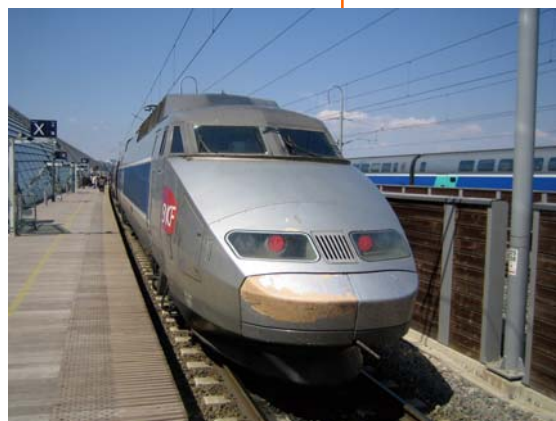
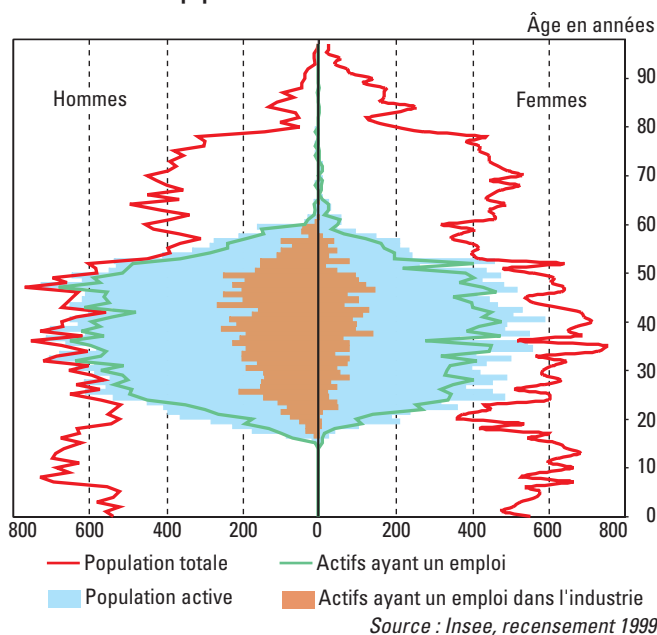


Photo LoopZilla



Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	89 277	4,8	
dont population active	38 772	4,6	
Superficie en km ²	1 420	7,3	
Densité de population (habitants par km ²)	62,9	///	95,7
Nombre de communes	211	7,1	
Part de la population urbaine	42,3	///	61,2
Nombre de logements	38 941	4,9	
dont résidences principales	33 660	4,8	
autres logements	5 281	5,6	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,6	///	2,6

Source : Insee, recensement de 1999

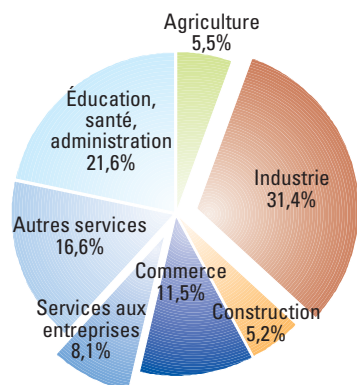
Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
Ensemble Industrie	281	31,4	22,8
Industries agricoles et alimentaires	86	41,5	14,3
Chimie, caoutchouc, plastiques	16	12,0	16,7
Industries textile	18	11,7	3,4
Métallurgie et transformation des métaux	28	10,9	16,3
Industries des biens d'équipement mécan.	52	10,1	11,8
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,40	
	2005	0,38	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Source : Insee, CLAP 2004 - Estimations d'emplois

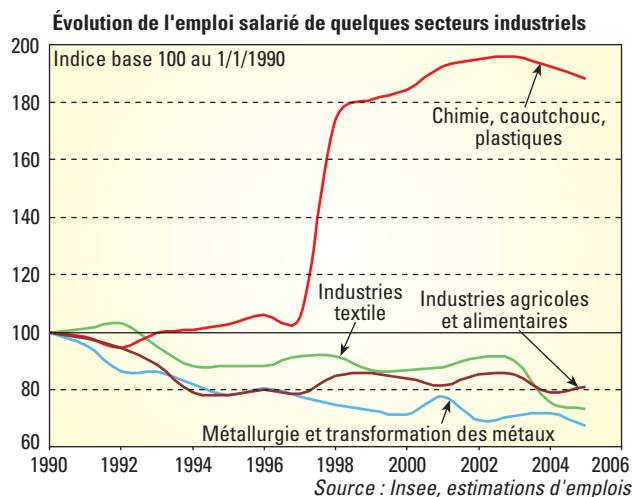
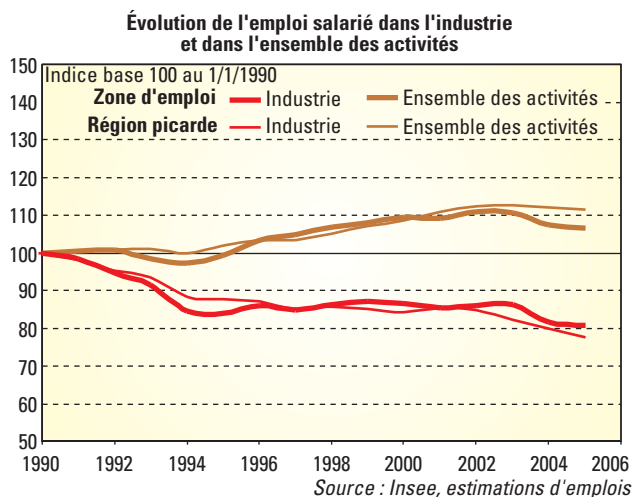
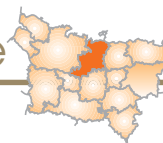
Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité



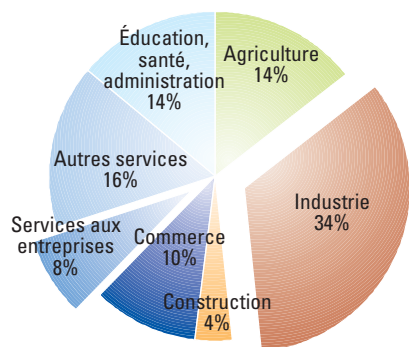
Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Santerre-Somme	Picardie	Santerre-Somme	Picardie
Total	281	4 865	9 241	139 806
<i>Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004 en %</i>				
1 à 9	63,7	63,1	7,7	8,3
10 à 19	12,1	13,4	5,3	6,5
20 à 49	10,3	12,2	10,5	13,7
50 à 99	5,0	4,6	10,5	11,5
100 à 249	5,7	4,5	28,4	24,7
250 à 499	2,5	1,5	25,4	17,9
500 et plus	0,7	0,6	12,3	17,3
<i>Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003 en %</i>				
Localisation de la tête du groupe				
Picardie			5,0	6,5
France			32,7	36,2
Étranger			42,3	32,2
Ensemble			80,0	74,9

Source : Insee, CLAP 2004- LIFI 2003

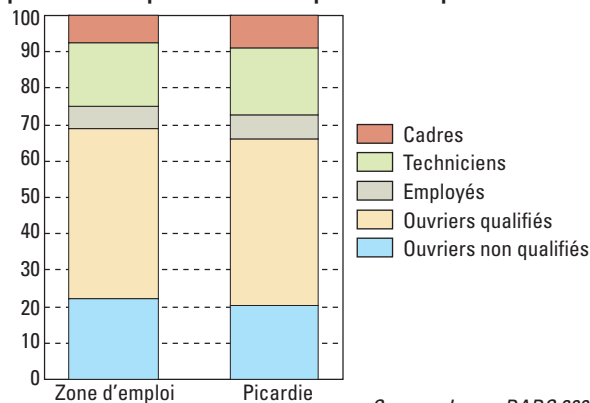


Demandeurs d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Sources : ANPE-DARES, DEFM 2005

Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Source : Insee, DADS 2003

Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	4 579	4 834	100	100	100	100
dont hommes	1 953	2 178	43	45	47	47
femmes	2 626	2 656	57	55	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	3 296	3 329	72	69	65	63
un an et plus	1 283	1 505	28	31	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	1 035	1 108	23	23	21	23
25 à 49 ans	2 882	3 016	63	62	62	62
50 ans et plus	662	710	14	15	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibrage du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	37 837	38 772	
Emplois dans la zone	32 838	33 229	32 953
Chômeurs*	5 467	6 069	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	5 256	7 055	
Résidents travaillant dans une autre zone	4 788	6 529	
Solde des navettes	468	526	-323
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	1 563	1 575	
Émigrants	1 740	1 708	
Solde	-177	-133	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

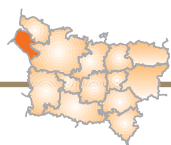
Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

Vimeu : une zone agricole devenue industrielle



Photo Benoît Darcy

FORCES	FAIBLESSES
Réseau d'entreprises dense et réactif disposant d'une offre complète autour de la métallurgie légère. Savoir-faire industriel reconnu. Tissu d'entreprises essentiellement familiales. Évolution de l'industrie locale vers les aspects commerciaux, notamment vers le secteur du bricolage et de la quincaillerie. Environnement attractif sur le littoral.	Dépendance des entreprises vis-à-vis des donneurs d'ordre, notamment dans l'automobile. Faible diversité industrielle.
OPPORTUNITÉS	MENACES
Démarche de promotion du territoire « Investir en Picardie Maritime » initialisée récemment. Projet de création d'une pépinière orientée vers les énergies renouvelables. Développement du secteur tertiaire. Dynamisme autour des SPL (Systèmes Productifs Locaux) pour favoriser le développement des réseaux existants. Développer les approches collectives en recherche et développement pour augmenter la technicité des produits et des organisations. Performance industrielle à améliorer pour gagner en compétitivité.	Entreprises traditionnelles dont les produits ou les process sont en voie de banalisation. Raréfaction de la matière première pour les entreprises travaillant les métaux. Concurrence des pays émergents. Vieillesse de la population.



Le Vimeu est un bassin industriel depuis la fin du XVI^e siècle avec le développement de la serrurerie. L'industrie du Vimeu est organisée en « district industriel ». Il s'agit d'une forme d'organisation productive où de petites unités ont pu préserver leur autonomie grâce à la disposition d'un savoir-faire local, d'une forte capacité de réaction et d'une coordination efficace des entrepreneurs. Le nombre important d'entreprises produisant de la serrurerie et de la robinetterie donne au Vimeu une forte identité industrielle. De nos jours, 70 % de la fabrication française des serrures et 80 % de la fabrication française des robinets provient du Vimeu.

En 2005, l'industrie du Vimeu emploie 42,8 % des salariés, contre 17 % en moyenne nationale et 22,8 % en Picardie. En 2004, c'était la troisième zone d'emploi industrielle de métropole, derrière Oyonnax et Saint-Claude.

À partir de 1997, l'emploi salarié a fortement progressé dans l'industrie des équipements du foyer (fabrication de meubles, d'appareils électroménagers...). En revanche, l'emploi s'est érodé dans les autres secteurs industriels. La tendance générale fait apparaître une baisse du nombre d'emplois salariés dans l'industrie. Cette baisse de l'emploi industriel s'accompagne d'une hausse des emplois dans le secteur tertiaire.

► Une industrie spécialisée dans la serrurerie, la robinetterie et la verrerie

Première région de production de serrures ainsi que des produits associés, la Picardie concentre la majorité des implantations

industrielles pour ces activités dans cette zone. De plus, ce secteur présente la particularité d'être dominé par des groupes industriels ou financiers, positionnés sur la sécurité des bâtiments, les serrures et les ferrures.

Première région de production de robinets, le secteur des robinets et des pompes est surtout représenté par un tissu de PME œuvrant notamment dans la robinetterie sanitaire, le bâtiment et le gaz et de plus en plus dans la robinetterie de luxe.

La fabrication des serrures et des ferrures est réalisée principalement par les établissements *Bricard*, *Picard Serrures*, *FTH Thirard* et *Fichet Serrurerie Bâtiment*. La fabrication d'articles de robinetterie est effectuée essentiellement par *Watts Industrie*, *Noyon et Thiebault*, *Delabie* ainsi que par les établissements *Tetard Haudiquez* *Grisoni*. Pour faire face à la concurrence internationale, ces entreprises de serrurerie et de robinetterie ont orienté leur production vers le haut de gamme et le luxe.

La vallée de la Bresle, commune à la Normandie et à la Picardie produit 70 % du flaconnage mondial de haute parfumerie. L'usine *Saint-Gobain Desjonquières* située à Mers-les-Bains, et son concurrent direct, les *Verreries du Courval* (dont le principal site est en Normandie, distant de 30 km) sont les principaux producteurs de cette industrie verrière âgée de plus de 4 siècles. En amont, les verriers font appel à des maquetistes et des moulistes et, en aval, à des entreprises de parachèvement.

À proximité de ce tissu très dense, sont présentes des entreprises spécialistes et souvent leaders dans leur marché. On peut ainsi citer à ce titre l'entreprise *VKR/Velterm* qui



Photo Egoes

Les 10 plus grands établissements industriels de la zone

Nom	Tranche d'effectif salarié	Commune	Activité principale	Siège de l'entreprise
CAOUTCHOUCS MODERNES	250 à 500	Gamaches	Fabrication d'articles en caoutchouc	Oui
VKR FRANCE	250 à 500	Feuquières-en-Vimeu	Fabrication de charpentes et de menuiseries	Oui
ETABLISSEMENT THIRARD	250 à 500	Fressenneville	Fabrication de serrures et de ferrures	Oui
BRICARD	250 à 500	Feuquières-en-Vimeu	Fabrication de serrures et de ferrures	Non
VERRERIES DU COURVAL	100 à 249	Gamaches	Fabrication de verre creux	Non
ETABLISSEMENTS TETARD HAUDIQUEZ GRISONI	100 à 249	Béthencourt-sur-Mer	Fabrication d'articles de robinetterie	Oui
NOYON ET THIEBAULT	100 à 249	Vaudricourt	Fabrication d'articles de robinetterie	Oui
ETABLISSEMENTS DECAEUX	100 à 249	Feuquières-en-Vimeu	Fabrication de serrures et de ferrures	Non
ETABLISSEMENT THIRARD	100 à 249	Fressenneville	Fabrication de serrures et de ferrures	Oui
PIOLE PAROLAI EQUIPEMENT	100 à 249	Feuquières-en-Vimeu	Fabrication de meubles n. c. a.	Oui

Source : Insee, CLAP 2004



fabrique des fenêtres de toit pour la marque Velux ou encore l'entreprise *Caoutchoucs Modernes*.

► Un réseau très dense de sous-traitants

Le bassin du Vimeu se caractérise aussi par un tissu de sous-traitants que l'on peut classer en deux catégories :

- les sous-traitants de proximité répondant aux besoins des pôles serruriers, robinetiers et verriers.

- les sous-traitants répondant aux besoins de donneurs d'ordre extérieurs. Certaines entreprises de serrurerie et de robinetterie sont, en plus de leur activité pour leur compte propre, elles-mêmes sous-traitantes d'autres industries.

Avec 200 entreprises et plus de 6 000 salariés, le Vimeu se classe ainsi parmi les principaux centres européens de métallurgie légère. Le territoire présente un tissu local de sous-traitants très dense et très diversifié. Ces entreprises font appel à la fonderie, au matriçage, au décolletage, à l'usinage, au polissage et au montage qu'elles ont soit intégrés, soit sous-traités. Le bassin picard se spécialise ainsi sur le travail du laiton, première matière manufacturée dans le Vimeu employant une main-d'œuvre qui possède une culture historique, des compétences techniques et des savoir-faire irremplaçables.

► Une animation du tissu industriel local

Plusieurs structures jouent un rôle d'animation économique et dynamisent le réseau industriel.

Les « Systèmes Productifs Locaux » labellisés par la Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires (DIACT) sont des structures d'animation économique regroupant des entreprises dans le but de favoriser les coopérations et les synergies. Deux SPL sont présents sur la zone d'emploi du Vimeu. Le premier s'articule autour de la métallurgie légère, tirés par les activités dominantes (serrurerie et robinetterie), et s'appuyant sur le tissu industriel local. Sept thématiques sont privilégiées : stratégie, performance industrielle, développement commercial, ressources humaines, management environnemental, communication et animation. Le second est le pôle verrier de la vallée de la Bresle commun avec la Seine-Maritime. Il compte aujourd'hui 63 entreprises employant 7 100 personnes et réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 500 millions d'euros. Il est constitué, outre les grands groupes verriers, de PME-PMI indépendantes, opérant dans le secteur d'activité

du verre, complétant ainsi la chaîne de création. Réparties sur le territoire de la Vallée de la Bresle, disposant d'une main-d'œuvre au savoir-faire reconnu, ces entreprises entretiennent entre elles des relations de coopération.

La CCI d'Abbeville joue un rôle dans l'animation du tissu industriel en favorisant le travail en réseau et le développement durable. Elle participe activement à l'animation des deux SPL. Sa stratégie s'articule autour de cinq axes : renforcer la proximité et les relations avec les entreprises, favoriser la création d'entreprise, développer des partenariats de compétence avec les collectivités locales et les acteurs du développement local, être l'animateur du développement durable de la Picardie Maritime et développer la filière « tourisme de nature ».

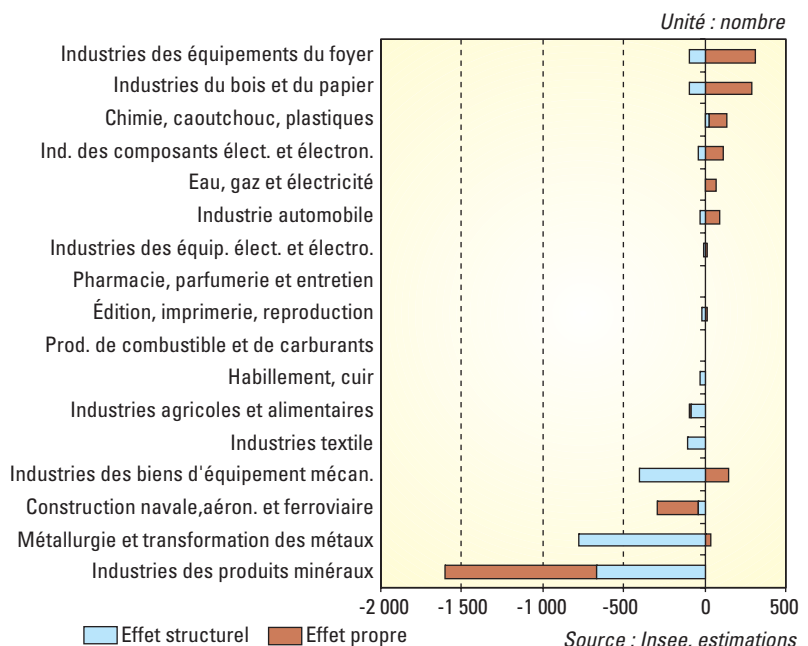
L'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM) est une fédération professionnelle jouant un rôle fort du fait de la présence massive de la métallurgie sur le bassin d'emploi. Les activités couvertes par cette organisation constituent un très large éventail : sidérurgie, fonderie, construction navale, industries mécaniques...

Le Centre de Transfert de Technologie (C2T) Picardie Maritime situé à Friville-Escarbotin est implanté au sein de locaux modernes de 1 418 m² à vocation de transfert de technologie, de réalisation de prestations et de formation. Le C2T réalise des

Les plans de sauvegarde de l'emploi

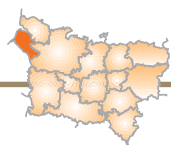
Le Vimeu a connu trois plans de sauvegarde de l'emploi entre 2003 et 2005. Ces trois plans ont concerné des établissements industriels et ont touché 58 salariés.

Évolution de l'emploi salarié industriel de 1990 à 2005



Effet structurel : évolution de l'emploi qui serait observée si l'activité se comportait comme au niveau régional.

Effet propre : écart entre l'évolution réelle et l'évolution due à l'effet structurel.



recherches de compétences et documentaires, propose des journées d'informations techniques et réalise des prestations de laboratoire. Six personnes sont rattachées au domaine de la métrologie et une au transfert de technologie. Le C2T dispose d'un laboratoire accrédité COFRAC, d'un Centre associé AFNOR, et propose l'assistance technique et le transfert de technologie.

► Une zone rurale sans grande agglomération

La superficie du Vimeu représente 3,5 % de celle du territoire picard. Cette zone est essentiellement rurale. Il n'y a pas de grande agglomération, la plus peuplée est Friville-Escarbotin avec 7 000 habitants. Cet aménagement des espaces fait du Vimeu la partie la moins densément peuplée de la Somme avec 11 % des habitants. Il y a une forte part de personnes âgées dans la population. En 1999, les plus de 60 ans représentent 24,2 % de la population contre 19,1 % en moyenne régionale.

Près de 23 000 emplois sont recensés dans le Vimeu. Le district industriel du Vimeu est dynamique ce qui explique, en partie, que le taux de chômage soit moins élevé qu'en

moyenne régionale. En 2005, le taux de chômage est de 8,9 %, inférieur de deux au taux de la région.

► Beaucoup d'offres d'emplois dans l'industrie

La zone d'emploi se caractérise par un poids important du secteur industriel dans les offres d'emploi, 15 % contre 9,8 % pour le département de la Somme. Les offres d'emploi sur contrats de plus de 6 mois sont légèrement moins nombreuses dans la zone du Vimeu. Toutefois, sur cette zone, elles représentent 98,4 % dans le secteur industriel contre 71,8 % tous secteurs confondus.

Les offres d'emploi se répartissent essentiellement dans le secteur de l'industrie des équipements mécaniques (31,2 % du total), l'industrie des produits minéraux (24,9 %) et celle des équipements électriques et électroniques (12,2 %). Le secteur de l'industrie des produits minéraux recrute fortement sur contrats temporaires de 1 à 6 mois, alors que les deux autres secteurs proposent plutôt des emplois sur CDI ou CDD longs. Malgré une forte demande d'emploi dans le secteur de l'industrie des équipements du foyer et des équipements mécaniques, les offres y sont peu nombreuses.

► Une demande forte en provenance de l'industrie

Les demandeurs d'emploi viennent de divers horizons. Si certains sont d'anciens agriculteurs ou commerçants, la plus grande partie (43 %) exerçaient leur dernier emploi dans l'industrie. La demande d'emploi en provenance du secteur industriel représente 39 % du total de la demande d'emploi sur la zone du Vimeu, soit le double de celle observée au niveau départemental. Elle se concentre principalement dans les industries de séries : la métallurgie, transformation des métaux (27,2 %), l'industrie des produits minéraux (18,5 %) et des équipements mécaniques (18,1 %).

Entre 2002 et 2005, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 7 % et de 13 % pour ceux qui travaillaient dans l'industrie. Les baisses dans les secteurs de la métallurgie et des équipements mécaniques ont plus que compensé la hausse en provenance des industries des produits minéraux.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée n'a pas évolué de 2002 à 2005 contrairement à de nombreuses zones d'emploi de la région où le chômage de longue durée s'est aggravé. La part des demandes d'emploi de longue durée est un peu inférieure à celle observée au niveau régional.

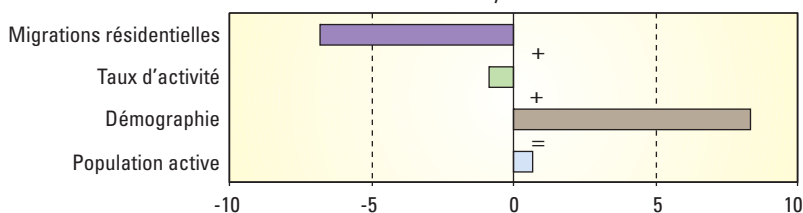
Structure par âge de la population en %

	Population totale		Population active		Taux d'activité			
					Hommes		Femmes	
	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie	zone	Picardie
Moins de 20 ans	24,8	28,0	2,4	2,5	NS	NS	NS	NS
20 à 49 ans	40,9	43,2	80,1	80,7	94,1	92,0	78,6	76,0
50 à 64 ans	16,2	14,7	17,2	16,6	54,1	57,8	40,2	43,3
65 ans et plus	18,1	14,1	0,3	0,3	NS	NS	NS	NS
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	NS	NS	NS	NS

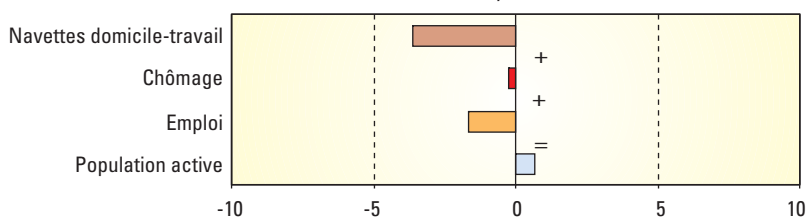
Source : Insee, recensement de 1999

Équilibrage du marché du travail entre 1990 et 1999

Composantes socio-démographiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Composantes socio-économiques de l'évolution de la population active
Taux d'évolution annuel moyen en %



Source : Insee, recensements de la population

Les navettes domicile-travail contribuent à l'évolution de la population active résidente en inversant le signe.



► Des niveaux de qualification faibles

Le niveau de qualification des emplois de l'industrie est le plus faible des zones d'emploi picardes. Les ouvriers non qualifiés représentent 36 % de l'emploi contre 20 % en moyenne dans la région, écart qui se répète sur toutes les autres catégories d'emplois.

Cette faible qualification se retrouve de manière moins marquée parmi les demandeurs d'emplois : 28 % d'entre eux sont des ouvriers non qualifiés, soit 10 points de plus que pour l'ensemble de la région. Il faut toutefois noter que malgré ce handicap, la réduction de la demande d'emploi entre 2002 et 2005 a surtout concerné les ouvriers qualifiés ou non.

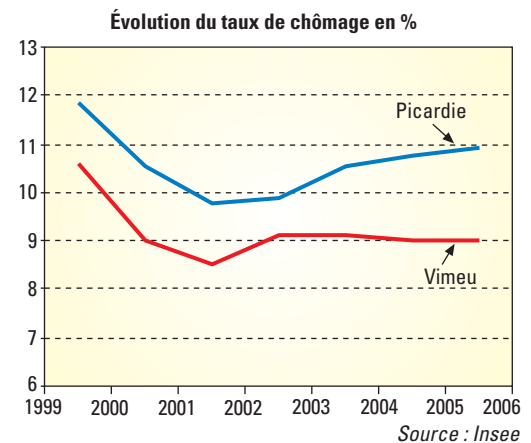
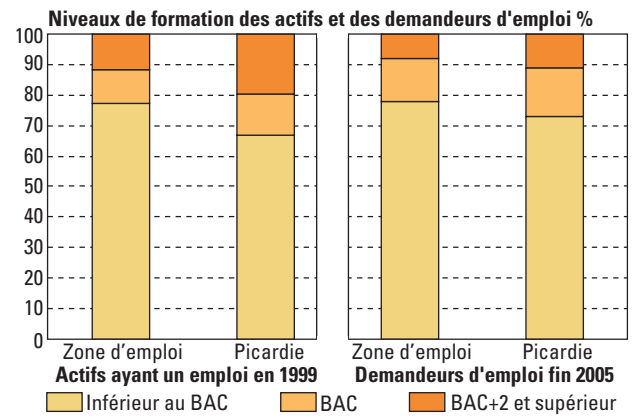
► Des difficultés à surmonter

Comme les autres districts industriels, le Vimeu est confronté à une forte concurrence internationale. Avec des spécialisations reposant sur le travail du laiton et des fabrications en voie de banalisation, l'industrie du Vimeu est fortement exposée à la concurrence des pays à moindre coût de main-d'œuvre. La pression émane des entreprises italiennes sur le marché de la serrurerie et la concurrence chinoise entraîne l'abandon de pans entiers de sous-traitance des produits de bas de gamme ou moyenne gamme.

La très forte spécialisation métallurgique génère des défis environnementaux : elle entraîne une très forte pollution de l'air (fonderies, prestation de dégraisage ou de peinture) et des sols en général. La réglementation en matière d'environnement a été progressivement renforcée. Cette action réglementaire a été accompagnée d'un soutien financier d'envergure pour les entreprises allant au-delà des normes.

Les entreprises du secteur se sont également regroupées au sein d'une association (Aqua Picardie Maritime) pour mesurer collectivement leur impact sur la qualité de l'eau et s'efforcer de le réduire.

Cependant il faut noter que nombre de petites entreprises se sont trouvées confrontées à des coûts de fonctionnement qui ne pouvaient être répercutés sur les prix de vente. D'autres entreprises se sont heurtées à l'absence d'offre technique adaptée. ■



Les projets de développement

Plusieurs zones industrielles et zones d'activités sont susceptibles d'accueillir les locaux des entreprises. On peut notamment citer les zones de Friville-Escarbotin, de Feuquières-Fressenneville, du Gros-Jacques à Saint-Quentin-La Motte ainsi que la zone de Bouttencourt.

Le développement de la zone d'activité du Gros-Jacques est à l'étude. Cette zone va recevoir une pépinière d'entreprises orientée sur les énergies renouvelables. Ce site aura pour vocation d'accueillir toute entreprise évoluant sur cette problématique et de favoriser l'émergence de nouveaux projets.

L'attractivité du territoire devrait se renforcer par le rapprochement de la CCI d'Abbeville Picardie Maritime et de celle du Tréport et par la montée en puissance de la structure partenariale « Investir en Picardie Maritime » sur les projets visant l'identité du territoire, sa promotion et son développement.

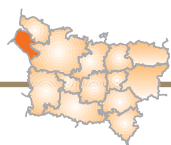
Les industries de la zone d'emploi du Vimeu sont caractérisées par une culture de la transformation des métaux, notamment les non-ferreux. Ce positionnement historique est fortement remis en cause par les pays émergents et par la raréfaction de la matière première. Ces entreprises, souvent à caractère familial, seront incitées à se regrouper d'une part pour mieux résister sur les marchés ac-

tuels et d'autre part, pour mettre en œuvre des approches collectives en recherche-développement et faire ainsi émerger de nouveaux produits incluant de nouveaux matériaux et issus d'autres technologies.

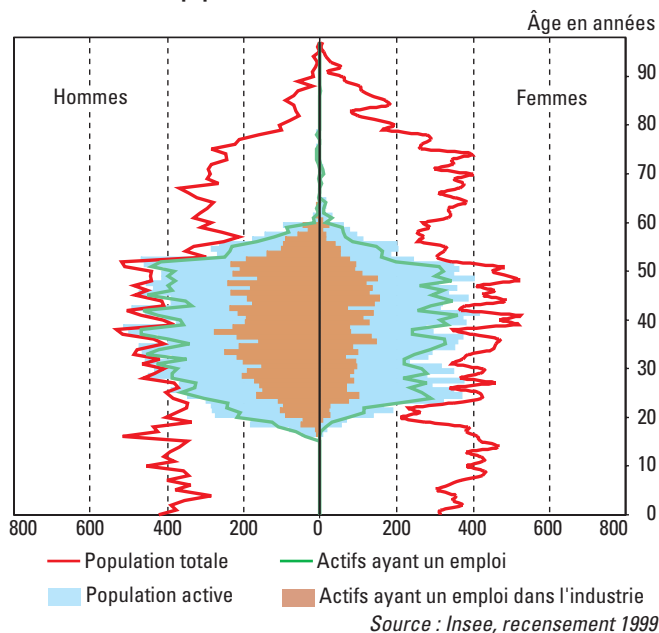
Les bassins d'emplois du Vimeu et de la vallée de la Bresle ont su développer des réseaux qui sont en voie de déstructuration avec l'apparition de mitage dans les maillages de filières. Le prochain contrat d'animation du SPL (Système Productif Local) Vimeu-Vallée de la Bresle doit viser prioritairement ces réseaux et mettre en place les moyens adéquats pour reconstruire ces systèmes et les renforcer.



Photo Loicleul



Structure de la population au recensement de 1999 selon l'activité



Données de cadrage

	Effectif ou %	Part (%) dans la région	Moyenne régionale
Population au recensement de 1999	61 360	3,3	
dont population active	27 234	3,2	
Superficie en km ²	680	3,5	
Densité de population (habitants par km ²)	90,3	///	95,7
Nombre de communes	96	4,4	
Part de la population urbaine	48,1	///	61,2
Nombre de logements	31 424	3,9	
dont résidences principales	23 840	3,4	
autres logements	7 584	8,0	
Nbre moyen de personnes par ménage	2,5	///	2,6

Source : Insee, recensement de 1999

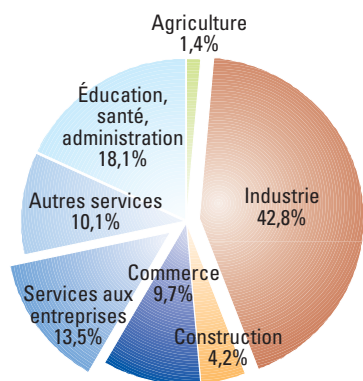
Répartition des activités industrielles en 2004

	Établissements	Part de l'emploi salarié	
		de la zone	de la région
Part de l'emploi salarié total			
Ensemble Industrie	328	42,8	22,8
Part de l'emploi salarié industriel			
Métallurgie et transformation des métaux	136	45,0	16,3
Industries des biens d'équipement mécan.	47	15,7	11,8
Industries des produits minéraux	17	7,4	5,2
Chimie, caoutchouc, plastiques	16	7,0	16,7
Industries du bois et du papier	13	6,7	4,6
Industries des équipements du foyer	16	6,5	5,6
Indice de spécificité industrielle*	1989	0,45	
	2005	0,38	

* Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus la valeur est proche de 1, plus la zone a une structure d'activités industrielles différente du reste de la région.

Source : Insee, CLAP 2004 - Estimations d'emplois

Structure de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité



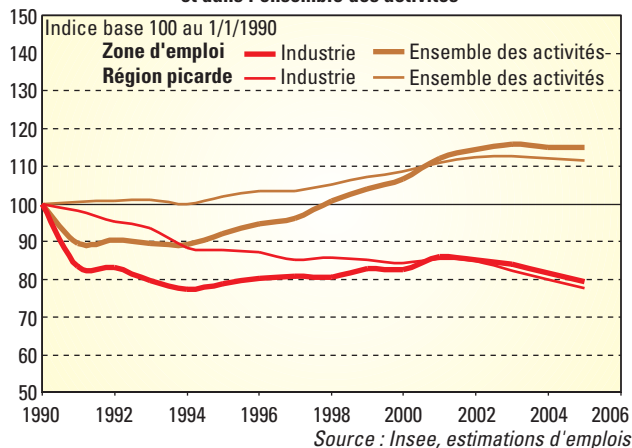
Structure des établissements industriels

	Établissements		Salariés	
	Vimeu	Picardie	Vimeu	Picardie
Total	328	4 865	8 789	139 806
Répartition par tranche d'effectif salarié en 2004 en %				
1 à 9	53,0	63,1	7,6	8,3
10 à 19	16,8	13,4	8,4	6,5
20 à 49	16,8	12,2	21,3	13,7
50 à 99	6,7	4,6	17,4	11,5
100 à 249	5,5	4,5	30,8	24,7
250 à 499	1,2	1,5	14,4	17,9
500 et plus	0,0	0,6	0,0	17,3
Répartition selon l'appartenance à un groupe en 2003 en %				
Localisation de la tête du groupe				
Picardie			7,2	6,5
France			37,1	36,2
Étranger			14,7	32,2
Ensemble			59,1	74,9

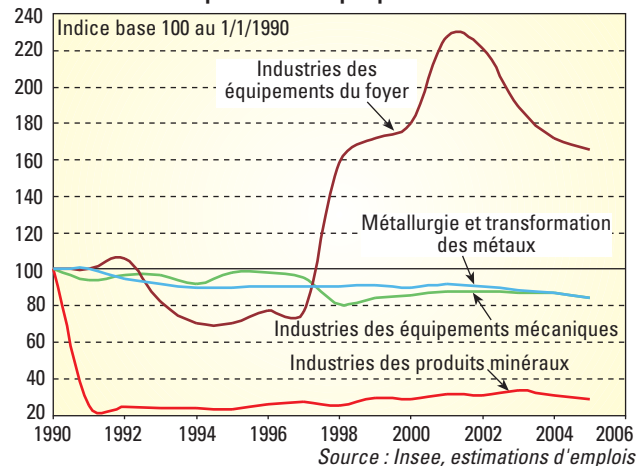
Source : Insee, CLAP 2004- LIFI 2003



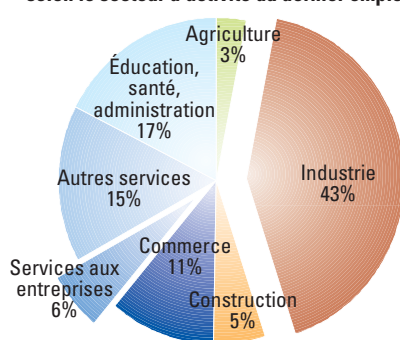
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie et dans l'ensemble des activités



Évolution de l'emploi salarié de quelques secteurs industriels

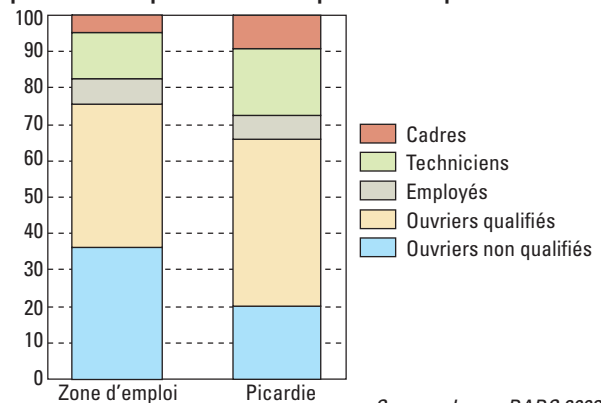


Demandeurs d'emploi selon le secteur d'activité du dernier emploi



Sources : ANPE-DARES, DEFM 2005

Répartition des emplois de l'industrie par niveau de qualification en %



Caractéristiques des demandeurs d'emploi en fin d'année

	Effectif		%		% région	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Total	3 030	2 817	100	100	100	100
dont hommes	1 372	1 283	45	46	47	47
femmes	1 658	1 534	55	54	53	53
Ancienneté de la demande						
moins d'un an	1 992	1 802	66	64	65	63
un an et plus	1 038	1 015	34	36	35	37
Âge du demandeur d'emploi						
moins de 25 ans	701	675	23	24	21	23
25 à 49 ans	1 822	1 669	60	59	62	62
50 ans et plus	507	473	17	17	16	15

Sources : ANPE-DARES, DEFM

Équilibrage du marché du travail depuis 1982

	1990	1999	Estimations 2004
Population active résidente	27 067	27 234	
Emplois dans la zone	21 576	21 166	22 819
Chômeurs*	4 101	3 795	
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	3 964	4 477	
Résidents travaillant dans une autre zone	5 354	6 750	
Solde des navettes	-1 390	-2 273	-2 615
Migrations résidentielles (moyenne annuelle au cours de la période)	(1982-1990)	(1990-1999)	(1999-2004)
Nouveaux arrivants	1 063	1 034	
Émigrants	1 175	1 085	
Solde	-113	-52	

* Personnes ayant déclaré rechercher un emploi à la date du recensement

Source : Insee, recensements - estimations d'emploi - DADS

**Activité (nomenclature) :**

la nomenclature des activités industrielles utilisée dans cet ouvrage est la nomenclature économique de synthèse (NES) en 36 postes, adoptée par l'Insee en 1994. Cette nomenclature regroupe les activités en fonction de leur marché : industrie des biens intermédiaires ou des biens de consommation. Bien que des critères comme les spécificités techniques du processus de production ou l'organisation en filières de production auraient trouvé leur place dans cet ouvrage, la NES a été retenue car elle permet une approche transversale aux diverses sources d'informations mises en œuvre.

Centre de décision d'un établissement :

c'est la tête de groupe s'il appartient à un groupe, le siège social de l'entreprise sinon. Dans ce cas, on dira que l'établissement appartient à une entreprise indépendante.

Demandeurs d'emploi ou DEFM :

les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois. Sont retenus ici les demandeurs d'emploi de catégorie 1, 2 et 3, c'est-à-dire les personnes immédiatement disponibles pour un emploi. Les **demandeurs d'emploi de longue durée** sont les demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an.

Entreprise :

c'est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Établissement :

c'est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.

Groupe d'entreprises :

c'est un ensemble d'entreprises liées entre elles par des participations au capital et parmi lesquelles l'une détient sur les autres un pouvoir de décision.

Indice de spécificité :

il s'agit dans l'ouvrage de l'**indice global de spécificité de Krugman** pour les activités industrielles réparties selon les 17 postes de l'industrie de la nomenclature économique de synthèse en 36 postes. Il est obtenu en comparant la structure par activité d'une zone d'emploi à la structure du reste de la région. La valeur de l'indice, comprise entre 0 et 1, est d'autant plus élevée que les activités industrielles de la zone d'emploi diffèrent de celles du reste de la région : sa valeur correspond à la proportion des salariés qui devraient changer de secteur d'activité dans la zone d'emploi pour que cette zone ait une structure d'activité identique au reste de la Picardie.

Offres d'emploi :

ce sont les offres d'emploi enregistrées par l'ANPE au cours de l'année. Ces offres sont classées en trois catégories selon le contrat de travail offert :

- **Contrat long** : contrat à durée déterminée ou indéterminée de plus de 6 mois ;
- **Contrat temporaire** : contrat à durée déterminée ou mission d'intérim de 1 à 6 mois ;
- **Contrat occasionnel** : contrat à durée déterminée ou mission d'intérim de moins d'un mois.

***Plan de Sauvegarde pour l'Emploi ou PSE :***

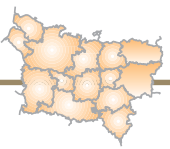
il s'agit de l'annonce de suppressions d'emplois égales ou supérieures à 10 salariés dans les établissements comprenant 10 salariés et plus.

Productivité apparente du travail :

c'est un indicateur de l'efficacité productive de l'établissement, et notamment de la main-d'œuvre utilisée. Il est égal à la valeur ajoutée moyenne par travailleur (en équivalent temps complet).

Tête de groupe :

c'est une entreprise qui contrôle au moins une autre entreprise (appelée filiale) et qui n'est contrôlée par aucune autre société. Le contrôle est défini par la détention de plus de 50 % des voix en assemblée d'actionnaires.



Région Picardie

- « Picardie : Diagnostic et Perspectives », Insee Picardie, 2006
- « Les métiers en tension en Picardie », DRTEFP Picardie, 2006
- « Les défis de l'industrie picarde », Drire, 2005
- « L'économie d'Amiens à l'horizon 2020 défis et enjeux », CCI d'Amiens, juin 2004
- « La Picardie et ses zones d'emploi », Insee Picardie, dossier n°31 - 2002
- « L'industrie Picarde en 28 secteurs », Insee Picardie, dossier n°27 - 2001
- « Portrait de l'industrie picarde », Insee Picardie, dossier n°18 - 1998

Autres régions :

- « L'industrie en Midi-Pyrénées », Insee-Drire Midi-Pyrénées, dossier n°131 - 2005
- « Industrie et territoires », Insee Bretagne, les dossiers d'Octant n°40 - 2000
- « Industries Bas-Normandes », Insee-Drire Basse Normandie, décembre 1998

WEB



www.insee.fr/picardie



www.drire.gouv.fr/picardie



www.drtefp-picardie.travail.gouv.fr